

1219

Archivum

1966 - VOL - 16.



A
V: 8ml, NSI
NSI-16
38004

ARCHIVUM

ARCHIVUM

REVUE INTERNATIONALE DES ARCHIVES
publiée avec le concours financier de l'UNESCO
et sous les auspices du
CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

VOL. XVI

1966

L'OUVERTURE DES ARCHIVES A LA RECHERCHE

Actes du Congrès international extraordinaire des Archives
(Washington, 9-13 mai 1966)



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1969



COMITÉ EXÉCUTIF DU CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

<i>Président</i>	D. Luis SÁNCHEZ BELDA, directeur général des Archives et Bibliothèques d'Espagne, Madrid.
<i>Vice-présidents</i>	D. Mario BRICEÑO-PEROZO, directeur des Archives générales de la nation du Venezuela, Caracas ; M. Gennadyj BELOV, directeur général des Archives d'Etat de l'URSS, Moscou.
<i>Membres élus</i>	M. J. M. AKITA, directeur des Archives nationales du Ghana, Accra ; Dr. Alexander BEIN, archiviste de l'Etat d'Israël, directeur des Archives centrales sionistes ; M. K. D. BHARGAVA, directeur des Archives nationales de l'Inde, New Delhi ; M. Franjo BILJAN, directeur des Archives de Yougoslavie, Belgrade ; M. Guy DUBOSCQ, inspecteur général des Archives de France, Paris ; délégué financier du Conseil international des Archives ; Dr. Johan HVIDTFELDT, directeur général des Archives du Royaume de Danemark, Copenhague ; M. H. C. JOHNSON, Keeper of the Records du Royaume-Uni, Londres ; Dr. Wolfgang MOMMSEN, président du Bundesarchiv, Coblenz (Allemagne fédérale) ; Dr. James RHOADS, archiviste des Etats-Unis, Washington ; M. Antal SZEDŐ, directeur honoraire du Centre national des Archives de Hongrie, Budapest.
<i>Membres « ex officio »</i>	Dott. Giovanni ANTONELLI, directeur de la division des affaires techniques archivistiques à la Direction générale des Archives d'Etat d'Italie, Rome ; secrétaire général du Conseil international des Archives ;

- M. Morris RIEGER, directeur du projet national du *Guide africain* aux Archives nationales des Etats-Unis, Washington; secrétaire général adjoint du Conseil international des Archives ;
- M. Bernard MAHIEU, conservateur en chef aux Archives nationales de France, Paris; trésorier du Conseil international des Archives ;
- M. Alwi JANTAN, directeur des Archives nationales de Malaysia, Petaling Jaya; président de la branche régionale du Conseil international des Archives pour l'Asie du Sud-Est ;
- M. Charles KECSKEMÉTI, archiviste aux Archives nationales de France, Paris; secrétaire du Conseil international des Archives.

Présidents d'honneur

- M. Ingvar ANDERSSON, directeur général honoraire des Archives de Suède, ancien président du Conseil international des Archives ;
- M. Charles BRAIBANT, directeur général honoraire des Archives de France, ancien président du Conseil international des Archives ;
- † M. Etienne SABBE, archiviste général honoraire du Royaume de Belgique, ancien président du Conseil international des Archives ;
- M. Charles SAMARAN, directeur honoraire des Archives de France, ancien président du Conseil international (provisoire) des Archives.

CORRESPONDANTS DE LA REVUE⁽¹⁾

ALLEMAGNE (République fédérale d')	
Prof. Johannes PAPRITZ	Directeur honoraire des Archives d'Etat et de l'Ecole d'archives de Marburg/Lahn; membre d'honneur du Conseil international des Archives.
ARGENTINE	
Dr. Aurelio TANODI	Directeur de l'Ecole des archivistes et bibliothécaires à l'Université nationale de Córdoba, Argentine; membre du Comité de rédaction d' <i>Archivum</i> .
AUSTRALIE	
Mrs. Phyllis MANDER-JONES, B.A..	Officier de liaison du Public Library of New South Wales (Sydney, N.S.W.), Londres.
AUTRICHE	
Dr. Hanns-Leo MIKOLETZKY	Univ. Doz., directeur général des Archives d'Etat d'Autriche, Vienne.
BELGIQUE	
Mlle Andrée SCUFFLAIRE	Conservateur aux Archives générales du Royaume de Belgique, Bruxelles.
DANEMARK	
Dr. Harald JØRGENSEN	Dr. Phil., directeur des Archives provinciales de Sjælland, Copenhague; président de l'Association des archivistes du Danemark.
ESPAGNE	
D. Antonio MATILLA TASCÓN	Inspecteur général des Archives d'Espagne.
ÉTATS-UNIS	
Dr. Ernst POSNER	Ancien doyen de la School of Social Sciences and Public Affairs, American University, Washington.
FINLANDE	
M. Yrjö NURMIO	Directeur honoraire des Archives nationales de Finlande, Helsinki.

1. Nous donnons ici la liste des correspondants fixée lors du Congrès de Bruxelles, en 1964. Elle est en cours de révision.

GRANDE-BRETAGNE	
Sir Robert SOMMERVILLE	Vice-président de la British Records Association.
HONGRIE	
M. Antal SZEDÖ	Directeur honoraire du Centre national des Archives, Budapest ; membre du Comité exécutif du Conseil international des Archives.
INDE	
Mlle D. KESWANI	Archiviste aux Archives nationales de l'Inde, New Delhi.
ITALIE	
Prof. Antonino LOMBARDO	Inspecteur général des Archives d'Italie, Rome ; président de l'Association des archivistes italiens.
PAYS-BAS	
Mme Elisabeth LEEMANS	Mr. Chartermeester I aux Archives générales du Royaume des Pays-Bas, La Haye ; archiviste de la Société royale néerlandaise de généalogie et d'héraldique.
POLOGNE	
M. Henryk ALTMAN	Directeur général honoraire des Archives d'Etat de Pologne, Varsovie.
PORTUGAL	
Dr. Luis SILVEIRA.....	Inspecteur général des Bibliothèques et des Archives du Portugal, Lisbonne.
ROUMANIE	
M. Nicolae DINU	Directeur général honoraire des Archives d'Etat de la République socialiste de Roumanie, Bucarest.
SUÈDE	
M. Ingvar ANDERSSON	Directeur général honoraire des Archives de Suède, Stockholm ; président d'honneur du Conseil international des Archives.
SUISSE	
M. Gustave VAUCHER.....	Archiviste honoraire de l'Etat de Genève.
URSS	
M. Sergej Timofeevič PLEŠAKOV ..	Chef du département de l'Organisation et des Méthodes à la Direction générale des Archives d'Etat de l'URSS, Moscou.
YUGOSLAVIE	
Arhivist	Revue de la Fédération des archivistes de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

SOMMAIRE

L'OUVERTURE DES ARCHIVES A LA RECHERCHE Actes du Congrès international extraordinaire des Archives (Washington, 9-13 mai 1966)

	PAGES
« IN MEMORIAM » ÉTIENNE SABBE	13
AVANT-PROPOS	15

SÉANCE D'OUVERTURE DU CONGRÈS

— Discours de M. Robert H. BAHMER, archiviste des Etats-Unis, président du Comité d'organisation du congrès	17
Lecture de la lettre de M. Hubert H. HUMPHREY, vice-président des Etats-Unis, p. 18.	
Lecture de la lettre de M. Charles BRAIBANT, président d'honneur du Conseil international des Archives, p. 18.	
— Discours de M. Charles FRANKEL, sous-secrétaire d'Etat à l'Education et aux Affaires culturelles des Etats-Unis	19
— Discours de M. Etienne SABBE, président du Conseil international des Archives...	20
— Discours du Dr. Lyman H. BUTTERFIELD	21

PREMIÈRE SÉANCE DE TRAVAIL

La libéralisation de l'accès aux archives

Liberalization of restrictions on access to archives : general survey. Report by Dr. W. Kaye LAMB.....	35
Liberalization of restrictions on access to archives : legal and juridical problems associated with access to archives. Report by Dr. Herman HARDENBERG.....	41

	PAGES
Procès-verbal de la séance	47
<i>Exposés</i> de MM. R.-H. BAUTIER (France), p. 47 ; E. W. DADZIE (Mauritanie), p. 53 ; J. EYZAGUIRRE (Chili), p. 55 ; O. JÄGERSKIÖLD (Suède), p. 56 ; A. SOLOVEV (URSS), p. 57.	
<i>Réponses des rapporteurs</i> : Dr. W. K. LAMB, p. 59 ; Dr. H. HARDENBERG, p. 61.	
<i>Débats</i> : interventions de MM. G. MARTÍNEZ ACOSTA (Equateur), p. 61 ; E. SABBE (Belgique), p. 61 ; A. LOMBARDO (Italie), p. 63 ; C. V. BLACK (Jamaïque), p. 63.	

DEUXIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

Les programmes nationaux de publications de documents

National documentary publication programing : documentary publication in the Eastern hemisphere. Report by Mr. Ghenadij BELOV	67
National documentary publication programing : documentary publication in the Western hemisphere. Report by Dr. Oliver W. HOLMES	79
Procès-verbal de la séance	97
<i>Supplementary report</i> by Dr. Oliver W. HOLMES, p. 97.	
<i>Exposés</i> de MM. M. BAUDOT (France), p. 99 ; R. H. ELLIS (Royaume-Uni), p. 101 ; K. D. BHARGAVA (Inde), p. 103 ; A. LOMBARDO (Italie), p. 104 ; G. MENDOZA (Bolivie), p. 105.	
<i>Débats</i> : interventions de MM. E. SABBE (Belgique), p. 110 ; R.-H. BAUTIER (France), p. 111 ; G. EMBER (Hongrie), p. 113 ; H. LIEBERICH (Allemagne fédérale), p. 113 ; Z. ŠAMBERGER (Tchécoslovaquie), p. 114 ; J. FERGUSSON OF KILKERRAN (Royaume-Uni), p. 115.	
<i>Réponses des rapporteurs</i> : M. BELOV, p. 116 ; M. HOLMES, p. 116.	

TROISIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

L'utilisation du microfilm pour la recherche et la publication

L'utilisation du microfilm pour la recherche et la publication : problèmes du microfilmage. Rapport par M. Antal SZEDÖ	119
Microreproduction of archives for reference and publication purposes : selected aspects of microreproduction in the United States. Report by Mr. Albert H. LEISINGER, Jr.	127
Procès-verbal de la séance	151
<i>Exposés</i> de MM. F. BILJAN (Yougoslavie), p. 152 ; H. JØRGENSEN (Danemark), p. 152 ; H. LIEBERICH (Allemagne fédérale), p. 154 ; L. RODRIGUEZ MORALES (Porto-Rico), p. 155 ; A. MATILLA TASCÓN (Espagne), p. 157.	
<i>Débats</i> : interventions de MM. E. SABBE (Belgique), p. 160 ; I. MACLEAN (Australie), p. 160 ; S. S. WILSON (Royaume-Uni), p. 161 ; B. MAC GIOLLA CHOILLE (Irlande), p. 162 ; L. SANDRI (Italie), p. 162 ; R. H. BAHMER (Etats-Unis), p. 163 ;	

	PAGES
Mgr M. GIUSTI (Vatican), p. 163 ; MM. T. R. SCHELLENBERG (Etats-Unis), p. 164 ; C. GUT (France), p. 165 ; K. D. BHARGAVA (Inde), p. 166 ; J.-F. MAUREL (Sénégal), p. 166 ; Z. ŠAMBERGER (Tchécoslovaquie), p. 167.	
<i>Réponses des rapporteurs</i> : M. SZEDÖ, p. 167 ; M. LEISINGER, p. 168.	

QUATRIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

La coopération internationale pour la libéralisation de l'accès aux archives

La cooperación internacional en facilitar acceso a los archivos. Informe por el Prof. Aurelio TANODI	171
Les activités et les problèmes du Conseil international des Archives. Rapport par M. Charles KECSKEMÉTI	197
Procès-verbal de la séance	207
<i>Exposés</i> de MM. A. BEIN (Israël), p. 207 ; M. RIEGER (Etats-Unis), p. 210 ; J. VALETTE (Madagascar), p. 211 ; P. WALNE (Royaume-Uni), p. 212 ; I. ŽEMSKOV (URSS), p. 213.	
<i>Débats</i> : Interventions de MM. E. POSNER (Etats-Unis), p. 214 ; R.-H. BAUTIER (France), p. 214 ; W. C. GROVER (Etats-Unis), p. 215 ; H. HARDENBERG (Pays-Bas), p. 216 ; L. KENG AUN (Malaysia), p. 216 ; R. MARQUANT (France), p. 217 ; G. MARTÍNEZ ACOSTA (Equateur), p. 218 ; Mrs. D. RENZE (Etats-Unis), p. 218 ; L. SAINT-JUSTE (Haïti), p. 219 ; Z. ŠAMBERGER (Tchécoslovaquie), p. 222.	
<i>Réponse</i> de M. KECSKEMÉTI, rapporteur, p. 222.	

SÉANCE DE CLOTURE

— Lecture de la lettre de M. Lyndon B. JOHNSON, président des Etats-Unis	225
— Discours de M. Joseph E. MOODY, administrateur adjoint de la General Services Administration	226
— Exposé de M. Guy DUBOSCQ, trésorier du Conseil international des Archives, sur l'UNESCO	227
— Remerciements de M. GAGLIOTTI, représentant de l'UNESCO aux Nations Unies, à M. Duboscq	229
— Discours de M. Waldo G. LELAND, ancien président du Comité international des Sciences historiques	230
— Résolutions, recommandations et vœux du Congrès	231
Texte français, p. 232.	
Texte anglais, p. 233.	

ÉTIENNE SABBE

Etienne Sabbe, président d'honneur du Conseil international des Archives, est décédé le 15 janvier 1969, à Courtrai, en Belgique.

Il était né à Ostende le 21 août 1901. Après de solides études primaires et secondaires, il entra à l'Université de Gand où il fut, de 1921 à 1925, l'élève d'Henri Pirenne, de François-Louis Ganshof et d'autres historiens belges. Une thèse sur les réformes monastiques en Flandre et en Lotharingie aux ^x^e et ^xⁱ^e siècles lui valut, en 1925, le titre de docteur en philosophie et lettres (groupe histoire), avec la mention « grande distinction ».

Il entra dans la carrière des Archives en 1928, et fut affecté comme archiviste-paléographe aux Archives générales du Royaume, où il resta jusqu'en 1942. Il y prépara son *Histoire de l'industrie linière en Belgique* et obtint le grade d'agrégé de l'enseignement supérieur en histoire de l'Université de Gand en 1943.

Nommé conservateur des Archives de l'Etat à Anvers en 1942, il administra brillamment ce grand et riche dépôt et poursuivit en même temps ses travaux historiques. Auteur de trois livres, *Histoire de l'industrie linière en Belgique jusqu'à la fin du XIX^e siècle* (1945), *Anvers, métropole d'Occident, 1492-1566* (1952), *Histoire de l'industrie linière en Belgique jusqu'au traité d'Utrecht* (1953), il a publié une soixantaine d'articles d'histoire du Moyen Age et d'histoire moderne et contemporaine relatifs à la paléographie, à la diplomatique, à l'archivistique, à l'histoire économique et à l'histoire de l'art dans différents périodiques belges et étrangers et dans notre revue internationale d'archives, *Archivum*.

Nommé archiviste général du Royaume de Belgique en 1955 lors de la mise à la retraite de M. Camille Tihon, il assumait cette charge de 1955 à 1968 avec intelligence et dynamisme, faisant preuve, malgré les difficultés de toute sorte, d'une énergie indomptable et d'un optimisme sans faiblesse. Il mit en application la Loi des Archives de 1955, installa un service d'inspection couvrant tout le territoire belge, créa quatre dépôts d'arrondissement et deux dépôts auxiliaires destinés à recevoir les archives contemporaines. Sur le plan budgétaire, il obtint du gouvernement une extension considérable des cadres du personnel, tant scientifique qu'administratif et technique, en même temps qu'une amélioration très sensible des rémunérations. Il modernisa les ateliers, créa un service éducatif et organisa un grand nombre d'expositions. Il accrut fortement les collections, en particulier dans le domaine de l'histoire religieuse, et accéléra le rythme des publications d'inventaires d'archives. Il n'eut pas la joie de voir tout à fait terminée la construction des nouveaux dépôts des Archives générales, auxquels il consacra cependant beaucoup de son énergique persuasion.

Ses contacts avec les archives étrangères remontent à 1936, époque à laquelle il effectua des missions scientifiques dans maints dépôts d'archives français. Il parcourut ensuite la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Elu en 1956 membre du Comité exécutif du Conseil international des Archives, son action y fut dès lors déterminante, pendant douze années qu'il occupa ce poste. Il en devint vice-président en 1960, puis président en 1964, après avoir magistralement organisé à Bruxelles le V^e Congrès

international des Archives. Devenu archiviste général honoraire du Royaume de Belgique en mars 1968, il remit, ayant achevé son mandat, sa charge de président du Conseil international des Archives à la fin du VI^e Congrès international des Archives de Madrid en septembre 1968.

Au Conseil, toutes nos entreprises portent la marque de sa forte personnalité. Présent, souvent au détriment de sa santé, à toutes les réunions des comités et groupes de travail, qu'elles eussent lieu en Europe ou en Amérique, il fit preuve au long des années d'une énergie physique, morale et intellectuelle, peu commune, entraînant avec flamme, vigueur, enthousiasme et une pointe d'humour, ses collègues et ceux qui ont eu l'honneur de travailler avec lui et qui aimaient œuvrer sous sa direction.

Dès 1959, il a donné le départ et l'impulsion à la grande œuvre de préparation et de publication d'un *Guide des sources de l'histoire des nations* que l'UNESCO confia au Conseil. Lors de son départ de la présidence, il pouvait s'enorgueillir d'avoir mené à bien ce guide pour les pays d'Amérique latine et pour ceux de l'Afrique subsaharienne, et d'avoir jeté les bases du guide pour l'Asie auquel le Conseil va maintenant s'attaquer.

Sous sa présidence, plusieurs manuels de technique et de terminologie archivistiques ont été publiés ; la formation professionnelle des archivistes dans les Etats nouveaux a été étudiée. En effet, l'assistance technique aux pays en voie de développement en matière d'archives était une de ses préoccupations essentielles. Convaincu de la nécessité d'une collaboration internationale sur le plan de la profession, débouchant sur une entente et une compréhension amicale plus grandes entre les nations, Etienne Sabbe a manifesté dans plus d'une circonstance sa sincère générosité ; je n'en veux pour preuve que l'appel qu'il lança à la solidarité internationale lors du désastre qui frappa l'Italie, Florence et Venise dans leur inestimable patrimoine culturel.

Généreux, il le fut enfin en insistant auprès de ses collègues étrangers, avec autant de fougue que de prudence, pour une ouverture la plus large possible de l'accès aux richesses documentaires que renferment de par le monde nos dépôts d'archives.

Comme président du Conseil international des Archives et comme son successeur, je rends hommage, au nom des soixante-dix Etats qui composent notre Conseil, à celui qui fut un grand archiviste et un grand président.

Luis SÁNCHEZ BELDA,
*Président du Conseil international
des Archives.*

AVANT-PROPOS

Ce numéro XVI d'*Archivum*, bien qu'il porte la date de 1966, paraît en 1969.

Les causes de ce retard sont nombreuses et bien connues ; il y est, du reste, fait allusion dans le corps même du volume (p. 214-215).

Celui-ci est consacré aux actes du Congrès international extraordinaire de Washington de 1966, sur le thème « L'ouverture des archives à la recherche ».

Pour répondre au vœu unanime des lecteurs d'*Archivum*, le numéro XVIII (actes du Congrès international de Madrid de 1968) paraîtra aussitôt après celui-ci ; le numéro XVII, qui portera la date de 1967, suivra.

D'ores et déjà, il nous paraît nécessaire de faire figurer dans le présent volume la composition du Conseil exécutif du Conseil international des Archives, du Comité de direction et du Comité de rédaction d'*Archivum*, telle qu'elle résulte des décisions prises à Madrid en septembre 1968. Le lecteur ne s'étonnera donc pas de trouver des renseignements datant de 1968 dans un volume daté de 1966.

Paris, 1^{er} mars 1969.

M. DUCHEIN,
Rédacteur en chef.

SÉANCE D'OUVERTURE DU CONGRÈS

Le Congrès international extraordinaire des Archives, réuni à Washington du 9 au 13 mai 1966, a été organisé par les Archives nationales des Etats-Unis et par la Society of American Archivists, avec l'aide du Council on Library Resources. En comprenant les délégués et les observateurs, il groupait 438 participants, représentant 58 pays.

La séance d'ouverture eut lieu le lundi 9 mai, à 14 h 30, dans la Salle de conférences internationales du Département d'Etat, où se déroula tout le congrès. M. Robert H. Bahmer, archiviste des Etats-Unis et président du Comité d'organisation du congrès, prononça l'allocution d'ouverture, puis donna lecture de lettres que lui avaient adressées le vice-président des Etats-Unis, M. Hubert H. Humphrey, et M. Charles Braibant, directeur général honoraire des Archives de France, président d'honneur du Conseil international des Archives. M. Charles Frankel, sous-secrétaire d'Etat à l'Education et aux Affaires culturelles, souhaita ensuite la bienvenue aux congressistes au nom du gouvernement des Etats-Unis. Puis M. Etienne Sabbe, archiviste général du Royaume de Belgique, président du Conseil international des Archives, prit la parole pour remercier M. Bahmer de son hospitalité. Enfin, M. Lyman H. Butterfield, directeur de l'édition des papiers de la famille Adams, prononça un important discours, consacré au « monde indivisible de l'érudit »¹.

Speech by Dr. Robert H. BAHMER

Archivist of the United States

Chairman of the Organizing Committee of the Congress

It is indeed for me a pleasure to welcome you to this Extraordinary International Congress. It is an event that all of us in the United States have looked forward to for a great many years.

That the Congress is possible is owing to the generosity of one of our foundations, the Council on Library Resources, a representative of which is here today, Mr. Melville J. Ruggles. I think we owe him and his organization a vote of thanks for the support they have given us.

I hope to have the opportunity to meet most of you individually during the course of this week. On behalf of the Society of American Archivists as well as the National Archives of the United States, it is a pleasure to have you with us.

1. Ce discours, *The Scholar's One World*, a été publié dans *The American Archivist*, vol. 29, n° 3 (juillet 1966), p. 343-361. Nous le republions ici avec l'aimable autorisation de la rédaction de cette revue.

I should like at this time to read a message from one of the important leaders of the United States, addressed to me as chairman of the Organizing Committee. The letter reads :

Dear Dr. Bahmer :

The Vice-President
Washington
May 3, 1966.

Few, if any, objectives are more worthy of so distinguished a gathering of archivists than the goal so well selected as the theme of this Extraordinary Congress of the International Council on Archives.

The role of the archivist is essential to the scholarly process. To him are entrusted the raw materials of history, the resources that document the development of man and his institutions. The archivist today recognizes, moreover, that his task is not preservation alone, that a hoarding of old documents is to little avail unless they are used freely and effectively for the enlightenment of society.

I hope that, as the delegates pool their mutual wisdom in a quest for fuller and more effective exploitation of the archival resources of the world, they will bear in mind the fullest implications of their endeavors. For, as they seek to contribute to the spirit of free inquiry, they will also contribute significantly to the course of international peace and understanding. True understanding must be grounded on enlightened scholarship, and scholarship cannot be truly enlightened unless it has access to basic documentary sources.

Please convey to the delegates my personal greetings and my best wishes for a successful conference. The United States is truly honored to welcome to our shores so many eminent archivists. We are proud to be their host and prouder still to commend their—your—esteemed objectives.

Sincerely,
Hubert H. HUMPHREY.

And may I also at this time ask your permission to have the pleasure to read a letter from one of our esteemed foreign colleagues who could not be here, Mr. Braibant, of France :

Mon cher collègue,

Paris, le 5 mai 1966.

Au moment où va se réunir la Conférence de Washington, à laquelle j'ai le regret de ne pouvoir me rendre, je tiens à adresser un très cordial message à tous ses membres et particulièrement à nos collègues américains.

Je n'ai pas oublié l'accueil très chaleureux que j'ai reçu aux Etats-Unis lorsque je m'y suis rendu en 1952 comme président du Conseil international des Archives. J'ai eu, notamment, le très grand honneur d'être reçu en cette qualité par M. le Président des Etats-Unis. J'ai conservé le meilleur souvenir des paroles bienveillantes qu'il m'a adressées et qui témoignent de l'intérêt que les hautes autorités américaines portent aux problèmes d'archives.

Je souhaite au Congrès extraordinaire du Conseil international des Archives le meilleur succès, et je suis persuadé qu'il contribuera à resserrer les liens d'amitié qui doivent unir les archivistes de tous les pays, même et surtout ceux qui sont séparés par les océans.

Veuillez agréer, mon cher collègue, l'expression de mes sentiments les plus amicaux.

Charles BRAIBANT,
*Président d'honneur
du Conseil international des Archives,
Directeur général honoraire
des Archives de France.*

It is now my pleasure to introduce to you, to welcome you on the behalf of the Government of the United States, a man distinguished in the field of education, who devoted much of his life to the teaching of philosophy at Columbia University in New York and is now our Assistant Secretary of State for Education and Cultural Affairs : Dr. Charles Frankel.

Speech by Dr. Charles FRANKEL

*Assistant Secretary of State
for Education and Cultural Affairs*

It is a rare privilege for me to welcome on behalf of the Government of the United States so distinguished a group of scholars to such a fundamentally important meeting in an area of radical importance to the future of humanity and the future of the arts and sciences.

I must say too it gives me great personal pleasure and just a touch of ironical pleasure to be standing here and greeting you. Before I became a Government official, hardly 7 or 8 months ago, I was a professor of philosophy. Philosophers, as you know, think that every domain of human knowledge is their business. Yet I don't recall that I or any other philosopher was ever invited to a meeting of this importance concerning archives before, so I am very pleased but also a little rueful that it took appointment by the President and the advice and consent of the United States Senate before I could appear here personally.

It gives me the greatest pleasure, however, to greet you because I know of the importance of your work to everything else that scholars and men of learning do in their own countries. There are many philosophical arguments, as you are no doubt aware, concerning the nature of history. There are those who say that history is the science of relating exactly what has happened in the past, and there are others who say that history is rewritten in every generation in accordance with the needs and the perspectives of that generation. I don't think that I should take sides in this argument this afternoon, for my speech of welcome would become too long. Also it might be worth pointing out that the United States Government has no position in this matter, is neutral with regard to this philosophical issue. I do think I can say, however, that whatever your philosophical position about the nature of history, it is very plain that all of us in all our different societies can make progress socially and intellectually, only insofar as we have self-knowledge. I think it is also plain that as human beings we act with the past on our backs ; we act carrying the past with us. All of you will remember the wonderful figure in the Virgil's Aeneid in which Aeneas fleeing Troy carries his own father on his back while leading his son by the hand. This is an image for all of us in any generation and it does mean that we can only act in the present and for the future. We can only think in the present and for the future insofar as we have a just and circumspect view of what we have been and of what we have done as human beings. Accordingly, our self-knowledge depends on evidence, and it is for you, the archivists of the world, to insure that evidence of the past, and indeed the evidence of the present, is available for us and for our descendants, so that human beings together can maintain their memory accurately, firmly and judiciously.

You do a great work, an indispensable work, for all men of learning ; and because you do that, you also do a great and indispensable work for the cause of international peace. Quite apart from politics, the hopes for peace in the world depend upon the capacities of people in different nations to know themselves and to know their neighbors truthfully and accurately. The archives of the world are the deposit of mankind's memory, so I commend you for your lifelong dedication to this important task. I admire you for giving yourself to a task so complex and so subtle and I can tell you personally and on behalf of this Government that we regard this meeting as a meeting of the very greatest importance to scholarship and learning and to the future on international amity.

Discours de M. Etienne SABBE

*Archiviste général du Royaume de Belgique
Président du Conseil international des Archives*

Nous, archivistes, sommes réunis par une longue chaîne confraternelle, faite d'intérêts professionnels communs et de sincères amitiés ; aussi sommes-nous tous persuadés que notre science, la science archivistique, ne peut connaître ni frontières politiques, ni limites dans le temps ou dans l'espace. Mais, en réalité, ceux qui fréquentent régulièrement les congrès organisés par le Conseil international des Archives constatent avec regret qu'il n'est pas possible à tous les archivistes d'y assister, même pas aux Archivistes des Etats-Unis, ce qui n'est pas peu dire.

C'est pourquoi, lorsque, sur l'initiative de l'Archiviste des Etats-Unis, qui était alors M. Grover, M. Bahmer, Deputy Archivist à la Table ronde des Archives qui s'est tenue à Londres en 1965, nous proposa de tenir un Congrès extraordinaire à Washington, nous accueillîmes cette invitation avec gratitude, et cela pour plusieurs raisons : tout d'abord, nous savions par avance l'accueil, l'hospitalité chaude, cordiale et enveloppante qui nous seraient réservés à Washington (et, à ce sujet, je me permets de rappeler que j'ai déjà bénéficié de cette hospitalité des Etats-Unis en 1953 : j'eus alors l'honneur d'être reçu par MM. Grover et Bahmer ; après avoir visité les National Archives deux heures environ, ils m'emmenèrent dans un building tout voisin, le bureau de la célèbre FBI, ... mais ce fut uniquement pour y savourer un délicieux déjeuner). Une autre raison, c'est que si les archives des Etats-Unis sont plus récentes que celles de la plupart des pays d'Europe, leur organisation et leurs réalisations dépassent néanmoins dans une large mesure celles des archives européennes ; il suffit pour s'en convaincre de lire l'*American Archivist*. Les Archivistes des Etats-Unis, Robert D. W. Connor, le premier d'entre eux, Solon J. Buck, puis M. Grover, depuis quelques mois à la retraite et auquel a succédé M. Bahmer, sont des archivistes de réputation universelle, dont nous apprécions hautement les réalisations. Le président du Conseil international des Archives qui, à son âge, a perdu tout romantisme, ne tient compte que des réalités... A ce propos, laissez-moi regretter sincèrement l'absence de deux collègues allemands, MM. Lötze et Schlechte, due à des difficultés auxquelles l'archiviste général du Royaume de Belgique s'est déjà heurté lors du V^e Congrès international des Archives tenu à Bruxelles en 1964 ; nous savons toutes les démarches que M. Bahmer a faites à ce sujet, et nous l'en félicitons.

Ce matin, revoyant le somptueux bâtiment des National Archives, mes yeux sont tombés sur une inscription lapidaire : « Les archivistes sont les conservateurs du passé, et par là même, ils sont les constructeurs de l'avenir. » Le vieil archiviste que je suis devenu se permet de vous faire remarquer qu'il y a là une lacune : si nous sommes réellement les gardiens du passé et les constructeurs de l'avenir, nous ne dominons pas toujours le présent ; très souvent, nos suggestions, nos conseils, dictés par l'expérience, se perdent dans ce que j'appellerai le tonneau des Danaïdes de l'Administration. Aussi exprimerai-je le vœu que le présent Congrès extraordinaire de Washington soit couronné d'un succès réel. Je n'en doute pas en voyant le programme conçu par M. Bahmer, auquel j'associe volontiers M. Rieger : l'accessibilité des archives, la libéralisation de cette accessibilité, le problème toujours en évolution du microfilm, la publication des documents et des inventaires d'archives, ce sont là questions d'actualité. Je ne vous retiendrai donc pas davantage, souhaitant encore à ce Congrès extraordinaire, cher Monsieur Bahmer, tout le succès que j'en espère.

Speech by Dr. Lyman H. BUTTERFIELD

Editor in chief of the Adams Papers :
THE SCHOLAR'S ONE WORLD

Introduction. Misadventures of a scholar in 1879.

In 1879 Henry Adams and his wife, a charming and articulate lady, were traveling in Spain. Adams had recently given up teaching history at Harvard and was gathering material for his *History of the United States of America During the Administration of Thomas Jefferson*. In Seville he planned to consult Spanish diplomatic correspondence relating to the retrocession of Louisiana by Spain to France in the Archivo General de Indias. But a royal wedding interfered by closing the Archivo for 4 days. The Adamses had a well-placed friend, and, as Mrs. Adams tells the story, "I mustered all my diplomacy and Spanish ; said how disappointed we were," and that appointments in Madrid made a longer stay for the Adamses in Seville impossible.

"Was it by any chance possible to give a present to some sub-official who might let us in for the sake of a new gown for his señora ? Don Prudencio said he would see what could be done and come again later. Came back at dusk ; had got a friend, who knew the head archivist, to work on him, and the angel agreed to let us in at eleven today.

"Our good friend took us there in a coach ; left us for three hours while he went to an official reception. The old man, who was archivist for sixty-five years here, was most kind. Among millions of bundles Henry found what he was in search of, and while I talked to the old man he went through them, and found that negatively they were all we wanted... It's no joke to talk for three hours to an old man whose speech is paralysed..., but the interest I took in his son's house in the country, his granddaughter's progress on the piano, and the treatment he pursued when he became paralysed, was under the circumstances genuine.... [I]n short I feel as if I had personally ploughed an acre of land. But anyhow we've carried our point."

Some weeks later Adams found that in Paris (of all places) a woman's wiles were of no help, and unfortunately the "international reader's card" proposed by Secretary Kecskeméti had not yet been invented. So he found himself obliged to enter into a lengthy diplomatic negotiation to consult and excerpt records at the Quai d'Orsay pertaining to Louisiana and related subjects. The archivist would arrange for a copyist, but the ministry required a guarantee of reciprocity on the part of the United States. Adams searched the records, earmarked and compiled a list of the materials he wanted, and brought in a supply of paper and gave it to the searchroom attendant for the use of the copyist while the negotiation over reciprocity proceeded with the United States Legation in Paris. He then left for London. After some weeks he was informed by Henry Vignaud of the legation that an agreement had been reached but the list of documents to be copied could not be found, nor any paper for the copyist to use. Adams replied that the list had been marked for the attention of the chief archivist, the "three large packages of copying-paper" had his own name on them, and the volumes themselves had slips inserted at the pertinent places—"unless they have been removed." He then tried to reconstruct his list of desiderata from memory, for, fatally, he had made no copy of *that*. A further letter from Vignaud reporting negative results prompted the following mild but surely justified protest :

"My dear M. Vignaud,

"We learn much as we advance in years. Do you suppose the venerable Faugère feeds on ruled writing paper ? How *can* a huge mass, a cubic foot of English paper, made to my

order from an American pattern, and weighing so much that it is too heavy to carry ;—how *can* such a thing vanish in a well-regulated French bureau, in passing through two hands ? Of course I can make no complaint, and must take what they give me....

"I expect to pay a very heavy bill, but if I am the worse for it, some poor clerk will be the better and doubtless needs the money more than I do. History is a stern mistress and more costly than an actress of the Variétés."

One is tempted to attribute to such experiences the disillusionment that Henry Adams, to our common loss, eventually felt, or at least professed, toward all historical scholarship. To speak more seriously, such incidents suggest the extent of the revolution in archives administration, in historical scholarship, and in the relations between archivists and historians that has occurred well within the century just past. We all know that there are still scholars who expect to be shown, in 3 hours, everything that they need "among millions of bundles" of diplomatic records. And there may perhaps survive in some dusty and neglected corners of the archival world a few relics of that former age when, in the language of Dr. W. Kaye Lamb, the keeping of archives was a "peaceful" and "passive" antiquarian pursuit.

The work of the ICA in the field of international co-operation.

If there are such survivors, none of them are here. For the very act of organizing the International Council on Archives was a commitment of the profession to a very different and far loftier concept of its obligations. The title of my talk today consciously echoes that of the late Solon J. Buck's address as president of the Society of American Archivists in this city in 1946. Under the title of *The Archivist's 'One World'* and in the wake of the formation of the United Nations and its cultural arm, UNESCO, Dr. Buck pointed out that there is a valid and important sense in which archives, so long and so closely identified with particular nations, belong to no nation exclusively. "Should we not, therefore," he asked, "think of all the archives of all the nations of the world... as constituting the archives of mankind, the official record of human experience in organized living ?" And he then drew the bold but clear implication that thoughtful men have long recognized in such fields, for example, as archeology, the fine arts, literature, and the sciences but that, so far as I know, had been only dimly sensed, if at all, in respect to archival records.

"No part [of "the archives of mankind"] can be lost or neglected without affecting other parts and the group [or mass] as a whole. No one of us who has the custody of certain parts of a larger whole can or should try to stand alone. The administration of archives is a co-operative enterprise—co-operative at every level. Archivists at all levels in all nations... should give attention not only to the records within their jurisdictions but also to the protection and effective utilization of man's total archival heritage."

In this elevated context Dr. Buck in 1947 addressed his now famous circular letter and its attachments to 120 archivists throughout the world. The seeds fell on fertile ground, and in the following year this Council was organized in Paris under the sponsorship of UNESCO.

The Council's history, plans, and accomplishments have been better told elsewhere and will be reported this week more authoritatively than I can report them. But as one who has hitherto looked on, approvingly to be sure but from a distance, and who has only recently examined the record of the Council's deliberations and labors in any detail, let me say, with all the emphasis that I can bring to bear, that I am profoundly impressed by the intelligence, the constructiveness, and I will add, Mr. President, the humanity of that record. The more I have learned, to take just one example, of its efforts toward constructing, or reconstructing, the archives of nations deprived of them, the more gratitude I feel toward such an organization both as a working scholar and as a member of the family of mankind.

At the same time I must immediately add that, as my head began to swim from reading the records of earlier congresses, together with the reports on what is to be considered at this one, which arrived at intervals while I was trying to put together these remarks, I felt an ever-diminishing confidence in my ability to contribute in any substantial way to the deliberations of so learned and dedicated a body—in a word, to tell you anything you do not already know and have not thoroughly discussed. Having by now read all the reports, I am quite stripped of what I once imagined might be fresh ideas. My poor comfort must be that ideas, if they are important and valid in the first place, bear reiteration.

I. — AN EXAMPLE OF DOCUMENTARY PUBLICATION : THE ADAMS PAPERS

Perhaps I can take some comfort also in the circumstance that I have no pretensions to professional status as an archivist. You are gatherers and purveyors of records, and I am simply one of your customers, trying to piece out the personal documentation in my charge from the public records in your charge. Over a span of three centuries the Adams family of Massachusetts accumulated and preserved an assemblage of papers probably unmatched in quantity (half a million pages, more or less) and in quality as historical sources elsewhere in this country, for after a slow beginning on the rocky coastal soil of Massachusetts Bay the family furnished a continuous succession of statesmen, men of letters, and leaders in academic and business affairs through four successive generations. What is more, some of them married unusually able and articulate women who contributed brilliantly to the recorded annals of the family. As time passed, this mounting accumulation imposed increasing burdens on the Adams sons, grandsons, and great-grandsons. They complained that they had not shelves, chests, cupboards, or rooms in which to store such a mass of volumes and loose papers, nor time or hands to arrange them. As for the periodic question of what should be put into print to document Father's or Grandfather's career, successive Adamses with literary inclinations faced it manfully but with varying success. Soon after 1900, having first safely deposited the papers in the new building of the Massachusetts Historical Society, the family more or less threw up its collective hands, closed off access to the papers, and deferred the decision of their ultimate disposition for half a century.

In the 1950's a new generation of Adamses made a series of new and statesmanlike decisions. The first and most momentous was that the family records should be placed in the service of scholarship. The means was to publish them on microfilm. This was accomplished by the Massachusetts Historical Society in a copyrighted edition running to 608 reels for the period 1639-1889, and it has inevitably, and on the whole very favorably, affected every following action taken with respect to the papers. The point needs to be emphasized, for filming had been only well begun when the numerous and diverse components needed to launch a scholarly edition in letterpress fell almost suddenly into place, and preparations for editing were begun. That was in 1954 ; the last and largest installment of the microfilm edition was distributed in 1959 ; meanwhile, in 1956, the family representatives had made a final and magnificently generous decision by giving the entire collection, including all literary rights and income from publication, to the Massachusetts Historical Society.

As editor in chief, I have never found the prior publication on film of the main corpus of the materials I am using to be a handicap. On the contrary it has helped my work in substantial ways. Although we shall print the entire texts of the great diaries of the Adams statesmen "without a word expunged" (as the family has requested), we do not propose to perpetuate in print every scrap of writing that survives from the hand of every Adams. The presence on the film of *all* the scraps, together with everything else preserved in the family archives, makes our task of selection easier by allowing us to exclude trifling, routine, and duplicative matter with a clear conscience. A second advantage we derive from the Adams

Papers' being fully accessible to scholars in libraries across the country (and, we would like to be able to say, around the world) is that their investigations precede ours in many parts of the documentation, and we have the benefit of the findings they publish. There are of course possibilities of conflict between other users' wishes and our requirements, but to our knowledge few actual instances have arisen because our only concern in granting permission to quote from the films is to prevent documentary publication in advance of our own volumes.

The dimension of the Adams editorial enterprise that is at once most fascinating and challenging is its international spread. Although they were invincible New Englanders and were therefore inclined to question the disinterestedness of all the rest of mankind and occasionally even their own, three successive generations of Adamses nevertheless served their country with great distinction in the highest diplomatic posts during times of national peril: John Adams in France, the Netherlands, and England; John Quincy Adams in the Netherlands under French hegemony, in Prussia, in Russia, at the peace negotiations in Ghent in 1814, and thereafter in London; and Charles Francis Adams as Lincoln's minister in London throughout our Civil War and afterward at the Geneva Tribunal to arbitrate the *Alabama* claims. It was their habit, in those days of hazardous Atlantic crossings, to divide their families. The diplomats' wives commonly accompanied their husbands, but sometimes they were obliged to stay and tend to affairs at home. The children were usually divided, some going to Europe for the benefit of their education and the others staying behind in proper American schools but having *their* education reinforced by the discipline of transatlantic correspondence. Whatever the distribution of the family might be at any moment in the combined diplomatic careers of the Adams statesmen, the results as accumulated in the Adams Papers form a wonderfully thick-textured fabric of commentary on world affairs, or, to change the figure, a continuous and delightful *obligato* to the instructions, dispatches, and notes to and from the minister himself.

In our effort to fill out the record of the Adamses' correspondence, both private and official (for we are giving equal attention to both), we have, of course, looked overseas. The task calls for great resourcefulness as well as time, money, and patience, and we are far from finished. Our own files of letters received and the long runs of bound letterbooks furnish the names of European correspondents; and the Adamses' dispatches and enclosures in the diplomatic correspondence in our National Archives confirm and amplify them. For further clues and printed texts we have combed the memoirs of contemporaries and the calendars and compilations of documents, both officially and unofficially issued, for roughly the half-century the mid-point of which is 1800. In tracking down the manuscript originals we have had the invaluable help of the great series of *Carnegie Guides* prepared under the general supervision of J. Franklin Jameson, and also of the massive files of foreign reproductions gathered by the Library of Congress.

Where such guidance is available, it has been possible to obtain much of what was wanted from foreign libraries and archives by furnishing them with precise lists and locations, or by copying, with their permission, from negative microfilms held by the Library of Congress. But correspondence, however economical and efficient, is not a good substitute for direct searches when following clues as elusive as many are bound to be in historical editing. Nor is it any sort of substitute for traversing the streets and viewing the buildings and rooms in which the diplomats whose careers you are trying to document actually did their work, fretted while awaiting new instructions, or took their leisure.

So far, the editor of the Adams Papers has found time and means for three missions, all brief but all rewarding, to the capitals of powers at which Adamses represented their country at various times in the 18th and 19th centuries. By correspondence and by visitations, we have by now acquired reproductions of about 450 Adams documents from 25 foreign repositories. Except for fugitive items that may elude us indefinitely, we have obtained copies of the essential Adams documents in France, the Netherlands, and, for the period up to C. F. Adams' mission of 1861-68, in England. The long run of notes exchanged between

J. Q. Adams and the Imperial Russian Chancellor, Rumyantsev, and his deputies has been found in the Archives of the Foreign Policy of Russia in Moscow, and microfilm copies have been received. Adams' mission to St. Petersburg, 1809-14, initiated diplomatic relations between Russia and the United States and had important cultural byproducts. Further searches should be made in the archives and libraries of the Soviet Union, not only for relevant earlier and later official materials but also for Adams' personal correspondence with scientists and scholars. It is my ardent hope that a way may be found to do so.

Still other pertinent materials have been traced and copied in Ghent, Stockholm, and Geneva. We have yet to deal in a systematic way with German archives, which should prove fruitful for us because J. Q. Adams traveled in and wrote about Germany extensively from 1797 to 1801 and was the earliest American to interpret German culture for his countrymen. And we have deliberately deferred inquiries and investigations among our hemispheric neighbors, Canada and the Latin-American nations. These are large and specialized tasks, which should, of course, begin with intensive study of our own files for all possible information and leads. If in an operation as extensive as the Adams Papers some things are necessarily postponed, this does not mean that they are forgotten. In a way, time itself works for us. As volumes are published, reviewed, and used, known and unknown friends of the enterprise tell us about outlying documents that might otherwise elude our best efforts in detection.

For their times, the Adamses, despite the stubborn provincialism of their temperaments, were remarkably cosmopolitan. For a whole century they were not only in close touch with world affairs but had a hand in shaping them while holding posts of high public trust in Philadelphia, Paris, The Hague and Amsterdam, London, New York, Washington, Berlin, St. Petersburg, Ghent, and Geneva. The obligation this imposes on the editors of their papers is a heavy one. The editors must not only seek out and present the documents fully and intelligibly, must the Adamses' roles clear, but, in order to present the documents fully and intelligibly, must seek to understand all those persons with whom the Adamses collaborated and contested, as well as the general and particular historical causes that resulted in the decisions taken. And yet, as I consider all that this implies and the long road ahead, I am struck at the same time by the narrow confines of the Adams statesmen's world as compared with the statesman's—and the archivist's—world today. While in their time it took longer to get between the great centers where policy was made, those centers were few, all the lines of power ran between them, and to this day they house, on the whole in excellent order and gratifying completeness, the records required by such enterprises as mine. There is comfort for me in these circumstances, and I can only wonderingly admire fellow historians who deal with a world in which they can get around much faster but must go to so many more places! It is to their needs and the needs of their successors that the International Council on Archives is very properly directing its main attention and effort. Nothing less than our hopes for an adequate history of the world of our time, with all its perils, confusion, and promise, hangs upon the Council's success.

II. — RELATIONS OF SCHOLARSHIP, THE ARCHIVAL ACTIVITY, AND PUBLIC ATTITUDES IN THE US

I have said much more than I intended about my own work, and although the Adams Papers editorial enterprise illustrates certain general points that seem to me worth making before this audience, I am aware that no one else can be quite so interested in it as I am. Before coming to several specific suggestions and recommendations that, as a working scholar rather than as a professional archivist, I shall diffidently lay before you, I want to make a few further observations about the relations of scholarship and archival activity, and about public attitudes toward them both, in the United States.

American archives in the 19th century : a deceiving appearance.

In the 1830's Tocqueville remarked, in a passage often quoted since, that Americans were so indifferent toward their historical records "that in fifty years it will be more difficult to collect authentic documents" to tell the story of life in America "than it is to find remains of the administration of France during the Middle Ages." Later, in the significant year 1876, Charles Francis Adams lamented that the American habit of mobility made it "idle to expect permanency" for any great body of historical sources in this country.

Tocqueville and Adams were deceived by appearances. The sources existed in great abundance, but they were out of sight and in disorder. Americans have always made and kept voluminous public and private records, but they have had an ambivalent attitude toward them. In 17th-century New England the Puritans kept diaries for the good of their souls, and their sons and grandsons did so from force of example and habit. Tenacious of both their property and political rights, and much interested in the conduct of their neighbors, they created and preserved excellent town, parish, judicial, probate, and legislative records—however bad the clerks' handwriting and orthography often were. At the point when it first recognized itself as a national assembly, rather than a gathering of envoys from the several colonies, the Continental Congress provided for the publication of its proceedings. The motive for opening the record is briefly and admirably stated in a resolution of the Congress dated March 31, 1779, which begins, "Whereas it is essential to the interests and security of every free state, that the conduct of the public servants should be known to their constituents," and goes on to require that the journal of Congress be printed and distributed to the States every week. Informing the "constituents" promptly and fully has been standing policy ever since, although there have been lapses in practice.

US Governmental publication program since the 19th century.

The result, as Oliver W. Holmes points out in his report now in your hands, is that our Government has always published more documentation than other national Governments—so much, in fact, that with the addition of State publications (for the States have followed suit) we are inundated with print and a subdivision of specialists in the library profession has grown up to tend to government documents. But librarians are paid to promote the advancement of knowledge, and what this policy has done for historical scholarship, both at home and abroad, is well illustrated by the longest continuous publication program of the United States Government, the *Foreign Relations of the United States*, a monumental enterprise conducted by the Department of State, whose hospitality we are enjoying at this meeting. We must freely concede that Secretary of State Seward had mixed motives in launching the *Foreign Relations* 105 years and some 220 volumes ago, and that it upset some American and foreign diplomats to see portions of their correspondence in print almost before the ink had dried on the originals. But the boon to public enlightenment and, as the series has lengthened and improved in editorial method, to historians and political scientists has been immeasurable. The great point established by the 1920's, when the volumes and supplements on the United States in the First World War began to appear, was that it was not only essential in a democratic state to make the record of our foreign policy available, but to make it available as fully and as promptly as possible. We have learned that to publish too soon is actually not to enlighten but to leave the work to be done over again, and that, on the other hand, suppression and deferment springing from counsels of timidity create more misunderstanding and worse controversy than faithful exposure of the record. Such valuable lessons could not, of course, have been learned without long and sometimes painful experience.

Slow growth of archival sense in the US in the 19th century.

I have said that as a Nation we suffer from an ambivalent attitude toward our historical records. If we can take pride in such ventures as the *Foreign Relations* series, we displayed

throughout the 19th century, always allowing for exceptions, a sadly underdeveloped archival sense. No people except possibly those of the Soviet Union (whose revolution occurred within their own immediate memory) revere their Revolutionary forefathers with such conscious piety as Americans do. Foreign observers have remarked that we tend to refer to them as if they were in the next room or at least available by telephone. Thus we esteem enormously a paper in the handwriting of Washington or Franklin, regarding it as an almost holy relic. But for much too long a time we did not take good care of their papers *as a whole*. Autograph hunters were on the ground before archivists, and a collecting rather than a scientific spirit pervaded our numerous documentary publications before 1900. Men like Jared Sparks (whose great and versatile labors for history were directly inspired by the gift of a Washington autograph lifted from the files at Mount Vernon), the tireless compiler Peter Force, and Lyman C. Draper, who went about gathering old manuscripts in a knapsack, saved much that would otherwise have perhaps been lost, but they left a dreadful disarray behind them.

That such things could happen was owing, of course, to the indifference, or what may be called the archival immaturity, of the public at large, including too many custodians of public records. How deep-rooted this was is indicated by the fact that the United States had no true Federal archives establishment until 160 years after independence. The resourcefulness and energy of two generations of American historians were required to bring about that establishment, and some of the honored veterans of the campaign are happily still with us, a few probably present at this Congress.

Once in being, the National Archives of the United States took giant strides and in a surprisingly short time moved to a position of full equality with its peers throughout the world. This is not the place to tell how it has done so. But along with many other grateful beneficiaries of its services I have been deeply disturbed by "a turn in the road" it involuntarily took in 1949. Under the Federal Property and Administrative Services Act of that year the National Archives lost its status as an independent agency and became a bureau of the newly established General Services Administration.¹ The step had certain specious merits, but its net effect has been to hobble the National Archives' scholarly activities as distinct from its merely housekeeping or paper-pushing functions. It is especially ironical that this has occurred when the American public, Congress, and the Executive have at long last come to agree that learning and leadership are natural partners rather than antipathies and that the support of scholarship is a truly national obligation.

The correction of this mistake, by restoring the National Archives to its former dignity and independence as one of the great Federal cultural agencies, is essential to the health both of the archival profession and of historical studies in the United States. And if we accept Dr. Buck's bold reasoning that the archives of mankind are in principle indivisible, then such a restoration is vital to the advancement of archival and historical work everywhere.

Copying overseas : a typical feature of archival activity in the US.

Others have pointed out one particularly striking parallel between the archival history of the United States and that of the currently emergent nations. In the sense that we have had to reconstruct large segments of our history from the archives of "metropolitan" nations that governed and populated the North American continent, we are still an "emergent" nation, for we are still copying overseas. The pioneer, in this as in so much else, was Jared Sparks. His contests with and small triumphs over reluctant European custodians and their ministerial superiors are related in Sparks' still largely unpublished journals and correspondence in the Houghton Library at Harvard. The methods employed by the procession of copyists that

1. See Oliver W. HOLMES, *The National Archives at a Turn in the Road*, in *The American Archivist*, vol. 12, n° 4 (Oct. 1949), p. 339-354. This authoritative and prophetic article is required reading for everyone interested in the history of the National Archives and in its past and future role in American scholarship.

he headed and that includes the great names of Bancroft and Parkman are illustrated, not well perhaps, but amusingly, by the letters of Henry Adams and his wife that I have already quoted. One remarkable figure toward the end of that era deserves more than a word, because he became a lifelong exponent and passionate advocate of archival transcription and raised it virtually to a profession.

This was Benjamin Franklin Stevens (1833-1902), originally from Vermont, who established himself as an antiquarian book dealer in London in 1864. By executing copying commissions he became familiar with the Public Record Office and conceived the idea, as the centennial of the Peace of 1783 approached, of making a systematic catalog or index "of all documents... bearing upon American affairs" from the beginning to the end of the Revolutionary era. Before long he extended his activities to the Continent, and ultimately his *Catalogue Index* filled 180 volumes and listed 161,000 documents. Of some thousands of the documents he took copies, constituting the long series of French Alliance, Peace, and Loyalist Transcripts now in the Library of Congress and the New York Public Library. Failing at the time to persuade the United States Government to purchase the results of his labors, he conceived a new scheme. This was nothing less than to photograph and publish in facsimile a copious selection of important unpublished manuscripts in the archives of the European powers engaged in the American War of Independence. This project he carried through with remarkable dispatch and success in his 25 volumes of *Facsimiles* (1889-98), containing reproductions of over 2,100 documents in British, French, Spanish, and Dutch repositories. How he persuaded the officials concerned to permit the work to be done is a story apparently never to be told although Stevens himself states that he was allowed "to erect a studio in the garden of the Ministère des Affaires étrangères in which to carry out [his] work."

Stevens knew exactly what he was doing and explained exactly why he was doing it.

"The study of history, as well as the manner of writing it [he observed in the final volume], has entirely changed during the second half of the present century. Up to a certain time historians felt it their duty laboriously to consult all the works of their predecessors in the same line, and to treat their statements and arguments as though they were so many original authorities. There was little study of the original sources except so far as concerned ancient history, and even there such study was confined to the classical historians.... The spirit of modern research, on the other hand, demands not only the opportunity of consulting the original records but the most perfect texts of all historical documents, giving the preference always to a veritable facsimile....

"Photolithographic texts are in every sense equal to the originals for working purposes, with the additional advantage that the student who possesses them, or has easy access to them, is not obliged to make long and expensive journeys, or to wait for permissions which perhaps may be good for only two or three hours in a day, in order to find what he is in quest of. He can study at his leisure and at his own time, and can compare the documents drawn from the archives of one country with those coming from another source. There can be no question of accuracy in copying or proof-reading, and he has the advantage of seeing the exact handwriting, erasures, interlineations, and signatures."

Here, from a bookseller (in whom we can excuse a little commercial exaggeration), is a good part of the rationale of modern scholarly practice. So far as I know, Stevens was the first man who thoroughly understood and applied correct archival and diplomatic principles to specifically *modern* manuscripts. His predecessors and most of his contemporaries, even those trained in universities, were satisfied with any text, whether original or copy, at hand; were indifferent to provenance, cancellations, and textual variations; and seldom bothered to study or record addresses, docketings, peculiarities of handwriting, and other small but sometimes critically important indicia. By the use of microphotography (which it is surprising he did not investigate for documentary work), we have at length surpassed Stevens, for micro-

film enables us to achieve what he could never hope to—the multiplication of complete files, series, and "fonds", rather than merely illustrative or subjectively chosen selections.

But if the advances in our own century have sprung in good part from microphotography and its accompaniments, it would be the most serious sort of mistake to overlook non-technological contributions of just as great importance.

At the head of these I place the creative thinking of a succession of scholar-statesmen, of whom, to obviate embarrassment, I will name only one. In his very first report as director of the Department of Historical Research of the Carnegie Institution of Washington in 1905, J. Franklin Jameson cited (or, as Dr. Waldo G. Leland suggests, may even have invented) the Latin precept, "*Melius est petere fontes quam sectari rivulos*," a free translation of which would be: "It is better to go straight to the sources than to bother with secondary works." Jameson devoted his life to this quest and trained and inspired a whole generation of scholars, archivists, and editors to carry out enterprises that he envisioned. The objectives he tirelessly advocated were the professionalization of both archival and editorial work, eventually achieved with the founding of the National Archives and the National Historical Publications Commission; and systematic and cooperative effort in locating, describing, and disseminating historical sources, exemplified in the long series of Carnegie Guides and successive amplifications of the Library of Congress program for copying American sources abroad. If we add to these—not a further objective but a notable talent that Jameson possessed—the ability to find funds to support undertakings for the advancement of historical knowledge, we have the chief elements in the present archival-historical scene in the United States.

Microfilm publication programs in the US.

Dr. Jameson did not live to see the beginnings of the National Archives' microfilm publication program in 1940, but he would have applauded both the motives behind it and its amazing expansion and success as so fully reported for us by Albert H. Leisinger. The basic thought animating it is, of course, that entire series of records of high research value should be copied once and for all, making them readily and unrestrictedly accessible to scholars anywhere in the world while at the same time protecting the contents of the originals from loss and the originals themselves from damaging wear. The same thinking applies to the microfilm publication of the Presidential Papers in the Library of Congress, begun in 1958 and having, as an added feature, separately printed name indexes to the contents.

Within the past few months have appeared the first finished results of another undertaking, so large in scope and possibilities as to take one's breath away, although for some time it has been a perfectly obvious part of our national scholarly agenda. This is the program sponsored by the National Historical Publications Commission to publish on microfilm historical sources of national significance up to about 1920, *wherever they may be and in whatever quantity they exist*. In the March 1966 issue of the *Journal of American History* Dr. Wayne C. Grover has reported on the background and aims of the undertaking—which owes its existence primarily to him—under the suggestive title *Toward Equal Opportunities for Scholarship*. One may venture to differ with Dr. Grover on his estimates of the ground to be covered and the pace at which it can be covered, but one can only admiringly approve the equal boldness and good sense of his reasoning and his insistence that the claims of mere proprietorship must yield to the needs of the scholarly community.

By means of these three programs and their extensions that will inevitably follow, the United States will eventually place in the public domain—that is to say in the domain of world scholarship—all of its most valuable archival and manuscript resources for historical studies. We shall then be able to say that we have achieved the measure of accessibility that the archival profession indubitably believes in, although sometimes and in some places, including of course the United States and this very city, it has regrettably felt obliged to settle for less.

III. — RECOMMENDATIONS

This summary of recent developments in the United States bringing archives more fully into the service of scholarship is not presented in any self-congratulatory spirit. That we still have miles to go and grave problems to solve in the United States, I mean to show in the suggestions and recommendations that follow.

That the National Archives of the US be restored as an independent establishment.

The first of these recommendations I have already stated. *The restoration of the National Archives of the United States to its pre-1949 name, dignity, and independent status as an "establishment" in the Executive Branch, responsible directly to the President, is a measure imperative to the well-being of both our archival patrimony and the scholarship dependent on it.* The handicaps imposed by the Archives' subordination to an administrative agency whose interests are largely alien to the Archives' highest functions have not yet become as publicly apparent as they are bound to. This is because the successive Archivists have heroically clung to the scholarly ideals that inspired the founding of the Archives under President Franklin D. Roosevelt. But the generation of archivists so trained up is now retiring from the field of action, and the problems of recruitment and adequate budgetary support for the ever-increasing demands of such programs as those of the National Historical Publications Commission, the Federal Records Centers, and the Presidential Libraries, are ever more acute.

The phenomenal growth of the Presidential Libraries system, embodying as it does such vast educational and cultural potentials, has imposed a very special problem of its own. This happy but in its origins almost accidental idea has ended for good the perils that many earlier Presidents' papers were exposed to and suffered from. But they may become exposed to a different sort of peril—exploitation for political and sensational purposes by the demagogues and irresponsible journalists who are always with us. A wise and strongly based Archivist, close to the Chief Executive (who is bound to be concerned with what happens to his predecessor's papers since it may later happen to his own), is therefore essential.

This is not an argument for long periods of restriction on Presidents' papers. In the current American controversy over what has been called "instant history," both the risks and merits of virtually immediate access and publication have been well canvassed. The history of President Kennedy's brief administration, I think it will be granted, is a very special case. While violations of good taste (if any have occurred) are always distressing, we are undoubtedly better off for having had the full revelations we have been given. Professor Samuel Eliot Morison, comparing his experience in writing the *History of United States Naval Operations in World War II* with writing the life of Columbus, has said that it is always easier to write about dead admirals "because they can't answer back." The outpouring of Kennedy literature—good, bad, and indifferent—offers everyone concerned a chance to "answer back" and will thus help the rest of us to arrive at the truth. Nothing quite comparable is available for Lincoln's presidency, for the diarists discreetly waited before publishing, and in the case of President Harding, unfortunately, there were no gifted diarists on hand.

That bibliographical control on microfilm and other photoduplicated material be bettered.

Turning to a very different kind of problem, *I should like to recommend, second, that archivists, librarians, and all others concerned, at all levels, give still more intensive thought to better bibliographical control over the ever-mounting accumulations of photoduplicated material, chiefly, of course, microfilm and its progeny.* The present condition of near chaos springs in large part from the piecemeal, unplanned, selective copying that has gone on for decades. Someone once wondered where all the discarded paper clips of the world's offices finally went to, and imagined that the surface of the earth would eventually be so coated with them

as to cut off all vegetation. Old strips and reels of microfilms—poorly labeled, uncataloged, without identifying targets—may sooner or later strangle curators and scholars as effectively as the river serpents did Laocoön and his sons outside Troy.

Constructive efforts are being made in the United States—and I do not doubt elsewhere—to bring order into this confusion, by the central registering of microform masters, by improving cataloging methods, and by entering microfilm texts in the *National Union Catalog of Manuscript Collections*. These are at least palliatives.

Unquestionably all *international* copying, exchanges, and purchases of any substantial or systematic sort should from this point on be reported to a central clearinghouse, and the clearinghouse should distribute cumulative lists of such projects and acquisitions to national centers (such as that in the Library of Congress for the United States), as well as to all others who can, or at least should, make use of them to prevent further wasteful duplication and to aid scholars who are either working at home or undertaking foreign missions. At present, scholars planning research abroad are so heavily handicapped by gaps in information of this kind and by overlapping reference guides and finding aids that they are inclined to throw up their hands, take off, and demand of archivists that they do over again what they may have just done for one or another of the visiting scholar's compatriots. To me it seems reasonable that travelers should do their homework before they start. But until they can do so with reasonable convenience and efficiency they will continue to be unreasonable in their demands.

That more means of disseminating archival material be experimented.

Third, *it would appear that all of us alike—custodians, editors, and publishers of historical documents—are shamefully timid about experimenting with new and perfectly available ways to disseminate the materials needed to increase knowledge among men. We should be a great deal more courageous and experimental in this field than we have been hitherto.* The advantages of photographic reproduction have been recognized since B. F. Stevens' time, and increasingly well recognized ever since. For ancient texts, as Dr. Holmes reminds us in his report, there is no adequate substitute for facsimile presentation. This may be quite as true for some kinds of modern texts. The manuscript of Thomas Jefferson's Farm Book, for example, could not possibly have been as faithfully rendered in type as the Betts edition produced at Meriden and Princeton in 1953 rendered it by collotype facsimile, supplemented by other relevant textual matter and a full editorial apparatus printed in letterpress.

Microphotography cannot achieve so elegant a finished product as collotype printing. But it is far less costly and will yield inexpensive and fairly satisfactory prints, of full size and in any quantity wanted, by electrostatic transfer from film to paper. At present the common method of producing editions by electrostatic printing is to reproduce the images on only one side of the paper, making the prints when assembled in book form bulky, awkward, and bibliographically distorted. But master plates can be made for printing on two sides, the pages can be assembled as in conventional books, front matter and editorial commentary and notes (prepared originally in typescript form) can be inserted before, within, and after the facsimile texts, an index can be added, and the whole can be bound and labeled for use and shelving like any other book.

Something like this method, or combination of methods, is being successfully applied by the Boston firm of G. K. Hall & Co. to the production in book form of unpublished library catalogs and specialized indexes existing in unique copies in American and European institutions. It should be more widely used in producing archival inventories and finding aids. As printing costs continue to rise, it is bound to be used before long for scholarly editions of texts. It is ideally suited to the preparation and distribution of a single document, such as a traveler's or a soldier's diary, or a group of documents, such as an exchange of correspondence (whether drawn from one or several repositories), of definite research value but intended for a limited audience. Eventually these technological innovations may prove adaptable to large-

scale editorial undertakings, such as the Albert Gallatin Papers and the Daniel Webster Papers now in the planning stage at New York University and Dartmouth College, respectively, under the sponsorship of the National Historical Publications Commission. Their obvious value is that they offer a way out of the dilemma so often posed—and too simply posed—whether a given publication should take the form of costly volumes in letterpress or inexpensive but otherwise distasteful microfilm. I have had occasion to point out elsewhere that they have a very substantial further value. Documentary works produced in facsimile form will oblige every reader to become his own paleographer and, one may hope, will teach him some of the rigors and rewards of working with “original” texts.

That copying entire “fonds” and series be made possible everywhere.

Fourth, and for the moment finally, *the arguments in favor of copying entire series and “fonds” in all international transactions seem to me so overwhelming that I find it difficult to be patient with objections I am surprised to hear still raised.* Of course there are sometimes practical difficulties, of a financial or legal kind, in the way of large-scale photocopying ; but no theoretical arguments against it seem to me valid, and everyone knows that there are very practical arguments in its favor.

If the experience of the 19th century, the age of the roving, selective transcriber, teaches us anything, it is that until whole “fonds” are copied they will be subjected to repeated forays, injurious to the originals, time-consuming for the custodian, and expensive to the scholar, whose results will be of comparatively little use to his successors. Selective microfilming has all of these disadvantages. Worst of all, perhaps, as Antal Szedö has pointed out in his report, it interferes with the archivist’s getting on with more basic tasks, such as systematically copying his most valuable “fonds” for security purposes, which will “en passant” enable him to furnish positive copies by sale or exchange to responsible institutions at home and abroad. It is hard to imagine any more prestigious and beneficial commerce that could be conducted than a free traffic in the historical records of nations wanted for study in other nations. All petty considerations of mere ownership and control shrink in comparison with the good it will do by throwing down artificial barriers to increasing knowledge and understanding among men.

I have other suggestions to make, but I should not abuse a captive audience, and you have a laborious week ahead of you.

In concluding these rambling observations, let me say, first, that I feel immensely privileged to have been permitted to make them before so distinguished an audience ; and, second, that I admire profoundly the way in which this Council is facing up to its hard problems. They will not be solved in a week, a year, or a decade. But I sense here a spirit of resolution that brings to mind an anecdote the late President Kennedy was fond of telling. It concerned a French marshal, General Lyautey, who had arranged with his gardener to have some trees planted. The gardener saw no reason to hurry, because, as he said, the trees would take from 50 to 100 years to mature. “In that case,” replied the marshal, “we have no time to lose. Plant them this afternoon.”

PREMIÈRE SÉANCE DE TRAVAIL

La libéralisation de l'accès aux archives

La séance est ouverte le mardi 10 mai, à 9 h 30.

<i>Président</i>	Dr. Wayne C. GROVER, archiviste honoraire des Etats-Unis.
<i>Rapporteurs</i>	Dr. W. Kaye LAMB, archiviste du Dominion du Canada ; Dr. Herman HARDENBERG, archiviste général du Royaume des Pays-Bas.

LIBERALIZATION OF RESTRICTIONS ON ACCESS TO ARCHIVES

GENERAL SURVEY

Report by Dr. W. Kaye LAMB, Principal Reporter¹

Over two hundred years ago, when Voltaire was gathering material for his study of *The Age of Louis XIV*, he described some of his difficulties in a letter to a friend. "There is a kind of memorial, written in Louis XIV's hand," Voltaire wrote, "which must be in Louis XV's files. M. Hardion knows of it, undoubtedly, but I do not dare ask to see it." And a few lines further on he continued : "M. l'Abbé de Saint-Pierre has written a political diary of Louis XIV which I wish he would let me consult. I do not know whether he will perform this act of benevolence and win a place in paradise."

Clearly, restrictions on access to archives were troublesome in 1738 and they continue to be so today. But today the issue is a live one, widely discussed, and recognized in many quarters as a problem that demands solution. The use of many papers relating to matters of great significance is restricted, and our purpose this week is to explore ways and means in which such documents may be made available to historians and others. Our aim—if I may venture to formulate it—should be to make it possible for a scholar to examine the complete surviving sources that relate to important policies and significant events, and to enable him to describe and appraise them in the full light of all surviving evidence.

The problem divides fairly sharply into two parts. The first concerns access to fairly recent archives, which may relate to questions still current and to people still living. The second relates to older archives, the use of which may be restricted for quite different reasons.

Different practices regarding public availability of archives.

At present there is nothing remotely approaching uniformity in the rules governing access to modern archives. This is well illustrated by a summary of the policies and practices of 74 countries with regard to public availability of their diplomatic archives that was compiled in 1961 by the United States Department of State. Some 29 countries either withheld records created after a fixed date or gave access only after a set term of years. One country restricted access to records later in date than 1852 ; in another instance the year was 1870. The most recent date was 1945. The fixed periods varied from 10 to 50 years, with a dozen countries subscribing to the latter rule. Twenty-seven countries either denied all access or had no set rules ; another 17 considered all applications to use diplomatic records individually, on their merits. Conditions were frequently attached when access was granted. Thus one country might permit a scholar to see files "provided that such examination is not considered as detrimental to the conduct of the Government's foreign affairs or the interests of individuals." It is impossible to know how a condition of this kind is applied—indeed, it would take a vast amount of inquiry to learn how most of the rules of access listed in the summary, and the frequent provision for exceptions from them, actually work in practice.

1. Text of the preliminary report distributed to members before the Congress.

Obviously a questionnaire on archives in general would simply produce a larger and more bewildering array of rules and regulations. Much more important, from our present point of view, are some of the assumptions and purposes that seem to lie behind most restrictions on access.

Security considerations.

Security is the first consideration that comes to mind, and it is the most difficult to define. It can relate to military affairs, to diplomatic questions, to domestic problems—to almost any matter, in fact, that a government considers it is not in the national interest to make public. Some restrictions based on security grounds are inevitable, but most archivists would agree that there is a tendency to exaggerate the length of time for which security records need be regarded as confidential. The American declassification regulations make most documents available after 12 years, and, with very few exceptions, security files could certainly be made subject to any general access rule that provides for automatic availability after 20 years or more.

Personal and official privacy considerations.

Privacy is another important consideration; the individual's right to personal privacy must be taken into account. Akin to this is what may perhaps be called the privilege of official privacy. In Great Britain, and in other countries such as Canada, which have adopted the British form of government and in great part follow the British practice in administration, the civil service is traditionally neutral and anonymous. There is considerable difference of opinion regarding the probable effect on public records of a substantial reduction of the period during which files are closed to the public. Some people feel that officials would watch their words and judgments more carefully if they knew that they would be subject to public scrutiny in a few years. Others contend that civil servants would be less frank and explicit in their correspondence and memoranda than they are at present. This is a serious matter, because the office conference and the telephone (that "great robber of history," as someone has aptly called it) have already made the written record much less complete than formerly. After even a relatively brief lapse of time it is frequently very difficult to ascertain precisely how and upon what grounds highly important decisions were arrived at. Anything that would tend to denude the written record further is to be deplored, and too early or too easy access might have that result.

The 50-year rule in Great Britain.

The 50-year rule established by statute in Great Britain in 1958 represented the conservative and cautious approach to the access problem. It sought to avoid difficulties by withholding records so long that considerations of security, or of personal or official privacy, were very unlikely to arise. The rule has been the subject of many attacks and of lively discussions ever since it came into effect. "I cannot help feeling," Dr. C. P. Stacey, a Canadian historian much interested in the access problem, remarked recently, "that that British Act of 1958 is an obscurantist measure, reflecting the fact that in England there are still times when the Middle Ages come to the top." British historians contended that the British side of many questions could not be presented effectively because they were denied access to essential records. They recalled Lord Acton's often-quoted remark: "To keep one's archives barred against historians is tantamount to leaving one's history to one's enemies." For long it seemed that their pleas had made little impression in high places. Prime Minister Douglas-Home even remarked: "My inclination after recent experience would be rather to tighten up the fifty-year rule than to relax it." But he was speaking under some provocation and actually the tide was near the turning. In October 1964 the Advisory Council on Public Records, of which the Master of

the Rolls is Chairman, recommended a reduction in the length of the "closed" period. In his report to the Lord Chancellor, Lord Denning wrote: "We all think that fifty years is too long. Most of us think that thirty years is too short. We have fluctuated between thirty-five and forty years, but we have come unanimously to recommend that the period should be now reduced from fifty years to forty years." And he added: "We also consider that scholars, who undertake research relating to periods within the forty years, should be given more liberal access to official papers, including Cabinet records." In February of this year Prime Minister Wilson announced a special ruling that records up to the end of 1922 would be opened immediately for use by the public and expressed the hope "that this measure will be received as an earnest of the Government's intentions in relation to an alteration in the 50-year rule itself, which would require legislation." In effect the ruling reduced the closed period to 43 years, and a 40-year access rule, with more generous provision for exceptional use of more recent records, would appear to be in near prospect.

Tentative steps in Canada.

In Canada, where we have taken tentative steps towards a 35-year access rule, the whole matter is the subject of much discussion. Dr. Stacey's comment was: "Perhaps the best thing that can be said for a thirty-five year period is that it is shorter than fifty." If endowed with dictatorial powers to fix a suitable period, he would probably select 25 years. Indeed, a recent statement by the Prime Minister leads one to hope that a 30-year rule may be adopted.

Liberal access in Sweden.

Sweden is the country in which access to official records is granted most freely. With certain exceptions, such as royal documents of the King in Council, almost all files, no matter how recent, are available for examination by any citizen. Opinions differ as to whether or not this has made Swedish ministers and civil servants express themselves less frankly on paper than they otherwise might have done, but the likelihood is that it does exercise a strong restraining influence.

Accessibility to public archives is a democratic right.

Another highly important aspect of the problem—the right of the public to have the fullest possible access to official records—has been dealt with at length recently by Professor D. C. Rowat, of Ottawa. "It is important to realize," he writes, "that any large measure of government secrecy is incompatible with democracy. This is true for two reasons. First, secrecy leads to distrust and fear on the part of the public. If it does not have full access to the facts one can easily imagine the worst.... Second, the people cannot control their government without knowledge. Yet the means available to the opposition parties and to the public for obtaining information about administrative activities are woefully inadequate." As another anxious historian has pointed out, "We live in an age when the sources of information needed for intelligent criticism of the government are increasingly within the control of the government itself".

This feeling that the people have a right to know is reflected further in a private bill introduced in the Canadian House of Commons in January of this year. It is entitled "An Act to better assure the Public's Rights to Freedom of Access for Public Documents and Information about Government Administration."

All this raises a point of great interest and importance—the form of government under which any given terms of access are to be applied. Dr. Rowat's proposals assume the existence of what in a British country is called "Her Majesty's Loyal Opposition"—a party of rival aspirants to office who have full liberty to oppose and to criticize, and who themselves can

expect to be opposed and criticized if and when they secure control of the administration.

Differences in systems of government can be subtle. Even two countries as similar in many respects as Canada and the United States are very different in many details of government. In one there is cabinet government and ministerial responsibility; in the other a quite different system results from the division of powers established by the Constitution of the United States. Many observers feel that the 20-year access rule that applies to most American public records is due in part to this division; but it is noteworthy that the most liberal proposal made with regard to access came from the executive. In a now-famous letter to members of his Cabinet dated September 6, 1961, President Kennedy wrote as follows: "In my view, any official should have a clear and precise case involving the national interest before seeking to withhold from publication documents or papers fifteen or more years old." Dr. Stacey, eager as he is for less strict conditions of access, found this statement "magnificent," but admitted that "as a cautious Canadian, who once had government records in his keeping," he found the prospect of "a blanket fifteen-year rule just a little bit frightening."

My personal opinion, for what it may be worth, is that a 25-year rule, with adequate provision for the protection of exceptional records for a longer period, would work well in practice and would seldom cause difficulties for ministers or civil servants. But in establishing this or any other rule care must be taken to make it clear that the closed period is to be regarded as the *maximum* time during which records are to be withheld, and not the minimum. Many records can be made available safely and to advantage long before the full term of the "closed" period expires.

I referred earlier to older archives. Here the access problem is rarely complicated by such considerations as security and privacy, but other obstacles to availability may arise.

Material obstacles.

Sometimes the difficulties in the way are physical. The papers may be stored in such a way that they are inaccessible; lack of staff may have prevented the archives from putting them in proper order. If they are still in the custody of a busy department of government, day-to-day business will take precedence; the needs of a research scholar will rank low by comparison.

The screening of records can offer stubborn obstacles to access. Many authorities insist that screening is essential before files can be made available or transferred to the archives. The difficulty is that they also insist that screening can only be done by highly qualified personnel, and personnel of this kind seem always to be fully employed on other work.

Of course the need for screening is in itself evidence of poor management. The proper scheduling of records would make it unnecessary. Important files of long-term value should be segregated from ephemeral material from the time they come into existence. But quantities of papers that are of great interest to scholars were created long before records management in the modern sense was thought of, and it is an enormous task to apply its principles to this huge backlog.

The problem of wholesale copying and/or microfilming.

More important, in relation to our discussions this week, are the complications that arise from the broadening of the purpose for which access to papers is sought today by many scholars and representatives of institutions. They do not wish merely to use papers in the search room of the archives or library that owns them; they seek freedom to copy them, sometimes on a wholesale scale, in order to make them available—sometimes widely available—elsewhere.

Copying of archives—even systematic copying—is a time-honored practice. The Public Archives of Canada has had a staff of copyists in London for over 80 years and has been

securing copies from Paris for almost as long. Over the years, many thousands of pages of hand-written transcripts brought to Ottawa the text of innumerable documents in the Public Record Office, the British Museum, the Archives nationales and the Bibliothèque nationale. In recent years transcription by hand has given way to microfilming, and facsimiles of literally millions of documents have been added to our collections.

The purpose of our copying activities has been to make available to scholars—and in particular to Canadian scholars—copies of important source materials relating to the history of Canada. In this respect it is the counterpart of the Foreign Copying Program of the Library of Congress, which since 1905 has secured copies of over two million manuscripts in foreign repositories (chiefly in Great Britain, France, Germany and Spain) relating to the history of the United States.

Recently a demand for copies has arisen which is quite different in both purpose and character. It comes largely from the libraries of large North American universities and is caused by the enormous increase in the number of students enrolled in their graduate schools. Every candidate for a Ph. D. degree—and they are legion—must present a thesis embodying original research, and large university libraries are looking for raw material from which Ph. D. dissertations can be quarried. Their aim is to secure substantial chunks of unpublished or only partly exploited archives; the subject is almost immaterial and in many instances so is the cost. It is now commonplace (especially towards the end of the financial year) for us to receive an urgent order for microfilm copies of archival material to the value of \$ 5,000, or some such sum. Libraries expect to buy microfilm copies of manuscripts just as they buy books, and they take the view that manuscripts that have been microfilmed have in effect been published, and that copies of the film should be available for purchase by anyone who wishes to acquire them.

One can understand and sympathize with this approach. The microfilm camera has had an almost miraculous effect upon the copying of manuscripts; it has reduced costs to a fraction of what they were and has made large-scale copying programs possible. Any number of positive prints may be made from a negative film, and it seems churlish to suggest that they should not be made freely available.

But there are difficulties, and it is essential that they should be recognized frankly and realistically. For a number of reasons archival institutions may be unwilling or unable to allow their manuscripts to be swallowed up, as it were, in a great common pool of copies.

Sometimes the reasons are economic. The very existence of an institution may depend upon the flow of readers through its doors. It may have to build up attendance figures that will convince its trustees, or the government that supports it, that it is justifying the appropriations made to meet its operating costs. If all its treasures are freely available on film, attendance may dwindle and its future be imperilled.

Some institutions, especially those of a private nature, or those possessing particularly valuable manuscripts, may wish to judge the competence of a scholar, and to know the specific use he proposes to make of manuscripts, before they will grant him access to them. The making of a copy—particularly a microfilm or other facsimile copy—can easily result in loss of control of the text of a manuscript, and this can be a matter of much concern to its owner. We are all familiar, I am sure, with the light-hearted scholar who, as a special privilege, has secured a copy of a document, and sees nothing wrong in depositing the copy in some other institution when it has served his purpose.

Finally, there is that subtle but very real thing, pride of possession and of inheritance. This can apply to nations as well as to individuals, and not a few countries look upon their archives—quite rightly, in my view—as a highly prized part of their national heritage. Here again the all-pervading influence of photography, and in particular of the microfilm camera, enters the picture. A hand-written transcript duplicates the text of a manuscript, but it cannot duplicate many of the qualities of the original. A facsimile, on the other hand, can capture virtually everything except the quality of the paper and the water mark that distinguishes it.

Added to this is the terrifying speed and cheapness with which a microfilm camera can eat its way through even the most formidable pile of documents. No wonder many of those responsible for the custody of archives tend to look upon wholesale facsimile microfilming as the theft and pillaging of a national possession.

How can all these conflicting motives be reconciled, and all these interests taken into account in the liberalization of restrictions on access to archives? My suggestions are entirely personal, but they are based for the most part on policies that have been followed for years with considerable success by the Public Archives of Canada.

Conclusion.

I believe that two considerations are paramount: the needs of the properly qualified and accredited scholar, and the safety and security of archival collections. In the interests of safety and security, all archives of the first importance should be duplicated; and, for the time being at least, the obvious means of doing this is by microfilming. This can offer security in two ways: a copy of the film can be housed at a distance from the original, and wear and tear on the manuscript can be reduced by requiring readers to use a film copy, rather than the original manuscript, except in special circumstances. Subject to any restrictions due to considerations of security, personal privacy, or the conditions attached to a gift or deposit by a donor, every effort should be made to meet the needs of the individual scholar, and to give him access to all materials relevant to his research. The existence of microfilm copies of manuscripts is of great assistance in this respect, for under suitable conditions these can be loaned, and a scholar can thereby be served almost regardless of his place of residence. This plan enables an institution to serve the scholar and at the same time retain full control of its collections and of the use to which they are put.

It is important to emphasize that the microfilming of archives need not mean that copies of the films are necessarily available unconditionally to all and sundry. Microfilm can be used as a medium of publication; as you will know, very large quantities of documents have been published in this form by the National Archives of the United States, and the papers of many of the Presidents are being published on film by the Library of Congress. Copies of these films can be purchased by anyone who wishes to acquire them. But conditions of access to microfilm copies, like access to the archives themselves, can vary in any way that circumstances may make necessary. The Public Archives of Canada, for example, has in its microfilm library films that have been made primarily for security reasons to which no access can be granted; films that can be used only in our own search room; films that can be duplicated only with the permission of other institutions, such as the Public Record Office in London and the Archives nationales in Paris; film copies of collections of private papers that cannot be duplicated for sale because the Archives is in effect the trustee of the collections, and must retain full control of them; and films of which copies can be made for anyone who wishes to buy them. In other words, to repeat, terms of access can and do vary with circumstances; but in every instance every effort is made to provide for the need of the person who, it seems to me, is the key figure and the person it is most important that we should serve to the utmost of our capabilities—the individual research scholar.

“Archives for Scholarship” is our theme this week. I hope that these notes and suggestions may have indicated some ways and means in which archives may be made more freely available for scholarly purposes.

LIBERALIZATION OF RESTRICTIONS ON ACCESS TO ARCHIVES

LEGAL AND JURIDICAL PROBLEMS ASSOCIATED WITH ACCESS TO ARCHIVES

Report by Dr. Herman HARDENBERG, Associate Reporter¹

Thinking of legal and juridical problems concerned with access to archives, the first question which arises is whether access should be regarded as a favour or as a legal right. In the Netherlands archival legislation access was stated to be a favour, when the Minister of the Interior issued a decree in 1829 allowing the keepers of state, provincial and local records to admit persons well known to them, who wanted to consult records for the benefit of general historical research. From then on, for a long time the keepers were free to refuse access, and it should be mentioned that several of them discouraged scholars to visit their archives, because they saw them as rivals on what they regarded as their private hunting-ground. As soon as the Law on Archives of 1918, based on the principle that access to archives is the legal right of everyone, became effective, the paradisaical seclusion of this type of archivist came unfortunately to an end. One particular point of the Law was, that it made no discrimination between a Netherlands subject and a foreigner.

Access of foreign scholars.

According to the report presented in 1959 by Robert-Henri Bautier at the Fifth Round Table on Archives, the principle of the free accessibility to archives for native subjects has now been adopted nearly all over the world. However, its application differs from country to country, from access without any formality to one subordinated to a formal request and to the presentation of identity papers. Experience has indeed taught the archivists to be careful with visitors who pretend to be scholars, without verifying their identity, especially if they are foreigners. However the claim, that the foreign visitor must be recommended by the diplomatic authorities of his country—as some members of the International Council on Archives are still practising—seems to be far removed from the principle of free accessibility. In this context a favourable answer to a letter of recommendation is nothing more than the grant of a favour. Therefore it would be advisable to adopt everywhere in the future a more liberal point of view with regard to the admission of foreign scholars.

The Dutch Law on Archives of 1918 limited the access to the records that had been and would be transferred to the public repositories of the State and of the municipalities and

1. Text of the preliminary report distributed to members before the Congress.

the polders; the date that made the records available for transfer was left open to special decisions, some of them dating from before 1918. It was only the new Law on Archives of 1962 that introduced the obligatory transfer of all public records older than fifty years, opening at the same time the possibility of an earlier transfer and of a postponement requested by special circumstances or special regulations. For instance the Chambers of Commerce have claimed that the files relating to active firms older than fifty years should be excluded and remain with them for practical reasons. Similarly the Law on the Office of Notary has fixed the date for the transfer of notarial records to the State Archives at seventy-five years after their drafting because of their confidential character.

Protection of personal privacy.

This last consideration confronts us with another juridical problem: the protection of personal privacy against the curiosity of indiscreet investigators. If the bad manners of the modern press, which has no respect for privacy, were to be taken over by scholars pretending to serve the cause of impartial history and the accessibility of public records were to be reduced to thirty, twenty or even less years, the acting public officers would risk becoming victims of slander by means of their own records. The only way to escape from such a critical situation would be the production of records of no interest at all and the elimination of all papers with inside information. On account of these perils it seems a very wise attitude not to encourage greater access to archives of the recent past. Students of contemporary history should be only permitted to use current records on a special licence and under a sufficient guarantee, that they will not make a dishonourable use of the information on personal matters, which these records are holding, or disclose facts that might have political consequences for the present. In most countries the publication of documents considered as being secret is taken as a criminal infringement.

Even the records that have been transferred to the public repositories can be submitted to certain restrictions of access. In accordance with special arrangements made at the moment of their transfer, the accessibility of an archive-group can be postponed or be put under the obligation that the investigator has no right to publish data from it about living persons. It is however unwise to accept these embargoes as being laid forever, and it is perfectly legal to introduce in the legislation on archives a clause permitting the annulment of the postponement of the accessibility of public records after a certain lapse of time. Otherwise their transfer to a repository that is assigned for free access would have no sense at all.

Protection of archives in bad physical conditions.

It is likewise perfectly legal to insert a prescription, that the material condition of a record can be an impediment for its consultation by a visitor of the Archives. Nevertheless the applicant should have the right to appeal to the immediate superior of the keeper of the records in question.

Microfilm and accessibility to archives.

A curious legal problem is involved, when the visitor is put off with microfilms or microcards of the original records in order to prevent those records from damage caused by too frequent use. As this is a matter of precaution with regard to an eventual deterioration in the future, it cannot be aligned with an actual bad condition. There are other ways to prevent records from wearing out, for instance by laminating them. So the visitor has the right to insist on seeing the originals and can only be content with photographic reproductions, when the photographs are legal substitutes of original documents.

This last argument leads to another juridical problem. It is a fact that modern admi-

nistrations are more interested in clearing off their records rapidly than in keeping them. In this way microfilms and microcards have become a welcome substitute for records; they demand less storage space, and for documents that must be kept only for a short time, before they can be destroyed, it appears to them a very efficient solution. As documents produced by governmental bodies can be eliminated only after the expiration of the term that is set for their destruction, and the administrators want to eliminate them as soon as they have been microfilmed, it is questionable whether they can be allowed to do so without trespassing on the regulations. To avoid wilfulness on this point, the regulations issued in consequence of the new Dutch Law on Archives have a provision sanctioning the elimination of documents before term, if they have been reproduced beforehand by order of the authority responsible for the care for the records. By transferring the microfilms of eliminated records afterwards to the Archives the archivist's aim for completeness can be answered conveniently; and the scholar will have the opportunity to take note of documents that otherwise would have been lost by misjudgement of their scientific importance. As the field of learning is steadily developing, records that did not seem worthy of preservation in the past might become of great value for future scholarship. So it will be a lucky circumstance if their contents can be saved by microfilming.

International loans of archival documents.

An easy way to stimulate the accessibility of archives is the lending of documents from one repository to another or any other scientific institution. If some countries still have legal objections against loans, there is however a general tendency to permit them within the national frontiers in the interest of scholarship to save time and displacements. In 1953 at the Second International Congress on Archives in The Hague the loan of archival documents has been one of the themes of discussion. To the supporters of loans between different countries, restricted only by intercontinental distances, the importance of the researches and the arrangements for payment of the forwarding-charges are such, a delegate of Israel pointed out, that the International Council on Archives should stimulate the establishment in every country of a vast microfilming program. These programs would make it possible for scholars in other countries to obtain microfilmcopies at very low prices instead of asking for the originals, so that legal obstacles could be also avoided. To this suggestion one of the opponents replied that most of the archival repositories do not have the funds to microfilm vast masses of documents only for the convenience of foreign scholars. Exchange of microfilms holding documents that are here and there missing from the participating repositories was announced as a reasonable way of solving the problems and has in fact been practised ever since microfilming was introduced to the Archives. At the end of the session a motion was presented to the International Council on Archives to set up rules of security and technical requirements to facilitate the loan of archival documents between different countries, either by bilateral agreements or by international treaties.

We are still waiting for those rules and for treaties, but not for agreements. Between Western Germany and the Netherlands an agreement of this kind goes as far back as 1930. On basis of reciprocity the external loan is also permitted in the Netherlands with other countries, with which no special agreement has been fixed, but the dispatch of the documents has to be effected by diplomatic courier. A familiar way of serving the interests of access is the exchange of records belonging to the archives of an official body or authority, having its seat in the territory of a country other than the country to which the repository belongs, that is, keeping those records at present. Treaties permitting the exchange of such records in consequence of the well-known principle of provenance exist between the nations that border the North and Baltic Seas, the Scandinavian States, Italy and France, Belgium and the Netherlands and also between them and Western Germany. As a result of these treaties large archive-groups have since 1926 returned to their native countries.

Problems of copyright.

With the publication of archival documents a complex of legal problems is associated, that has close connections with the accessibility of archives. In the first place there is the problem of copyright. Does the person who is using archival documents and has them printed obtain a copyright on them? This would mean that nobody could publish them afterwards without his or the publisher's consent. To avoid all doubts on this subject the visitors to the Netherlands State Archives have to sign a declaration stating that the right of the government to reprint and re-edit the documents used by him is unabridgedly effective. But what about other scholars? It is generally agreed that, by means of this stipulation, other scholars are equally free to reproduce the original documents in print.

On the other hand it is not generally admitted that the information collected on special subjects by an archivist at the request of one scholar should be put at the disposal of another scholar at the same time. Especially not when the first scholar has ordered photographic reproductions of the items at his own expense or has paid in another way for research on the said subject. Although it is of great importance that scholars and Archives should be informed about the subjects on which scientific studies are in course of preparation, it is against the principle of free accessibility that two people should not investigate the same subject as independent scholars and simultaneously. If the archivist is sponsoring only one of them, he risks falling back on the habits of his predecessors, who regarded the archives as their private hunting-ground. The only reasonable thing he can do is to warn the other investigator that somebody else is also prospecting the same field.

Legal deposit of printed publications based on archives.

Another problem connected with the publication of archival material and their accessibility is the deposit of a copy of the printed work composed with the aid of the material in question in the repository where the material is kept. In countries where there is no legal deposit like the Netherlands this problem is solved by asking a written promise of the visitor to do so. According to the regulations issued by general order for the access to the State Archives nobody is allowed to make use of archival documents until he has signed a declaration in this sense. Frequently the visitors have to be reminded afterwards to fulfil their promise, but on the whole the results are very satisfactory. The reason why people are forced to do so is in the interest of their publications as an instrument to raise the accessibility of the contents of the repository where they are deposited.

Accessibility of private archives.

A particular point asking for special treatment is the accessibility of private archives, in other words, archives that have not been transferred to public repositories and are still remaining with private persons and bodies. In countries like Western Germany and Italy the government has obtained in recent times legal power over private archives in so far as they are considered as part of the cultural property of the nation, in consequence of which they must be well taken care of by the owners, who have no right to dispose of them without giving notice to the government, which enjoys a right of pre-emption. On the other hand the owners can get, if they like, advice about the right way of keeping them and also assistance for the drawing up of an inventory, being an essential aid to the accessibility of those archives.

In England, since the latter part of the nineteenth century, access to private archives has been enormously furthered, thanks to the Historical Manuscripts Commission, by the publishing of calendars of contents of the most important private archives. Moreover it has constituted a National Register of Archives, where scholars can learn all about the dwelling-place of records in private hands and the possibility of their consultation. As these enterprises

are based wholly on voluntary co-operation, they encounter as a matter of fact no legal or juridical problems.

Since 1965 the Netherlands also possess a Central Register of Family Archives, which was set up by the General State Archives on behalf of the historical interest represented by them as a useful complement to public records. However the registration of family archives occurs only with consent of the owners and can be kept secret, if wanted. With respect to public records mixed up with private archives, the new Law on Archives makes it possible to get photographic reproductions of them by ordering the owners to put them temporarily at the disposal of the keeper of the repository where they would have been deposited if they had been the property of an official body. In the Netherlands state property which was banned by statute of limitations can without exception become private property. The only concession that has been accepted on the passing of the new Law was the condition that refusal to lend records for photographing could be punished as a criminal transgression.

In Western Europe few governments have gone as far as Belgium by establishing a control of the General State Archivist on the records of ecclesiastical institutions for the sake of accessibility and preservation. When speaking of private archives, these institutions are generally not included. The same applies to business archives, although their preservation and accessibility is one of the weakest points in archival administration. Ignorance of their historical value and fear for financial consequences, as long as they are of a too recent conception, make the owners very often shy to reveal their presence. Nevertheless the safeguarding of business archives all over the world is one of the burning archival problems, but one can hardly see a way to solve it through legal measures. The only way to succeed seems to be by persuasion, and we all know that persuasion has been and will always be the stronghold of our archival successes.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

La séance est ouverte par M. Wayne C. Grover, qui souhaite la bienvenue aux congressistes de la part de leurs collègues américains en termes particulièrement cordiaux. Il insiste sur l'importance et la difficulté du thème retenu pour ce Congrès extraordinaire : « No subject could be more complicated and perhaps more controversial. » Il précise enfin les modalités pratiques suivant lesquelles se dérouleront les séances.

MM. Lamb et Hardenberg commentent ensuite leurs rapports publiés ci-dessus. Puis MM. Bautier, Dadzie, Eyzaguirre, Jägerskiöld et Solovev lisent les exposés qu'ils avaient été invités à préparer, et dont le texte est reproduit ci-après. Les rapporteurs leur répondent. Les débats sont alors ouverts.

EXPOSÉS

M. Robert-Henri BAUTIER¹ (France) : *Les problèmes posés par une libéralisation brutale de l'accès aux documents. Appel à la prudence.*

On vient de nous l'exposer une nouvelle fois, tout notre Congrès international extraordinaire s'ordonne autour d'un thème : rendre plus aisées les recherches des historiens dans les archives. C'est là évidemment l'un des vœux les plus chers de tous ici, et je suis personnellement trop profondément historien pour ne pas être pleinement d'accord avec une telle proposition.

En fait, le problème peut se définir de façon très simple : le principe du libre accès aux documents est aujourd'hui reconnu par la plupart des législations archivistiques ; mais, dans la pratique, les gouvernements sont amenés à restreindre la communication ou le droit de reproduction de certains types de documents, et surtout à établir des limites chronologiques pour leur consultabilité. Or les historiens — du moins ceux d'entre eux qui, toujours plus nombreux, en viennent à étudier des époques de plus en plus proches de notre temps — se plaignent de ces restrictions et de ces limitations, et voudraient amener les autorités responsables des archives et, à travers elles, les gouvernements, à modifier leur attitude et à la rendre beaucoup plus libérale.

Les revendications sont donc les suivantes (je résume ici, à l'occasion de cette première séance, ce qui va se traiter tout au long du congrès) : libre accès aux documents aussi récents que possible ; stricte limitation du « secret » des archives ; libre reproduction de séries entières par la voie du microfilm ou de la photocopie ; prêt généralisé de documents entre dépôts, tant à l'intérieur des pays qu'entre les Etats ; assimilation complète des ressortissants étrangers aux nationaux.

La seule énumération de ces revendications suffit pour qu'on se rende compte des difficultés législatives, réglementaires, juridiques et tout simplement pratiques, auxquelles elles se heurtent. Certaines d'entre elles, toutes celles qui mettent en cause une coopération internationale (accessibilité des étrangers, prêt international, microfilmage avec toutes les incidences de cette opération), devraient à mon avis être réservées pour l'une des séances suivantes, même

1. Professeur à l'Ecole des Chartes, Paris.

si directement ou indirectement elles ont été abordées par les rapporteurs d'aujourd'hui, soit dans leur rapport écrit, soit verbalement ; je crois en effet que le problème général de l'accès aux documents et de ses limites suffirait à nous occuper. En cette matière, les deux rapports de MM. Hardenberg et Lamb reflètent parfaitement, grâce à la précieuse expérience qu'ils ont acquise à la tête des archives de leur pays, les préoccupations sérieuses que leur inspirent certaines revendications un peu pressantes des historiens ; nos deux rapporteurs en effet, chacun avec son tempérament particulier mais avec la pondération qui les caractérise, recommandent une grande prudence. Je me permettrai, si vous le voulez bien, de joindre humblement ma voix à la leur et d'adjurer ce congrès de ne prendre aucune résolution qui risquerait d'avoir sur l'avenir même de la conservation des archives des conséquences graves et dont, sans doute, les historiens seraient les premiers à sentir les effets.

Différence de nature entre les archives et les bibliothèques.

Car il faut bien souligner que trop d'historiens ne se rendent pas suffisamment compte de la nature propre des fonds et des documents des archives, et qu'ils ont tendance à croire que les archives ont pour finalité de leur fournir des sources directement utilisables. Il n'est donc peut-être pas inutile de rappeler, au seuil de ce congrès, une vérité que pour ma part je crois fondamentale et qui influe sur le sens de nos travaux : une différence capitale sépare les matériaux des archives de ceux des bibliothèques, et je pense qu'on ne le rappellera jamais suffisamment. Les bibliothèques sont formées de pièces indépendantes les unes des autres ; leur assemblage est le résultat d'un choix ou d'un hasard. Les archives sont au contraire des corps organiques, constitués de documents accumulés en raison du fonctionnement ou de la vie d'une personne morale ou physique. Les œuvres réunies dans les bibliothèques répondent nécessairement à des besoins culturels ; au sens large, ce matériel des bibliothèques fait partie du patrimoine intellectuel de l'humanité. Nul ne saurait s'opposer à leur plus large diffusion possible, et c'est même là l'un des devoirs des bibliothécaires. Tout au contraire, les fonds et les documents des archives, de par leur origine et leur nature, sont la propriété de l'institution qui est responsable de leur formation et entre les mains de qui elles constituent aujourd'hui les titres de ses droits, la source de ses obligations et la documentation indispensable à son activité. C'est ainsi que les archives publiques appartiennent par définition à la nation dont elles sont une part du capital, et à l'État qui est le dépositaire des intérêts de la nation et de ses citoyens. Nul ne contestera que l'État, à l'heure présente comme à toute autre époque et quels que soient sa structure et son régime politique, a la complète propriété de ses archives et que ce droit, en vertu du principe de la domanialité publique, ne saurait se prescrire et se perdre, quelles que soient la date et la nature des documents.

Juridiquement, l'État est donc pleinement habilité à apporter à l'usage de ses archives toute limitation qui lui paraîtrait utile dans l'intérêt public. Mais, seconde face du diptyque, un État moderne, pour répondre au rôle culturel qui est le sien, a également le devoir (s'il a des droits, il a également des devoirs) de favoriser la meilleure connaissance possible de l'histoire et de donner aux chercheurs, le plus libéralement qu'il se peut, accès à ses archives, dès lors que sont sauvegardés les intérêts de la nation et ceux des tiers. De la conciliation de ces principes contradictoires naissent les difficultés. Cela, c'est le drame des archives, ce drame qui tient à leur double nature : placées au cœur de l'administration, au service du gouvernement et de ses agents, elles n'en sont pas moins des organismes culturels, des laboratoires où se prépare l'histoire. Selon le point de vue que l'on considère, et à chaque moment, l'accent peut être mis sur l'un ou sur l'autre aspect de leur rôle divergent. Comme l'a écrit notre regretté président Graswinckel, « les Archives sont journallement à la croisée des chemins ».

Un argument cependant ne saurait, à mon avis, être retenu dans cette discussion, c'est celui auquel M. Lamb a fait allusion d'après une étude du Prof. Rowat d'Ottawa : le prétendu droit du public, et de chaque citoyen en particulier, à la communication la plus libre possible des dossiers du gouvernement. Cette position, qui est en fait une position politique, se fonde

sur une certaine conception de la démocratie qui peut apparaître discutable. Je n'insiste pas ici. De toute façon, le débat déborde amplement le cadre de notre session et se trouve placé, par définition, en dehors de la compétence des archivistes. Je pense donc qu'il conviendrait de laisser de côté cette argumentation irréaliste.

Aspects différents du problème dans les différents pays.

Le seul fait qu'on y ait fait allusion montre bien que dans chaque pays le problème de l'accessibilité aux archives se pose en termes différents. Vouloir en cette matière arriver à une harmonisation universelle relève, je crois, de l'idéalisme. Car si des différences, même minimes, de système de gouvernement, comme l'a souligné M. Lamb, provoquent des divergences dans la réglementation archivistique, à plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'il s'agit de régimes politiques, sociaux, économiques, d'une structure radicalement opposée, ou encore lorsqu'on compare des pays dont les habitudes administratives, les règles juridiques, les mœurs publiques aussi, ne correspondent pas. On peut seulement constater que, dans l'ensemble, l'évolution va partout dans le sens d'un libéralisme croissant, et que les facilités d'accès vont en s'amplifiant. On est en droit de s'en féliciter et l'on peut peut-être encore presser ce mouvement.

Mais une accélération brutale risquerait, comme nous allons le voir, de se heurter à des obstacles majeurs.

Certains pays ont vu se briser, à une date plus ou moins récente, le fil de la continuité historique. Les uns ont vu leur statut se modifier brusquement et ils ont accédé à l'indépendance ou bien l'ont recouvrée. D'autres ont provoqué ou subi une révolution qui a rompu avec le passé dans de telles conditions que l'État nouveau ne se sent en rien lié au régime antérieur, et qu'il n'éprouve aucun sentiment de responsabilité pour les actions entreprises par les milieux dirigeants du système précédent. On comprend parfaitement que, dans de tels cas, il soit plus aisé d'ouvrir aux recherches des historiens ces archives désormais périmées, même si, dans la pratique, dans ces pays aussi, certains impératifs peuvent continuer à peser sur l'orientation de certaines recherches.

Il en va tout autrement dans les pays qui ont maintenu le long déroulement de leurs traditions historiques, alors même qu'ils ont éprouvé des à-coups et que certaines formes institutionnelles ont été appelées à se modifier. La permanence des intérêts nationaux, la solidarité des classes dirigeantes et celle des générations imposent pour la consultation des papiers publics des précautions particulières qui, vues de l'extérieur, pourraient paraître superflues. Ces domaines réservés sont évidemment — vous le savez, on en a déjà parlé et je n'y insiste pas — au premier chef ceux de la sécurité extérieure (archives diplomatiques et militaires), ceux de la sécurité intérieure (archives politiques), et ceux aussi de certains secteurs de l'économie nationale. C'est dire qu'il s'agit surtout, précisément, des domaines sur lesquels s'exercent avec le plus de complaisance les curiosités des historiens de l'époque contemporaine. Un secret très long pesait naguère sur nombre de ces fonds, souvent 100 ans autrefois ; il y avait aussi parfois, pour leur consultation, des dates limites différentes selon les séries et selon la nature des papiers, au point que parfois la réglementation devenait un maquis pour les archivistes eux-mêmes.

Quels délais de libre consultation envisager ?

Un délai de 50 ans, officialisé en France en 1887, a fait aujourd'hui tache d'huile. Nombre d'historiens le jugent actuellement trop long et, de fait, l'accélération de l'histoire à laquelle nous sommes tous sensibles nous en persuade. M. Lamb, dans son rapport, a fait état de propositions diverses, visant à reporter à 40, 30, 25, voire à 15 ans, le délai normal de consultation de ces documents.

Il semblera, je crois, impensable à tout esprit raisonnable d'accepter cette dernière proposition d'un délai de 15 ans. Serait-on vraiment disposé, même dans le pays qui serait le plus

libéral, à ouvrir à la recherche, dès à présent et sans restriction, tous les dossiers diplomatiques et militaires de la guerre de Corée, ou ceux de la tension internationale de Berlin, qui remontent à 1950 ?

Le plus important, en effet, n'est pas de donner en pâture à l'opinion tel dossier en particulier, mais de donner libre accès à la totalité des fonds d'une tranche chronologique. Sinon, on risquerait, par une discrimination officielle dans l'ouverture des dossiers, d'ouvrir de fausses perspectives historiques et d'amener en fin de compte les historiens à écrire l'histoire à l'aide d'espèces de « livres blancs », de « livres jaunes », de « livres noirs », plus étendus. Tant qu'on n'a pas l'ensemble des dossiers, il est impossible de juger et d'écrire l'histoire.

Un délai de 25 ou de 30 ans paraîtra même déjà bien court à un homme réfléchi. Qui songerait, en effet, à mettre dès aujourd'hui aux mains de tous les curieux les dossiers politiques de la seconde guerre mondiale ou même ceux de la guerre d'Espagne, et leurs « dessous » — car il est évident que ce seront surtout les « dessous » que l'on s'efforcera de rechercher dans ces archives ?

Si l'on veut que les passions s'éteignent, que l'historien aborde avec sérénité les événements, que les acteurs ne souffrent pas des révélations des documents, il faut attendre dans le monde présent près de 40 ans. Et ce délai répond d'ailleurs actuellement à cette prescription trentenaire accrue des moratoires de la dernière guerre. J'y serais personnellement favorable.

On pourrait également envisager de maintenir pour l'ensemble des documents le bon vieux délai de principe de 50 ans, mais en admettant pour certaines et amples catégories de papiers un délai qui pourrait s'abaisser jusqu'à la limite de la prescription trentenaire, voire pour certaines un délai moindre encore. Je doute d'ailleurs que cette seconde solution soit vraiment du goût des historiens, spécialement des chercheurs étrangers, qui sont infiniment plus intéressés par les documents de politique générale que par les dossiers des services de l'Education nationale, de la Santé publique ou du Travail. Voilà l'alternative — délai universel de 40 ans ou délai de principe de 50 ans avec dérogations —, sur laquelle il serait bon que notre congrès fût appelé à donner son avis de façon explicite.

Il faudrait, en tout cas, prévoir explicitement dans chaque pays des dérogations expresses pour des recherches de caractère sociologique comme pour celles d'histoire sociale et économique : ces historiens, ces sociologues pourraient bénéficier de larges facilités, à la condition de ne pas faire état de noms ou de situations personnelles, toute infraction engageant alors la responsabilité du chercheur.

La protection de la vie privée des citoyens.

Pourquoi cette interdiction de faire état de noms ou de situations personnelles ? C'est que cette limitation répond au second aspect des devoirs de l'Etat, ceux qu'il assume à l'égard de ses citoyens, à savoir de défendre leurs intérêts moraux et matériels et de protéger leur intimité. Nous rencontrons là un nouvel obstacle à une plus large ouverture au public d'autres types de documents : sources notariées (essentielles dans tous les pays latins pour la connaissance de la vie des familles ou des individus, comme de l'activité des sociétés) et sources fiscales (archives des contributions, de l'enregistrement, des hypothèques). De même, certains dossiers personnels de fonctionnaires, aussi bien que les dossiers établis par les services médicaux, judiciaires ou de police, ne peuvent donner lieu à des divulgations qui seraient préjudiciables à l'intérêt des familles ou à leur honorabilité.

Il est donc logique que la loi les protège pendant un long temps. S'il n'en était pas ainsi, que verrions-nous ? Les notaires, les magistrats et les greffiers, les médecins hospitaliers, les officiers de police, tous astreints par leurs fonctions au plus strict secret professionnel, feraient en sorte que leurs papiers ne parviennent aux archives que le plus tard possible. Il y aurait même de fortes chances que le problème de la consultation de certains de ces dossiers ne se pose pas aux historiens, car ce qui serait de nature confidentielle risquerait de ne jamais parvenir jusqu'aux archives.

Il ne faut pas oublier non plus qu'à côté des historiens sérieux auxquels nous pensons tous ici, il y a trop de gens que le public, mal renseigné ou plutôt déformé par une certaine presse, croit historiens et qui, peut-être en bonne conscience, se croient eux-mêmes historiens, alors que pour eux l'histoire se limite à la présentation d'événements plus ou moins scandaleux ou de faits de caractère intime concernant les personnalités. A une époque où la presse, les publications commerciales, la télévision se complaisent dans ce qu'on appelle la « petite histoire », c'est-à-dire dans de petites histoires, à une époque où une certaine forme de civilisation que l'on désigne maintenant comme celle des « loisirs » ne fait que développer cet appétit, l'Etat se doit de défendre contre la curiosité malsaine l'intimité des individus. Cela ne veut pas dire, répétons-le, qu'il ne conviendrait pas de faciliter les recherches des historiens dignes de ce nom, en prévoyant à leur intention des dérogations sur justification de l'objet des travaux et à condition que soient abordés les problèmes de structure, à l'exclusion des faits de nature personnelle.

La protection du droit d'auteur. Le copyright en matière d'archives.

Dernier élément sur lequel il convient d'attirer l'attention, le sens extensif que l'on donne ou que l'on est en train de donner dans chacun de nos pays à la protection du droit d'auteur, du copyright. Plusieurs de ces aspects recouvrent très largement le domaine archivistique, bien qu'un certain nombre de nos collègues n'y aient pas encore prêté toute l'attention souhaitable. Si un tel droit s'applique tout naturellement aux papiers privés (et on sait que ces papiers sont loin d'être rares à l'époque présente dans nos archives), il tend à s'étendre au domaine des archives publiques. M. Hardenberg y a fait allusion dans son rapport à propos d'un aspect particulier, mais je crois qu'il convient d'y revenir ici sur un plan général. Je résume en deux mots la situation. On peut reconnaître dans toute correspondance deux formes de propriété, sinon même trois : le droit de l'auteur de la lettre, le droit du destinataire et, éventuellement, le droit du propriétaire matériel de l'écrit s'il ne se confond pas avec le destinataire. En principe, c'est ce destinataire qui, ayant la propriété matérielle de la chose, peut l'utiliser à son profit, administrer une preuve par ce moyen ou bien la refuser à un tiers, mais sans que cela lui confère le droit à la propriété de l'élément intellectuel, à la pensée de l'auteur. Le destinataire ou le détenteur de la lettre commettrait donc juridiquement une faute s'il en publiait le texte ou des extraits ou s'il en facilitait la publication par un tiers, sans l'autorisation de l'auteur, lequel pourrait être fondé à demander en ce cas des dommages et intérêts. Certes, le travail de tout fonctionnaire ou agent rétribué par l'Etat étant dû à l'Etat, et le produit de son travail étant sensé appartenir à celui qui l'a commandé, donc à l'Etat, la question peut sembler en large mesure théorique en ce qui concerne le domaine des papiers publics. Pourtant, le problème peut se poser en ce qui concerne des rapports, des mémoires d'experts, des correspondances reçues par des hommes politiques, des lettres expédiées par des savants, des écrivains, etc.

De plus, d'après les principes internationalement admis (ou presque), le droit de propriété littéraire appartient à l'auteur et à ses successeurs universels, qui seuls sont en droit de décider une publication ou de s'y opposer (notons au passage, d'ailleurs, que l'auteur et ses ayants droit ont également le droit de publier, d'après la minute ou d'après une copie demeurée entre leurs mains, un texte dont l'original se trouve entre les mains du destinataire). Enfin, rappelons que la possession d'une lettre est limitée par un autre droit, le droit au secret, qui est d'ailleurs reconnu par les tribunaux de la plupart des pays ; car, manifestation de la pensée, elle ne peut être communiquée à un tiers en vertu de la théorie juridique reconnue des droits de la personnalité. Ceci concerne non pas seulement les lettres confidentielles de caractère intime, mais aussi les correspondances en matière commerciale ou financière, les lettres adressées à des notaires, à des avoués, à des avocats, etc. Ce droit au secret joue d'ailleurs dans les deux sens, en faveur de l'auteur comme en faveur du destinataire. N'oublions pas non plus qu'en ce qui concerne les textes manuscrits inédits, le recours est en principe indéfini,

bien que l'usage tende à le limiter dans divers pays soit à cinquante ans de date, soit à cinquante ans après la mort de l'auteur, comme dans le cas de textes imprimés pour la première fois.

On voit par là les difficultés qui pourraient se présenter pour les différentes directions d'archives, si les délais de communication venaient à s'abaisser trop sensiblement ; d'où le soin que ces directions devraient apporter à l'étude approfondie de ces différentes questions. Peut-être y aurait-il lieu, si elles ne pouvaient être traitées à fond ici aujourd'hui même — car nous ne disposons pas de toute la documentation souhaitable et de toute la jurisprudence concernée — d'en réserver l'examen approfondi à la prochaine session de la Table ronde des Archives. Déjà, en Grande-Bretagne, le Public Record Office a tiré les conséquences de la nouvelle législation, d'une part en réservant son copyright ou celui des possesseurs éventuels sur les documents récents venus en sa possession, et d'autre part en établissant une distinction entre la reproduction de documents dans un but strictement scientifique et la reproduction qui viendrait à être faite dans un but commercial. Il y a là une distinction qui nous apparaît fondamentale, et une jurisprudence qui serait à étudier avec d'autant plus de soin que des pièces d'origine privée viennent de plus en plus souvent dans nos dépôts publics, soit par voie extraordinaire (achats, dons, legs, dépôts), soit même — on y pense moins souvent — par voie de versements ordinaires (archives de services para-publics, faillites commerciales, saisies faites par des autorités de justice ou de police).

Obstacles psychologiques et matériels à une trop grande libéralisation de l'accès aux archives.

C'est donc, en conclusion, un appel à une très grande prudence que je me permets de lancer. Le but recherché : ouvrir plus largement les archives à la recherche, correspond incontestablement à un désir très légitime, et nous souhaitons tous voir ce vœu exaucé, mais il faut être réaliste et bien se pénétrer de deux circonstances de fait, que nous risquons de trouver bien longtemps sur notre route :

1) un obstacle psychologique : abaisser trop sensiblement et trop brutalement les délais de consultation pourrait avoir des conséquences regrettables dans bien des administrations. Certains services, dans nombre de nos pays, auraient tendance à différer autant qu'ils le pourraient le versement de leurs archives et à retarder les classements et les inventaires, et M. Lamb y a fait allusion. Bien des hauts fonctionnaires, et c'est beaucoup plus grave, auraient plus encore qu'aujourd'hui le désir de soustraire à la curiosité des historiens et au jugement du public le témoignage écrit de leurs actions et retiendraient par-devers eux les dossiers les plus importants, au besoin les détruiraient, à moins que (M. Lamb l'a dit tout à l'heure aussi) un recours accru au téléphone ne vienne à supprimer le témoignage écrit ; je serais extrêmement étonné si dans mon pays il n'en était pas ainsi, et je connais suffisamment certains pays voisins pour me douter que la situation n'y serait pas tellement différente. Car si on accepte d'être jugé par l'histoire, c'est-à-dire par la postérité, avec le recul des années, on se plie plus difficilement au jugement des semi-contemporains qui, tout en ayant l'illusion de ce recul, ne seraient pas exempts de certaines passions.

2) un obstacle matériel, et on y a déjà fait allusion, risque en outre de venir modérer tout effort sérieux pour libéraliser les délais de conservation. Avant d'être mis à la disposition du chercheur, le fonds doit faire l'objet d'un nettoyage archivistique, d'un triage, d'un classement, d'un inventaire ; or, dans la plupart des pays, tel est le flux des masses d'archives qui entrent, si insuffisant est le nombre des archivistes, qu'il est déjà difficile de mettre en état les fonds actuellement consultables. Si l'on devait, du jour au lendemain, abaisser de 50 à 30 ans par exemple le délai de communication des documents, il faudrait assurer immédiatement la mise en état des fonds de la période 1916-1936, époque où la production des papiers a été sans commune mesure avec les temps antérieurs. A moins d'un accroissement de personnel corrélatif et massif (de la réalité duquel, dans nombre de nos pays, on peut douter dans les circonstances présentes), bien des dépôts ne pourraient faire face aux nouveaux besoins, et la libéralisation risquerait de demeurer longtemps lettre morte.

Les vrais problèmes de l'utilisation des archives contemporaines.

Je me permettrai, pour terminer, de faire encore une remarque sur les sources mêmes de l'histoire contemporaine. Ne nous illusionnons pas trop — et je m'excuse ici de ce scepticisme, surtout venant de la part d'un historien —, sur l'importance que revêtent les archives pour l'histoire de notre temps. L'information qu'elles sont susceptibles de nous offrir est en relation inverse de leur masse écrasante. Si, pour l'histoire des époques antérieures, et principalement pour celle du Moyen Age, où nous ne disposons que d'un nombre limité de sources, les documents d'archives sont d'une importance capitale, il n'en est plus de même pour le temps où nous vivons, car en dehors des ressources quasi inépuisables de la presse et des renseignements de tous ordres publiés aussitôt après les événements, nous pouvons disposer des innombrables publications administratives, plans, rapports, statistiques, etc., imprimés ou multigraphiés. Dans ces conditions, les archives des trente dernières années risquent fort de ne nous apporter, au prix d'efforts considérables des archivistes qui les classeront, au prix d'efforts non moins considérables des historiens qui les utiliseront, que des informations très diluées, comme noyées dans un volume immense de matériel documentaire.

Une exception certes : les documents de nature confidentielle ou secrète, lesquels seront jugés sans doute aussi difficiles qu'aujourd'hui à laisser consulter avant un délai plus ou moins long — si tant est qu'on en trouve beaucoup pour une époque où les grandes affaires sont de plus en plus traitées dans des rencontres personnelles ou dans des conversations téléphoniques.

Quant à la masse des autres documents, il faudra l'exploiter avec des méthodes qui ne sont pas celles des historiens actuels ; leur volume exigera, sans doute, qu'on y applique des équipes de chercheurs dans le cadre d'un travail coopératif analogue à celui d'un laboratoire scientifique. Il faudra même recourir au traitement des informations rétrospectives par des machines électroniques, comme on le fait pour les informations récentes dans le domaine de la sociologie et de l'économie. Il y a là un problème qui ne saurait longtemps encore être esquivé. Il l'est d'autant moins qu'actuellement, sous prétexte de leur compétence dans le traitement statistique et technique des documents, divers services retiennent par-devers eux, et soustraient aux versements, des fonds modernes extrêmement importants, qui échappent ainsi à la conservation archivistique et à la recherche historique.

De toute façon, je pense que les historiens ne sont pas aujourd'hui beaucoup plus prêts que les archivistes à affronter les vrais problèmes que posent les archives contemporaines, dont la masse est écrasante. Ce sera, je pense, la tâche de demain.

M. E. W. DADZIE¹ (Mauritanie) : *La libéralisation des archives dans les pays ayant accédé récemment à l'indépendance.*

J'ai été directeur des Archives nationales de Mauritanie, mais j'ai cessé ces fonctions il y a quelques mois. J'avais tout d'abord été inscrit à ce congrès en tant que représentant de la Mauritanie ; maintenant, je suis ici au titre de secrétaire général d'une organisation internationale, l'Association internationale pour le développement des bibliothèques en Afrique : c'est une organisation professionnelle non gouvernementale, qui s'occupe activement de promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur des archives dans les différents pays africains, d'organiser des conférences, de la formation d'archivistes, de leur placement, de leur soutien moral, et parfois même de la défense de leurs intérêts dans la mesure où le gouvernement nous le permet. En plus de ces fonctions privées, je suis appelé à organiser les archives du

1. Secrétaire général de l'Association internationale pour le développement des bibliothèques en Afrique.

Togo, mon pays d'origine, ainsi que d'autres pays africains qui n'ont pas encore de services d'archives organisés.

Cela dit, je vais apporter une petite contribution aux exposés des éminents conférenciers qui m'ont précédé, en ce qui concerne les archives des pays qui ont accédé à l'indépendance depuis peu, et où les chercheurs ont besoin d'une documentation récente.

Il y a d'abord les pays qui ont des archives organisées. Le délai de communication des archives y est de 50 ans, du moins en ce qui concerne les pays de langue française, qui s'inspirent de l'ancienne puissance administratrice. Je pense que les papiers qui ont cessé d'être utiles à l'expédition des affaires de l'administration, quand ils n'ont pas de dépôt autonome d'archives, devraient être transférés aux Archives nationales ou aux Archives centrales, afin d'y être classés et mis à la disposition des chercheurs. Le délai au terme duquel le transfert devrait avoir lieu pourrait être de 10 à 20 ans, sous réserve bien entendu de ne pas communiquer au public les documents qui présenteraient des inconvénients d'ordre administratif ou politique, ou qui porteraient atteinte à l'honneur des personnes ou des familles. Le service des archives devrait disposer d'une dizaine d'années pour le classement élémentaire de ces versements, étant donné que souvent dans nos pays le personnel est très réduit. Ces archives pourraient donc être mises à la disposition des chercheurs dans un délai de vingt à trente ans après leur constitution. Dès l'indépendance, l'un de nos pays, la Guinée, a ouvert au public toutes les archives de l'ancienne puissance administratrice et, comme l'a souligné M. Bautier, la question est un peu délicate ; aussi nous proposons-nous d'examiner, au cours d'une de nos prochaines réunions en Afrique, les avantages et les inconvénients de la mise à la disposition du public et des chercheurs de toutes les archives antérieures à l'indépendance.

Il y a maintenant le cas des pays qui n'ont pas du tout d'archives organisées, et ces pays sont nombreux. Alors qu'elle compte une quarantaine d'Etats indépendants, l'Afrique n'est représentée ici que par cinq d'entre eux — le Ghana, Madagascar, la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal — et par l'Association internationale pour le développement des bibliothèques en Afrique dont je vous ai parlé. Si, dans certains pays, les archives sont plus ou moins organisées, il y en a d'autres où elles disparaissent ou sont constamment menacées de disparition, et où seuls des chercheurs privilégiés peuvent accéder aux archives des différentes administrations. Je pense que, dans ces différents pays, la libéralisation des archives doit commencer tout d'abord par la sauvegarde et l'organisation desdites archives. Heureusement, des organismes internationaux tels que l'UNESCO, le Conseil international des Archives et également l'Association africaine pour le développement des bibliothèques et la sauvegarde des archives s'occupent du problème. L'UNESCO a établi naguère un répertoire des archives africaines. Le Conseil international des Archives prépare un *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique* conservées hors d'Afrique. Il a également l'intention de contribuer à la rédaction d'inventaires d'archives conservées dans les pays africains, et il a entrepris récemment une enquête sur la situation exacte des archives dans les différents pays africains ; je crois, en nous fondant sur notre expérience, que la plupart des pays ne répondront pas à ce questionnaire, pour la bonne raison qu'il n'y a aucun spécialiste pour le faire ; toutefois notre association est en mesure de fournir quelques renseignements sur les pays qui n'auraient pas répondu au questionnaire. Notre association joue donc un rôle actif dans la mise en valeur des archives et, à ma connaissance, cet organisme est à l'origine de la première réunion consacrée aux archives qui s'est tenue en 1965 au Sénégal.

Pour terminer, je formulerai quelques vœux : une coopération étroite entre l'UNESCO, le Conseil international des Archives et l'Association internationale pour le développement des bibliothèques en Afrique, afin de faciliter notre tâche. Il faudrait également une aide spécifique pour aider à l'organisation des archives dans les différents pays africains. Chaque pays développé ou en voie de développement pourrait aider un pays sous-développé ou en voie de développement. Cela rejoint le vœu de M. Butterfield qui, dans son discours d'hier, nous a recommandé de ne pas nous occuper seulement des archives de notre pays, mais de nous intéresser aussi bien à la totalité des archives universelles.

Dr. Juan EYZAGUIRRE¹ (Chile) : *Acceso a los archivos en Chile.*

Como participante en esta discusión, me permito exponer previamente las disposiciones legales vigentes en el Archivo Nacional de Chile para una mejor comprensión de los puntos de vista sustentados sobre la materia por el que habla.

Los artículos 10 al 20 del Decreto Supremo n° 14735, de 19 de octubre de 1962, que fijó el Reglamento del Archivo Nacional, dicen :

Art. 10. El público que concurra al Archivo, sin excepción, suscribirá en la Oficina de Partes el formulario que ésta le proporcionará en cada caso, en el que dejará constancia de su nombre, domicilio, número de carnet de identidad, la naturaleza de los documentos que solicita y todo otro antecedente que pueda ser necesario para su individualización.

Art. 11. Si se trata de copias e certificados de resoluciones administrativas o de sus antecedentes, éstos se entregarán sólo a los interesados a quienes se refieran. Si no pueden concurrir personalmente, deberán pedirlos por escrito al Conservador, u otorgar poder ante notario a una tercera persona.

Art. 12. La disposición del artículo 11, que precede, se aplicará también a la consulta de los documentos que en ella se señalan.

Art. 13. Copias fotográficas de los documentos que se custodian en el Archivo, sólo podrán tomarse con autorización expresa del Conservador.

Art. 14. Las solicitudes de copias y consulta de documentos que, a juicio del Conservador, dañen los intereses morales o materiales de terceros o afecten al interés nacional, deberán presentarse por intermedio de la Secretaría de Estado correspondiente y no se cursará sin el expreso consentimiento de ésta.

Art. 15. Todo solicitante no incluido en los artículos 16 y 17, siguientes, que concurren con fines de investigar en los documentos del Archivo, deberá acreditar antecedentes que justifiquen su petición, acompañando recomendaciones de personas calificadas.

Art. 16. Los estudiantes universitarios que se presenten a consultar o efectuar investigaciones, ya sea en la documentación administrativa como en la notarial, judicial o histórica, probarán su calidad y propósito por medio de oficio de la respectiva Facultad o Escuela, requisito indispensable para cursar sus solicitudes.

No se autorizarán investigaciones para trabajos colectivos o de grupos, debiendo la Dirección del establecimiento interesado solicitar copia en microfilm de los documentos.

Art. 17. Los extranjeros que deseen consultar o investigar en las colecciones del Archivo, o copias de ellas, deberán acompañar una presentación de la misión diplomática de su país, en que se deje constancia también de la materia, fecha o periodo de ésta, finalidad y otros antecedentes que abonen la seriedad de los propósitos de los interesados.

El Conservador calificará las solicitudes y pedirá el consentimiento al Ministerio respectivo, cuando se trate de materias a las que sea aplicable el artículo 14 del presente reglamento. Si no se otorgare la autorización correspondiente, dará cuenta de los motivos al Ministerio de Relaciones Exteriores.

Art. 18. Para los efectos de las copias solicitadas por particulares o instituciones, desde el extranjero, el Conservador aplicará, si procede, la disposición contenida en el párrafo 2° del artículo anterior.

Art. 19. No obstante se hayan cumplido los requisitos de los artículos 15, 16 y 17, que anteceden, cuando se trate de investigaciones, el Conservador resolverá, si éstas deben realizarlas los interesados o el personal de la oficina.

Art. 20. El Conservador podrá denegar o restringir las peticiones de consulta o investigación, cuando los documentos solicitados se encuentren publicados o la falta e inexactitud de antecedentes importa un manejo innecesario de los documentos.

Así tenemos que, aún cuando en el citado reglamento no se contemplan plazos de seguridad ni prohibición alguna para conocer los documentos, existen en él restricciones y

1. Director, Archivo Nacional, Santiago de Chile.

exigencias para la investigación y consulta en sus fondos documentales, cualesquiera que sea su antigüedad, origen o carácter, ya que éstos no son factores que liberen la aplicación de las normas legales señaladas anteriormente.

Las disposiciones restrictivas y requisitos establecidos en la institución a mi cargo, obedecen a :

1. Ejercer un control sobre los concurrentes al Archivo para una mejor fiscalización y determinación de responsabilidades en caso de deterioro o sustracción de alguna pieza.
2. Proteger los originales, especialmente los más antiguos, ya que el manejo innecesario e descuidado de ellos por investigadores o consultantes cuyos propósitos no tienen seriedad, puede acarrear su rápido desgaste.
3. Impedir que terceras personas se impongan, divulguen o utilicen antecedentes que afecten el honor o intereses de particulares en vida.
4. Evitar que se empleen documentos diplomáticos, militares u otros que puedan motivar consecuencias políticas e dañen el interés nacional.
5. Reservar al Estado de Chile, de acuerdo con lo establecido en leyes especiales, la prioridad en la publicación de determinados documentos.

En vista de los antecedentes expuestos, los informes de los Sres. relatores de esta sesión y los principios sustentados por las autoridades chilenas, tengo el honor de someter a la consideración de los Sres. delegados, las siguientes conclusiones :

1. Que es indispensable la individualización de los consultantes o investigadores que concurren a los Archivos y que éstos acrediten sus calidades y propósitos, como un medio de control.
2. Que, siendo la protección de los originales un deber primordial de los archiveros, debe adoptarse toda norma tendiente a conseguirla en beneficio del patrimonio cultural y de las futuras generaciones de estudiosos y eruditos.
3. Que, siempre que las peticiones se ajusten a las exigencias legales establecidas en cada Archivo, no puede negarse a un Estado, institución o particular la exhibición u otorgamiento de copias de documentos que les interesen con fines privados, de intercambio o divulgación histórica.
4. Que no deben expedirse copias, autorizarse la consulta o investigación, ni autorizarse la publicación de documentos de los Archivos con exclusividad, porque lo contrario constituye un privilegio que coarta la libre expresión y la labor intelectual.
5. Que los Estados pueden reservarse la prioridad para publicar, con el carácter de oficial, documentos de interés general o nacional.
6. Que los países independizados tienen derecho a conservar todos los originales de sus archivos, proporcionando a los países de que fueron dependientes copia de la documentación correspondiente al período anterior a su independencia.
7. Que es conveniente que los Archivos Nacionales lleven un registro de los archivos en poder de particulares de interés histórico o nacional, y se legisle estableciendo la obligación de los propietarios a exhibir sus documentos a personas calificadas por dichos organismos.
8. Que debe procurarse la microfilmación de los fondos de los Archivos como medida de seguridad, protección e intercambio, sin que ésta importe necesariamente la destrucción de sus originales.

M. Olof JÄGERSKIÖLD¹ (Suède) : *La libre accessibilité des archives en Suède.*

Puisque mon pays a été tout particulièrement cité dans le rapport du rapporteur principal, mon ami M. W. Kaye Lamb, concernant l'accessibilité aux archives, je me sens obligé de faire quelques observations à ce sujet.

1. Conseiller des Archives du Royaume de Suède, Riksarkivet, Stockholm.

Les remarques de M. Lamb sont les suivantes : « La Suède est le pays au monde où les documents officiels sont le plus librement accessibles. A certaines exceptions près, telles que les documents royaux du Roi en Conseil, presque toutes les archives, aussi récente qu'en soit la date, sont ouvertes à tous les citoyens. Dans quelle mesure cette politique amène-t-elle les ministres et les fonctionnaires suédois à s'exprimer moins franchement par écrit qu'ils ne l'auraient fait dans le cas contraire ? Les avis sont partagés à ce sujet, mais selon toute probabilité, l'expression libre s'en trouve fortement contrainte. »

Les remarques que je souhaite faire sont les suivantes :

La législation qui a établi le principe de la publicité pour la totalité des documents officiels a aujourd'hui deux cents ans d'âge. Elle est donc plus âgée que la Révolution française et les Etats-Unis d'Amérique. Comme toute législation elle était, quand elle fut créée, l'expression d'une situation politique, et avait au commencement fort peu à faire avec l'accessibilité des archives aux chercheurs. Il était plutôt question de créer un moyen de contrôle public sur l'administration et les tribunaux par le moyen de la presse. Il s'agissait donc de la liberté de la presse. Cette législation a survécu aux périodes de dictature royale et fut enfin intégrée dans la nouvelle Constitution de 1809. Elle n'a d'ailleurs rien à voir avec l'accessibilité des Archives comme institution, l'accessibilité des documents étant indépendante du fait qu'ils soient versés ou non aux Archives.

Il va sans dire qu'une législation de cette nature, qui établit le principe d'un libre accès pour tous les citoyens aux documents officiels comme partie intégrante d'un système politique libre, ne peut aller sans quelques restrictions : considérations de sécurité en matière d'affaires étrangères et de secrets militaires, protection de la vie privée des individus et des intérêts économiques. Mais ces restrictions sont déterminées par une loi spéciale, et la présomption est toujours que les documents officiels de l'Etat et des communes sont accessibles au public s'ils ne sont pas expressément déclarés exempts par cette loi restrictive.

M. Lamb dit qu'il y aurait des divergences d'opinion quant aux résultats de cette législation, mais que, selon toute probabilité, elle contraint fortement l'expression libre des ministres et des fonctionnaires. Qu'il me soit permis alors de souligner que cette législation a pour motif de placer le pouvoir exécutif sous le contrôle le plus efficace des citoyens. Si les conséquences en sont que l'exécutif, par là, devient plus prudent dans l'exercice de son pouvoir, il faudrait alors constater que le législateur a atteint son but.

Je ne veux pas nier qu'il y ait des problèmes. Ceux qui s'occupent de ces questions en Suède ont constaté des tendances auprès de certaines autorités à chercher à échapper aux suites d'un principe qui est généralement reconnu chez nous comme partie intégrante et essentielle de la démocratie. Le législateur a prévu ces inconvénients : un citoyen, qui essuie un refus en matière de communication de documents officiels, a recours aux autorités supérieures. Il s'adresse au procureur parlementaire auprès des administrations judiciaires et civiles ; ce haut fonctionnaire a pour mission de sauvegarder les droits des citoyens contre les abus possibles de l'administration.

Je crois qu'il faut constater que le système de publicité adopté par la Suède, et par suite de traditions communes par la Finlande, est le résultat de traditions et de mœurs politiques qui sont, en quelque sorte, particulières à nos pays. Il ne faut pas en tirer une conclusion générale et prétendre qu'un tel système serait applicable dans tous les pays du monde ; je pense qu'il ne le serait pas même dans toute l'Europe.

Mr. Alexander A. SOLOVEV¹ (USSR) : *Liberal policy of access to archives in USSR.*

Many points in the reports of Mr. Lamb and Mr. Hardenberg are worthy of special attention.

We all agree that one of the basic functions of archives is to make possible the establishment

1. Director, Institute for Marxism-Leninism, Moscow.

of historical truth through objective scientific researches. It is therefore worthwhile to reduce to minimum restrictions the use of archival materials, so that serious scientists and scholars can base their evaluation of historical phenomena and events on available documentary evidence. The fact is that the use of documents, in every country, is restricted in one way or another, evidently unavoidable, for, in life, various strivings come in conflict. It is my profound conviction that every wish to make documents public should not be regarded as an absolute boon, while every opposition should not be regarded as an absolute evil. It can be a selfish attitude in both cases. Archivists come across this particularly often when the documents are incomplete or when in the past some documents survived while some others were deliberately destroyed or kept aside.

Restrictions on access to archives can be divided into three groups :

1. Restrictions in time : materials are made available to scientists only after a certain period of time. Majority of countries have a definite time limit after which documents are made available to scientists. These restriction periods vary from 10 to 100 years. Providing the saying that "the truth always comes out" is true, legislators in many countries believe that for this restriction periods of 50 to 100 years are enough. It can be admitted, as the pace of modern social life increases rapidly, that the above restriction periods should be shortened.

I believe many people do not know that in the Soviet Union there are no restriction periods for scientists. That may account for the fact that the number of scholars coming to the Soviet Archives has grown in the USSR in the last few years of nine-fold. Hundreds of foreign scientists work in our archives every year. Permit me to give you a few examples. In 1965, A. Angelov, a Bulgarian scientist, studied Soviet-Bulgarian relations in the 1944 to 1948 periods. US scientist Mac Leland worked on the subject of A. V. Lunacharsky's activities from 1917 to 1921. French scholar J. Moussinach acquainted himself with the correspondence of French movies people with the Soviet film director Sergei Eisenstein from 1920 to 1940. A British philologist studied documents on the life and the work of the Soviet poet Sergei Yesenin.

2. Restrictions in the contents : scholars are not given complete series. It is only natural that not all archival materials are made available to scientists. One can only respect restrictions in connection with the protection of both individuals and State, even more so for documents concerning relations among States. Like other countries, the Soviet Union, too, has some restrictions to the contents of some archival series, but very few. In opposition to many countries, USSR scientists have access not only to the State archives but also departmental, Party and Trade-Union archives.

3. Restrictions in the number of scholars : not all are granted access to archival materials. Just a few words about this restriction. In his report, Mr. Hardenberg mentioned restrictions imposed on students, journalists, and as he called it "curious, indiscreet searches." It does not sound very convincingly to me. Both students and journalists should have access to archives. In our country, all searchers observing the rules on the use of archival materials have access to the archives. Foreign searchers are admitted to the Soviet State Archives and some departmental archives (providing reciprocity, which is only just).

The consideration of restrictions on access to archive materials in the basis of these three categories is relative, for each of these categories may overlap.

The study, by this Extraordinary Congress of the International Council on Archives, of this problem of facilitating access to archives and eliminating artificial and unjustified restrictions, would be keeping up with the spirit of our time and extremely useful.

RÉPONSES DES RAPPORTEURS

Dr. W. Kaye LAMB.

I just have half a dozen small points here that I noticed during the discussions and that I would like to comment upon.

The archivist and the scandalmonger.

First of all, I think we will all share my enjoyment of Mr. Bautier's remarks about the historians, especially journalist-historians, who are a problem to us all. I think it is quite fair to say that many historians and certainly many journalist-historians do not appreciate or really care about the problems that they present to the archivist. They want to get what they want and that is all there is to it. One thing I have found out is that the scandalmonger is really a man who has not any time. He is always in a hurry and above all, he is not prepared to do much work. The surest way to stop the scandalmonger in his tracks is to say : "Why, certainly, we shall be pleased to give you access to these documents," and then roll out about five huge piles of documents and say : "This is a start and we shall bring you more when you have been through these." That is the most effective way I have discovered to deal with the scandalmonger and it is about 100 % effective.

New nations and their archives.

I was very much interested in a topic that I just touched upon, that is the influence of both the type of Government in a country and also the history of the particular Government and its influence on archival policy. I was thinking, while Mr. Bautier was speaking, that the Archives de France, the Archives nationales date back to the French Revolution, and while I was in Africa five years ago, I felt I was almost back in French Revolutionary days. I had the privilege of visiting the archives in Nigeria, in Ghana and in Guinée and there you have countries that have just made an abrupt break with the past and you have the same sense of excitement, the same sense of feeling the necessity, the desirability, of documenting a great change in the history of a nation as completely and accurately as it could be done. And I was interested, in the midst of all the manifold needs of Africa, in Accra for instance, to discover that the Ghana Archives were about to move into a fine new air-conditioned building— which is something we, in Canada, hope to rise to some time at the end of this year.

"Public interest" as a reason to withhold certain documents.

I think perhaps there has been some misunderstanding of something I said in my paper about access. I do not think any of us would advocate or think it would be fair or just—or practical, for that matter—to expect total access. I think all archivists must realize that there are good and sufficient reasons for withholding certain papers. There is the element of security—military security, and the security of others. If we take two nations, where there has been correspondence about all sorts of delicate and sensitive subjects between capitals, one nation has the right to expect that the other nation will keep faith and not make public documents that might cause difficulties of various kinds. There is the matter of the right of privacy, the right of the individual not to have the Government records relating to him personally made available to all—at least not before the passing of a suitable period. And there is finally what in Canada is known as the "public interest." The Government of Canada reserves the right to withhold information even from the House of Commons. In response to a question of a Member, the Government may say it is not in the public interest to answer a certain question. True, in the Commons that is subject to challenge in a vote, but it is usually

accepted that the Government of the day may have good and sufficient reasons for not answering certain questions and not making certain documents public.

Archives and copyright.

I should like to say just a word on the subject of copyright, the complexity of which I fully appreciate, but on the other hand, there is a certain aspect of this that I think should be borne in mind in relation to our present discussions. First of all I think it is generally accepted in practice, if not in law, that if you write to a Government or a Government Department, in effect you lose copyright in your letter. Your letter becomes part of the public record, and as such, is subject to the Government's control rather than to your own control. That for instance is shown in the Canadian House of Commons, when there is a motion of the House for a return of all correspondence with regard to some subject. The fact that the correspondence files may include letters written by individuals, private citizens, has nothing to do with this case. All the papers are produced, whether they are written by private individuals or corporations, Government officials and so on. A complete file is tabled if the House of Commons so directs. Actually I think that in most cases copyright is a question for the user more than for the custodian. I once had occasion, some years ago, to challenge the contention that the Government of Canada had not the right to show a person a paper that it owned on the ground that the person who was the author of the paper still held copyright in it. I took the view that as Archivist of Canada and a servant of the Government of Canada, I had the right to show any person what the Government owned—what was indisputably, physically its property. But what was done with the contents of that document—whether a copy was made, or published—that was fully in the domain of copyright, and was as I say a problem for the user rather than for the archivist. Personally, I think that is the only possible position to take with reference to papers in your keeping, especially by those of us who have hundreds of thousands—and in my case, millions—of pages of private correspondence in their keeping as well as a large volume of official files.

Reference was made by Mr. Bautier to the Public Record Office and the question of the Crown Copyright that subsists in many of the records in its keeping. We of course have in Canada, thanks to the tremendous assistance and co-operation we have received from the Public Record Office, complete copies of many of the files in the Office that relate to Canada, and the Public Record Office has been able to notify us that the rights of copyright would not be exercised in any restrictive sense, and in fact no formality is necessary for the use of documents covered by a Crown Copyright as long as they are being used for what is obviously perfectly legitimate research and historical purposes. Copyright does exist and it is perfectly right that it should, but the use of copyright material is shared very generously indeed with historians who may have need of it.

Access to archives in Sweden and USSR.

I was very interested and very grateful to the Archivist of Sweden for speaking as he did about the matter of access, which was discussed at some length some time ago. I may say that in spite of his explanations there are a good many people who have grave doubts as to whether the records in Sweden do not suffer from the readiness of access. I was interested to see that he felt it made the officials in that country more prudent in their declarations. What would historians do—above all, what would the scandalmongers do—if prudence spread and became a world-wide characteristic?

I was very interested indeed to hear of the freedom of access granted to scholars in USSR. I have had personal experience, through friends, of the way in which records are made available there, and I think one interesting thing mentioned was the fact that an increase of access leads of course to an increase in use; it means more work for archivists and that is something,

I think, we are prepared for and must face up to. The more generous access becomes, the more our files will be used, and the more customers we shall have. Incidentally I hope we shall have more archivists too!

Dr. Herman HARDENBERG.

I was very pleased to see in the answers of the panelists to our reports that the problem I started with has been developed in a different way. For instance Mr. Bautier has even spoken of a "pretended right of the public" on the State Papers. I can assure him the Dutch Archival Law has given a right to access and consultation of papers of the State. On the other hand, when the Director of Chile tells us that according to their system the Director is the man to approve or reject consultation, access to archives looks like a kind of favour. It comes out from Mr. Jägerskiöld's report that the Swedish system can only be understood in the conception of a democratic political life. I think our Russian colleague has given a very useful distinction between the limitations of circles of scholars and I can assure him that in the Netherlands, even journalists have free access to the Archives.

INTERVENTIONS

Mr. G. MARTÍNEZ ACOSTA¹ (Ecuador) : *Accessibility to archives in Ecuador.*

I have heard with considerable interest the various statements relating to the liberalization of archives. Indeed one can see here a widespread desire to facilitate the work of the searchers. How can we write history if we do not go to its very sources, i. e. the archives? In my country, Ecuador, we have given access and permission to scholars to search everything that they need in order to write the truth about history. We have in our National Archives enormous riches since the times of the Audiencia Real in Quito. We publish a Bulletin with summaries and abstracts of all these documents, the consultation of which is entirely unrestricted. Sixteen volumes have been published between 1950 and 1966. It is a great pleasure to learn that all countries, and especially Latin American countries, which are very rich in historical documents, consider these archives as an essential source of their history.

I would like, in conclusion, to make a suggestion, so that we may learn more about the legislation of different countries. I suggest that we establish a permanent Committee to codify all the laws and regulations relating to National Archives, so that in the future it will be possible to draft such laws on an international scale.

M. Etienne SABBE² (Belgique) : *Prudent libéralisme de la Belgique.*

En Belgique, aux termes d'un vieux règlement de 1850-1852, « les archives ne sont consultables qu'après cent ans de date ». Nous devrions donc être les plus conservateurs d'entre vous. Mais les archivistes belges sont avant tout des historiens, donc exempts du péché originel conservateur dont sont atteints les archivistes de formation juridique ou semi-juridique. D'autre part, cette règle des cent ans, à laquelle nous sommes toujours tenus en droit, a été assouplie en fait par la loi du 24 juin 1955, qui ajoute : « Le ministre de l'Education nationale

1. Director, Archivo Nacional de Historia, Quito.
2. Archiviste général du Royaume de Belgique.

précise les modalités par lesquelles ces archives sont rendues consultables. » J'ai proposé au ministre de l'Education nationale de réduire le délai de consultation à cinquante ans. Il y a quatre ans que cette question est dans le tonneau des Danaïdes administratif auquel je faisais allusion hier. Par bonheur, le gouvernement fait confiance à l'archiviste général du Royaume et lui accorde certains pouvoirs discrétionnaires, dont celui-ci s'arrange parfaitement.

Voici quelques exemples de mesures libérales prises en ce domaine. Il existe au Palais royal de Bruxelles une très riche documentation. J'ai proposé au roi des Belges d'organiser là, dans sa propre maison, un service d'archives, administré par un de mes délégués ; il a accepté. J'ai discuté avec le chef de Cabinet du roi le règlement de consultation de ces archives, et nous sommes tombés d'accord pour les laisser consulter jusqu'au règne d'Albert I^{er} compris, c'est-à-dire jusqu'en 1934 : vous voyez que même la limite de cinquante ans est largement dépassée.

Le libéralisme est d'ailleurs commandé par un impératif, que les autres pays du monde connaissent : la démocratisation des études universitaires, qui exerce son incidence sur la consultation des archives et notamment des archives contemporaines, car les professeurs des différentes universités font faire de plus en plus par leurs étudiants des mémoires de licence ou des thèses de doctorat portant sur l'histoire contemporaine. Je m'efforce de les satisfaire. S'ils ont à travailler sur un fonds qui nous a été confié par un ministre et si la règle virtuelle des cinquante ans que je voudrais faire légitimer doit être dépassée pour des motifs scientifiques, je demande au ministre lui-même son autorisation.

Nous sommes même parvenus à amadouer la magistrature. Au début de mes fonctions d'archiviste général, je me suis heurté à un procureur général qui s'opposait à la consultation de dossiers relatifs à l'Orangisme — mouvement politique né en 1830, après l'indépendance belge, et dont les partisans restaient fidèles au régime hollandais que nous avons connu de 1814 à 1830. Ce procureur général estimait en effet que la consultation d'archives judiciaires permettrait aux non-initiés de découvrir comment on recherchait les crimes en Belgique. Je suis parvenu à faire amender cette disposition, et dorénavant, lorsqu'un étudiant désire consulter les archives judiciaires, j'en demande l'autorisation au procureur général qui, normalement, me l'accorde.

L'accès aux archives est donc largement facilité en Belgique. Mais ce libéralisme ne s'exerce pas au détriment de la prudence. Ainsi, nous devons parfois discipliner les professeurs d'université, quand ils donnent à leurs étudiants des thèses impossibles (MM. Lamb et Hardenberg n'ont pas parlé dans leurs excellents rapports de cet aspect des relations parfois délicates, je ne dirai pas difficiles, entre directions d'archives et professeurs d'universités). Il y a quelques mois, un éminent professeur avait donné à l'un de ses élèves, comme mémoire de licence : « L'influence politique dans la nomination des magistrats et des juges en Belgique de 1880 à 1914. » Les Archives générales du Royaume possèdent toutes les archives se rapportant à ce sujet, mais il eût été malsain d'en autoriser la consultation : en Belgique, comme en d'autres pays, la politique joue évidemment son rôle dans les nominations ; la « couleur » de la magistrature dépend un peu des gouvernements au pouvoir ; mais ce sont des sujets qui ne se traitent pas.

Autre exemple de prudence : un Centre d'histoire politique vient de se constituer en Belgique ; or les Archives générales du Royaume microfilment les archives des partis politiques, aussi bien de ceux qui sont au pouvoir que de ceux qui siègent dans l'opposition ; mais il est admis que ces microfilms ne sont consultables que sous réserve de l'accord de celui qui nous a confié les documents.

Dernier exemple, relatif aux procès-verbaux du Conseil des ministres : la veuve d'un ami personnel, qui avait été chef de Cabinet de Premiers ministres de 1918 à 1934, me confia un jour les procès-verbaux du Conseil des ministres de cette époque ; elle précisa : « Autorisation de consultation d'ici dix ans. » Ma prudence en fut horrifiée. En de tels cas, il est du devoir de l'archiviste général d'en référer au gouvernement. Néanmoins, des exceptions seront consenties en faveur d'historiens racés, dont le gouvernement et l'archiviste général sont convaincus qu'ils

ne feront pas un mauvais usage des papiers qui leur seront confiés : c'est ainsi qu'un historien, qui prépare actuellement un livre sur le règne du roi Albert, a été autorisé à consulter ces procès-verbaux du Conseil des ministres pour la période correspondante (1909-1934).

Quelques remarques particulières pour conclure. En Belgique, nous ne faisons aucune différence entre lecteurs nationaux et étrangers. Il y a un tout petit point dans le rapport de M. Hardenberg sur lequel je ne suis pas d'accord : M. Hardenberg s'est prononcé contre l'obligation pour les étrangers de recourir à des formalités spéciales ; je considère, pour ma part, que ces formalités particulières facilitent précisément l'accès des lecteurs étrangers.

MM. Lamb et Hardenberg ont parlé du prêt. En Belgique, nous consentons actuellement le prêt d'un dépôt à l'autre. J'administre l'ensemble des archives de l'Etat belge et nous avons expérimenté qu'il était dangereux de confier le transport de documents d'archives soit aux chemins de fer, soit à la poste ; aussi le ministre m'a-t-il doté d'une camionnette qui fait chaque semaine son tour de Belgique et transporte les archives gratuitement, alors que, jusqu'à ces deux dernières années, le transport en était onéreux.

Quant au copyright, les archivistes belges étant historiens et non juristes, ils ne s'en préoccupent pas du tout. La question ne se pose pas et ne se posera probablement jamais en Belgique.

Prof. Antonino LOMBARDO¹ (Italie) : *Toute la documentation qui se trouve dans les Archives doit être accessible aux historiens.*

Nous sommes des historiens, non des hommes politiques ou des philosophes. Je crois donc qu'il faut nous occuper ici uniquement des droits des historiens, et non de ceux des citoyens ou des journalistes. Nous devons faire la politique de l'histoire, c'est-à-dire permettre à tous les historiens d'avoir le libre accès aux archives historiques.

Or, les archives modernes qui ne sont pas contenues dans nos archives ne sont pas de l'histoire ; elles sont seulement une histoire en formation, mais pas une histoire formée. En revanche, la documentation contenue dans les archives est historique. J'ai exposé mon opinion à ce sujet lors d'un congrès national des archivistes italiens, en 1956, donc dans le cadre des archives italiennes de cette époque. On avait alors tendance à y verser tous les documents modernes, sans délai précis, c'est-à-dire que les archives devenaient, à peu de choses près, des archives courantes, mais non pas des archives historiques. J'ai donc lutté contre cette tendance il y a dix ans, et j'ai soutenu que toute la documentation qui se trouve dans les archives doit être accessible aux historiens. Sept ans après, la législation italienne adoptait ce principe : depuis 1963, nous n'acceptons dans les archives italiennes que la documentation datant de 50 ans — parfois de 40 ans, mais la communication n'est autorisée en principe que pour les archives antérieures à 50 ans —, c'est-à-dire qu'il y a le même délai pour le versement et pour l'accessibilité.

Je souhaite que ce délai de 50 ans soit considéré comme trop long et soit abrégé, ramené par exemple à 30 ans : c'est-à-dire que la documentation moderne serait versée aux Archives d'Etat dans un délai de 30 ans, et qu'elle serait aussitôt rendue publique, mise à la disposition des historiens.

Mr. Clinton V. BLACK² (Jamaica) : *Liberal policy of access to archives in Jamaica.*

Jamaica supports a reduction in the generally-applied 50-year closed period before access to official records. It prefers a policy of general liberalization rather than one of exceptional access for a few.

1. Inspecteur général des Archives d'Etat, Rome.
2. Jamaica Government Archivist.

Jamaica itself pursues a liberal policy of access and it is the constant concern of the Jamaica Archives department to secure for the users of its materials the best and easiest possible means of access, despite the added burdens such a policy places on a small staff.

In general the 50-year rule is observed, although it is not invariably applied. Jamaica feels an obligation to respect British restrictions with respect of those collections of public records which have a quasi-British content and accepts the United Kingdom's practices, but it has been found possible to reduce the 50-year closed period for many other collections and to permit access in some cases to records as recent in date as the 1930's and even the early 1940's.

A similar policy is pursued with respect to semi-public, private and ecclesiastical collections, and even the minutes and correspondence of certain committees, councils and boards are open to access up to the 1930's.

The Jamaica Archives offers microfilm and Photostat document copying services for reference and publication purposes.

No distinction is made between local and foreign students : both enjoy the same terms of access to the materials conserved in the Jamaica Archives.

Mr. Grover lève la séance.

DEUXIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

Les programmes nationaux de publications de documents

La séance est ouverte le mercredi 11 mai, à 9 h 30.

<i>Président</i>	M. Franjo BILJAN, directeur général des Archives de Yougoslavie.
<i>Rapporteurs</i>	M. Ghenadij BELOV, directeur général des Archives d'Etat de l'URSS.
	Dr. Oliver W. HOLMES, directeur de la National Historical Publications Commission.

NATIONAL DOCUMENTARY PUBLICATION PROGRAMING

DOCUMENTARY PUBLICATION IN THE EASTERN HEMISPHERE

Report by Mr. Ghenadij BELOV, Joint Reporter¹

Utmost assistance to historical research is one of the primary tasks of national archives in all countries. For this purpose archives make available to researchers the necessary documentary sources and also publish many archive materials.

The purpose of the present report is to examine the question of how archives in countries of the Eastern Hemisphere contribute to historical studies by publishing archive documents. The report deals with only one aspect of the activity of archives in this sphere, publication of the texts of documents, and it does not consider the issue of all kinds of handbooks (guides, descriptive lists, etc.).

Publication of historical sources is done for two main purposes : to give the scholar the opportunity to study the texts of documents outside the archives and to ensure the longer preservation of the documents themselves.

I. — MUST ARCHIVAL INSTITUTIONS PUBLISH DOCUMENTS OR ONLY FINDING AIDS ?

Situation in non-socialist countries.

In the report submitted to the Fifth Round-Table Archives International Conference in 1959 Mr. R.-H. Bautier mentioned the existence of two diametrically opposed approaches to the publication of archive documents. He pointed out that in a number of West European countries it was considered that documents should be published not by the archives but by scientific societies with the participation of archivists.²

As can be judged from answers to a questionnaire circulated by way of preparing the present report, national archives in most countries of the Eastern Hemisphere publish the materials they keep. The only exception is *Switzerland* where the publication of documents is entrusted to scientific societies, in the activities of which archivists are taking an active part.

In *Italy*, archivists are publishing chiefly descriptive lists and guides and, only on a small scale, documentary sources. For example, documents about the Austrian monarchy after Villafranca have been issued in the series *Publications of the National Archives*. The Committee on Publication of the Higher Archives Council intends to issue a new series of publications, *Sources and Researches*.

In his report Mr. Bautier noted that in *France* no one in principle objected to the archives publishing documents, but the shortage of funds prevented the development of this work.³

1. Text of the preliminary report distributed to members before the Congress.

2. *Actes de la V^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, p. 56.

3. *Ibid.*

The answers received from the General Archives Direction of France show, however, that the publication of documents is not considered the task of French archives because "the work of archivists in France consists primarily in systematizing and preparing catalogues of documents and making them available to scholars, and not in publishing them."

In Austria, Great Britain, India, Spain, Sweden and other countries, the publication of documents is considered an important aspect of the activities of archives, although these countries have scientific organisations and societies which also engage in the issue of historical source materials.

What documents are published by archives of different countries? A study of this question made in the course of preparing this report offers grounds for some generalisations.

Great Britain is a country with long traditions in publishing a huge number of volumes of archive documents. For many years the Public Record Office of this country has been systematically publishing series of documents on the history of Britain and her home and foreign policy. Some of the main series are: *State Papers-Domestic, 1509-1704*; *State Papers-Foreign, 1547-1590*; *State Papers-Colonial, 1513-1736*; *Treasury Books and Papers, 1660-1745* and many others. Documents on the history of Britain kept in the archives of other states have also been issued.

Documents of state importance, kept in private archives, are issued in Britain by the Royal Commission on Historical Manuscripts. It has already made available to scientists many documents on the history of the country's political, economic and cultural development up to the 19th century.

The Archives of Scotland issue documents on the political and economic history of the former Kingdom of Scotland. As for the period since 1707 only guides and indexes to the papers are published.

The National Archives of Sweden publish documents on the country's political, economic, cultural and social history. These are above all the multi-volume *Documents, 1521-1734*; *Documents of the Royal Treasury, 1620-1642* and others. Documents on the country's history of the 13th-14th and 17th-18th centuries are most fully covered in the publications.

In the Netherlands documents of the 18th-19th centuries have been issued, although, naturally, the country's history is most fully covered beginning with the 17th century and above all of the 19th century.

The National Archives of India have drawn up a big programme for publishing documents of the 17th-19th centuries pertaining, in view of the historical conditions, not only to the history of India, but also of a number of other Asian and East-African countries.

In Spain main stress is laid on issuing documents of the Middle Ages which have been best of all processed scientifically and technically, although later documents too are published.

The situation is similar in Denmark where published papers best of all reflect the history of the Middle Ages, although documents of a later period too (up to the 18th century) have been issued.

These data show that the national archives of the above-mentioned countries mainly publish documents up to the 20th century.

Publication of archivists in Austria include documents of the early 20th century. Among them are the *Last War of Austro-Hungary, 1914-1918*, prepared by the Vienna Military Archives, and also *Austro-Hungarian Foreign Policy from the Bosnia Crisis in 1908 to the Beginning of the War in 1914*, prepared by the Dynastic Court and National Archives.

Mr. Cyrus Parham, recently appointed to the post of archivist of Iran, reported that his country intended to publish documents covering the most important periods in modern history of Iran.

Certain categories of the papers related to the Second World War are published in Israel by the Yad Vashem Archives and the Jewish General Historical Archives.

The Federal Archives of the Federal Republic of Germany issue minutes of meetings of the Reich Cabinets between 1918 and 1933 and papers on the history of the Second World War—Wehrmacht Orders of the Day from July 1, 1944, to May 9, 1945.

In a number of countries the most important documents of the first half of the 20th century are issued by Foreign Ministries, Defence Ministries and other institutions. As a rule, national archives take no part in preparing such publications. The national archives in a number of countries do not publish documents of the contemporary period for the reason that the laws of these countries set a restricted period of 50 years as a rule on the use, including publication, of documents.

If we turn to the development of contemporary historical science, we can notice an ever-growing interest of scholars of all countries in the study of the history of modern and contemporary times. Mr. Wilson (Keeper of Public Records, Public Record Office of Britain) has rightly remarked that the "current trend of historical research appears to be in directions which are not covered by publications." In Britain definite steps are taken to remedy the situation. For example, when discussing the programme of publications at a meeting of the Advisory Council under the Lord Chancellor in 1961 it was recommended to begin publishing documents of the 19th and 20th centuries.¹

A gradual shift of the restricted period is observed in some countries. In Italy, for example, a law passed in 1953 shifted the restricted period from 1870 to 1900,² while the law of September 30, 1963, laid down that documents of national archives should be accessible to scholars "except secret documents pertaining to the foreign or home policy of the state which becomes accessible 50 years after the date of their signing or secret documents related to the personal line of different leaders which become accessible 70 years later."

In Britain the law of 1958 set the restricted period of 50 years instead of the previously existing one which restricted the use of documents after 1903.

Situation of socialist countries.

The publication of documentary sources of contemporary times has been substantially increased in most socialist countries. The national archives of these states strive to co-ordinate their programmes of the publication of documents with the main trends in the development of historical science. No restricted period on the use of documentary materials has been set in these countries.

The state archives of the Soviet Union have issued more than 300 collections of documents since 1960, of which over 200 include documents on the history of the USSR after 1917.

Utmost attention is given to the publication of documents on the struggle by the peoples of the Soviet Union for the establishment and consolidation of Soviet power both in the central and outlying areas. A multi-volume collection of documents on the history of the Great October Socialist Revolution, supplemented by many collections of papers on the history of the October Revolution in different parts of the country, has been regularly issued by the state archives jointly with the Institute of History, Academy of Sciences of the USSR. Much attention is given to the publication of papers relating to the period of the Civil War, the building up of the Soviet state apparatus and the participation of the people in administering the state, and the development of national statehood of the different peoples of the Soviet Union.

In view of the great interest shown by historians in the study of contemporary economic problems the State Archives of the USSR have put out a number of collections of documents on nationalisation, the restoration and development of industry in the first Soviet years and

1. *The Third Annual Report of the Keeper of Public Records on Work of the Public Record Office...*, 1961, London, 1962.

2. *Rassegna degli Archivi di Stato*, 1962, n° 3.

are now preparing for the press a series of collections of documents on the country's industrialisation. Papers of the State Commission on the Electrification of Russia which, under the leadership of Lenin, laid the foundations for the electrification of the Soviet economy have been issued. Documents on the socialist remaking of agriculture and the cultural progress of the Soviet peoples are also being published. The USSR Central State Archives of Literature and Art, jointly with other scientific institutions, have put out a number of materials of F. Dostoyevsky, A. Chekhov, M. Gorky, V. Mayakovsky, S. Yesenin and many other men of letters. These publications have been highly assessed by the country's scientific circles.

Archives are now publishing materials related to the activities of eminent Soviet men of arts K. Stanislavsky, V. Nemirovich-Danchenko, S. Eisenstein, A. Dovzhenko and others.

Many Soviet state archives are issuing documents pertaining to the Great Patriotic War of the Soviet people of 1941-1945. These primarily describe the heroic struggle of the Soviet Army against the Nazi invaders at the front and guerrilla warfare on the enemy-occupied territory, and also the selfless work of the Soviet people to provide the armed forces with everything they needed. Documents exposing the crimes of the Nazi invaders on Soviet territory are also issued.

Alongside these papers, documents of the pre-revolutionary period are published, shedding light on the history of the revolutionary movement, the development of Russia's economy, science and culture, and her relations with other countries.

The publication of documents in the Soviet Union is expanding all the time. In the next five years main attention will be paid to issuing documents of the Soviet period and the chronological bounds will be extended. It is also planned to put out a number of collections which will include certain papers for the period up to the 1960's.

Extensive work is done by the Commission for the Publication of Diplomatic Documents of the Foreign Ministry of the USSR. It consists of diplomats, historians, archivists and journalists.

Eleven volumes of an extensive publication, *Documents on the Foreign Policy of the USSR*, have already been issued since 1957. They cover the foreign policy of the Soviet state from 1917 to 1928. More than half of the documents have been made public for the first time.

Simultaneously, documents on Russia's foreign policy in the 19th and early 20th century are issued. Four volumes of this edition have already been put out. They deal with the foreign policy of Russia in 1801-1807 and 1811-1812. The State Archives of the USSR are taking part in preparing these publications.

Alongside these multi-volume systematic publications, the Commission has issued a considerable number of various collections of documents on definite objects. The correspondence between the Chairman of the Council of Ministers of the USSR and the Presidents of the United States and the Prime Ministers of Great Britain during the Great Patriotic War of the Soviet Union of 1941-1945 has been made public. A collection *Soviet-French Relations during the Great Patriotic War of 1941-1945* has also been put out. Many documents from this collection have been reprinted in some French journals. *The Locarno Conference of 1925*, issued in 1958, made public for the first time many documents found in captured German archives.

Collections of documents on the history of the Soviet Union's relations with Eastern countries hold a special place in Soviet diplomatic publications. These are above all the collections *The USSR and the Arab Countries* and the two-volume *The USSR and the African Countries*.

Much attention is given to the publication of documents on the history of the Soviet Union's relations with other countries and also on major international problems, prepared jointly by archivists and historians of the USSR and the respective countries, which will be subsequently dealt with.

The national archives of the *Bulgarian People's Republic* attach great importance to the

publication of documents pertaining to the end of the 19th and the first half of the 20th century. These are papers on the struggle of the Bulgarian people against foreign oppression and for the creation of a national state, the activity of the Fatherland Front during the Second World War, the plunder of Bulgaria's economy by the Nazi invaders, the establishment and consolidation of People's Democracy in the country, the activity of prominent Bulgarian revolutionaries, fighters for the people's freedom, and also on the history of Bulgarian science and culture.

Documents published in the *Hungarian People's Republic* by the national archives cover most fully the history of the 13th-17th and the 19th-20th centuries. The archives have almost fully published papers of 1387-1410, the Royal Deeds of the 11th-13th centuries, documents on the history of the peasantry in the 16th-17th centuries, the peasant and working class movement in the 19th century, and secret papers of Miklos Horthy, and others. Hungarian colleagues pay attention to the publication of statistical materials which they issue jointly with the Central Statistical Board and also of documents on the country's history after 1945.

The national archives of the *German Democratic Republic* are doing much work in preparing and issuing documentary sources. Naturally after the end of the Second World War the primary task of archivists was to restore the archives and ensure their safekeeping and registration.

In recent years archivists and historians of the German Democratic Republic published a series *Documents and Materials on the History of the German Labour Movement*. Mention should be made of the multi-volume publication which consists of papers showing what influence the first Russian Revolution of 1905-1907 and the Great October Socialist Revolution exerted on Germany.

Publication of documents on the history of the development of the German Democratic Republic, specifically papers on the land reform in the country, is now planned.

A systematic programme for publishing the most important documents is carried out in the *Czechoslovak Socialist Republic*. Alongside deeds and cadastres of the 18th century documents are being published on major political and social problems of the 20th century, such as the struggle for universal suffrage in 1905, the First World War and the formation of the Czechoslovak state, and also foreign policy papers. New materials on the history of Munich and the period of Nazi occupation have been made public.

Documents published in the *Polish People's Republic* deal mostly with socio-economic problems of the 16th-17th centuries and also the Polish people's struggle for national liberation in the 19th and 20th centuries.

The General Administration of the National Archives of Poland has in recent years issued several volumes of documents from the series *Historical Sources*, in particular, *Inventory of Property of the Kraków Wojewodstwo in the 1576-1700*, *The Trial of Traugott and Members of the National Government*, *Minutes of the Court Martial of 1863-1864*.

Polish colleagues are now issuing mainly *Archive Annals*, in which they print documents prepared by archivists; they are also planning the publication of documents of contemporary times, particularly on the history of state institutions of People's Poland in 1944-1952.

The national archives of the *Socialist Republic of Rumania*, according to the information of the General Administration of the Archives, are systematically publishing papers on the history of feudalism in Transylvania, Moldavia, and Walachia. Documents have been issued on the condition of the peasants in the 18th century and peasant disturbances in 1888 and 1907, the people's uprising in 1821 under the leadership of Tudor Vladimirescu, the Union of Principalities (1859-1862), the War of Independence of 1877-1878, the history of the working-class movement, etc. Rumanian archivists are publishing documents which reflect important events in the country's history and the people's struggle for freedom and national independence. Considerable place is taken up by documents on the history of the development of the country's economy, science and culture.

Interest of documentary publications.

Collections issued by national archives in countries of the Eastern Hemisphere in the main cover major developments in the political, economic and social history of these states, and, usually, are well received by readers, as shown by the many reviews in the press. The published documents are utilized not only by historians of the given country. They are also of considerable interest for foreign scholars who study the history of the given country.

National archives publish in the main documents on the history of the given country, but their collections also include papers having a bearing on the history of other countries. This is particularly true of Britain, Spain, the Netherlands and some other countries whose history is closely linked with that of their former colonial possessions which have now gained independence.

Most states publish documents on the history of foreign policy, characterizing relations between different countries. Such collections beyond doubt are also of interest to foreign scholars.

II. — ELABORATION OF NATIONAL AND INTERNATIONAL PROGRAMMES

Co-ordination of documentary publication programmes.

In most countries of the Eastern Hemisphere, historical sources are published not only by national archives but also by other institutions and organisations. These are commissions specifically set up for this purpose (for example, the Royal Commission on Historical Manuscripts in Britain or the Soviet Commission for the Publication of Diplomatic Documents, whose activities were described earlier) and different Ministries, most often Foreign Ministries and Defence Ministries, which publish documents in their respective fields, and a number of scientific institutions, in the first place national Academies of Sciences and their institutes, and also various scientific societies. All of them, independent of each other, engage in publishing activities finding a peculiar *modus vivendi*, as the situation was aptly described by our British colleague Mr. Wilson. All these institutions independently draw up their programmes for the publication of documents.

Recently, archivists have been consolidating their contacts with other institutions engaged in publishing documents by co-ordinating their programmes. All this brings nearer the elaboration of national programmes.

In the *Soviet Union* various archives independently draw up their annual and five-year plans for the publication of historical source materials. But these plans are discussed in scientific circles and then examined and co-ordinated with representatives of other scientific institutions which publish documents.

Proposals have been made for the setting up of a special commission to co-ordinate plans for the publication of documents by various institutions and draw up a publication programme on a country-wide scale.

Rumanian archivists are co-ordinating their publication programme with the programme of the Academy of Sciences.

The question of co-ordinating the publication of documents by various institutions is also raised by archivists of *Israel*, where two extensive projects for the publication of source materials are now being prepared, which, in essence, will be a national publication programme.

In *Bulgaria*, too, steps are taken to co-ordinate the activities of national archives and scientific institutions in the publication of documents. Work is now in progress on a multi-volume history of Bulgaria. In this connection a Central Archeographic Commission has been set up to publish documents on the country's history kept in Bulgarian and foreign archives.

Co-operation of archives and other publishing institutions.

The extension and consolidation of ties between archives and other scientific institutions proceeds not only along the lines of co-ordinating publication programmes. In most countries national archives also co-operate with other institutions in preparing and issuing documentary materials. This is explained by the fact that archives, having only small staffs and financial resources, are unable fully to cope with the publication of the huge mass of historical source materials.

This co-operation takes on most diverse forms. This, for example, is direct co-operation when both sides take part in preparing and publishing documents; assistance to archives in the form of scientific consultation, as is done in Czechoslovakia, the German Democratic Republic, etc., participation of historians in editing or of archivists in preparing publications for scientific societies (Switzerland, departmental archives in France), etc.

Archives and scientific organisations co-operate in publishing activities in a number of countries—Hungary, Poland, Czechoslovakia, Rumania, Sweden, the USSR, India, Israel and other countries.

The Federal Archives and archives of the *Länder* in the Federal Republic of Germany heartily co-operate with other scientific institutions and individuals in preparing documents for publication.

The Public Record Office of Britain seldom co-operates with scientific institutions in preparing publications, while the Royal Commission on Historical Manuscripts has a plan for co-operating with other scientific establishments which was drawn up in 1959 and is known as the United Publication Scheme. In the Scottish archives individual scholars act as editors.

In Spain scientific institutions subsidise the publication, while the archives scientifically prepare the documents.

International publication programmes.

It may be assumed that the establishment of closer ties between archives and other institutions in publishing historical source material will become widespread, and it is quite possible that national programmes in this field will be drawn up in many countries. It will be recalled that international contacts between archivists of different countries have been substantially extended and strengthened in recent years. This is also reflected in the publication of documents. Co-operation in this sphere is both active and passive. The mere granting of documents kept in the archives of one country for publication in another country may be regarded as the passive form. Such co-operation was effected by the Soviet Union in preparing the six volumes *From the History of International Proletarian Solidarity*, covering the period from 1917 to 1945, which were issued between 1957 and 1962. Documents for this series were selected by archivists of Bulgaria, the German Democratic Republic, Poland, Rumania, Czechoslovakia, the Mongolian People's Republic, the Korean People's Democratic Republic and other countries. Switzerland is frequently getting for its publications photostatic copies of the necessary documents kept in archives of other countries.

Active co-operation is expressed in jointly preparing and issuing collections of documents. Soviet archivists are giving much attention to this form which, though it has become widespread in recent years, has already produced tangible results. Soviet and Bulgarian archives and other scientific institutions are completing work on a three-volume *The Liberation of Bulgaria from the Turkish Yoke (1875-1879)*. The two volumes already printed have been positively assessed not only in the USSR and Bulgaria but also in other countries.

Soviet and Polish archivists and historians are jointly putting out a multi-volume series of documents on the history of Polish-Soviet relations (1917-1960) and also on the 1863 Uprising. These include documents selected in the archives of the two countries.

A collection of documents *Participation of Hungarian Internationalists in the Civil War in the USSR, 1917-1922* is being prepared by Soviet and Hungarian archivists and historians.

A collection of documents *Russian-Swedish Commercial and Economic Relations in the 17th Century* has been prepared jointly by Swedish and Soviet archivists and historians.

Historians and archivists of the USSR and the German Democratic Republic are preparing a collection of documents on the democratisation of Germany in 1945-1949.

The Foreign Ministries of the USSR and Czechoslovakia have published joint collections of documents from Soviet and Czechoslovak archives, *Soviet-Czechoslovak Relations during the Great Patriotic War of 1941-1945* and *New Documents from the History of Munich*.

The archives of the Netherlands have a general plan for preparing collections jointly with the archives of Belgium and Luxemburg on questions of interest to these countries. There is quite close co-operation between archivists of the Scandinavian countries.

It may confidently be said that the development of co-operation between archives of different countries in publishing documents will not only enrich historical science with new sources, but also contribute to understanding among the nations. Joint work of archivists of two and even more countries in publishing collections of documents, primarily on definite subjects, has a great future.

III. — RULES FOR DOCUMENTARY PUBLICATIONS

Necessity of a national and international co-ordination of principles for documentary publication.

The problem of co-ordinating publishing activities of archives both on a national and international scale prompts us to say a few words about the rules for publishing documentary materials.

The information received enables us to say that in most countries there are definite regulations for publishing documents but they are not binding on all institutions and persons engaged in this work. Actually anyone who prepares documents for publication independently frames the principles of their publication. Undoubtedly, the publication of the extremely diverse historical source materials which require a different approach in preparing them for the press cannot be fitted into the Procrustean bed of definite rules. But it is undoubtedly possible to outline the main principles for the publication of documents. The absence of such principles leads to great diversity in defining the criteria for fully reproducing the texts of source materials of the same type even within the bounds of one country.

Archivists are thus faced with the task of formulating, jointly with historians, the basic principles of publishing documents in each country. Moreover, we must raise again the question of co-ordinating the principles of publishing documents between individual countries and possibly even on an international scale. This, for example, was mentioned in passing at the First Inter-American Seminar in Washington (October 1961) where the working group on the publication of historical source materials recommended the adoption of general rules for publishing and reproducing the texts of documents.

Soviet historians A. A. Zimin and A. L. Khoroshkevich have also raised this question from the angle of publishing sources on the history of feudalism in Russia prior to the 18th century, because publications on this subject have no general principles for reproducing texts of such documents¹.

The problem of selecting documents for publication.

In his report to the Fifth International Congress on Archives in Brussels, Mr. Matilla Tascón (Spain) also spoke about the advisability of defining, on an international scale, the

criteria for reproducing the texts of documents, pointing, however, to the difficulties of co-ordinating and settling this question owing to differences in the practical methods of archives of various countries. Discussing the principles of selecting documents for publication, he noted that in a number of countries documents or *fonds* are being published in their entirety or in part, while in other countries they are published according to types or definite subjects.

On the basis of the information received, this problem can be somewhat specified. Although in each country a definite principle of selecting documents for publication prevails, it should be noted that in most countries this principle is determined in the first place by the nature of the documents themselves, their scientific importance, and the aims of the given publication.

In *Spain*, *fonds* of medieval documents, as a rule, are published *in toto*, while in selecting present-day documents for publication the subject is the criterion. Documents of a definite type (for example, Royal Deeds, international treaties, and so on) are published. But Spanish archivists give preference to publishing documents of the entire *fonds*, inasmuch as selection carries an element of a subjective approach. Moreover, documents of a *fonds* as a rule reflect various aspects of the historical process, which extends the possibility of utilising the publication as compared with the issue of collections of documents on a separate subject or of a definite type.

The national archives of *Denmark* in principle combine publication by *fonds* with selective publication of documents from one *fonds*. The publication of documents selected from different *fonds* is not practiced by archives in this country.

The Federal Archives of the *Federal Republic of Germany* which issue documents both by *fonds*, on definite subjects and by types, point out that scholars give no preference to any of these publications, considering that they equally suit the tasks of research. Archivists of West German *Länder* issue all types of publications but, from the purely archival viewpoint, give preference to publication by *fonds*, assuming that the advantages and shortcomings of various types of publications reciprocally balance each other.

British archivists invariably publish materials of entire *fonds*, considering that if a selection of documents has been made, the historian has a right not to trust the principles of this selection. Scottish archivists, aiming to publish all the main *fonds* of the independent Kingdom of Scotland up to 1707, find that scientists are interested in different *fonds*, and therefore the long systematic publication of *fonds* will meet the requirements of all scholars.

The national archives of *India* issue documents by subjects, *fonds* and specific features; each of these publications has its strong and weak points.

The *Hungarian National Archives* put out various kinds of publications. D. Ember, General Director of the Hungarian National Archives, is of the opinion that a publication is more substantial if it includes documents covering a great many subjects. Documents on one subject should be prepared for monographic studies and not for publication.

Bulgarian archivists consider it more acceptable to publish documents by subjects.

Polish archives issue both homogeneous documents, i. e., sources of one type and from one *fonds*, and heterogeneous documents by subjects.

In *Rumania* preference is also given to publication by subjects; their strong point is that they give the scholar the main information in his particular field.

In the *Soviet Union* publication by subjects prevails, but documents by types are also issued. Documents are rarely published in full *fonds*, chiefly because of the vast amount of material in each *fonds*. Soviet archivists hold that all types of publications have a right to existence, depending on the nature of the documents and purposes of the publication.

The reproduction in periodicals of separate documents or of their collections has become widespread in the Soviet Union. In recent years newspapers and journals carried more than 5,000 such publications.

Thus, archivists in different countries have no single opinion regarding the advantages

1. See A. L. KHOROSHEVICH and A. A. ZIMIN, *New Foreign Publications of Sources on the History of Feudal Russia, prior to the 18th Century*, in *Istoria USSR*, 1965, n° 5, p. 173.

of different kinds of publication but, this notwithstanding, all of them strive to place at the disposal of scholars the most important historical source materials kept in national archives.

Material types of publication.

Whereas on the question of types of publication there is no unanimous opinion among archivists, all of them are as one regarding the method of publication.

In all countries of the Eastern Hemisphere the *letterpress method* prevails. It is considered the most convenient for scholars. A printed publication, in the opinion of archivists of many countries, is the most accessible to researchers not only of the given country but also to scientists of other countries. Collections of documents published at a high scientific level and supplied with the necessary indexes, comments and reference material, are splendidly suited for historical studies. No special technical devices are needed for reading documents published by the letterpress method. But this method also has some shortcomings. The main one is the relatively high cost which as a rule is covered with difficulty by the small editions designated for scholars. Such editions often do not exceed 1,000 copies and are sold in some cases very slowly, at times over several years.

In the *Soviet Union*, in view of the great interest in scientific literature there are editions of from 1,000 to 5,000 copies and at times of 20,000 copies and more. They are sold in different periods, ranging from a few months to a few years. Soviet archives put out collections of documents designated not only for scholars. They have issued collections of documents on a number of subjects designated for a wide readership in editions of 100,000 and even 400,000 copies. We can mention among them the collections *Soldiers' Letters* (initial edition 100,000 copies) and *Dead Heroes Speak*, which contains farewell letters of Soviet patriots done to death in fascist dungeons (two editions in a total of 350,000 copies have been sold). Such publications are also used by historians.

Speaking about the publishing activity of archives, account should be taken not only of the high cost of printing, but also of the big outlays involved in preparing documents. Mr. Wilson, Keeper of the Public Records of Britain, pointed out that at least two years' work is required to prepare each volume of documents at a cost of about £ 5,000. The situation evidently is the same in most and, possibly, in all countries because the preparation of documents for publication is a very painstaking and laborious task demanding high skill of the compilers and editors.

The high cost of printing and the considerable labour and money spent on preparing publications face the archivists with the need to reduce expenses and to find other similarly convenient, but cheaper ways of publishing documents. This raises the problem of publishing documents by the means of photolithography, multigraphy or microfilming.

Though our esteemed colleague Szedő will make a special report to the Congress on the question of *microfilming*, it is necessary to discuss briefly this method of publishing historical documents. It has a number of positive features, specifically it is faster and cheaper and enables the researcher to have a copy of the text of the document which is convenient for keeping. Among the shortcomings restraining its wide use are the need to have a special apparatus for reading microfilms and separate printed indexes (because microfilmed indexes require a second machine for reading), the bigger strain of reading a microfilm for a long time than in the case of a book, not to mention the fact that it does not always fully reproduce the text, especially the marks on the document. All this makes a letterpress publication more convenient to a scholar than a microfilm which is not yet particularly popular among researchers.

For this and a number of other reasons the microfilming of documents so far has not become widespread in countries of the Eastern Hemisphere.

The Public Record Office of *Britain*, for example, holds that publication in the form of a microfilm is convenient only in case of a limited demand for the given materials when it is necessary to prepare approximately 25 copies. The Royal Commission on Historical

Manuscripts is of the opinion that microfilming has prospects only for texts written legibly and cannot be used for documents which present paleographic difficulties in reading. We subscribe to this opinion. Moreover, microfilming is so far unsuitable for faded texts.

The *Association of Swedish Archivists* notes that only a limited range of scholars can use microfilms, while documents published by letterpress are accessible to every interested person the world over.

In *France* and *Czechoslovakia* the publication of documents in the form of microfilms is used for educational purposes in the teaching of history in schools.

In the *Soviet Union* microfilming of documents is done both on orders of institutions and on the initiative of the archives themselves. For example, on orders of the Twenty-Fifth Division named after Chapayev, the Central State Archives of the Soviet Army microfilmed documents on the battle record of this division during the Civil War. The microfilm has a handbook which gives the number of the document, its date, title and indicates its author, the question covered in the document and also the code number of the document. This handbook has also been microfilmed. Scholars who have read this publication have positively assessed it.

The State Archives of Kalinin Region have prepared a microfilm of documents on the history of the region during the Great Patriotic War of 1941-1945.

The Central State Archives of the October Revolution of the USSR are preparing a microfilm of unpublished documents on the history of the Great October Socialist Revolution in the Central Industrial Area, which will be a valuable supplement to documents already put into scientific circulation. The Archives expect the demand by scholars to be quite considerable and intend to prepare 100 copies of the microfilm.

It is quite possible that a combination of a letterpress publication with a supplementary microfilm of documents on the same subject will be continued because such a combination offers definite advantages. First of all, it enables the scholar to have the entire set of documents on the subject : the most important documents in the form of a letterpress publication and documents covering specific questions in the form of a microfilm. Moreover, expenses on the publication of these documents will be cut. Naturally, these assumptions have to be verified by practical experience.

Archivists of all countries are looking for more convenient and cheaper ways of publishing documents. The Royal Commission on Historical Manuscripts in Britain, for example, is considering the advisability of publishing documents by the *photolithographic and some other methods*. Means of *multigraphy* are beginning to be used for these purposes. French departmental archives which have offset machines, for example, are using them for the publication of documents. Some Hungarian scientific institutions are also using means of multigraphy for the publication of documents. But these means are not yet widely employed. They are used most often for the publication of various handbooks on the composition and content of documentary materials.

Archivists are facing the task of reducing the cost not only of publication but also of preparing the documents for publication. Here too evidently use can be made of various new methods of copying which will cut the expenditure on reprinting and preparing documents for publication. The introduction of these methods will help swiftly to put into scientific circulation the wealth of documents kept in archives throughout the world. It must be said that archivists of all countries, making the published documents available to scholars, strive to have the treasures of the archives utilised more fully for elaborating the history of mankind's development.

The present report naturally did not cover all the problems of publishing historical source materials. It examined only a number of questions which, in our opinion, are basic.

In conclusion I would like cordially to thank all archivists who have shouldered the big burden of presenting the necessary information and thereby contributed to the preparation of this report.

APPENDIX

LIST OF THE COUNTRIES THAT HAVE SENT ANSWERS TO THE QUESTIONNAIRE
« NATIONAL DOCUMENTARY PROGRAMING IN THE COUNTRIES OF THE EASTERN HEMISPHERE »

AUSTRIA	Staatsarchiv, Wien ; Finanz- und Hofkammer-archiv, Wien.
BULGARIA	Arkhive ot del na Komitet po kul'turata i izkust-voto (Archives Section of the Committee on Culture and Art).
CZECHOSLOVAKIA	Archivní správa, Praha.
DENMARK	Rigsarkivet, København.
FINLAND	Valtionarkisto, Helsinki.
FRANCE	Direction des Archives de France, Paris.
GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC	Staatliche Archivverwaltung, Potsdam.
GERMAN FEDERAL REPUBLIC.....	Bundesarchiv, Koblenz ; der Generaldirektor der staatlichen Archive Bayerns, München.
HUNGARY	Magyar Országos Levéltár, Budapest.
INDIA	National Archives of India, New Delhi ; the Director of Archives and Historical Monu-ments, Government of Maharashtra ; Indian School of International Studies.
IRAN	Cyrus Parham, Archivist-designate of Iran.
ISRAEL	The State Archivist, Jerusalem.
ITALY	Direzione generale degli Archivi di Stato, Roma ; Associazione nazionale archivistica italiana.
NETHERLANDS	Algemeen Rijksarchief, s'-Gravenhage.
NORWAY	Riksarkivet, Oslo.
POLAND	Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych, Warszawa.
RUMANIA	Directia Generală a Arhivelor Statului, Bucuresti.
SPAIN	Dirección general de Archivos y Bibliotecas, Madrid.
SWEDEN	Riksarkivet, Stockholm.
SWITZERLAND	Association des archivistes suisses.
UNITED KINGDOM	Public Record Office, London ; Royal Commis-sion on Historical Manuscripts ; Scottish Record Office, Edinburgh.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.	Main Archives Administration of the Council of Ministers of the USSR.

NATIONAL DOCUMENTARY PUBLICATION PROGRAMING

DOCUMENTARY PUBLICATION IN THE WESTERN HEMISPHERE

Report by Dr. Oliver W. HOLMES, Joint Reporter¹

Historians in all countries, if they are deserving of that appellation, base their writing of history upon contemporary or "primary" sources. But in the experience of the Western Hemisphere there are two factors that have especially motivated and tended to emphasize the importance of collecting, editing, and publishing such source documents as a basis for our understanding of the past and our writing of its history. The first is that our more distant past, which we share in part with the Eastern Hemisphere, lay over the ocean ; and the surviving records of that past are still there and we must have access to them in published form unless we are to go there to consult them or bring the originals over here. The second motivating factor is one inherent in democratic government, the fact that a people ruling themselves are likely to insist on decisions being recorded for all and the records being available to all, for these are the people's records ; and the people will call for the publication of the more important documents as the best means of making them widely available to an educated citizenry interested in the past as background for an understanding of the present and the decisions demanded of the present generation.

Interest of Western Hemisphere scholars in publication of documents of the Eastern Hemisphere.

We have been interested almost equally with scholars of the Eastern Hemisphere in unearthing and publishing the documents revealing the civilizations of antiquity, the clay tablets of the Middle East, the papyrus of the Mediterranean world, and the parchments of early Christianity. All the Western world is heir to these documents and has an interest in them. We may have been less active in translating, editing, and publishing documents of the later Middle Ages and of nationalist governments of modern Europe because these are records that have descended to existing governments of Europe and are a special interest and responsibility of our Eastern Hemisphere colleagues. Yet we are interested almost equally with Eastern Hemisphere scholars in using them once they are published and widely available, for they are the best means of understanding the background out of which emerged the peoples, governments, and cultures of the nations of this Western Hemisphere.

The Western Hemisphere, however, begins to have a very special interest in records across the sea when we come to the ages of discovery and exploration, of rivalries in conquest and settlement of the New World, of experience in subduing the wilderness and building new institutions and governments, and, finally, of efforts of European nations to retain their sovereignty over these colonies once the fever of independence broke forth. Much, if not most, of the documentation of our colonial experience is in Europe. Either it was created there or was later sent back there by overseas officials. It is interesting that of even the few pre-

1. Text of the preliminary report distributed to members before the Congress.

Columbian manuscripts of Mayan and Aztec origin that survived the Spanish conquests all but two or three were taken back to Europe and have had to be made available for Americans from there by publication.

Most of this documentation of our colonial past is in the overseas archives and libraries of five great colonial powers—England, France, Holland, Portugal, and Spain—with those of Sweden and Russia somewhat less important, but not to be overlooked. Only gradually was a documentation of our own colonial life created and preserved on this side of the water, and it was of a different nature. The documentation overseas and the documentation on this side of the water are complementary, and both are needed to make a whole. It is in the archives of these same five great colonial powers that we find the records of our Wars of Independence as seen from the side of the mother nations trying to control their rebelling offspring. European documentation represents half the story, and the struggle cannot be interpreted objectively without it. Dependence upon overseas records did not cease for the Western Hemisphere with our independence in government, for of course our development as nations was still greatly influenced by the actions of the great nations overseas, diplomatically, economically, and culturally. The sons and daughters of every European nation have continued to come to settle in our lands and become part of our history.

The need for continuity was so great that not long after the United States had achieved its independence, and about the time our Latin American neighbors were achieving theirs, our own States were finding it necessary to send agents back to European capitals, especially London and Paris, to seek out documents from the colonial past that helped throw light on boundary controversies, on land surveys, on legal arrangements of various kinds, and on origins of many institutions brought over from the Old World. By the middle of the last century New York, Massachusetts, New Jersey, North Carolina, Pennsylvania, Delaware, and other States of the United States had transcribed or abstracted large accumulations of documents believed important to their history. The beginnings of documentary publication by these United States at both State and Federal Government levels are in this period. They predate the emphasis upon original documents as sources of history that came out of centers of German learning. The many Americans of a later generation who studied at these centers may have responded more favorably to these teachings because they found them especially applicable to the American situation. After a generation of independence the Latin American nations felt the same need and began trying to satisfy it by sending their agents abroad.¹ Canada followed the same course shortly after Federation.

These needs are still in progress of being satisfied. In other words, we are not self-sufficient in the records of our past. Without reliance on facsimile or published copies of documents from many countries of Europe, we possess only a part of the sources of our history, the part we recorded and preserved ourselves; and a people engaged in occupying and subduing frontiers is not a people spending time creating records. We were all in this Western Hemisphere emerging nations, not unlike the emerging nations today, who must look a long distance overseas for most of the documentation of their past. Because they were thus so dependent upon documents that were in the hands of others, nations of the Western Hemisphere tended to value highly the documents of their origin. They sought them out, laboriously made hand-

1. Something of the importance of these missions of American archivists abroad to the countries concerned is indicated by the fact that the Commission on History of the Pan American Institute of Geography and History has felt it worthwhile to publish a series of volumes describing them and their results, country by country, viz:

CARRERA STAMPA (Manuel), *Misiones Mexicanas en los Archivos Europeos*, 1949; HILL (Roscoe R.), *American Missions in European Archives*, 1951; MORENO FRAGINALS (Manuel), *Misiones Cubanas en los Archivos Europeos*, 1951; CORRÊA FILHO (Virgilio), *Missões Brasileiras nos Arquivos Europeus*, 1952; ORTEGA RICAURTE (Enrique), *Misiones Colombianas en los Archivos Europeos*, 1951; SOTO CÁRDENAS (Alejandro), *Misiones Chilenas en los Archivos Europeos*, 1953; MOLINA (Raúl A.), *Misiones Argentinas en los Archivos Europeos*, 1954; GAVALDÓN MÁRQUEZ (Joaquín) and others, *Misiones Venezolanas en los Archivos Europeos*, 1954; MARIA VARGAS (Fray José), *Misiones Ecuatorianas en los Archivos Europeos*, 1956; and MOLINA ARGÜELLO (Carlos), *Misiones Nicaragüenses en los Archivos Europeos*, 1957.

written transcripts in earlier days, and began by publication to make them more widely available to the writers and teachers of history in this hemisphere. Most of the first documentary publications in all nations of the Western Hemisphere were of original narratives and contemporary writings of the colonial era and of the struggles for independence that marked the emergence of each of the western republics.

Democratic need for documentary publication.

The second great factor leading to an emphasis on documentary publication in the Western Hemisphere grew out of the emergence of these new nations as democratic governments. The records of these governments belong to no monarch, absolute or limited, to no oligarchy, and to no party. They belong to all the people. They are "public records" not only because the people have access to them but because the people own them. The creators and custodians are the people's agents, responsible to them. The people are likely to be impatient of any hired bureaucracy that sees things otherwise. They expect an educated citizenry (and citizens of a successful democracy must be educated) to make use of these records and they expect the younger generation to be trained in consulting the records and interpreting them for themselves. The State is careful—almost leans backward—to impose no interpretation; and differing interpretations by scholars must compete for acceptance, and a constant test is the degree to which they are soundly based on contemporary source materials which can be checked by all readers. But, how can "everyman" thus be his own historian if the records are not widely available throughout the land? Democracy, in other words, spurs the publication of historical documents.

Historians and archivists in the Western Hemisphere will doubtless, for the reasons I have tried to explain, always be more interested in plans for, and achievements in, documentary publication in the Eastern Hemisphere than we can expect historians and archivists of the Eastern Hemisphere to be in ours. Still there has always been some interest across the waters in American Studies, and happily that interest appears to be increasing. Some account of our experience with documentary publication on this side of the ocean may, then, have some general interest for us all.

At the same time, this is not the place, were your reporter capable of it, for producing a properly proportioned, detailed history of documentary publication activities in the Western Hemisphere. Emphasis will be on the recent past and the present and especially on developments in the United States because your reporter knows them best and can appraise them with some perspective. He hopes that some of our Latin American archivists will in the panel session speak for themselves to fill out the picture.

Publications of documents are not necessarily made by official archival agencies.

It is assumed that we are not to consider merely the publication of archives—that is, official records—by official archival agencies. That would not, I fear, be an impressive picture at all. It would represent but a fraction of what has been and is being accomplished. Most documentary publication in our Western republics has not been by governments directly. Most has been by educational institutions, historical societies, and libraries, both publicly and privately supported. If public funds represent part of this support, they flow into these projects through layers of scholarly boards and committees that insulate them from political control. But also, much such publication is undertaken by wholly privately supported associations, and, finally, much is produced by scholars working on their own initiative, evenings, weekends, and vacations, because they are impelled to it by their love for history and because they prefer to edit original documents rather than to write secondary accounts of narrative or interpretive nature. There are truly such persons, and they are often the best editors. They need to be helped and encouraged by any and all means.

cronistas), some renowned like Bernal Díaz or Fray Toribio de Benevente, whose narratives have appeared over and over in many editions, and many not as renowned whose narratives are nevertheless full of informative detail. Some *cronistas* were explorers or early travelers, others were missionaries or traders. Some were administrators. Others were just residents of an area keeping journals or writing memoirs. And some in the later centuries of the colonial era were themselves serious historians, whose histories have in turn become sources, more or less reliable, for later historians. Some of these, first published in the 17th or 18th centuries, are just now appearing in modern scholarly editions with adequate introductions and annotation. Some are still being discovered in manuscript and being edited and published for the first time. One could make a long list of titles. Much is being done but much still needs doing in all countries of Latin America in making more generally available modern editions of these chronicles. These should be published in the conventional way for they are not endless in the manner of archival series. They make one or two convenient volumes and they are usually of interest to a broader public. Latin America produced thousands of these narratives over more than 300 years, and they provide much of the color in the colonial tapestry.

Publication of documents of the colonial period : United States and Canada.

Equivalent narratives in United States and Canadian history would be represented by the writings of Captain John Smith (of which a new edition to incorporate recent scholarship is badly needed) or of Samuel de Champlain (*Works*, edited by H. P. Biggar, 6 vols., and portfolio of maps, 1922-36), while equivalent histories might be represented by William Bradford's *Of Plymouth Plantation* (in many editions but, especially, S. E. Morison's, 1952) and Marc Lescarbot, *Histoire de la Nouvelle France* (1609; H. P. Biggar, ed., 3 vols., 1907-1914). But there are not nearly so many in our mere 150 years of colonial history covering a smaller geographical area. Nor are the archival materials of the colonial period so complete or so voluminous.

In the United States there seems to have been a decline in interest since about 1900 in exploration and early colonization, perhaps due mainly to preoccupation with two world wars. Greater interest is taken in the final 50 years of the colonial period as background for the Revolution. All in all there has not been so much basic documentary publication in this period in recent years as prior to 1914. Only North and South Carolina have plans for publishing their basic colonial records, and they are moving but slowly with them. Here, also, it would seem that for all but a few backbone series in each colony microfilm publication should be the answer.

Turning from archival material to personal papers, it is of interest that while the National Historical Publications Commission in its 1954 Report listed a total of 361 persons in United States history whose papers were recommended "as worthy of careful consideration for inclusion in a national program for the publication of the papers of American leaders," only four of these 361 lived and worked mainly in the colonial period.¹ No projects for any of these four are in progress. Thus for the colonial period the contrast in production between Latin America and the rest of America is so striking as indeed to cause wonderment and, in the northern continent, some concern.

Publication of documents of the Independence and National periods : Latin America.

Even in Latin America, where the colonial period has been so dominant in past historical scholarship, there has been in recent years a very noticeable trend toward more documentary publication involving the Independence and National periods. This is to be expected with

1. *A National Program for the Publication of Historical Documents*, Washington, 1954, p. 37-83 (National Historical Publications Commission).

respect to the Independence period because we are now in country after country in the midst of sesquicentennial observances of independence. As for the increased concern with the National period in Latin America, the mere passage of time and lengthening of the period is presumably in part responsible, but more important factors are, as we all realize, the social and economic upheavals of the 20th century, the broadening of educational opportunities and interests, and increasing contacts with the outer world. There is consequently more concern with the recent past as background for the present but, curiously, as in the United States, Latin Americans find it profitable even when wrestling with contemporary problems to go back and review again the ideas and experiences, as expressed in their writings, of leaders of the Independence period (their "founding fathers") who were breaking away from colonialism and setting up new nations.

Probably the most ambitious plan for celebrating the sesquicentennial period was that developed by the Academia Nacional de la Historia de Venezuela. It is now 17 years since the Venezuelan archivist, Dr. Héctor García Chuecos, spent some weeks in Washington searching through the diplomatic records in our National Archives for material relating to the Independence period and finding much of value, which he cataloged. His trip was illustrative of the preparatory work that went into the Academy's undertaking and which to date has resulted in the publication of well over 50 volumes. Some are secondary studies, a few are reprints of memoirs, but most of them contain carefully assembled contemporary documentation. Volumes 52 and 53, in fact, are filled with documents relating to the first diplomatic missions of Venezuela. Others contain texts of the acts of Congress, relevant extracts from *cabildo* records of the time, contemporary opinion and propaganda as published in journals and pamphlets of the day, and letters of the founders of the First Republic. An interesting series of five volumes (*El pensamiento constitucional hispanoamericano hasta 1830*, Caracas, 1960-1961) is a compilation of all constitutions produced within the Latin American republics from their independence to 1830 plus the 1812 Constitution of Cádiz. Much scholarship has gone into these admirable works and, as the last title indicates, they are not narrowly confined to Venezuela. The movement for independence of course cannot be thus confined in any present Latin American country.

The capital of Venezuela is also the birthplace of Simón Bolívar; and the house in which he was born is now the home of the "Archivo del Libertador," assembled over the past generation by Dr. Vicente Lecuna, who edited the 11-volume *Cartas del Libertador* (1929-1930) and other volumes of his documents. Enough additional letters were subsequently located to make a 12th volume, published in 1959. This publication, however, did not include letters addressed to Bolívar, much greater in number and from many prominent figures of that important period. With financial assistance given by the John Boulton, Creole Mendoza, and Shell Foundations of Venezuela, the entire "Archivo," consisting of some 140,000 documents, was reproduced on 58 rolls of microfilm. The master negative was donated to the Venezuelan government, a positive copy was made for the use of investigators in Caracas, and complete sets of positive prints were also made available to the sister Bolivarian states of Colombia, Ecuador, Panama, Bolivia, and Peru. A copy is also now in our Library of Congress, and it is hoped positive prints will be made available to all research centers willing to pay the cost. This is true microfilm publication, the first noted in Latin America, and it is hoped it will be the precursor of others. A brief pamphlet description of the undertaking and the contents of the film, by Dr. Pedro Grases, was also published.

Another major documentary publication project associated with the Sesquicentennial of Independence comes from Argentina where the San Martín National Institute compiled and edited eight volumes of *Documentos para la historia del Libertador General San Martín*, published from 1953 to 1960. Publication is by the National History Museum of the Ministry of National Education. This series runs chronologically and is still in progress. The volumes contain many facsimile reproductions of original documents. Another well-edited series is the *Archivo del Brigadier General Juan Facundo Quiroga*, published by the University of

halt because of the depression. And soon we were, even in this hemisphere, caught up in the Second World War, when funds and qualified editors were both unavailable and attention was drawn in other directions. The National Archives delayed consideration of plans for printing any of its holdings. The National Historical Publications Commission, established by the same act that established the National Archives in 1934 for the specific purpose of making "plans, estimates, and recommendations" for such undertakings on the Federal level, became discouraged when Congress ignored its first proposals; and it ceased even to meet during the war years. This same confusion and marking of time was reflected in the States as old programs were suspended and no new ones were begun.

The National Archives made a beginning meanwhile with microfilm publication, but progress at first was very slow as it felt its way with this new method, which like all methods has its difficulties. The program was somewhat accelerated in the early years of the war as advantage was taken of funds made available for security microfilming to build up the stock of master negatives held in reserve. But a decline set in again as the war neared its end and the need for security microfilming seemed to lessen. The increased stock of master negatives had really been an extra dividend. Special appropriations for a microfilm publication program for its own sake after the war was over were not forthcoming. Such additions as were made to the holdings of negatives were by-products of reference service orders or were made as a preservation measure, that is, to reduce wear and tear on heavily used series of original records by requiring readers to use positive microfilm copies instead for ordinary research purposes. In both cases the National Archives kept the master negatives from which they could at any time fill orders from anyone, anywhere, for positive prints. It was not until private funds were secured in 1948 from the Rockefeller Foundation to be used as a revolving fund that a self-supporting operation began that has grown phenomenally in magnitude in response to requests. And now curiously, as a by-product of this, we feel we have through wide distribution of copies achieved security, at least of contents, for the most important of this Nation's records at the Federal level.

But microfilm publication did not seem to catch on elsewhere, either in the States or in other nations of the Western Hemisphere. Microfilming continued to be used by many libraries and archives as a collecting device, to supplement or augment their holdings, and it was used by the holding institutions to supply copies (instead of by handwritten transcriptions) in response to specific requests whenever those holding institutions decided for reasons of their own to respond favorably to such requests. Each such arrangement was a matter of separate negotiation, and costs in time, money, and wear and tear on records for repeated filmings were great. But microfilm publication was not understood or was not accepted as a form of publication by some who did understand. They felt it represented a sort of sub-publication possibly, or was misnamed; and perhaps there should be a better term for it.

Thus a period of documentary publication, which began in North America in the 1890's, declined during the depression years and reached bottom during the war years. This was despite rapid progress in other areas of archives administration. Perhaps it was in part because of it. The war period simply made overriding demands of a very different kind upon archivists and archival institutions. At least this was so in the United States. And, as though depressions, war years, and the confusion created by new techniques were not enough in the way of discouragement, still another reason might be suggested for this sudden break in documentary publication, the validity of which each reader will have to weigh for himself. One cannot help but be mindful that the 1930's saw a crisis arise in historiography when the value of the scientific approach and, indeed, its very possibility were being questioned. The answers history should provide, it was maintained, would come not from the mere accumulation of facts. Enough facts were already established. What was important was their meaning and significance. Imagination and new interpretations, utilizing new tools of the social sciences, were needed. What was to determine the values to be assigned? What, indeed, and also, who? The mid-thirties saw the publication of such classic statements of relativity in the

field of history as Carl Becker's *Everyman His Own Historian* and Charles Beard's *Written History as an Act of Faith*. And so, suddenly, historians found themselves adrift from their moorings, and temporarily they lost their bearings.

Some of us wondered in those days, and with reason, whether a new period of documentary publication would ever be born. Of course some of the more interesting original narratives and diaries were republished and selections from larger documentary publications of the past were made available in fresh bindings, but would the basic documentation ever be further expanded as it had been in the first third of the century? Would the round of personal interpretations, one after the other, and all based on the same old materials superficially handled and inadequately understood, ever be halted? The critical evaluation of contemporary sources seemed likely to become a lost skill as educational centers ceased to sponsor training of this sort. It was as though we trained scientists by having them read and react to the writings of other scientists instead of giving them a laboratory where they could learn for themselves the ways of testing truth. If the writing of history is a relative thing, and absolute truth is not to be arrived at, it is all the more important that the historian's evidence be carefully tested and carefully weighed. More complete documentation, more carefully presented, is the answer.

c) *The turning-point of 1950.* — The turning point came about 1950. For a two-fold reason that year may be designated as marking the advent of a new era for the editing and publishing of historical source materials in the United States. First, it was in that year that Volume I of *The Papers of Thomas Jefferson*, edited at Princeton University by Julian P. Boyd, was published. It represented new approaches and new standards in documentary editing, and President Truman, upon being presented with a copy at the White House, directed that the National Historical Publications Commission report a plan for making available in comparable fashion "the public and private writings of men whose contributions to our history are now inadequately represented by published works."¹ The requested report was issued in a preliminary edition (multilithed) in 1951 and published in final form in 1954 under the title, *A National Program for the Publication of Historical Documents*. This program was later endorsed by a concurrent resolution of Congress dated August 22, 1957.²

The second event in 1950 that might be cited to mark the turning point also involved the National Historical Publications Commission. In the new Federal Records Act of that year³ the Commission, with its membership altered and broadened for the purpose, was given greatly increased authority by being charged, first, to "co-operate with and encourage appropriate Federal, State, and local agencies and nongovernmental institutions, societies, and individuals in collecting and preserving and, when it deems such action to be desirable, in editing and publishing the papers of outstanding citizens of the United States and such other documents as may be important for an understanding and appreciation of the history of the United States" and, second, to "make plans, estimates, and recommendations for such historical works and collections of sources as it deems appropriate for printing or otherwise recording at the public expense". This is a dual mandate so broad that activities are limited only by the funds made available. The funds have been limited indeed, but much has been accomplished nevertheless.

d) *Common features of projects since 1950.* — Additional volumes of the Jefferson Papers series appeared, each attracting increased notice and stimulating proposals for similar projects at other institutions. With encouragement from the Commission, but with greater initiative taken at the sponsoring institutions, comparable projects were organized at the South Carolina Archives Department to edit and publish *The Papers of John C. Calhoun* (1952); at the University of Kentucky for *The Papers of Henry Clay* (1952); at Yale University for the

1. White House Press Release, May 17, 1950.

2. 71 Stat. B 41.

3. 64 Stat. 584.

these projects as worthy ones, properly planned and organized, and deserving of assistance from all in a position to give it, helped some of them to find such private support, but it itself had no funds with which it could help directly. It was worried that it could not assure the continuity of these it had helped to start, and this caused it to hold back from encouraging new projects just at a time when the scholarly community, impressed by the productions of the earlier ones, wanted to start still more documentary publication projects on what might be called the "grand scale."

e) *The 1963 programme.* — It was to overcome these inadequacies and to give greater stability and balance to its program that the Commission produced its 1963 *Report to the President Containing a Proposal...To Meet Existing and Anticipated Needs Over the Next Ten Years*. In it the Commission proposed a great national program to be supported jointly by private philanthropy and public funds. The *Proposal* was endorsed enthusiastically by President Kennedy, who emphasized his approval of this kind of work by giving a White House dinner for the editors of these projects. President Johnson, following the tragedy of November 1963, fortunately picked up this interest and supported legislation introduced in Congress that in July 1964 became Public Law 88-383. This was an amendment to the Commission's basic law that authorized it to carry on a modest grant program to assist approved documentary publication projects. Appropriations for this purpose were limited to a maximum of \$500,000 a year, and, to date, only \$350,000 has actually been appropriated each year. Approximately half of these funds has been used to help finance microfilm publication programs in which 16 institutions are presently participating, several of them being State historical societies or commissions that are responsible for archival programs. The other half of the appropriations has been used to help fourteen letterpress publication projects of the conventional kind. This is not a great deal of assistance from the treasury of a great country for the cause of history, but it is a start; and it has helped a great many useful privately initiated undertakings, some of which undoubtedly would have been suspended by now without it.

Aid came also from the Ford Foundation, which by a \$2,000,000 grant to the Commission, made shortly after Congress passed the law authorizing the grant program, will support five of the major documentary publication projects—the Adams Papers, the Franklin Papers, the Hamilton Papers, the Jefferson Papers, and the Madison Papers—for the next 10 years. At least one of them should be completed in that time, and the others should be "over the hump." The interest over the 10-year period on the amount of this grant, which was presented in a single check, is to be used in programs for training young scholars in the techniques of editing historical source materials. It is hoped other private foundations will add to funds available for this kind of work, will in fact endow it at certain universities where it can be meshed in with other teaching and research activities in behalf of American history.

f) *Other publications continued.* — In addition to these newer developments some mention should be made of several older documentary publication enterprises that have long been carried on by the Federal Government through regular appropriations to the agencies that have been charged by law with them. The oldest of these is the notable series published by the State Department entitled *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*. Begun by President Lincoln in 1861, and now in its second century, this series has reached some 230 volumes. At one time this was only one in a series of documentary publications edited and published by the State Department, but the staggering increase in documentation to be reviewed, considered, and edited has forced concentration by the Department on just this one series in order to keep from getting further and further behind. In fact in recent years the Foreign Relations series has itself been divided into sub-series. From 1861 to 1918 only one volume was needed for each year. The selection for 1919 filled two volumes for the first time, but this did not cover the Paris Peace Conference, the documentation for which later became one of the special sub-series. First, however, the regular volumes had to be supplemented by the *World War Supplements*. There was in the 1930's, and in general before World War II, a 15-year gap between the date of the documents and the date of their

publication. If this gap has increased since World War II to 20 years, it is chiefly because of the increased volume of material to be handled. The regular annual volumes were increased to three in 1927 and to five in 1947, and it was no longer possible to issue all of those for a specific year at one time. The United States was the first, and is still the only government, to print its records of the Paris Peace Conference of 1919. It would have been done earlier if other nations had not objected. This special series of thirteen volumes was completed in 1948.¹

A second major documentary publication enterprise of the Federal Government is the *Territorial Papers* series, begun in the State Department in 1926 but transferred to the National Archives in 1950. The territorial system by which the United States from the very beginning governed subject territories until they were admitted into the Union as States is unique. Much of the documentation relating to this was available only in Washington, and the States that were former territories, and historians generally, brought pressure to have it published. Beginning with the first territory northwest of the Ohio River, the so-called Northwest Territory, one to five volumes of selected materials have been published for each territory in the order in which they were established. One of the great editors of the past generation in the United States, Dr. Clarence E. Carter, had completed 26 volumes covering 11 territories before his death in 1961. This is surely less than half of what must be published if the project is carried through to completion. It is being continued under the editorship of Dr. John Porter Bloom.

A third enterprise deserving mention has been inaugurated more recently by the Naval History Division of the Department of the Navy. This is *Naval Documents of the American Revolution*, Volume I of which was published in 1964. It is but the beginning of a series that must continue many years and run to a presently unknown number of volumes before it is finished, although it is hoped it will be completed in large part before the beginning of the Bicentennial of the American Revolution. This Division has previously prepared and published other notable documentary publication series, including *Naval Documents Relating to the Quasi-War Between the United States and France* (7 vols., 1935-1938) and *Naval Documents Relating to the United States Wars with the Barbary Powers* (7 vols., 1939-1944) but it is now engaged on a more gargantuan enterprise. It is hoped that, looking forward to the Bicentennial, the Federal Government will support additional documentary publication projects, both within and without the Federal Government, relating to the Revolutionary period and the founding of the first independent nation in the New World.²

g) *Documentary publication in State archival agencies.* — If since 1950 the picture has brightened considerably with respect to documentary publication on the Federal level, what is the situation in our 50 States? Most of the projects with which the National Historical Publications Commission co-operates are actually located in the States, but they are in educational institutions and historical societies and not in State archival agencies. Actually, archivists in States are not greatly involved in the editing and publishing of documents, even of public records, by either printing or microfilm. Records management, records appraisal, records maintenance, and the description of records by guides and inventories are in these modern times such enormous, overwhelming tasks, not to mention keeping up with mounting reference demands, that there is rarely staff for the time-consuming function of preparing documentary publications. There is even a widespread belief, perhaps growing, that such publication activities, like the writing of history, are not really proper functions of the archivist, but should be left to some other agency or to the outside scholar. Probably not more than a half dozen of our State archival agencies are themselves directly responsible for a documentary publication program. Others may contribute to a State documentary publication program located

1. Richard W. LEOPOLD, *The Foreign Relations Series: A Centennial Estimate*, in *Mississippi Valley Historical Review*, vol. 49 (March 1963), p. 595-612, gives a fuller picture of this most important documentary publication of the Federal Government than can be given here.

2. I have omitted from this report consideration of the microfilm publication program of the National Archives since it is being covered by a report prepared by Albert H. Leisinger, Jr. (below, p. 127-150).

of this kind still have a place in documentary publication activities of the future. A special study of their history would be of interest and might contribute some of the answers. In these days of State-supported historical societies and university presses and with the beginning, modest as it is, of some Government subsidy of documentary publication through grants, it would seem their day might be over as methods of financing such activity. Even the Champlain Society now has one publicly financed series. The expanding needs of our growing educational institutions have made limited editions, intended chiefly for the collectors' market, very unpopular, and public funds will surely never go to support artificially restricted production.

Let us end this lengthy survey with additional news about Canada where much more has been done in the past than we could here report. An older numbered series of publications of the Public Archives of Canada contained many documentary publications beginning in 1910 with L. P. Burpee's edition of the *Journal of Larocque, from the Assiniboine to the Yellowstone 1805* and ending in 1930 with H. P. Biggars' *Documents Relating to Jacques Cartier and the Sieur de Roberval*. The news is that this suspended series will be revived by the publication in it of two (possibly three) volumes, the first of which is in press, containing new documents relating to Samuel de Champlain and his period. Also the Public Archives of Canada is busy preparing a new documentary series with the tentative title *The Papers of the Prime Ministers*. Work is well along on the first few volumes, which will contain the early letters of Sir John Macdonald, and it is hoped to have at least one of them in print by 1967, Canada's Centennial year. There seems thus to be also a revival of documentary publication in Canada, of which we may hope to hear more when our Society of American Archivists meets in 1968 in the Canadian capital city.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

M. Franjo Biljan ouvre la séance. Il attire l'attention des congressistes sur l'importance du sujet qui va être traité : « La publication des documents d'archives permet une utilisation beaucoup plus considérable et efficace de ces documents. Aussi la question se pose-t-elle tout naturellement de savoir comment surmonter les obstacles auxquels elle se heurte... Un tel sujet offre de larges possibilités pour une discussion riche et féconde. »

M. Belov commente ensuite son rapport publié ci-dessus, et M. Holmes précise quelques points qu'il avait laissés de côté dans le sien. Puis MM. Baudot, Ellis, Bhargava, Lombardo et Mendoza lisent les exposés qu'ils avaient été invités à préparer. Les débats sont alors ouverts. La séance s'achève sur les réponses des rapporteurs.

SUPPLEMENTARY REPORT, by Dr. HOLMES

With your permission, I should like to try not to summarize my report, for in the report itself, I tried to summarize, however inadequately, a too large subject : documentary publication in the Western Hemisphere. I should like, instead, to emphasize just five points about "National Documentary Publication programming" which I learned a few days ago is the title of our session. This is a somewhat different matter. Perhaps I misunderstood my assignment. I thought a factual survey of documentary publication in my hemisphere was what was wanted and that our panelists and the delegates from the floor would raise all the questions whether of controversial nature or not. But having now read the report of my colleague reporting for the Eastern Hemisphere, I feel he perhaps in his report better hit the target of what was wanted. I wish then to speak briefly to just five points.

First : as to the responsibility of the archivist or of the archival agency or institution for editing and publishing documents. It seems there is some question about this in certain quarters. I note the portion of Mr. Belov's report of the position of France in this respect, and perhaps we will hear from Mr. Baudot this morning about that. There has been a little discussion in our country also. My feeling is that the publication of documents represents the extension of reference service to its highest level and broadest degree, making the contents of records available to all persons at times and places most convenient to them. It is carrying the services of the archivist and his institution to the people. The archivist does not need to do this for all his documents, but he should do it for his most important documents, those having greatest value for scholars and greatest interest to the public. He does not need to do it all himself, nor with his staff. But he has a responsibility to see that it is done. Most of it may well be done by historians and editors outside his institution. Theoretically, he will draw into the enterprise the best scholars he can find—from universities, scientific organizations and academic circles generally—. There may be some things he and his staff can do best from their special knowledge (and if we had time we might just elaborate a little more on this point) in which case he should do them. There might be some things which the archivist can find no qualified persons outside willing to do. In that case too he must try to do them himself. But he will neither try to do

everything himself nor will he try to escape his responsibility by shifting the burden to others. The resulting program should be a mixed program which he had an important share in planning and organizing. It is likely to be a large program, a broader program than if the archivist tries to do it all. But he has the responsibility for planning and taking the initiative in getting done what ought to be done.

My second point is *the function of a National Commission*, if there is one; or what should be the functions of such a commission if there ought to be one. Few documentary publication programs and few projects and certainly no national program will involve just the official records held in archival institutions. They will also involve private papers supplementing or complementing the archival materials, and sometimes important and fairly complete in themselves, so that the archivist is not the only one who should be in on the planning. If there is an official National Commission, it should be composed of both official representatives of the archives and the major government agencies involved and representatives from private historical and other scholarly organizations and institutions. In other words, a National Commission should be neither wholly official nor wholly private but a combination of the two. I should say that the functions of such a commission, put briefly, are to plan and promote and co-ordinate and, if possible, to help finance by finding funds from both government and private sources to put behind a program. If it is an officially established commission, it should first co-ordinate documentary publication enterprises within the agencies of the National Government itself so that each Ministry, for instance, does not have its own independent and totally unrelated program. Second, in my federated State, it should co-ordinate documentary publications between the National Government and the constituent States. Third, it should co-ordinate publication between Government agencies holding Government records and private institutions holding private materials. I think that is all I will say about the functions of a National Commission as I see them although a great deal more could be said.

I would like to turn to the time period with respect to documentary publications, that is, *the time period of the materials to be published*. In general, the archival agency should not publish until it is free to publish everything, which means it should not publish until the records are free from restrictions on access and fully opened. This permits any skeptical scholar to check for himself, which is especially necessary when the publication has to be selective; and most of our publications, certainly those of the conventional sort involving printing, have to be selective. There can be very few complete and comprehensive publications of complete *fonds* or even series by printing and I assume printed publications are what this panel is talking about. Because waiting for this period permits the skeptical outsider to check on the editor's selection, there will be more confidence in the publications of the archival agency when they do appear. Also projects which have waited to publish any or all documents will not have to be done over again in the next generation. They are both reliable and permanent. They add to the permanent historical documentation of the Nation. It is all right for other agencies of a Government to publish documents for their own purposes while the documents are still in their custody and before restrictions are lifted. Some such publications may be complete and impartial. Some may be frankly for propaganda purposes, that is putting the activities of that branch of the Government in the best light. If the latter, it would probably be better if the purpose were stated openly. It can usually be detected anyway. I am not against propaganda for a good cause, and I think there are a few good causes. But propaganda is not history, and the official archival establishment should never engage in documentary publication for propaganda purposes; and to insure confidence, it should not publish from "fonds" or series that are not fully opened to all scholars. I am talking here about official archival agencies. I am not talking about private institutions and organizations. They of course can publish whatever they wish and scholars and the public can appraise them as they deserve.

I think Mr. Belov has spoken very well of the *relations between publication by use of the printing press and publication by microfilm*. I would like to add just a few words. Because documentary publication by use of the printing press is expensive, both in funds and human

energy, and there is so much that needs to be done, we need to use microfilm publication to supplement printed publications in two ways: first, to make available material of importance, but of a second level of importance, which we could never expect to publish by printing, or, if we did, it could only be in later generations, and, second, provide a complete back-up publication for the specialist when a printed publication must be selective. In other words, publication by printing must be reserved for the most important documents that are wanted and needed not just by the historical scholar, i. e. the specialist, but by the jurist, the journalist, the educators, and many educated citizens who are interested in the history of their country (and we hope that the last category will in time include more and more persons). Complete publication, usually by a back-up microfilm publication, is also desirable when the topic or person that is the subject of the publication, is controversial. A complete microfilm, if it can be achieved, makes the editor's job of selection for a selective printed edition easier. He can refer to omitted materials that are available on microfilm, and his selection, which is bound to be personal, can always be checked and appraised by the specialist and the skeptic.

Finally, I should like to summarize very briefly what I feel is *the responsibility of an editor of a printed documentary publication*. His minimum responsibility is for an accurate text of any documents that he decides to publish and for the citation to, and any needed explanation of, the provenance of these documents, in so far as his scholarship and knowledge of the records, and that of his staff, will permit, and also in so far as he can draw in the expert knowledge of scholars not on his staff. Any degree of editing or editorial annotation beyond this minimum is a matter of decision in the case of each project given its special demands and the qualifications and interest of its editor. I do not think we should be dictatorial in this respect. I think we should be especially happy when editors are willing to go beyond the minimum requirements and give us all the benefits of their knowledge in the study of the documents that they have reviewed and selected for publication.

EXPOSÉS

M. Marcel BAUDOT¹ (France).

Dans la plupart des pays, depuis quelques années, un programme très ambitieux de publications de documents d'archives a été élaboré, et ce programme se réalise à un rythme qui a tendance à s'accélérer.

Dans une civilisation où une place plus grande est faite aux loisirs, où l'étude de l'histoire n'est plus le privilège de quelques initiés, mais devient un moyen d'éducation civique pour tout citoyen conscient de ses devoirs de membre d'une société apte à se gouverner elle-même, les documents ne peuvent plus rester enfermés dans le secret des travées d'archives.

Place des éditions de textes dans les instruments de recherche.

La mission première de l'archiviste est d'organiser de façon satisfaisante la masse des papiers versés ou déposés et d'en dresser une liste conçue méthodiquement, ou tout au moins de les rendre accessibles au moyen d'index méthodiques.

Comme le but suprême est de faciliter au maximum la recherche des historiens, il convient de rédiger le plus rapidement possible un instrument de recherche qui sera obligatoirement succinct, mais qui, ultérieurement, sera repris sous une forme plus développée. C'est l'excellent système en usage aux *National Archives* de Washington et que nous devons à l'initiative très heureuse de nos collègues américains. De ces *Preliminary Inventories*, que nous appelons en

1. Inspecteur général des Archives de France.

français *Etats sommaires*, on passera ensuite au stade des *Répertoires numériques* plus détaillés pour en venir ultérieurement aux *Inventaires analytiques*.

Il est évident que la forme la plus satisfaisante pour les historiens est l'édition sous forme imprimée, ou tout au moins multigraphiée, des textes documentaires les plus essentiels pour la bonne compréhension des mentalités et des événements. Il est non moins évident que le travail d'édition de ces textes, qui se comptent dans beaucoup de dépôts d'archives par centaines de milliers, constitue une tâche gigantesque qui défie les siècles.

Choix des textes à publier.

La tâche est si immense, si coûteuse et si écrasante, qu'il est nécessaire de faire un choix. Qu'une priorité soit accordée aux archives privées, généralement exposées à davantage de dangers de destruction ou de dissémination et, en particulier, aux papiers des hommes d'Etat et des savants, aux mémoires, aux comptabilités de sociétés, à la correspondance, cela va de soi, ce type de documents apportant souvent plus d'informations utiles à l'historien que les documents purement administratifs.

Toutefois, les mêmes restrictions que celles qui limitent la communication au public des documents trop récents et de ceux dont la divulgation risque de porter atteinte aux droits légitimes des particuliers et des collectivités, imposent les mêmes règles de prudence.

En revanche, une publication sous forme d'extraits est toujours un peu une trahison vis-à-vis du document dans son intégralité. M. Holmes a raison d'insister sur l'intérêt de la publication *in extenso*.

Ces choix sont difficiles et pleins d'embûches (et avec le risque de l'arbitraire et d'une orientation déformée). C'est dire qu'il y a lieu de ne pas favoriser toute publication de documents qui serait entreprise par des personnes ne présentant pas les garanties scientifiques suffisantes, et que la coopération des archivistes s'impose.

Faire un choix suppose que les archivistes aient une connaissance précise du contenu de chaque liasse ou registre se trouvant sur des kilomètres de rayonnages et qu'ils aient des notions suffisamment exactes des problèmes historiques de toutes les époques pour pouvoir exercer un choix judicieux. Là encore, l'idéal n'est pas toujours compatible avec les données de la réalité.

D'autre part, ce choix exige des archivistes qui y coopèrent un effort soutenu d'impartialité et d'honnêteté intellectuelle ; il exige aussi une parfaite connaissance des institutions, des hommes en cause et de l'environnement historique, ce qui revient à dire qu'il faut une longue implantation dans le domaine de l'histoire du pays faisant l'objet d'une publication de documents, pour que cette publication, par son introduction et son appareil critique, apporte aux historiens tout ce que l'on est en droit d'attendre d'elle.

De toute façon, la coopération des archivistes s'impose lorsqu'il s'agit de publications de documents de leur dépôt d'archives, en raison de leurs connaissances approfondies sur le plan de l'histoire régionale. Et, tout naturellement, lorsqu'il s'agit de textes du Moyen Age qui exigent une expérience de la paléographie, du latin médiéval et des dialectes romans, c'est aux archivistes qu'il convient d'avoir recours surtout dans les pays (comme la France) où ils sont seuls à posséder cette expérience. Il en est de même pour la publication de textes plus récents, mais apparaissant sous une forme cursive dont la transcription requiert l'œil exercé d'un archiviste.

La coopération internationale.

Dans le discours inaugural de cette session, M. Butterfield a insisté avec raison sur l'urgence, pour tous les historiens du monde entier, de l'établissement d'un institut international de bibliographie historique, qui permettrait de rassembler la recension de tous les fonds et groupes de documents utiles à une meilleure connaissance du passé. Ces matériaux étant réunis, il

serait facile, par le moyen de l'électronique, de fournir sur un sujet quelconque la totalité des sources recensées. On éviterait ainsi le danger auquel succombent tous les historiens, celui de l'omission de sources importantes disséminées dans les dépôts d'archives, les bibliothèques et les collections privées de tous les pays du monde.

Comment les historiens américains qui s'intéressent à la situation économique et sociale de l'époque de la guerre de l'Indépendance sauraient-ils, par exemple, que, parmi les manuscrits d'un petit dépôt municipal de Normandie, en France, se trouvent des rapports détaillés, rédigés par un officier général, compagnon de La Fayette, d'après des témoignages écrits ou oraux des plus célèbres hommes d'Etat des Etats-Unis, Thomas Jefferson, Robert Livingstone, le général John Sullivan, Jonathan Trumbull, Jennifer et Hawkins ?

C'est là où la coopération internationale peut s'exercer le plus efficacement et, s'il m'est permis d'émettre un souhait, c'est que, dans l'élaboration des inventaires d'archives que l'on doit publier, les archivistes apportent à la description des documents intéressant d'autres contrées du monde que la leur propre, un soin et une précision particulièrement méticuleux.

Dans le même esprit, il est souhaitable que, lors de la confection des index des répertoires et inventaires, une place particulièrement apparente soit faite aux fonds, groupes de documents et documents extra-régionaux.

C'est dans cette intention, qu'à la suite de l'heureuse initiative de M. François Himly, directeur des services d'archives du Bas-Rhin à Strasbourg, des instructions ont été données aux archivistes français, en vue de l'établissement de tableaux méthodiques attirant l'attention sur tous les documents dépassant le cadre général du fonds d'archives qui fait l'objet d'un instrument de recherche.

Mr. Roger H. ELLIS¹ (United Kingdom) : *The publication of privately-owned archives. The British experience.*

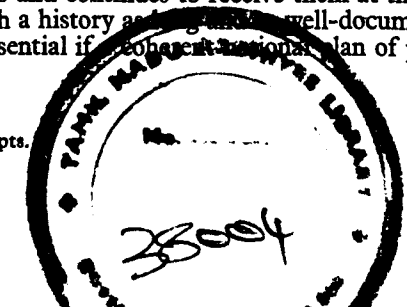
Up to now, our discussion has been directed mainly toward the publication of government archives, mainly the more recent of those in the interests of contemporary history. I would like now to direct your attention to quite another aspect of the matter, viz. the publication of privately-owned archives of all periods, which is one of the principal activities of the Historical Manuscripts Commission and raises problems of a different kind.

Government archives present few problems of either location or preservation. Barring serious accidents, they will be found in or near their offices of origin ; and if they are scheduled for preservation they will be cared for either there or at the National Archives. The question of publication may be approached with few preliminaries.

The position of privately-owned archives is quite different. First they must be located ; and when ownership has changed, or a collection has been dispersed, the search can be long and arduous. Then they must be preserved and examined, arranged and listed ; and a properly-equipped repository and qualified archivists will be required. Then the existence, location and particulars of the collections must be in some way registered, so that a general view of all of them can be taken. In its earliest days the Historical Manuscripts Commission drew up a long list of likely owners and custodians, and made and published summary reports upon a great many collections, before settling down to publication at length of a few. In recent years the Commission has established the National Register of Archives, which now contains some 11,000 reports upon privately-owned archives and continues to receive them at the rate of about 500 a year. I believe that in a country with a history as long and as well-documented as that of Great Britain, these preliminaries are essential if a coherent national plan of publication is to be evolved and maintained.

1. Secretary, Royal Commission on Historical Manuscripts.

A
V:8ml, n51



Again, when the point of publication is reached, privately-owned papers present problems and pose questions which do not arise from the publication of official papers. There is the matter of copyright, which is no less complicated in Great Britain than (I believe) in the USA and indeed most other countries. Family pride and sentiment must be taken into account; while some owners are almost embarrassingly candid about their black sheep of former generations, others feel a passionate and protective loyalty to those whom they still regard (perhaps after many centuries) as still members of the family; and though this may not be the historian's mood, it commands respect. And—not always to be reconciled with these considerations—there is on occasion the urgent need to publish, or somehow to present as a whole, papers whose preservation is not assured or which may be in danger of dispersal by sale.

Illogically perhaps, but fortunately for the historian, the Historical Manuscripts Commission has not waited to complete all the preliminaries before embarking on publication, and the volumes of privately-owned papers which it has published since 1870 (over 200) will be found listed in *Sectional List 17*, obtainable *gratis* from the Government Bookshop, P.O. Box 569, London, S.E.1.

Fortunately also, the Historical Manuscripts Commission is not alone in the field. A nation-wide, if not nationally planned, effort in publication of privately-owned papers has been afoot for many years, through the agency of record publishing societies with aims defined and limited sometimes by topography (for example, the Suffolk Records Society), sometimes by subject (for example, the Catholic Record Society). The total output of these societies greatly outnumbers that of the Historical Manuscripts Commission; the volumes published up to 1951 (England) and 1954 (Scotland and Wales) will be found listed under subject headings in the British Records Association's two *Handlist of Record Publications*, and the Royal Historical Society's *Texts and Calendars* includes volumes published up to 1958 arranged under the publishing societies. These societies are well able to survey their own determined fields (the Surrey Record Society's survey is a model of its kind) and make a reasoned choice for publication; and the national task (the "preliminaries" to which I have referred) is greatly eased by being thus broken down into manageable units. These societies are independent and the Historical Manuscripts Commission has no control or authority over them; but the *Joint Publication* scheme of financial aid (briefly described in the Commission's 23rd and 24th *Reports to the Crown*, and in the *Journal of the Society of Archivists*, vol. II, n° 6, p. 233 sq.), and the annual meetings of General Editors organised by the British Records Association, do much to promote a high general standard of editing and even some uniformity of format.

The publication of private papers of local and special origin being thus assured by the record publishing societies, and the Joint Publication scheme, it remains for the Historical Manuscripts Commission, as the national body concerned with private papers, to publish those regarded as of national significance. In their volumes of *Cecil*, *Finch*, and *Fortescue* papers, among others, the Commissioners have published political papers of great importance for the history of the 16th, 17th and 18th centuries, and they are now initiating a series of editions of Prime Ministers' papers of the 19th century, of which the first volume is already prepared.

In the publication of archives, and particularly of private archives, each country has its own problems, and they cannot all be solved by the same methods as in Great Britain. But the use made by historians of both the Commission's and the record societies' volumes, and the interest shown in the National Register of Archives by so many of our colleagues from abroad, suggest that our practice in Great Britain may offer at least a *point de départ* for the preparation of comparable programmes elsewhere.

Mr. K. D. BHARGAVA¹ (India) : *The Indian documentary publication programme.*

I am grateful to the organizers of this Congress for giving me an opportunity to discuss documentary publication programmes. As we are all aware, each country has a publication programme of its own and India has not lagged behind other countries in this matter.

As early as 1942, the Indian Historical Records Commission recommended a very elaborate publication programme for the Central Government Archives in India. This programme, which is still being implemented, includes :

1. Fort William—India House Correspondence (1748-1800) to be published *in extenso* in 21 volumes. This scheme has been entrusted to external editors, mostly from Universities, appointed by the Government of India under the General Editorship of the Director of Archives. In actual practice, however, the brunt of publishing responsibility, including those relating to textual editing, annotation, indexing and other incidental tasks, is borne by the staff of the Department. Under this scheme no less than nine volumes have been published out of a total of 21.

2. Selections from English records or texts in two volumes. These volumes are to be edited by the Director of Archives. Both the volumes included in the scheme have been published. One of these volumes embodies the travel accounts of Thevenot and Careri, and the other the diplomatic correspondence of Major Browne which gives a vivid idea of the structure of politics at the Court of Shah Alam II.

3. Records in oriental languages and select documents in English not included in item 2 above. This scheme constitutes the responsibility of outside agencies concluding an agreement with the Government of India. Volumes so far published include documents in each language : Bengali, Sanskrit, Telugu and Hindi. Documents in Marathi and Persian are in an advanced stage of printing. As regards selected documents in English, four volumes have already seen the light of the day, viz. : *Selections from Orme Manuscripts, Punjab Akhbars* (1839-1841), *Elphinstone Correspondence* (1804-08) and *Ochterlony Papers* (1818-1825).

In addition to the schemes mentioned above, the National Archives has since 1958 taken up a comprehensive programme of publishing selections from Educational Records of the period 1860-1947. So far, two volumes in the series have been brought out in addition to the reprints of the earlier selections made by Sharp and Richey.

The National Archives has also undertaken the task of calendaring the Persian records of the late Foreign and Political Department. So far 10 volumes covering the period 1759-1793 have been brought out, and volume XI (1794-1795) is in advanced stage of printing.

The Department is also bringing out since 1947 a periodical entitled *The Indian Archives*, which deals mainly with technical matters relating to archives science and furnishes information on the archival activities in India and abroad.

A word about private publication programmes. I would refer to only two series here : a) *Selections from Peshwa's Daftar* ; b) *Poona Residency Correspondence*, edited by Sarkar and Sardesai.

I will now give briefly my suggestions for your consideration :

1. Publishing of entire series of records should be restricted in view of the enormous mass of material available in the archives and the high cost of printing.

2. As regards publication of selections from records of particular interest to economic and social historians, such programmes may be continued.

3. If we want to make available the largest number of documents to the widest possible public, we should perhaps think more in terms of increased publication of general guides and descriptive lists and less in the publication of full texts. Descriptive lists are easier to compile and take much shorter time to complete. Such lists enable the record-users to find

1. Director, National Archives of India, New Delhi.

their precise requirements and if they should need a full text, a microfilm or photostat copy can always be supplied to them on request.

4. Photo-offset process has been successfully used in India and reprints of Sharp and Richey's *Selections from Educational Records* have been brought out at a comparatively cheap cost. This method may be tried for publication of documents.

5. Finally a word about microfilms. The advantages and disadvantages of microfilming are well known and I need not dilate on them here. We have, however, no publication programme of microfilms because of shortage of raw films, but this method has been tried successfully in some more advanced countries such as the USA and may be carefully considered in all its aspects by this extraordinary Congress of the International Council on Archives.

Prof. Antonino LOMBARDO¹ (Italie) : *Réponse aux rapports de MM. Belov et Holmes.*

Puisqu'on m'en a prié, j'ajouterai quelques mots aux deux remarquables rapports de MM. Belov et Holmes.

En premier lieu, je dois souligner l'écart qui sépare la documentation à laquelle ils se réfèrent : mille ans. En effet, si l'on considère l'histoire sous l'angle de la continuité de la documentation, ce qui est une conception tout à fait défendable, l'histoire autonome de l'Europe et des pays du Bassin méditerranéen commencerait trois siècles après la chute de l'Empire romain, tandis que celle du continent américain ne prendrait son départ qu'au XVI^e siècle.

Je compléterai ensuite le rapport de M. Belov en ce qui concerne la publication des sources en Italie. Elle remonte à plusieurs siècles avant la Révolution française. Sans doute celle-ci a-t-elle fait naître les Archives d'Etat italiennes de manière officielle, en tant qu'institution administrative ; mais beaucoup de savants italiens, à travers les siècles, ont été des archivistes avant la lettre et se sont chargés de nombreuses publications.

Qu'il me soit permis enfin de donner mon opinion au sujet de quelques problèmes qu'ont évoqués les rapporteurs et sur lesquels ils sont arrivés aux mêmes conclusions, M. Belov leur donnant un accent plus européen :

1) après les précédentes Tables rondes des Archives, on ne peut plus mettre en doute que la publication des documents relève des archivistes : ce sont eux qui sont le plus aptes à cette tâche, puisqu'ils connaissent les sources mieux que personne ;

2) la nature des documents publiés : les documents publiés en Europe sont de nature très variée ; néanmoins, comme l'a souligné M. Belov, la tendance est, à l'heure actuelle, à la publication des documents de nature économique et sociale de toute époque ;

3) les méthodes de publication : les archivistes préfèrent publier par fonds d'archives, les historiens par thème de recherche ; sous l'angle scientifique, les deux méthodes sont aussi licites ;

4) les règles d'édition doivent être normalisées, avec une rigueur toute scientifique, selon les époques et les types de documents ;

5) la collaboration entre archivistes et historiens est tout à fait souhaitable, mais, à mon avis, ce sont les archivistes qui doivent surtout s'y employer ;

6) comme l'a indiqué M. Belov, la collaboration au niveau international est souhaitable ; ce thème formant l'objet de la quatrième session du congrès, nous attendrons pour l'aborder l'exposé de M. Tanodi ;

7) encore un mot sur ce que l'on appelle la publication par microfilm. M. Holmes a fait remarquer combien ce terme est impropre. Je crois que le microfilm est seulement un procédé

1. Inspecteur général des Archives d'Etat, Rome.

technique qui permet à l'historien éloigné d'un centre d'archives d'en utiliser les sources. Les rapporteurs ont souligné les avantages et les inconvénients du microfilm. Il me semble que l'on peut adopter cette technique pour la documentation très récente. Mais je n'insisterai pas sur ce sujet, qui constitue le thème de la troisième session.

D. Gunnar MENDOZA¹ (Bolivia) : *La publicación de documentos históricos en América Latina.*

En este comentario trataremos de resumir las condiciones en medio de las cuales se lleva a cabo la publicación de documentos históricos en América Latina para luego establecer conclusiones concretas y proponer recomendaciones prácticas. La información básica para este análisis se ha obtenido pasando revista a las publicaciones documentales accesibles en la Colección Latinoamericana de la Universidad de Texas, que es una de las más ricas que existen en su género, y a las fichas acopiadas por los estudiantes en nuestro seminario sobre fuentes archivísticas latinoamericanas en la Escuela de Bibliotecarios de la misma universidad. Ni intentaremos siquiera ofrecer listas bibliográficas, pues por razones obvias de tiempo cualquier lista sería incompleta. Nos remitimos a las buenas y conocidas fuentes de consulta sobre publicaciones latinoamericanas². Quisiéramos decir también que estas consideraciones tomarán en cuenta lo que ocurre en un plano nacional, no provincial o departamental, y aun en el plano nacional señalaremos solamente los rasgos predominantes y no las circunstancias excepcionales.

Tenemos plena conciencia de que cada uno de los países latinoamericanos ha llevado a cabo, de acuerdo con sus propias circunstancias, una labor esforzada en materia de publicaciones documentales, y rendimos nuestro homenaje de admiración a los individuos y a las entidades que han hecho posible en cada país esa obra venciendo incontables obstáculos. Pero no vamos a hacer ahora un balance de los aspectos positivos de esa obra, sino más bien de los negativos, pues sólo por ese camino se puede ir a la consecución de objetivos cada vez más satisfactorios. La crítica es una condición ineludible e indispensable del progreso.

Finalmente, advertimos que en vez de traer aquí el caso particular de un solo país hemos adoptado un enfoque colectivo y global porque los problemas archivísticos de nuestros pueblos son esencialmente análogos y en consecuencia es posible buscar las soluciones a esos problemas dentro de una acción cooperativa.

Órganos típicos de publicación documental histórica en América Latina.

¿Cuáles son los órganos de publicación documental más frecuentes en América Latina? Este enfoque de tipo institucional sugiere implícitamente la necesidad de estudiar a conciencia una experiencia llena de enseñanzas para cualquier labor futura.

a) Desde luego los gobiernos nacionales mismos, y, distintivamente, los parlamentos, las oficinas presidenciales, y ciertos ministerios o secretarías de estado en particular, como las de educación, de relaciones exteriores, del interior o gobierno, y de guerra o defensa.

b) Los repositorios nacionales, como los archivos nacionales y las bibliotecas nacionales.

c) Las instituciones de estudios históricos, bajo las denominaciones de academias de

1. Director del Archivo Nacional y de la Biblioteca Nacional, Sucre.

2. Aparte de las publicaciones de información bibliográfica e histórica de cada país en particular, pueden mencionarse fuentes más generales y accesibles como el *Handbook of Latin American Studies*, Harvard University Press, 1936-1951, y University of Florida Press, 1951- ; la *Hispanic American Historical Review*, Baltimore, 1918-1922, y Duke University Press, 1926- ; la *Revista de Historia de América*, Instituto Panamericano de Geografía e Historia, México, D. F., 1938- ; y, más recientemente, la *Bibliographie analytique internationale des publications relatives à l'archivistique et aux archives* publicada por *Archivum, revue internationale des Archives*, Paris, 1952- (Conseil international des Archives).

historia, las cuales por lo general son de iniciativa privada; institutos de investigaciones históricas, por lo común anexos a las universidades, que en América Latina suelen tener un régimen autónomo; y sociedades de geografía e historia que también suelen ser privadas.

d) Las comisiones *ad hoc*, establecidas por los gobiernos en oportunidades de tipo conmemorativo, como centenarios o cincuentenarios, y que a veces funcionan a través de los repositorios, academias, institutos, o sociedades de historia.

e) Órganos peculiares en este campo en América Latina son las agencias interamericanas, como el Instituto Panamericano de Geografía e Historia.

f) Para cerrar el cuadro, citemos la acción individual, que ha desempeñado y desempeña un papel vastísimo en el desenvolvimiento de las publicaciones históricas y que a partir de los ilustres precursores del siglo XIX—que fueron a la vez coleccionistas, ordenadores, descripciones, y publicadores de documentos, como Gabriel René Moreno, José Toribio Medina o Joaquín García Icazbalceta—han llegado a constituir toda una gran tradición latinoamericana.

Tipos documentales más frecuentemente publicados.

¿Cuáles son los tipos documentales preferentemente considerados en las publicaciones? Este enfoque es también revelador y permite señalar algunas tendencias significativas.

a) Para el periodo colonial el predominio apunta a los documentos emanados de la corona misma (cédulas reales) o de los virreyes (memorias o relaciones vicerreales) o de las audiencias (expedientes judiciales o administrativos) o de los cabildos seculares (libros de acuerdos). Este predominio parece resultar de un criterio de evaluación formalista subordinado meramente a la jerarquía política de los órganos gubernativos de la colonia—rey, virrey, audiencia, cabildo—y no a una evaluación histórica del contenido de los documentos, como que ese criterio ha conducido a omitir fuentes de valor inmenurable, por ejemplo las documentaciones de las cajas reales y tribunales de cuentas, hoy prácticamente inéditas en su integridad.

b) Para los periodos emancipatorios y nacionales tenemos las actas de los congresos nacionales; las leyes y decretos nacionales, los tratados internacionales, los documentos relativos a disputas de límites, los papeles de hombres notables. Los criterios de selección en este caso no son otros que las necesidades de los propios gobiernos, como en el ejemplo de los documentos parlamentarios y presidenciales; las necesidades públicas inmediatas (no históricas), como en el ejemplo de las leyes y decretos; y la decisión individual, criterios extraños a la investigación histórica propiamente dicha, aunque en muchos casos vinieron a favorecerla.

Condiciones en que se desarrolla la publicación.

Una revista de las condiciones en medio de las cuales se hace la publicación de documentos históricos en América Latina sugiere el cuadro siguiente:

a) Una primera característica es que no existen en los países latinoamericanos organismos nacionales plenamente capacitados para el planeamiento y la ejecución de programas de publicación documental, y en este caso la ausencia del órgano por sí sola demuestra, si no la ausencia, la precariedad de la función.

b) Falta de continuidad. Muchos y encomiables proyectos publicitarios documentales se han llevado a cabo en los países latinoamericanos, pero son más los que se han iniciado y no se han podido terminar por diversas circunstancias.

c) El medio de difusión usado en las publicaciones documentales en América Latina se reduce virtualmente hoy día a la imprenta. La micropelícula y la fotocopia, o las técnicas más recientes de multicopia, todavía no se aplican como medios de publicación propiamente dicha. Como la imprenta es un procedimiento comparativamente caro, las ediciones documentales latinoamericanas suelen ser reducidas en cuanto al número de ejemplares impresos, de manera que su difusión es limitada.

d) Hay falta de coordinación entre las publicaciones y las investigaciones históricas adecuadas a los objetivos nacionales. Consideramos que ésta es una de las fallas más graves en el panorama de nuestras publicaciones documentales. Si todo objetivo nacional se resume esencialmente en el progreso y la dignificación del pueblo, es necesario decir que el pueblo sólo ha estado presente en la investigación y en las publicaciones históricas en América Latina como un sujeto de enseñanza o amonestación—más o menos según el vínculo que existe entre el señor y el súbdito—pero no como un sujeto urgentemente necesitado de progreso y dignificación. En estos días tal necesidad ha sido reconocida finalmente, y se la expresa a través de palabras hoy características como cambio o reforma, y aun revolución, palabra tabú en un ayer aún no lejano. No hace veinticinco años se tenía cuando menos por de mal gusto hablar de la revolución; hoy es casi imperdonable no ser revolucionario. Sin embargo, cuando el sociólogo, el economista, el antropólogo, y el político se dirigen ansiosamente a los documentos históricos publicados en procura de elementos para explicar, justificar o facilitar el cambio, la reforma o la revolución, se encuentran con que ellos no tienen mucho que ofrecerles. Y no es que la necesidad de la revolución nos haya sorprendido de un momento a otro como un terremoto. Esa necesidad ha existido siempre, y las tendencias reformistas, a partir de las prédicas de las Casas y las rebeliones de indios en la colonia, o la participación de las masas en los disturbios políticos de la época nacional, son reflejo de ello. Lo que sucede es que hoy día la presión ha acabado por hacerse incontenible y en consecuencia el cambio es ya inaplazable.

Dos ejemplos bastarán para poner en evidencia lo lamentable de esta situación:

Es sobradamente conocida la importancia que en estos momentos asume en América Latina la reforma agraria, como uno de los supuestos más necesarios para el desarrollo económico y social de nuestros pueblos. No obstante, el examen de nuestras fuentes históricas impresas muestra que allí había prácticamente muy poco que sirviera como antecedente en aspectos tan decisivos como las formas de propiedad y posesión de la tierra, las relaciones entre patrones y siervos, propietarios y arrendatarios, y otros antecedentes históricos indispensables para la preparación de la reforma en los países que todavía no la han emprendido, o para su perfeccionamiento en los que ya la iniciaron y la están llevando a cabo. El hecho es que en el momento más crítico se vio que no existían antecedentes históricos impresos sobre la reforma agraria y en algunos casos ni siquiera existían guías impresas a los documentos inéditos respectivos existentes en los archivos. Algunas de las fallas legislativas que pueden acusarse en la ejecución de los programas de reforma agraria se deben en parte a la ausencia de esos antecedentes históricos.

Otro ejemplo podemos ofrecer que se refiere a los antecedentes económicos de nuestros países, a partir de la Colonia, indispensables a veces para los estudios de desarrollo económico. Las publicaciones documentales de contenido económico substantivo son excepcionalmente raras, y fondos enteros de documentos coloniales, como los ya mencionados de las cajas reales y de los tribunales de cuentas, que son fuentes invalorables para ese tipo de estudios, no han sido aprovechadas para los fines de publicación.

Entre tanto abundan las publicaciones de simple contenido circunstancial, hechas en ocasión de celebraciones relativas a personas y sucesos tradicionales, locales y siempre repetidos. Ni se emplea mucho un criterio de evaluación basado sobre la urgencia de publicar determinadas documentaciones antes que otras, es decir, no se emplea consistentemente un concepto de prioridad que permitiría satisfacer mejor las necesidades de la coordinación publicitaria con los objetivos nacionales, y la aplicación de una u otra técnica de publicación—la imprenta, la micropelícula, la multicopia—de acuerdo con las necesidades reales de la difusión y la economía en los gastos.

e) Aquí se hace evidente la falta de ese órgano nacional de dirección y ejecución de las publicaciones documentales en cada país que sería el encargado de tomar las decisiones de prioridad y de procedimiento. La iniciativa y la decisión suelen estar libradas a personas individuales. El esfuerzo individual en la historia de la publicación documental en América Latina merece admiración y veneración, pero el individualismo tiene inevitablemente un

aspecto negativo representado por el peligro de inspirar las decisiones en conceptos exclusivistas y restringidos. En parte la inadecuación de las publicaciones documentales con los fines de la investigación histórica aplicada a la consecución de los objetivos nacionales, se debe a la preponderancia individualista en la iniciativa y la ejecución. Cuando se repasan esas publicaciones uno no puede menos de sentir la impresión de que quienes las hacían estaban algo así como en una torre de marfil o en una isla encantada. El pueblo, nuevamente, está ausente de esas publicaciones con más frecuencia de la que debiera. Pero el individualismo no se restringe a esto. También queremos decir que no *un* historiador o *un* archivista en particular, sino *el* historiador y *el* archivista hacen, cuando lo hacen, en América Latina aisladamente las decisiones relativas a publicaciones documentales mientras cada día parece más indispensable la participación de otros especialistas como el sociólogo, el economista, el etnógrafo, el antropólogo, etc.

f) Es clásica en nuestros países la fórmula « falta de recursos ». Nuestras publicaciones nacionales son ciertamente una pequeña Cenicienta por lo que se refiere a la distribución de las rentas nacionales, públicas o privadas, y el examen de la situación llega a veces a infundir la convicción de que en nuestros países no sólo no hay mucho interés por publicar documentos históricos pero parece que hubiera interés en que no se publiquen. La fórmula « falta de recursos », que en muchos casos esconde una realidad efectiva, en otros es un mero pretexto justificativo porque la verdad es que hay recursos para cosas evidentemente menos importantes.

El subdesarrollo económico y la publicación de documentos históricos.

a) Lo que hay de efectivamente cierto en la fórmula « falta de recursos » se resume hoy en otra fórmula que está a la orden del día en todo el mundo : subdesarrollo económico. El subdesarrollo económico de nuestros pueblos produce inevitablemente el subdesarrollo archivístico. En otra oportunidad, mencionada en la ponencia del Dr. Oliver W. Holmes, hemos analizado los hechos predominantes del subdesarrollo archivístico en América Latina¹. El subdesarrollo económico produce en América Latina, entre otros, dos hechos serios en el frente archivístico : 1) los edificios y equipos materiales destinados a repositorios suelen ser inadecuados e insuficientes ; 2) los personales a cargo de los repositorios son escasos.

Como consecuencia de la falta de edificios hay falta de espacio, y grandes masas documentales están todavía fuera de los archivos, fuera del control del archivista e historiador.

La escasez de personal, a su vez, hace que la ordenación de las documentaciones que ya están en los archivos, no sea adecuada ; y esa misma escasez de personal, agravada por la defectuosa ordenación, hace que la descripción de los fondos documentales (que sigue teniendo como unidad descriptiva el documento suelto) esté muy atrasada en proporción a la cantidad de ellos y que tampoco obedezca a un criterio de prioridad pues no hay un plan descriptivo. En suma, cuando se trata de hacer las publicaciones documentales propiamente dichas, sucede que muchos documentos que debían publicarse no están en los archivos ; o no están ordenados o están mal ordenados ; o no están descritos o están mal descritos.

Obviamente, si grandes masas documentales están fuera del control del archivista y del historiador y no están ordenadas ni catalogadas, no pueden emprenderse planes racionales de publicación documental. En este sentido, y como hacía notar muy bien en la sesión de ayer el colega de Mauritania, M. Dadzie, el primer paso para hacer accesibles los archivos es

1. Gunnar MENDOZA, *La situación actual de los archivos latinoamericanos. Manual de información básica*. Primera Reunión Interamericana sobre Archivos, Washington, D.C., 1961 ; Gunnar MENDOZA, *Archival Underdevelopment in Latin America*, in *The American Archivist*, vol. 18, n° 4 (Oct. 1965), p. 503-510.

El Dr. Holmes, en su comunicación, observa que en los trabajos mencionados hemos omitido el problema de la publicación de documentos históricos en América Latina (*supra*, p. 83). Esto se debe a que, según se hace notar en el contexto de ellos, ambos están basados sobre una encuesta llevada a cabo entre los archivos latinoamericanos cuando se preparaba la Primera Reunión Interamericana sobre Archivos (Washington, 1961), encuesta en la cual no se había incluido el aspecto relativo a publicaciones documentales.

dotarlos de una buena organización, y esto se aplica exactamente a la publicación de documentos como un medio de hacer más accesibles los fondos archivísticos de cada país.

b) No podemos, empero, cargar integralmente sobre el subdesarrollo económico, y su consecuencia el subdesarrollo archivístico, todo el fardo de las condiciones adversas existentes en los países latinoamericanos para la adopción de programas nacionales de publicación de documentos. Tenemos que señalar también la falta de comprensión por parte de los órganos gubernamentales sobre el papel de las instituciones archivísticas y de los documentos. Esto no necesita mucho razonamiento. Quien más quien menos, todos los archivistas latinoamericanos de ayer y de hoy conocen de sobra este aspecto negativo.

c) A él debe agregarse también la falta de una conciencia colectiva que pueda estimular el apoyo público en favor de los archivos. A decir verdad, existe actualmente una distancia muy grande entre los archivos y el pueblo. Aunque es cierto que en el ambiente público flota una especie de prestigio misterioso en torno a los papeles viejos e ilegibles, que ése es el concepto popular sobre los archivos no sólo en América Latina sino en muchas otras áreas del mundo, ese prestigio es sólo mítico, para decir lo menos, porque el pueblo no está dispuesto a hacer nada por unos archivos cuya existencia frecuentemente ni siquiera sospecha.

d) No se puede pedir tampoco una disposición mucho mejor a la colectividad. Los archivistas tenemos que golpearnos el pecho y entonar un valeroso *mea culpa* en todo lo que nos concierne. Decía bien ayer nuestro colega M. Sabbe de Bélgica que el archivista es un combatiente, y por mucho que varíe la opinión a favor de quién y de de qué y en contra de quién y de qué combate el archivista, no puede haber ninguna disconformidad si decimos que es un combatiente que debe combatir al menos a favor de los archivos. Pero combatir es desplegar un esfuerzo que sobrepasa el mero deber administrativo o burocrático. La rutina funcionaria, la insuficiencia profesional, forma parte del cuadro de las causas del subdesarrollo archivístico de América Latina en cuanto ella se refleja en la publicación documental como en cualquier otra de las operaciones archivísticas.

Ahora bien : la constatación de todas estas deficiencias no debe afectarnos hasta el punto de pretender artificialmente, con un optimismo malentendido, que el cuadro es más risueño de lo que realmente es. Tampoco vamos a olvidar el refrán que dice « Mal de muchos, consuelo de tontos », pero la verdad es que Aquiles tiene siempre un talón descubierto, y, como ejemplo, nos encontramos con que M. Bautier, de Francia, informaba en 1959, en la Vª Conferencia internacional de la Tabla Redonda de Archivos, que en ese país la falta de recursos no permitía el fomento de la publicación documental de los archivos¹, y una de las contribuciones más importantes en la literatura archivística de los Estados Unidos en los dos últimos años² hace ver palpablemente que los países superdesarrollados tienen también todavía sus problemas que en mucho son similares a los problemas de los países subdesarrollados.

Conclusión.

a) Una conclusión deriva casi espontáneamente del anterior análisis y es que las condiciones para hacer posible en América Latina la adopción de programas nacionales para la publicación de documentos son todavía insatisfactorias si por programa vamos a entender, como parece que debemos entender, una labor planeada sobre una base nacional, implementada en cada país por un organismo nacional provisto de la máxima capacidad legal y económica para cumplir con sus funciones, y orientada de acuerdo con las necesidades concretas de la investigación histórica en consulta con los objetivos nacionales.

b) Esa conclusión, de mero valor diagnóstico, tiene que completarse con otra conclusión simultánea de valor dinámico. Un gran esfuerzo tiene que hacerse, tanto a nivel nacional como a nivel internacional, para superar las dificultades. El esfuerzo a nivel nacional deberá

1. Citado por G. A. BELOV en su comunicación, *supra*, p. 67.

2. ERNST POSNER, *American State Archives*, The University of Chicago Press, 1964.

hacerse dentro de las fronteras de cada país. El esfuerzo a nivel internacional implica la necesidad de una acción sostenida y vigorosa para hacer cada día más intensa la cooperación internacional en la obra de la reforma archivística. En la distribución equitativa de responsabilidades, los países subdesarrollados no son exclusivamente ellos los responsables de su subdesarrollo. Los países que en esta hora del proceso histórico universal ocupan una posición más afortunada no son ajenos al subdesarrollo de los otros. De manera que cuando hablamos de la necesidad de la cooperación internacional en materia de archivos, hablamos de una acción en que las partes intervinientes den lo que deben dar, no a título de « asistencia » o « ayuda », palabras que llevan implícita la idea de gracia y a veces de caridad, sino a título de deber recíproco. No olvidemos por otra parte que de la reforma archivística de los países subdesarrollados no se van a beneficiar sólo esos mismos países, sino también los países fuertes, que dependen en gran manera de la contribución con que los países débiles hacen posible su situación afortunada y su fuerza. Ésta es historia de todos los tiempos y de todas las latitudes.

Proyecto de resolución.

Una labor preparatoria debe preceder naturalmente al planeamiento y la preparación de reformas, y una parte importante de esa labor preparatoria consistirá en el acopio de información detallada sobre las condiciones de cada país latinoamericano en esta materia, lo cual puede lograrse a través de las organizaciones regionales interamericanas previstas para archivos. Presentamos, en consecuencia, el proyecto de resolución siguiente :

Que el Congreso Extraordinario del Comité Internacional de Archivos recomiende al Comité de Archivos de la Comisión de Historia del Instituto Panamericano de Geografía e Historia y al Consejo Interamericano Técnico sobre Archivos la formulación de una encuesta entre los archivos nacionales de los países latinoamericanos sobre las condiciones en que se desenvuelve la publicación documental en cada país y los medios de sistematizarla y fomentarla. Que recomiende a los organizadores de la propuesta reunión sobre museos y archivos en Lima para que en la agenda de dicha reunión se incluya el estudio de los datos resultantes de la encuesta, a fin de que la OEA pueda formular a los gobiernos de los países latinoamericanos recomendaciones para la adopción de planes de publicación documental que satisfagan las necesidades de la investigación histórica concebida de acuerdo con los objetivos nacionales de cada país. Que recomiende al Comité de Archivos para que, en contacto con el Comité Internacional de Archivos, estudien las posibilidades que puede ofrecer la cooperación internacional a través de organizaciones como la UNESCO y las fundaciones de fomento cultural, para el desarrollo de programas nacionales de publicación documental sobre una base prioritaria que consulte el valor informativo de las documentaciones con relación a los objetivos nacionales, el peligro de destrucción de las documentaciones, y la falta de recursos económicos de cada país.

INTERVENTIONS

M. Etienne SABBE¹ (Belgique) : *La publication d'inventaires reste prioritaire en Belgique.*

J'estime qu'il ne faut pas disperser les efforts des archivistes, qui sont déjà chargés de tant de tâches qu'ils finiront par succomber comme Atlas.

Que l'histoire contemporaine ne soit pas pour nous une idée fixe ; l'Europe est un grand réservoir culturel de l'humanité, et le continent américain par exemple — aussi bien le Canada que les Etats-Unis ou l'Amérique latine — s'intéresse également à l'histoire ancienne, médiévale et moderne de l'Europe. C'est ainsi que, ces dernières années, nous avons reçu une demande

1. Archiviste général du Royaume de Belgique.

de documentation sur un missionnaire belge qui a évangélisé le Mississipi ; un évêché américain a demandé également à Bruxelles des renseignements sur un prêtre belge qui avait créé un évêché aux Etats-Unis ; et je connais des *scholars* américains — professeurs d'université et étudiants — qui sont venus se documenter en Belgique, pour étudier par exemple par la méthode comparative le régime espagnol en Belgique et en Amérique latine.

En Belgique, la publication des documents relève de deux commissions spécialisées, fort actives : la Commission royale d'histoire et la Commission des anciennes lois et ordonnances. Nombreuses sont les publications de ces deux commissions et nombreux les archivistes qui y collaborent. En effet, dans les Archives de Belgique, les heures de service des archivistes sont fixées de la façon suivante : de 8 h 30 à midi, on classe et on inventorie les archives ; de 2 heures à 4 heures, le personnel peut vaquer à ses travaux scientifiques particuliers, et c'est ainsi qu'un grand nombre de volumes publiés par la Commission royale d'histoire sont l'œuvre d'archivistes. Mais cela ne se fait jamais au détriment du rôle propre à l'archiviste, qui est — nous rejoignons là le thème d'hier — de rendre ses archives accessibles.

La Belgique a fait un effort particulier dans ce domaine depuis quelques années : de 1831 à 1955 ont paru 128 inventaires d'archives ; de 1956 à 1966, 113 ; vous voyez la progression. Naguère, les subsides pour la publication des inventaires étaient minimes ; actuellement, le gouvernement me verse une subvention annuelle spéciale de 350 000 francs belges ; c'est encore peu, mais nous nous arrangeons pour tirer, en outre, des inventaires en offset, dont les frais, peu élevés, sont pris sur d'autres crédits.

Et ces inventaires d'archives — médiévales, modernes et contemporaines — intéressent beaucoup de pays. Nous avons publié l'an dernier, sous forme de regeste, le premier inventaire des archives du Palais royal, intitulé pudiquement *Relations extérieures de Léopold II* ; il s'agit en fait des lettres coloniales de ce souverain ; elles intéressent nos amis des pays africains, mais également les autres continents. Nous avons aussi publié, toujours sous forme de regeste, un catalogue de l'exposition consacrée à Léopold I^{er}, le fondateur de notre dynastie, qui a régné de 1831 à 1865 ; ce catalogue, lui aussi, est d'un intérêt universel : Léopold I^{er} ne fut-il pas appelé parfois l'oncle de l'Europe et désigné un jour comme arbitre entre les Etats-Unis et un pays d'Amérique latine ?

Continuons donc à publier le plus d'inventaires possible et, par là, nous servirons le mieux la cause des archives.

M. Robert-Henri BAUTIER¹ (France) : *Caractéristiques des éditions de textes en Europe occidentale et rôle des archivistes.*

Les rapports présentés, aussi bien que les débats qui viennent d'avoir lieu, nous ont permis de constater qu'un accord unanime s'est fait sur le principe que l'archiviste peut et doit participer aux programmes de publication et que les directions d'archives peuvent avoir ou prendre la responsabilité de l'établissement de ces programmes. Cependant, ce qui me frappe, c'est que nous ne parlons pas ici la même langue, parce que les problèmes se posent dans chacun de nos pays en des termes différents : M. Sabbe à l'instant même, M. Baudot au début de la séance, M. Lombardo, M. Ellis y ont déjà fait allusion.

En Europe occidentale, la matière est dominée à mes yeux par trois circonstances :

a) d'abord, nous disposons d'une masse d'archives d'intérêt historique, d'un volume tel que ceux qui n'y ont pas travaillé ne peuvent guère s'en rendre compte. Par exemple, en ce moment même, j'ai sous presse un guide des sources économiques et sociales du Moyen Age pour le sud-est de la France² ; or il s'y trouve recensé, pour cette seule petite région,

1. Professeur à l'Ecole nationale des Chartres, Paris.

2. R.-H. BAUTIER et J. SORNAY, *Les Sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Age*, t. I : *Provence, comtat Venaissin, Dauphiné, Etats de la maison de Savoie*, vol. I : *Archives des principautés territoriales et archives seigneuriales*, Paris, CNRS, 1968, in-4°, CVI-682 p., pl.

30 000 rouleaux ou registres de comptes antérieurs à 1500, 30 000 registres de notaires allant du milieu du XIII^e siècle à 1500, etc. Une telle masse d'archives entraîne des exigences particulières et requiert, pour la publication, des méthodes propres.

b) d'autre part, MM. Baudot et Lombardo l'ont dit, nous avons une tradition extrêmement ancienne en matière de publications de textes. Rien qu'en France, dès les XVII^e et XVIII^e siècles, environ 700 volumes d'éditions diverses de documents ont été imprimés, en grande partie grâce aux Bénédictins (*Histoire générale du Languedoc*, *Gallia christiana*, etc.). C'est précisément pour poursuivre ces travaux que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a été reconstituée au début du XIX^e siècle, et si l'Ecole des chartes a été fondée, ce n'était pas initialement pour former des archivistes, mais pour donner des auxiliaires à l'Académie des Inscriptions en vue de ses publications. Par la suite, le grand ministre historien Guizot a créé, au milieu du XIX^e siècle, un Comité des Travaux historiques et scientifiques composé de différentes sections ; j'assume actuellement le secrétariat de la section « Histoire et philologie jusqu'à 1610 » : elle a pour tâche de publier la *Collection de documents inédits relatifs à l'Histoire de France*, qui comporte plusieurs centaines de volumes ; d'autres sections sont spécialisées pour la période moderne, notamment la Commission d'Histoire économique de la Révolution, créée en 1903 par le grand historien et homme politique socialiste Jean Jaurès ; elle a déjà publié environ 250 volumes de textes.

c) en troisième lieu, la nécessité est reconnue chez nous de fournir aux historiens des éditions scientifiques ; c'est-à-dire que nous ne concevons pas que les documents soient livrés au public tels quels : ils doivent être accompagnés d'un appareil critique, d'analyses, d'annotations, d'identifications et d'index — et parfois d'une traduction. Cette conception a pour conséquence que nous envisageons le microfilm uniquement comme un moyen technique de « divulgation » des documents modernes, non comme une méthode d'« édition ». Mais cette publication scientifique requiert du temps : beaucoup plus que la transcription, en effet, c'est la préparation de cet appareil historique qui est longue ; elle prend, à mon avis, de quatre à cinq fois plus de temps que le simple établissement du texte.

Un mot encore au sujet du titre même de cette séance : « Programmes nationaux de publications. » Cela n'inclut pas nécessairement, en effet, que les Archives revendiquent pour elles-mêmes le monopole de ces publications. Je voudrais donc revenir à ce sujet sur une phrase de l'excellent rapport de M. Belov, qui pourrait prêter à une interprétation un peu douteuse, quand il dit qu'en France la publication des documents ne fait pas partie des tâches de l'archiviste. En réalité, nous connaissons à l'heure actuelle un réveil extrêmement important de nos activités de publication de textes. Non seulement les archivistes collaborent avec les organismes traditionnels, mais le plus souvent ce sont eux qui en coordonnent ou en dirigent les travaux. C'est ainsi que la section du Comité des Travaux historiques et scientifiques, dont j'assume le secrétariat, a déjà publié cette année deux volumes de textes médiévaux, et que sept autres sont sous presse et doivent paraître d'ici la fin de l'année.

D'autre part, il ne faut pas oublier qu'en France, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) coordonne pratiquement toute l'activité en matière de publications, car il dispose des fonds financiers sans lesquels aucune édition ne peut être entreprise ; la distribution de ces fonds se fait par des commissions — une pour chacune des branches de la science —, composées de membres élus, et notamment pour l'histoire médiévale et moderne d'historiens et d'archivistes. De plus, divers instituts ou laboratoires dépendent du CNRS, entre autres l'Institut de recherche et d'histoire des textes ; là encore, un travail énorme s'accomplit, auquel les archivistes collaborent comme techniciens de l'histoire et comme coordinateurs des travaux. Alors que de tels organismes existent et sont en plein développement à l'heure actuelle, les directions d'archives, et la nôtre en particulier, ne peuvent pas — et je reprends là ce que M. Sabbe vient de dire — se substituer à eux, sauf cas particuliers : la Direction des Archives de France, par exemple, vient de publier des *Lettres, ordres et apostilles*

de Napoléon I^{er}, extraits des Archives Daru¹, et va sortir incessamment la *Correspondance d'Annette de Mackau... dame du palais de l'impératrice Joséphine*, extraite des archives Mackau et Watier de Saint-Alphonse².

Avant leurs activités d'éditeurs de textes, les archivistes ont des tâches primordiales à accomplir : faire en sorte qu'aucun dépôt du pays ne soit dépourvu d'un guide général et que, dans un dépôt donné, il n'y ait aucun fonds où l'accessibilité ne soit assurée par des instruments de recherche. Il faut ensuite que tous les fonds importants soient pourvus d'inventaires détaillés ou analytiques qui en fassent connaître le contenu aux historiens. Enfin, les directions d'archives doivent veiller à ce que dans les organismes éditeurs, quels qu'ils soient, les archivistes conservent, aux côtés des historiens universitaires, une place éminente de direction, de conseil ou de coordination. Telle est, à mes yeux, la hiérarchie des tâches à respecter.

M. Gyöző EMBER³ (Hongrie) : *La publication de statistiques historiques.*

Je désirerais évoquer ici un genre spécial de publication : celle des éléments statistiques, qui s'applique à des textes contenant de nombreuses données quantitatives chiffrées (comptes, recensements, etc.) et qui relève d'une méthode particulière.

En ce domaine, deux tendances qui se manifestent dans les publications archivistiques s'affirment spécialement. La première consiste à faire un choix dans le texte à publier : on supprimera ainsi les clauses de style — formules initiales et finales, par exemple — ou certains passages sans importance du point de vue de la publication ; poussée plus loin, cette conception aboutira à publier, non plus le texte littéral, dans son mot à mot, mais seulement une analyse ou « regeste ». Dans le cas des données statistiques, cette sélection sera poussée à l'extrême : la statistique historique ne retient des documents à publier que les données qui méritent d'être publiées.

Une seconde tendance des publications archivistiques veut qu'elles facilitent l'utilisation et la compréhension des textes, par l'usage d'abréviations, l'insertion d'explications, etc. Cette tendance se manifeste dans les publications statistiques en ce que, partant d'un point de vue déterminé, on groupe et on concentre les données extraites des documents pour les publier sous forme de tableaux statistiques.

D'autre part, dans le domaine de la statistique, les machines et les méthodes de la technique moderne viennent en aide à l'historien et lui seront de plus en plus nécessaires. Il incombe aux archivistes d'utiliser ces possibilités nouvelles pour publier leurs documents.

L'historiographie contemporaine veut fonder ses constatations sur des données numériques à toute épreuve. Aussi l'intérêt pour les documents d'archives contenant des éléments quantitatifs s'accroît-il sans cesse. La statistique historique va donc jouer un rôle de plus en plus important dans les travaux d'archives, et les archivistes doivent publier davantage de documents de cette sorte.

Dr. Heinz LIEBERICH³ (Bundesrepublik Deutschland) : *Die Quellenpublikation in Deutschland. Wünsche und reale Möglichkeiten in den Publikationsprogrammen.*

In dem zum Thema dieses Tages erstellten Sammelbericht ist auf Deutschland kaum Bezug genommen. Dies mag zunächst erstaunen angesichts der Tatsache, daß in diesem Lande eine alte und breite Archivtradition besteht, die naturgemäß mit einer ausgedehnten

1. Ed. par S. d'HUART, Paris, SEVPEN, 1965, in-8°, xvi-371 p.

1. Ed. par Ch. de TOURTIER-BONAZZI, Paris, SEVPEN, 1967, in-8°, 463 p.

2. Directeur général des Archives nationales de Hongrie, Budapest.

3. Generaldirektor der staatlichen Archive Bayerns, München.

Quellenpublikation verbunden ist. Es wird dies jedoch sogleich verständlich, wenn man in Betracht zieht, daß nur solche Publikationen in den Bericht einbezogen wurden, für welche die Archive voll und ausschließlich als Herausgeber zeichnen. Dies ist jedoch in Deutschland nur vereinzelt der Fall. Zu nennen wären hier vor allem die Publikationen des Zentralarchives des Reiches bzw. der Bundesrepublik Deutschland, oder für Bayern in der ersten Hälfte des 19. Jahrh. die *Monumenta Boica* und *Regesta Boica*. Die Allgemeinentwicklung ist jedoch überwiegend in der Richtung gegangen, daß Akademien, historische Kommissionen und in geringerem Maße auch historische Vereine zum formellen Träger der Publikationstätigkeit geworden sind, Organisationen an denen die Archive stets in hohem Maße beteiligt waren, wenn auch meist mehr im Wege einer administrativen und arbeitsmäßigen Mitbeteiligung der Archivare als einer organisatorischen Einschaltung der Archivbehörden als solcher.

Bis heute überwiegen in den Organisationen, die in dieser Weise zu Hauptträgern der Quellenpublikation geworden sind, personell die Hochschullehrer, d.h. ein Personenkreis, der dem Archivgut nicht als Verwalter sondern als Nutznießer gegenüber steht. Dies hat zur Folge, daß die Publikationsprogramme, die von den die Publikation tragenden Instituten aufgestellt werden, in erster Linie Wunschlisten der Forschung darstellen. Wunschlisten nehmen aber erfahrungsgemäß wenig Rücksicht auf reale Möglichkeiten. So ist es gekommen, daß beispielweise die *Monumenta Germaniae Historica* und die Deutsche Historische Kommission mit Publikationsprogrammen arbeiten, die sich nur in Jahrzehnten, ja Jahrhunderten realisieren lassen. Dies erscheint mir in zweierlei Richtung problematisch. Einmal entsteht dadurch für kommende Generationen eine Hypothekenlast, die die Übernahme neuer Aufgaben ausschließt. Es scheint mir nicht legitim zu sein, kommende Generationen in dieser Weise zu versklaven. Sicher gibt es wichtige Anliegen, die nur auf lange Sicht realisierbar sein können. Mit einem gewissen Ausmaß an Vorbelastung wird daher immer gerechnet werden müssen. Es gibt keine Generation, die kein Erbe anzutreten hat. Aber dieses Erbe darf nicht so gewaltig werden, daß es die Eigeninitiative erdrückt. Zum anderen hat unsere « schnellebige Zeit » deutlich gemacht, daß auch in der historischen Wissenschaft die Fragestellungen sich erstaunlich rasch, mindestens aber mit jeder Generation sehr grundlegend ändern. Was nützt uns aber eine Publikationstätigkeit, die auf Problemstellungen basiert, die ein halbes Jahrhundert oder noch weiter zurück liegen und inzwischen längst modifiziert oder zu den Akten gelegt wurden. Angesichts dieser wechselnden Akzentsetzung der Forschung stehen wir vor der Tatsache, daß ihr Interesse zwangsläufig auch gegenüber den Primärquellen von einer gewissen Unbeständigkeit ist und auch da, wo eine Quellengruppe interessant bleibt, doch die für die Bearbeitung maßgeblichen wissenschaftlichen Gesichtspunkte wechseln. Solche Erfahrungen sollten freilich nicht zur Resignation führen. Quellenerschließung wird immer ein Anliegen bleiben müssen und gewisse Vorbelastungen der Zukunft müssen dabei in Kauf genommen werden. Bei der Aufstellung von Publikationsprogrammen sollte man aber immer bedenken, ob es verantwortbar ist, sich an Traumschlössern zu berauschen, die zur Zentnerlast für künftige Generationen werden können.

Dr. Zdeněk ŠAMBERGER¹ (Tchécoslovaquie) : *Partage des tâches entre archivistes et historiens.*

Je voudrais souligner combien il est difficile dans la pratique de délimiter strictement le domaine des archivistes et celui des historiens en matière d'éditions de textes.

En principe, une étroite collaboration s'établit entre archivistes et historiens, surtout pour les travaux préparatoires et l'élaboration des programmes. Ensuite, les méthodes de travail et l'esprit particulier aux uns et aux autres introduisent une divergence dans leurs réalisations. En effet, les méthodes de travail des archivistes sont plus étroitement liées aux

1. Directeur scientifique de l'Administration des Archives, ministère de l'Intérieur, Prague.

sciences auxiliaires et à la pratique des archives que celles des historiens ; leur conception du travail est analytique, celle des historiens synthétique.

L'expérience prouve que les historiens et les institutions historiques s'occupent de préférence des publications sélectives de documents d'archives, mais que la publication systématique des fonds d'archives et même d'un ensemble de sources relève plutôt de la compétence des archivistes et des directions d'archives. Tel a été le cas pour les publications anciennes et pour les grands programmes d'édition de sources au XIX^e siècle ; à cette époque, en Europe centrale, ce sont des archivistes qui, au prix d'immenses efforts, ont réalisé l'édition des chartes. Quant aux sources modernes, les archivistes peuvent indiquer la marche à suivre pour les préparer en vue d'une édition scientifique.

Il me semble donc qu'on peut accepter cette division du travail : la publication systématique de fonds entiers aux archivistes, les éditions sélectives aux historiens (institutions ou commissions historiques, Académie des sciences, etc.). Cette répartition, toute théorique qu'elle apparaisse, devrait mener dans la pratique à une collaboration très étroite entre archivistes et historiens.

Sir James FERGUSSON OF KILKERRAN¹ (United Kingdom) : *Finding aids are more urgent than extensive documentary publication.*

I should like to express a point of view which may be that of a minority, and perhaps unpopular. Some delegates to-day and yesterday have spoken as though our ideal should be to publish everything in our archives, either in print or on microfilm. It is right that we should be zealous to help the historian. But I do not think it is our duty to make things too easy for him.

The historian can never hope to find all the material he would like. The documents he wishes to see may be inaccessible, or may have been lost, or destroyed—or may never have been written at all. He is accustomed to difficulties and they are a challenge to his skill, awakening his powers of imagination, of judgment, and of deduction.

Further, an historian should not withdraw himself from the world. History is not to be written in the library or the study from rolls of microfilm. An historian should be a man of the world, and all experience, all knowledge of human nature, is useful to him. Edward Gibbon, who in his youth served as an officer in the militia of his native county of Hampshire, remarked in his autobiography that the captain of Hampshire grenadiers had not been useless to the historian of the Roman Empire.

We are all glad to welcome searchers in our archives from other countries ; and my feeling is that we should stimulate them by directing our efforts to the publication of finding aids—lists, indexes, and catalogues—rather than of complete *fonds*. In the Scottish Record Office, which has a continuous history since the 13th century, we have been publishing summaries of our records, as well as complete series, since the beginning of the 19th, and have lately been increasing the publication of finding aids.

It has often been said that "travel broadens the mind". Many of us here are having that experience now. Even I, who come from a place where "the wine of the country" is whisky, have learned within these last few days to drink bourbon on the rocks. There are many things that an historian can only learn by travelling, and in my opinion the historian should be encouraged to travel, not to stay at home.

1. Keeper of the Records of Scotland, Edinburgh.

RÉPONSES DES RAPPORTEURS

Mr. Ghenadij BELOV : *International co-operation in the field of documentary publication is a factor in understanding among nations.*

All that has been said during this very interesting session, it seems to me, points to the fact that some sort of co-operation between Archives and other institutions responsible for publishing documents is desirable, indeed necessary. Only the form of such co-operation differs from one country to another. From all the answers received to my questionnaire, it is evident that the tendency to establish closer contacts in the field of publication of historical sources is increasing, and that people work less and less in isolation. So, we can hope, I think, that in the future there will be more national programmes of such publications following the lines of the development of historical sciences.

It also appears that international co-operation in publications of mutual interest is being established in many countries : between Holland and Belgium, between the Scandinavian countries, between the Soviet Union, Bulgaria, Poland, Hungary, Italy, Sweden, the DDR and other countries (here I cannot help expressing my regret that our colleagues from the DDR are absent here for reasons not depending on them).

I am sure that close co-operation between the Archives of various countries in the field of documentary publication will help in the development of historical sciences and the improvement of understanding among nations.

Dr. Oliver W. HOLMES : *Documentary publication is one of the archivist's function.*

I cannot agree more heartily with Mr. Fergusson from Scotland about the desirability of travel in connection with one's research. It seems to me his statement works two ways however ; if when you travel you have to spend all of your time in the libraries and archives of the foreign countries you really do not get to know the country. There is no time left to enjoy the drink of the country and talk with its people and walk its streets. The more you can do with well indexed publications and even with microfilm before you leave from home the better, it seems to me. Such study beforehand will make your travelling both more pleasant and more rewarding. I agree also with our President Mr. Sabbe, Mr. Bautier and others who have emphasized that guides and inventories should have priority over documentary publication. But, the point is that guides and inventories are not our subject of discussion today. We are discussing the status of documentary publication. I am only sorry that documentary publication gets only time left over from the other duties. I do agree that the others must come first. The trouble comes because so often there is then no time left over for this function. I stated in my report, as Mr. Bautier did with respect to France, that the publishing of original documents had been almost obliterated. I am glad there is now a reawakening in both of our countries. The other burdens on the archivist are heavy. I think, therefore, the situation requires first recognition and then affirmation of the archivist's responsibility to edit and publish all the documents that he can find resources for, and that is all I meant to emphasize. It requires a conscious effort if it is to be done. And, it is not a function we should try to get out of as not belonging to the archivist.

M. Biljan lève la séance.

TROISIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

L'utilisation du microfilm pour la recherche et la publication

La séance est ouverte le jeudi 12 mai, à 9 h 30.

Président.....	Sir David EVANS, ancien Keeper of the Records of England.
Rapporteurs	M. Antal SZEDÖ, directeur du Centre national des Archives de Hongrie.
	M. Albert H. LEISINGER, directeur de l'Exhibits and Publications Division, National Archives and Records Service, Washington.

L'UTILISATION DU MICROFILM POUR LA RECHERCHE ET LA PUBLICATION

PROBLÈMES DU MICROFILMAGE

Rapport par M. Antal SZEDÖ, rapporteur principal¹

Les études et les rapports traitant du microfilmage commencent souvent par la constatation que les microfilms ont été utilisés pour la première fois pendant la guerre franco-allemande, en 1871, au cours du siège de Paris. Mais l'usage du microfilm aux Archives est de date plus récente. Vers 1930, les utilisateurs des archives ont remarqué qu'ils pouvaient facilement s'épargner un travail fastidieux de copie et poursuivre leurs recherches en des Archives éloignées en faisant microfilmer les documents nécessaires. Les dommages subis pendant la seconde guerre mondiale par les documents, les expériences favorables de microfilms enterrés ont attiré l'attention sur le microfilmage dit de sécurité. C'est probablement pourquoi le I^{er} Congrès international des archivistes a étudié, le 24 août 1950, à Paris, le problème du microfilmage, d'après le rapport de M. Lester K. Born, chef du service du microfilm de la Bibliothèque du Congrès de Washington. Ce travail, bien documenté, a approfondi les aspects techniques de la question, comme il était naturel puisque ce problème était présenté pour la première fois devant un congrès international d'archivistes et qu'il s'agissait d'un congrès ordinaire, groupant près de 400 participants.

Pour ma part, je voudrais profiter des possibilités offertes par ce Congrès extraordinaire qui réunit les meilleurs archivistes spécialistes du monde, pour présenter les principaux problèmes du microfilmage. Il serait inutile d'analyser minutieusement les avantages et les inconvénients de tel ou tel appareil de prise de vues, de lecture ou de développement, parce que le progrès technique est à peu près identique partout. Mais, étant donné que les microfilms sont devenus des documents d'archives, à mon avis, nous devons débattre ici des problèmes que posent ces nouveaux documents d'archives, c'est-à-dire des problèmes inhérents à la nouveauté de ces documents. Nous avons expédié à ces fins un questionnaire, auquel 36 pays ont répondu. En utilisant ces réponses, je me suis efforcé d'analyser la situation et les problèmes du microfilmage, dans les pays européens essentiellement. J'ai utilisé sciemment les réponses à mon enquête et non la littérature spécialisée, car je suppose que les participants de ce congrès connaissent à fond la littérature spécialisée, y compris les comptes rendus des congrès internationaux de reprographie, qui résument très bien les problèmes du progrès technique et présentent clairement l'état actuel de la reprographie ; d'autre part, la littérature spécialisée traduit très souvent des aspirations et des *desiderata* plutôt que des faits. Mon but a été de fournir les données nécessaires à la discussion, de délimiter la situation actuelle et de dégager les problèmes, sans reculer même devant le rôle d'avocat du diable.

Je poserai d'abord deux affirmations préliminaires. En premier lieu, le microfilm constitue une nouvelle catégorie de documents d'archives. Mais il ne rend pas superflus les documents d'archives proprement dits. Aujourd'hui, on ne microfilme pas des documents avec l'intention d'en détruire les originaux aux Archives ; cette méthode n'est appliquée que par les entreprises, les usines et les banques. Pour le moment, en effet, la conservation des documents dans les dépôts ne revient pas plus cher que leur microfilmage, et le stockage des microfilms ne nécessite qu'un espace très réduit. Je crois qu'on peut être d'accord avec M. Kaye Lamb, l'archiviste

1. Texte du rapport distribué aux congressistes avant le congrès.

du Dominion du Canada, selon qui la question du microfilmage ne se pose que dans le cas de documents d'archives devant être conservés au moins vingt ans. Mais les microfilms ne réussiront jamais à représenter si parfaitement l'empreinte de l'époque et à dégager si sensiblement l'esprit des siècles que nous puissions nous priver, en leur faveur, d'originaux de grande valeur. Il y a là un bon exemple, l'un des meilleurs, du *pretium affectionis*.

En second lieu, il n'y a pas de différence, en principe, entre le microfilm et les autres documents d'archives. Nous devons donc procéder au classement, au tri et à l'établissement d'instruments de recherche (question digne d'être étudiée) des microfilms de la même façon que pour les autres documents d'archives, tout en tenant compte, naturellement, des propriétés techniques des microfilms (les prises de vues ne se succèdent pas de la même façon que les pièces d'archives, qui peuvent être facilement séparées l'une de l'autre). Nous allons maintenant procéder à un examen plus approfondi des problèmes du microfilmage.

I. — LE MICROFILMAGE DE SÉCURITÉ

A l'origine du microfilmage de sécurité même, on trouve des causes très différentes. Le plus souvent, on pense qu'il est bon d'avoir deux exemplaires d'un document ; on microfilme donc, dans la mesure du possible, la masse entière des archives historiques en suivant l'ordre de la valeur documentaire des fonds et des séries. En ce cas, si l'original ou le microfilm se détériore, l'autre exemplaire reste intact. Mais alors, l'original et le microfilm doivent être conservés dans deux dépôts éloignés l'un de l'autre. Cette sorte de microfilmage s'est étendue surtout après la deuxième guerre mondiale et depuis quelques années, à l'ombre de la guerre atomique. On a fait ainsi microfilmer aux Archives nationales de Hongrie toutes les chartes antérieures à 1526 (bataille de Mohács) et les protocoles les plus anciens des comitats et des villes. En Bavière, on prépare depuis 1961 2,7 millions de prises de vues annuelles, en Bade-Wurtemberg 2 millions. Dans plusieurs pays d'Europe (en Belgique, en Finlande, en Suède, en France, en Hongrie), on microfilme systématiquement les registres d'état civil aux frais de la Société généalogique de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (Salt Lake City, Utah, USA), un exemplaire du microfilm devenant la propriété de la Société, un autre celle des Archives. En Roumanie, on fait microfilmer les documents antérieurs au XVII^e siècle. En Allemagne occidentale, 75 % des documents filmés par le Bundesarchiv sont microfilmés pour la sécurité, tandis qu'au Public Record Office de Londres, au contraire, le microfilmage de sécurité ne constitue qu'un travail subsidiaire. En Suède, on a microfilmé les « Entrebook » de la Chancellerie royale. Nous voyons donc que le microfilmage de sécurité suit son chemin dans les différents pays, que l'intensité du travail est dictée par les possibilités matérielles et qu'on a commencé partout par microfilmer les documents considérés comme les plus précieux. Cette méthode de microfilmage ne comporte pas de problèmes ; il est souhaitable que la plus grande partie possible des fonds soit microfilmée et que l'UNESCO accorde une aide efficace aux pays les plus pauvres.

Le microfilmage de sécurité sert à écarter un autre genre de dangers : pour empêcher l'usure ou la détérioration de documents précieux très souvent consultés, on communique aux lecteurs non pas les originaux mais leur microfilm positif ou éventuellement leur photocopie. Ces deux sortes de microfilmage de sécurité coïncident souvent. Le procédé le plus pratique est celui qui consiste, lorsque les documents d'un fonds sont microfilmés, à conserver les négatifs, non consultables par les lecteurs, dans un autre dépôt, tandis que la série des positifs est communiquée aux chercheurs. Naturellement, si les lecteurs veulent consulter les documents originaux pour une raison particulière (par exemple, pour la paléographie), on peut les leur communiquer à titre exceptionnel. Ainsi, aux Archives nationales de Hongrie à Budapest, nous ne communiquons généralement pas les originaux des chartes du Chartier, mais leurs photocopies ; mais il en va différemment pour les protocoles des corporations représentatives et des conseils municipaux, car les lecteurs utilisent les originaux de ces protocoles aux Archives territoriales qui les conservent et qui ne possèdent pas de microfilms

(ni positif, ni négatif), ceux-ci étant conservés à la Filmothèque des Archives nationales. C'est parce que les protocoles en question constituent une source très précieuse qu'on les a microfilmés ; néanmoins, les lecteurs ne les utilisent pas assez souvent pour qu'on puisse interdire la consultation des originaux. Au Bundesarchiv d'Allemagne occidentale, on ne retire pas non plus de la communication les originaux microfilmés, étant donné que les microfilms sont conservés ailleurs. Par contre, en Bavière, on microfilme les documents détériorés et on ne communique aux lecteurs que les microfilms. Aux Archives de la ville d'Amsterdam, on a microfilmé les registres d'état civil — naissances, mariages, décès — et on communique les microfilms.

De plus en plus souvent, il arrive qu'on microfilme les documents détériorés au lieu de les restaurer (surtout si le dépôt n'est pas de première importance et ne peut être amélioré). C'est pourquoi, je pense, les autorités compétentes en Espagne ont fait microfilmer les documents médiévaux très précieux qui étaient en train de se détériorer dans les cathédrales. Cette sorte de microfilmage de sécurité est motivée lorsque : 1) le microfilmage est moins coûteux que la restauration ; 2) la restauration ne peut pas arrêter le processus de la détérioration. Tel fut le cas pour les documents sauvés après l'incendie de 1956 aux Archives nationales de Hongrie. Nous avons essayé de les restaurer, mais le papier des documents brûlés était devenu très fragile et se déchirait tout de suite. C'est pourquoi nous avons préféré les microfilmer.

II. — LE MICROFILMAGE DE COMPLÉMENT

Tandis que le microfilmage de sécurité représente la majeure partie de la totalité des microfilms (à Hanovre, 100 % ; en Pologne, 95 % ; au Bundesarchiv de Koblenz, 75 % ; en Israël, 50 % ; etc.), le microfilmage de complément n'en a pas moins son importance : des Archives telles que le Public Record Office de Londres, où le microfilmage de sécurité n'est qu'accessoire, ou l'Österreichisches Staatsarchiv, qui n'a pas même commencé ce microfilmage de sécurité, s'attachent d'autant plus au microfilmage de complément.

Des réponses reçues, il ressort que la notion de microfilmage de complément ne recouvre pas partout la même réalité. Au commencement, on entendait par microfilmage de complément le fait pour des Archives de compléter leurs fonds par le microfilm de documents conservés dans d'autres Archives. On a un cas analogue lorsque des Archives, obligées par des traités internationaux de céder des documents aux Archives d'un autre pays, font microfilmer ces documents (ainsi, les Archives de Turin ont microfilmé les documents concernant Nice et la Savoie, que l'Italie a dû céder à la France en vertu du traité de paix de 1947. De même la Hongrie, obligée par le même traité de paix de céder à la Yougoslavie des documents conservés aux Archives nationales à Budapest, par exemple les papiers du ministère croate ayant fonctionné entre 1867 et 1918, a aussi microfilmé ces documents au préalable).

Ce genre de microfilmage doit être préparé très soigneusement. Le plus souvent, c'est le microfilmage des documents conservés à l'étranger qui pose des problèmes. Il y a déjà près d'un siècle que les érudits consultent systématiquement les mines de renseignements pour l'histoire européenne et universelle que constituent le Public Record Office de Londres, les Archives nationales et les Archives du ministère des Affaires étrangères de Paris, le Haus-, Hof- und Staatsarchiv et le Finanzarchiv de Vienne, les Archives secrètes du Vatican, les Archives d'Etat de Venise, les Archives espagnoles de Simancas. Ce qui fait ici difficulté, c'est qu'on devrait, après des recherches très approfondies, microfilmer des séries ou des fonds complets. Or, en réalité, les chercheurs découvrent divers documents concernant leur sujet dans différents fonds et séries et ils envahissent de leurs commandes les services de microfilms des Archives mentionnées, de sorte que ces services se trouvent dans l'impossibilité matérielle de microfilmer un ensemble cohérent de fonds et de séries. Du fait qu'on microfilme les documents intéressants des recherches particulières, il arrive souvent qu'on reproduise deux ou trois fois la même pièce ; le dépouillement du même fonds absorbe le travail de plusieurs personnes et le résultat est quand même incomplet : nous avons commandé au Staatsarchiv de Vienne plusieurs millions de prises de vues à l'usage des historiens hongrois ;

mais nous ne disposons pas, à ce jour, de microfilms portant sur des séries ou des fonds complets, ce que nous aurions pu réaliser au prix d'une meilleure concentration de nos efforts financiers. La valeur d'un travail de grande envergure est démontrée, au contraire, par la série des microfilms qui a été réalisée ici, à Washington, des documents des Archives de l'ancien ministère allemand des Affaires étrangères : l'utilisation de cette série, à l'aide des catalogues en plusieurs volumes qui en ont été dressés, s'est avérée très fructueuse pour les historiens qui étudient la première moitié du siècle. Puisqu'on trouve tout à fait naturel de microfilmer de grandes unités d'archives quand il s'agit de microfilmage de sécurité, ne convient-il pas d'appliquer le même procédé au microfilmage de complément ? C'est la raison pour laquelle plusieurs pays ont organisé des commissions qui étudient et préparent des campagnes de microfilmage de grande envergure à l'étranger ; elles établissent la liste des documents d'archives concernant l'histoire de leur pays conservés à l'étranger et financent les travaux de microfilmage (de telles commissions fonctionnent en Belgique et en Yougoslavie, ainsi qu'en Hongrie).

Les pays qui ont besoin de documents d'archives d'autres pays sont surtout ceux qui ont vécu longtemps sous domination étrangère, ou qui ont été membres d'une confédération dissoute : les pays issus de la monarchie austro-hongroise, ou ceux qui détiennent des territoires ayant appartenu à cette monarchie, recherchent souvent les données de leur histoire au Staatsarchiv de Vienne ou éventuellement aux Archives nationales de Budapest ; il est de même tout à fait naturel que les Archives publiques du Canada fassent microfilmer des millions de documents des Archives de Grande-Bretagne et de France ; il est évident aussi que les pays sud-américains trouvent la plupart des données concernant une partie de leur histoire dans les Archives d'Espagne ou du Portugal et que les nouveaux pays africains trouvent les mêmes sources dans les Archives de Grande-Bretagne et de France. Ont également besoin de documents d'archives conservés à l'étranger, les pays qui ont été dévastés plusieurs fois par les guerres et autres vicissitudes de l'histoire ; ils recueillent des fragments de leur patrimoine en les faisant microfilmer dans les autres pays : c'est ainsi que la Hongrie a reconstitué sous forme de microfilm, en recourant aux Archives de plusieurs pays, la plus grande partie des archives de la famille Hunyadi, dispersées depuis des siècles, et les très précieuses archives d'Hippolyte d'Este, primat d'Esztergom, puis évêque d'Eger au xv^e siècle. On doit distinguer nettement ce microfilmage de complément de grande envergure, pratiqué à l'échelle internationale, du microfilmage d'importance plus restreinte par lequel les Archives d'un même pays complètent mutuellement leurs collections, et plus encore des microfilms exécutés à la demande d'un particulier ; les réponses qui nous sont parvenues du Bundesarchiv de Koblenz et de l'URSS mettent l'accent très à propos sur cette distinction, en constatant que, dans ces deux cas, il ne s'agit pas d'un microfilmage de complément, mais d'un élargissement de la sphère d'utilisation des documents qui épargne au chercheur fatigues et frais de voyages.

Qu'il me soit permis enfin de remarquer qu'une des manifestations les plus sympathiques de la solidarité humaine est d'accorder une aide efficace pour qu'un autre pays retrouve les sources de son histoire. Et je suis convaincu que, dans ce domaine, on peut constater partout la plus raisonnable compréhension de la part des collègues de l'étranger. C'est l'une des expressions de la solidarité déjà proverbiale des archivistes de tous les pays.

Certains obstacles empêchent néanmoins le développement du microfilmage. En premier lieu, son prix. Le coût du microfilmage est encore assez élevé. Dans le cas du microfilmage de fonds entiers, il faut ajouter aux frais du microfilmage proprement dit ceux de la préparation. Nous savons bien que ce travail de préparation ne doit pas être sous-estimé (il engendre d'ailleurs des différends entre les services de microfilmage et les services d'archives) : avant de les microfilmer, il faut procéder avec la plus grande minutie au classement et au tri des pièces ; il faut classer les documents avec plus de précision qu'il ne serait ordinairement nécessaire. Normalement, le microfilmage ne devrait pas se heurter à d'autres obstacles que ceux d'ordre financier. En effet, en principe, tout document consultable peut être microfilmé à l'usage d'un érudit ou à celui d'un autre pays pour compléter ses collections (en Europe, il en va généralement ainsi pour les archives ayant plus de 50 ans, c'est-à-dire antérieures

à 1918). Toutefois, on constate une certaine répugnance à céder à d'autres pays des fonds complets sous forme de microfilm. La Bavière redoute de créer ainsi des archives secondaires (Sekundärarchiv) et de voir perdre, par les Archives conservant les originaux, leur droit de propriété et de libre disposition. Le Bundesarchiv de Koblenz invoque le fait que ses documents, relativement récents, comportent des données juridiques et politiques actuelles ; il s'oppose donc à la remise de fonds entiers sous forme de microfilm. Les Archives espagnoles préfèrent aussi ne microfilmer que quelques pièces à l'intention des chercheurs ; elles sont disposées à microfilmer également un fonds entier, à la condition que ce fonds concerne exclusivement l'histoire du pays demandeur et que le microfilm ne soit pas remis, même sous forme de copie, à un tiers état. En Suisse, on n'enregistre sur microfilm que des fonds relatifs à l'histoire du pays demandeur. En Bolivie, la loi interdit de remettre à l'étranger tout bien appartenant au patrimoine artistique et historique national ; cette règle s'applique aux microfilms de fonds entiers. Le Canada prête volontiers des films, à la condition qu'il n'en soit pas tiré de copies ; d'autre part, il ne permet pas la remise à l'étranger de microfilms représentant des fonds entiers. Pour autant que je sache, une telle demande plongerait les Archives secrètes du Vatican dans une grande anxiété. Quelques-uns supposent que la solution du problème réside en des contrats bilatéraux.

À mon avis, ce problème exige une prise de position de notre congrès. J'estime que les craintes inspirées par la remise à l'étranger de microfilms de fonds entiers sont en partie justifiées (surtout lorsque quelqu'un veut s'emparer de microfilms à des fins de spéculation). Je considère comme légitimes l'exigence que le fonds à microfilmer pour l'étranger concerne avant tout le pays demandeur, et la volonté d'empêcher la création de collections d'archives secondaires par des institutions ou des particuliers. En revanche, il est équitable d'accorder à un pays la possibilité d'obtenir les microfilms des fonds concernant son passé, surtout quand il s'agit d'un pays ayant perdu la majorité de son patrimoine archivistique au cours des vicissitudes de l'histoire, ou dont le sort a été régi pendant des siècles par des puissances étrangères. L'aide de l'UNESCO doit se manifester en l'occurrence, non seulement par ses missions itinérantes, mais aussi par les services de médiateurs. Parallèlement, il faut mettre à la disposition des lecteurs le microfilm des documents conservés aux archives étrangères, même si ceux-ci appartiennent à des fonds qui ne concernent que partiellement le pays du lecteur ; ce microfilmage ne rencontre d'ailleurs généralement pas d'obstacles si le lecteur dispose de moyens matériels suffisants. Il faut mentionner encore les conventions visant à l'échange de microfilms : les pays signataires ont la possibilité de faire microfilmer les documents à charge de réciprocité, de sorte que les frais du microfilmage tombent au niveau du prix de revient ; de telles conventions ont été signées par la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Pologne, etc. ; elles contribuent très efficacement à l'acquisition de microfilms de complément.

III. — PROBLÈMES POSÉS PAR L'UTILISATION DES MICROFILMS

Communication en original ou en microfilm.

Les lecteurs utilisent très volontiers les microfilms si l'original n'est pas à leur disposition, c'est-à-dire si les documents sont conservés ailleurs. Mais si les originaux sont disponibles, les érudits ne sont pas disposés « à glisser la tête dans l'appareil de lecture » — pour employer l'expression bien trouvée du Public Record Office de Londres (*sticking one's head in a microfilm reader*). Les informations, très précieuses et approfondies, qui nous sont parvenues des Archives générales du Royaume de Belgique, signalent que le microfilm est quelquefois nécessairement d'une valeur inférieure à celle de l'original : cela provient parfois de la négligence du photographe ; l'écriture des parties froissées ou coincées dans la reliure des documents n'est pas lisible sur le microfilm. Sans doute, la lecture prolongée des microfilms dans une chambre obscure fatigue les yeux (à mon avis, les appareils de lecture qui ont de l'avenir sont ceux qui projettent la copie positive sur un écran dans une chambre éclairée) : on remédie à cet inconvénient par des copies xérox ou des photocopies de dimensions correspondantes à celles des documents (par exemple, aux Archives nationales de Hongrie, on

prépare de telles photocopies pour toutes les chartes antérieures à 1526). Les lecteurs préfèrent feuilleter les pièces plutôt que lire les microfilms, mais les Archives publiques du Canada signalent des cas où, à la consultation de dossiers volumineux, les chercheurs ont préféré le déroulement des bobines de microfilm.

Sans doute, avec le perfectionnement des prises de vues et des appareils de lecture, le nombre des chercheurs préférant les originaux va décroître. Quelques réponses signalent déjà que les générations plus jeunes de chercheurs éprouvent moins d'aversion envers les microfilms, et que pour les documents modernes les chercheurs s'attachent moins rigoureusement aux originaux. Il est normal que, pour les documents peu utilisés, les conservateurs d'archives tiennent moins à la communication sous forme de microfilms. Mais, dans le cas de documents trop souvent consultés, ce qui provoque une lésion visible soit de l'encre, soit de la matière du document (papier, parchemin), les conservateurs ont le droit, nous semble-t-il, d'exiger que les chercheurs utilisent les microfilms ou les copies photographiques (éventuellement les reproductions xérox). Dans des cas spéciaux, lorsque le texte nécessite une émendation, ou quand l'écriture doit être étudiée plus minutieusement, on peut communiquer aussi l'original.

Instruments de recherche pour les microfilms.

Une des questions principales est de savoir quelle sorte d'inventaires et autres instruments de recherche il faut dresser pour les microfilms. Dans le cas où une série ou un fonds entier a été microfilmé, on utilisera naturellement les instruments de recherche (inventaires, répertoires, tables) établis pour les originaux. Etant donné que l'unité matérielle des films est la bobine (plus rarement la microfiche), il est très utile de préparer des listes de concordance dans lesquelles, en face de chaque article d'archives inventorié ou répertorié, on indique le numéro correspondant de la bobine (ou éventuellement de la microfiche). Plusieurs pays signalent l'existence de telles listes de concordance. Quand on microfilme des séries et des fonds entiers, il est tout à fait naturel de microfilmer aussi leurs instruments de recherche. La situation n'est pas la même si on ne microfilme que des fragments de fonds : la façon d'inventorier cette catégorie de microfilms n'est pas encore identique partout ; l'essentiel est évidemment, dans ce cas, de numéroter les bobines et, en suivant l'ordre des documents ou des articles microfilmés, de relever d'une part leurs cotes, d'autre part le numéro de la bobine correspondante. Les bobines ne doivent pas être trop longues : à mon avis, l'URSS a fixé très correctement la longueur maximale à 5 mètres ; en aucun cas, la longueur de la bande ne doit dépasser les 25 ou 30 mètres.

En Hongrie, on inventorie de la façon suivante les films de complément réalisés à l'étranger¹ : l'inventaire se divise toujours en deux parties ; la première partie énumère les dépôts, les fonds et les séries auxquels les documents microfilmés appartiennent et, de l'autre côté de la page, le numéro d'ordre des boîtes qui renferment les bobines correspondantes ; la deuxième partie est une liste qui énumère pour chaque boîte de microfilms les fonds et les séries microfilmés. Les inventaires sont munis de tables des matières et d'index des noms.

En Bavière, à Munich, d'après l'excellent rapport que j'ai reçu, les bobines sont conservées dans des armoires. Chaque armoire comporte huit casiers, dont chacun fait l'objet d'une liste qui énumère le contenu de chaque bobine et la cote des documents correspondants. Un exemplaire de ces listes reste dans les casiers, tandis que le double constitue une sorte d'inventaire de la filmothèque.

En d'autres pays, on inventorie les films sur fiches. Le mieux est d'attribuer une fiche à chaque document ou groupe de documents et d'y spécifier le numéro d'ordre des bobines correspondantes. Il est bon de rédiger aussi un autre catalogue qui indique, par ordre de cotes des microfilms, les documents microfilmés. En Belgique, au cours du microfilmage de grande envergure des registres de l'état civil entrepris par la Société de Généalogie de Salt

1. Ont été publiés jusqu'à présent les inventaires polycopiés des microfilms réalisés en Autriche, Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie.

Lake City, on inventorie les films par bobines de 30 mètres en spécifiant la localité, la nature et l'année du registre microfilmé.

En Yougoslavie, d'où j'ai reçu aussi une réponse détaillée et très approfondie, les Archives tiennent un registre des nouvelles acquisitions, dans lequel les films sont inventoriés par unité matérielle (microfilm, bobine, microfiche ou groupe de microfiches), avec l'indication de la cote, du sujet, de la date, etc., des documents microfilmés.

En Pologne, une rubrique spéciale est réservée dans les instruments de recherche établis pour les originaux, où l'on porte, le cas échéant, le numéro d'ordre des bobines contenant la reproduction des documents inventoriés. La même méthode est appliquée par le Bundesarchiv de Koblenz.

Les Archives de plusieurs pays (par exemple l'Espagne, le Public Record Office de Londres, la Direction des Archives de France) publient périodiquement la liste des unités d'archives microfilmées.

Les microfilms des documents les plus importants sont munis, au Canada par exemple, de listes très détaillées, énumérant toutes les pièces microfilmées, ainsi que de tables des noms et des matières.

Les instruments de recherche sont-ils satisfaisants ? Permettent-ils de travailler dans les filmothèques ? Assurément, mais il est vrai d'autre part qu'une expérience plus riche permettra de rédiger des instruments de recherche plus parfaits.

Possession et propriété des microfilms.

Il est communément admis que les chercheurs, qui ont recueilli des documents concernant leur sujet et les ont fait microfilmer, disposent librement de ces microfilms. Ils peuvent donc publier le texte ou l'analyse de ces documents à la condition d'indiquer leurs cotes. Mais il ne leur est pas permis de céder à une autre personne les microfilms ainsi acquis ; en certains pays, ils doivent même s'engager à ne pas établir de copies de leurs films. On considère généralement que le pays qui a réussi à compléter ses collections grâce aux microfilms de documents conservés à l'étranger n'est pas autorisé à céder à un tiers pays ni les films ni leurs copies. Néanmoins, nos collègues d'Autriche et d'Union soviétique sont d'avis que les microfilms acquis de l'étranger ou leurs copies puissent être cédés à un tiers pays. Notre collègue M. Mikoletzki, directeur de la section Finanz- und Hofkammerarchiv du Staatsarchiv de Vienne, a même proposé dans sa réponse au questionnaire que, dans le cas de deux pays n'étant pas en relations diplomatiques, les Archives d'un tiers pays puissent s'entremettre comme un Clearing-house et négocier la commande de microfilms ; et l'auteur de cette réponse ajoute : puisse cette opinion se généraliser au plus vite parmi les archivistes de tous les pays.

Ce qui constitue encore un problème, c'est de savoir la date jusqu'à laquelle des microfilms commandés par certaines Archives à l'usage d'un chercheur et déposés dans leur filmothèque sont à la disposition exclusive du chercheur intéressé. L'opinion la plus générale est que cette date est celle de la parution de l'ouvrage (en Hongrie, la date limite est d'un an et demi).

Authenticité du microfilm.

Il y a enfin la question de la valeur authentique du microfilm et, par extension, de la photocopie. Le microfilm ou la photocopie tirée d'un microfilm sont de plus en plus admis aux lieu et place de l'original. Naturellement, les tribunaux et les autres autorités ne les acceptent que si leur authenticité est légalement vérifiée, comme c'est le cas pour toutes les autres sortes de copies. En plusieurs pays, la photocopie est revêtue de la clause d'authenticité par les Archives et elle est signée par le directeur des Archives ; en d'autres pays, ce sont les notaires qui légalisent les photocopies ; les deux systèmes peuvent aussi coexister. Il est évident que le microfilmage doit être réalisé très soigneusement, de sorte que toute interpolation ou modification ultérieure puisse être empêchée.

Comme nous l'avons vu, le microfilm se répand rapidement partout dans le monde ; son utilisation devient de plus en plus générale. Mais certains facteurs ralentissent encore son

extension. L'obstacle le plus sérieux est son prix relativement élevé ; c'est pourquoi on ne substitue pas le microfilm aux documents de valeur purement administrative qui peuvent être éliminés après un certain délai. D'autres obstacles sont de caractère subjectif. Les chercheurs manifestent de l'aversion pour la consultation sous forme de microfilm : l'utilisation des originaux est plus commode, la consultation des documents anciens évoque l'atmosphère de l'époque, l'utilisation de certains appareils de lecture est fatigante. Les archivistes éprouvent également une certaine répugnance à céder des documents sous forme de microfilm.

D'un autre côté, le microfilmage offre de grandes possibilités. Le progrès des moyens destructeurs employés pendant la guerre accroît l'importance du microfilmage de grande envergure. Les organisations internationales doivent subventionner le microfilmage entrepris par des pays économiquement faibles : le Conseil international des Archives a inauguré plusieurs campagnes très utiles, visant le dépouillement des documents concernant l'histoire des pays sud-américains et africains ; il serait très encourageant de savoir qu'il est possible de faire microfilmer ces documents et de céder ces microfilms aux pays intéressés. Le microfilm devient ainsi un nouveau moyen de manifestation de la solidarité humaine, qui devient plus forte malgré tout d'un jour à l'autre.

APPENDICE

LISTE DES PAYS QUI ONT ENVOYÉ DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR
« L'UTILISATION DU MICROFILM POUR LA RECHERCHE ET LA PUBLICATION »

ALLEMAGNE (RÉP. FÉD.) ...	Bundesarchiv, Koblenz ; Bayerisches Hauptstaatsarchiv, München ; Niedersächsisches Staatsarchiv, Hannover. Staatsarchiv, Wien ; Finanz- und Hofkammerarchiv, Wien.
AUTRICHE	Archives générales du Royaume, Bruxelles.
BELGIQUE	Archivo nacional, Sucre.
BOLIVIE	Public Archives, Ottawa.
CANADA	Archivo nacional, Santiago.
CHILI	Archivos nacionales, San José.
COSTA-RICA	Rigsarkivet, København.
DANEMARK	Dirección general de Archivos y Bibliotecas, Madrid.
ESPAGNE	Valtionarkisto, Helsinki.
FINLANDE	Archives nationales, Paris.
FRANCE	National Archives, Accra.
GHANA	Archives nationales, Port-au-Prince.
HAÏTI	National Archives, New Delhi.
INDE	Central Zionist Archives, Jerusalem.
ISRAËL	Archives de l'Etat, Luxembourg.
LUXEMBOURG	Service des Archives et de la documentation de la République malgache, Tananarive.
MADAGASCAR	National Archives, Petaling Jaya.
MALAISIE	Archivo general de la Nación, Mexico.
MEXIQUE	National Archives, Ibadan.
NIGERIA	Riksarkivet, Oslo.
NORVÈGE	National Archives, Wellington.
NOUVELLE-ZÉLANDE	Algemeen Rijksarchief, s'-Gravenhage.
PAYS-BAS	Naczelna Dyrekcja Archiwów Panstwowych, Warszawa.
POLOGNE	Directia Arhivelor Statului, Bucuresti.
ROUMANIE	Public Record Office, London ; Scottish Record Office, Edinburgh.
ROYAUME-UNI	Riksarkivet, Stockholm.
SURDE	Vereinigung Schweizerischer Archivare, Frauenfeld.
SUISSE	Archivni Správa, Praha.
TCHÉCOSLOVAQUIE	Direction générale des Archives d'Etat, Moscou.
URSS	Archivio segreto vaticano.
VATICAN	Arhiv Jugoslavije, Beograd.
YUGOSLAVIE	

MICROREPRODUCTION OF ARCHIVES FOR REFERENCE
AND PUBLICATION PURPOSES

SELECTED ASPECTS OF MICROREPRODUCTION
IN THE UNITED STATES

Report by Mr. Albert H. LEISINGER, Jr., Associate Reporter¹

I. — DEFINITIONS

In the United States microfilm has become a versatile tool with many uses. The purposes for which we microfilm materials, or the categories of use of microfilm, are defined, I believe, more precisely in our country than they have been by M. Bertrand Gille of the Archives nationales of France². The major uses in the United States are :

1. *Reference (microfilmage à but scientifique)*. — The purpose is to provide the researcher with exact copies of documents at a cost far less than the cost of transcribing, typing, or photostating the originals. In its simplest form reference microfilming is a substitute for note-taking, and the scholar or requesting institution receives a negative microfilm copy. Reference filming may also involve the filming, on order, of a complete segment or complete segments of one or more series, an entire series, or even several series of records. Because of repeated requests for the same materials, a growing number of repositories in the United States now reserve to themselves the right to substitute a positive microfilm copy in place of the negative. This is usually done when the reference request is made for a straight run of materials. The negative may then be used to prepare positive prints to meet other reference requests. This is, in effect, a crude form of publication. The retained negative may, of course, also be used for security, preservation, or disposal purposes.

2. *Space-saving or disposal (microfilmage de substitution)*. — A considerable saving in space can be achieved by microfilming records and disposing of the originals. At least two microfilm copies are generally prepared—a master (or camera) negative and a positive. Based upon National Archives experience, the space required for storing the two film copies of a typical archival series is about one-thirteenth of the space required for storing the records filmed. Although some disposal filming was done by the National Archives in 1951-53, we have concluded that we cannot justify on a large scale the filming of permanently valuable records for disposal purposes *alone* because it is, almost without exception, too expensive. In general only the very low cost projects (i. e., 16-mm. copying of relatively uniform materials with low preparation costs that permit relatively high filming production rates) can be justified on a strictly dollars and cents basis. For example, the yearly interest alone on the capital outlay for microfilming a typical archival series will usually exceed the yearly cost of maintaining these records in a Federal Records Center. A number of State archival agencies in the United States do, however, microfilm for space-saving purposes. In most instances this is done because they simply do not have space to store the originals or they are also achieving other filming objectives.

A number of factors other than cost of preparing materials for filming and the filming

1. Text of the preliminary report distributed to members before the Congress.
2. B. GILLE, *Esquisse d'un plan de normalisation pour le microfilmage des archives*, in *Archivum*, vol. III (1953), p. 87-103.

itself should be considered in any disposal filming project. A few of these are : (1) the effect on reference costs (i. e., will the film raise or lower reference costs), (2) the expense of additional microfilm readers, and (3) the generally higher cost of obtaining enlargements (hard copies or paper prints) from the film than from the original records.

Another important consideration is whether other objectives of filming, such as preservation, security, or publication, can be achieved.

3. *Security (microfilmage de sécurité)*. — The generally accepted definition of this term in the United States is not so broad as Gille's definition, which covers both security and preservation filming. Security filming in the United States is done to provide insurance against the loss of valuable information in the records in the event that the records themselves should be destroyed by fire, flood, war, or other calamity. Security film copies should be stored, preferably, in a depository located in a different city from the one in which the original records are kept.

4. *Preservation*. — Preservation filming is done for two reasons : (1) to protect records against possible deterioration from use, that is to say, against wear and tear, and (2) to preserve the informational content of records against deterioration and eventual loss. For example, records produced on poor materials, such as highly acid wood pulp papers or nonpermanent quick-copies, or records that are faded, brittle, charred, or water-soaked can be transferred onto microfilm. This can be done at a fraction of the cost required to laminate them. Lamination can then be reserved for records that have intrinsic values or that do not lend themselves easily to microfilming, such as documents (1) that contain very fine writing, (2) that are oversize, (3) that are in color, or (4) that have very poor contrast between the reading matter and the paper.

5. *Publication*. — Facsimile copies of series of records can be published in their entirety on microfilm at far less cost and with less editorial labor than is needed for letterpress publications. A crude form of microfilm publication is, as stated above, simply the retention of a master negative and the preparation from it, on request, of a positive copy. The element of notification may or may not be present. Under a well-developed microfilm publication program, appropriate title pages, an introduction, a table of contents, and often indexes and special lists are filmed with the records to facilitate the investigator's use of the microfilm. Quite often a guide to the film is printed by conventional methods. Many institutions in the United States producing microfilm publications disseminate information throughout the scholarly world about the availability of these publications.

Through microfilm publications we not only make archival and manuscript sources available to other institutions and to scholars but we also achieve the benefits of security and preservation microfilming.

6. *Acquisition (microfilmage de complément)*. — This is defined as the filming of records in other depositories or in private possession, to supplement and strengthen one's own holdings, to preserve the information in them, or to obtain security copies. Some depositories have active programs and send teams of their own staff into other depositories to film records, or they borrow the records for filming in their own laboratory.

The depositories that purchase or obtain film copies from negatives produced by other depositories are not doing acquisition filming, strictly speaking.

7. Other Uses.

(a) *Administrative or facilitative*. — Some series of records, for example, may be more easily used and the costs of reference service reduced by making microfilm copies of indexes, lists, or other finding aids to records when the original finding aids are required in the agency of origin, in another repository, or in two or more locations in a repository at the same time.

In the case, also, of self-indexing files of bulky dossiers that contain listings or descriptions of their contents on the covers of the dossiers, an index on film may be created by filming the dossier covers. Such an index may reduce reference to the dossier itself or it may expedite or reduce the cost of servicing the records. Another example is as an intermediate step in the

preparation of microcards or in the preparation of full size or slightly reduced copies of originals by the xerox copyflo process.

(b) *Managerial*. — In uses of this type microfilm is actually part of the recording process.

II. — RESPONSES TO AND COMMENTS ON A QUESTIONNAIRE ON THE MICROFILMING OF ARCHIVES AND HISTORICAL MANUSCRIPTS

Under the American system of government there are two separate governments existing side by side—the National, or Federal, Government, and the 50 State governments. This is American federalism, and our archives reflect this dual system of government. The National Archives is concerned solely with the records of our National Government ; the various State archival agencies deal with the records of the States. The State archival agencies are independent and free of control of the National Archives.

In addition to the National Archives and the State archival agencies, there are other important repositories in the United States that contain archives as well as historical manuscripts. One of the most significant of these repositories is, of course, the Library of Congress. Other repositories are State, county, and city historical societies ; business, church, and university archives ; State, city, and university libraries ; and many research institutions or special libraries, such as the Huntington, Bancroft, Clements, and Folger Libraries, the American Antiquarian Society, the American Philosophical Society, and the Hoover Institution on War, Revolution, and Peace.

In order to obtain a current reading of the present status of microfilming in these repositories and their attitude toward the theme of this session, a *Questionnaire on the Microfilming of Archives and Historical Manuscripts* was sent to 146 repositories throughout the United States. The questionnaire was sent to all of the State archival agencies and State historical societies ; to a select number of business, church, and university archives ; to some of the larger State, city, and university libraries, and to some of the larger research institutions. Special care was taken to include those repositories that have been known to impose restrictions on the copying of their holdings. A copy of the questionnaire is shown as Appendix A to this report. Appendix B is a list of institutions answering the questionnaire. Replies were received from 126 institutions, a response of nearly 88 %. Of the 126 institutions that responded, 118, or 93 %, use microfilm. A résumé of the responses along with some of my own comments follows.

Question 1. — Seventy-two had their own microfilming equipment while 51 did not ; 2 did no microfilming ; and 1, while microfilming, did not indicate whether or not it had its own equipment.

Questions 2 and 3. — Of the 51 replying that they did not have their own equipment, 45 did have facilities available to them ; 16 used commercial facilities ; 20 used the facilities of another part of their own organization (for example, the Manuscript Division of the New York Public Library used the centralized photoduplication services of the Library itself) ; 4 used the facilities of another institution ; 1 used both commercial facilities as well as the facilities of another institution ; and 2 did not reply.

Question 4. — Each institution was asked to indicate what proportion of their filming was 16-mm. and what proportion 35-mm. The following is a tabulation of the answers of 107 institutions :

Use only 35-mm. film	59
Use 35-mm. film from 70 %-99 %	26
Use 35-mm. film from 51 %-69 %	2
Use 35-mm. film 50 %	2
Use 16-mm. film 70 %-99 %	8
Use 16-mm. film 51 %-69 %	5
Use only 16-mm. film	5

Conclusions, of course, cannot be drawn about the quality of film produced or the filming standards used from the answers to this question. The fact, however, that 85 out of the 107 reporting institutions (or nearly 80 %) have a 35-mm. filming proportion of over 70 % would seem to indicate that their experience has been comparable to that of the National Archives ; i. e., that with few exceptions the filming of archival materials and historical manuscripts should be done with 35-mm. cameras and that the use of 16-mm. cameras should, in general, be restricted to card indexes or to uniform size materials rarely exceeding letter-size that have good contrast. The National Archives over the past 10 years has used 35-mm. film for about 75 % of its filming.

Question 5. — 114 institutions reported filming uses as follows :

Reference	97
Space-saving or Disposal	66
Security	80
Preservation	89
Publication	63
Acquisition	74
Other	9
	478 (total number filming uses or objectives).

The typical reporting institution had multiple objectives in filming. Dividing 478 by 114 we find that each reporting institution did, on the average, use microfilm for at least 4 different objectives. Reference uses, as was to be expected, showed the highest number, closely followed by preservation uses. Although publication use showed the lowest number, 63, the number of institutions using microfilm for this relatively sophisticated use exceeded expectations.

Of the 63 institutions reporting that they filmed for publication purposes, 56 of these also filmed for reference purposes. This may indicate that the publication use was in many cases an outgrowth of the repeated reference service requests. The answers to Question 7 may also indicate this.

Question 6. — Reporting institutions that filmed for reference or publication purposes were asked whether or not they would film an entire series of records or even several closely related series of records providing that there were no legal restrictions. Reference or publication uses were reported by 104 institutions. Of these, 79 stated that they would, 10 said they would not, 7 said that this depended upon the circumstances, and 8 did not answer. The overwhelming affirmative answer to this question appeared to me the strongest possible evidence that the great majority of repositories in the United States were willing to share their holdings with the scholarly world. Particularly significant was the fact that a number of institutions that have had strong proprietary feelings toward their records in the past and had refused to film large blocks of records *in extenso* were now willing to do this. A few of the institutions with the most restrictive policies reported that they would film large blocks *in extenso* but that they would only loan a film copy to a requesting institution and not sell it outright.

Question 7. — Those filming for reference were asked if they reserved the right to supply a positive (or diazo or Kalvar) copy rather than the negative. Of the 97 filming for reference, 80 reserved this right, 8 did not (2 of these said they probably should), 1 had no policy, 3 said sometimes, and 5 did not answer this question.

The exercise of the right to retain a negative of straight runs of material is, of course, good archival practice. It reduces repeated handling and filming of original materials, and the microfilm negative can be used to produce additional positives for future reference requests (a crude form of publication), for security, for preservation, and for disposal purposes. When this right is exercised for only part of a series of records it is of course necessary to institute

proper controls over the negative film not only to insure its retrieval when required in the future but also to prevent its use in reading machines.

Question 8. — The institutions filming for security were asked if they stored a film copy in a different city : 22 did ; 48 did not (but 2 of these planned to do so) ; 6 did, in part ; 3 kept a film copy in the same city but in a different location from the originals ; and 1 did not answer.

If filming is done for security purposes it is advisable to keep the master negative or a master positive in a different city.

Question 9. — Those filming for space-saving (disposal) purposes were asked whether the records filmed have short-term (1-10 years), medium-term (10-50), or permanent values. There were 66 institutions replying. Of these, 6 filmed records with short-term values, 16 filmed records with medium-term values, 57 filmed records with permanent values, and 1 replied that an appraisal of the permanency of the records filmed had not been made. The total number of categories reported (80) was larger than the number of institutions reporting since some institutions indicated that their filming covered two different categories.

The length of time set for short, medium, or permanent values in the question was an arbitrary determination on my part.

Question 10. — Those institutions filming for publication purposes were asked what finding aids or lists they prepared to facilitate use of the film. Of the 63 institutions filming for publication, 56 answered this question. Replies from a few of the institutions covered two or more of the groupings listed.

None	13
Card file record	5
Extant finding aids	3
Unpublished listings	2
Published listings	6
Guide to collections	3
National Union catalog	3
Indexes, lists, tables of contents, inventories	18
Printed guides generally following standards similar to those of the National Historical Publications Commission or the National Archives	8
TOTAL	61

The replies to this question seemed to indicate that most repositories were not doing enough to facilitate the use of their microfilm publications and that there was need for adequate standards. In the words of the director of one institution, "I think it is a great mistake to put records on microfilm without adequate introductions and explanations. The National Archives does better than most, with reasonably good target sheets, introductory notes, and accompanying pamphlets ; but even the National Archives' films contain unexplained cross-references and other mysteries... of arrangement and classification." The same source mentioned that "the inadequate way in which [his State's]... records had been presented [on microfilm by another repository] is doubling or tripling our work in writing an adequate guide to... Colonial Journals."

This situation is being improved in some respects by the present microfilm publication grant program sponsored by the National Historical Publications Commission, which has issued tentative standards for the preparation of microfilm publications of historical manuscripts. The NHPC guide is an adaptation of National Archives *Staff Information Paper* no. 19, *The Preparation of Materials for Publication on Microfilm* (Washington, 1951), which deals with archival materials. The National Archives 'guidelines' for microfilm publication are discussed further on in this report.

Question 11. — Those institutions filming for space-saving (disposal), security, or preservation were asked to indicate the number of film copies they prepared. The following table covers the questionnaires from the 102 institutions that filmed for these 3 objectives.

<i>No. of Copies</i>	<i>No. of Institutions</i>
1	26
1-2	15
2	40
2-3	1
3	2
3-4	0
4	1
TOTAL	85

17 institutions filming for 1 or more of these 3 objectives did not answer this question. Good archival practice would require the preparation of at least 2 copies (a negative and a positive print). Some institutions, because of fund limitations or other reasons, do not or cannot do this.

Question 12. — Kinds of materials microfilmed.

Papers of private individuals and organizations . . .	90
Foreign archives or manuscripts	22
Demographic records (vital statistics)	37
Church records	45
County or municipal records	38
State archives (excluding County records)	43
Newspapers	33
Other printed materials (rare books, periodicals, and pamphlets)	14
Maps and drawings	2
Theses	6
Records of State Government agencies	2
Photographs	1

The categories listed in the question were, of course, somewhat arbitrary. The answers to the question do indicate the very wide range of materials that are being microfilmed in the United States.

Question 13. — 104 institutions supplied information on the sources of their funds for microfilming operations. A tabulation follows :

Appropriation or budget	86
Fees or sales	23
Gifts, endowments, or grants (including National Historical Publications Commission)	21
Private microfilm publishers	3
Library fund	2
Reimbursement of funds or film	3
Revolving funds	2

Question 14. — In response to the question what specific obstacles would have to be overcome before you could either develop or expand a filming program that would make your resources more easily available to scholars, replies were received from 100 institutions. A number listed more than one obstacle.

<i>Obstacle</i>	<i>Number</i>
Funds	55
Staff shortage	31
Not enough space	13
Lack of equipment	12
None	6
Records need arranging	3
Priority of other programs	7
(inventorying or cataloging 4)	
(implementation of a full Records Management program 1)	
(accessioning backlog 1)	
(centralization of archives 1)	
Restrictions on use of certain collections	1
Clarification of copyright matters	1
Policy would have to be changed	4
No desire to develop such a program	1
More formal agreement on priorities	1
Assurance that we would receive credit	1
We might lose control but if we could copyright we might be more willing	1
Lack of a more formal agreement on priorities . .	1
Legislation needed to make direct customer charges . .	1
TOTAL	139

Question 15. — Institutions were asked whether or not they would approve, both here and abroad, of an expanded program for the microfilm publication of complete series and groups of related series of archival and manuscript materials. 106 stated yes ; 3 replies were yes with reservations on the filming of manuscript (non-archival) materials ; 1 said no ; 1 was doubtful ; another did not care.

There is not a scintilla of doubt of the overwhelming support, on this side of the Atlantic, for expanded programs of microfilm publication of both archival and manuscript materials. The position of the National Archives and of the United States in this conference is in complete accord with this expression of opinion.

III. — THE MICROFILMING PROGRAMS OF THE NATIONAL ARCHIVES

The United States was, as all of us know, one of the last of the nations of the Western World to provide for the adequate administration and preservation of its national records. The construction of the National Archives Building was begun only in 1931, the National Archives Act was approved on June 19, 1934, and the first Archivist of the United States, Dr. R. D. W. Connor, was appointed by President Franklin D. Roosevelt on October 10, 1934.

The present objectives of microfilming in the National Archives.

At the present time the National Archives uses microfilm for two major objectives. The first is that of publishing, in microfilm form, some of the more valuable of our Nation's records. This microfilm publication program, launched more than a quarter of a century ago, is one of the oldest continuing programs of the National Archives. Under it, records of relatively high research value, along with introductory materials, are microfilmed ; the master or camera negative is retained by the National Archives, and positive prints are made from the negative

and sold at moderate cost. It is now, and it has been for many years, the policy of the Archivist of the United States to expand this program as resources permit by making available microfilm copies of more and more archival materials. At the present time some 76,000 rolls of microfilm containing approximately 76,000,000 documentary pages are available to researchers through this program.

Appendix C, "National Archives Microfilm Publication Statistics," includes, in column 4, a total of the number of rolls made available, year by year, from 1941 through December 1965. The seventh revision of the *List of National Archives Microfilm Publications*, recently published, describes approximately 74,000 rolls that are now available.

Through the microfilm publication program easy access to some of the most valuable holdings of the National Archives is possible for scholars throughout the world. The equivalent of 270 million documentary pages of reproductions have been distributed (see Appendix C, Column 5—each roll contains approximately 1,000 pages); 17,500,000 of these are now held by 54 different countries outside the United States (Appendix D lists these countries and the number of documentary pages in the possession of each).

The second major microfilming objective of the National Archives is designed to preserve the information contained in badly damaged or disintegrating records.

Although these two programs are now, in effect, combined, we can discuss their origins, purposes, and development separately.

Origins of microfilm in the National Archives.

Before the National Archives opened its doors in 1936, new techniques for reproducing documents by other than conventional printing methods had created the basis for a technical revolution. Built upon the achievements of Jacques Daguerre in France in 1839 and of John-Benjamin Dancer in England the same year, and on the practical applications of microphotography by René Dagron during the Franco-Prussian War, this new technology—microphotography—had at its command by the late 1920's adequate cameras and film and the projection devices to enlarge the reduced image to readable size. The stage was set.

In the United States the great potential of microphotography and other new techniques were fully recognized by the Joint Committee on Materials for Research of the Social Science Research Council and the American Council of Learned Societies. The Joint Committee, established in 1929, investigated thoroughly the practical significance of innovations in the field of documentary reproduction¹. It found that microphotography was a relatively inexpensive method for bringing exact reproductions to the scholar. Here, too, was a way to bridge the widening chasm between the slow and costly method of printing source materials and the great mass of unpublished documents. In the words of the Chairman of the Committee, Robert C. Binkley, "There is taking place in the techniques of record and communication a series of changes more revolutionary in their possible impact upon culture than the invention of printing."² Executive Secretary Theodore R. Schellenberg, who was then on the National Archives staff, recognized that "microfilm copying is particularly suited to fulfill research needs. ... When large depositories have the equipment for producing, and small depositories the equipment for reading film copies, the library resources of the country will become fluid. Effective research will be possible in small research institutions and scholarship will become far more democratic." Schellenberg not only foresaw the inevitability of a wide application of microcopying, but he also warned that "against its introduction will be brought all the opposition which every new device must surmount."³

1. *Manual on Methods of Reproducing Research Materials*, Ann Arbor, 1936, a revision of the 1931 tentative edition (*Joint Committee on Materials for Research*).

2. *New Tools for Men of Letters*, in *Yale Review*, New Series, vol. 24, n° 3 (March 1935), p. 519.

3. *Microfilm Copying of Documents*, in *Journal of the Society of Motion Picture Engineers*, vol. 27, n° 1 (July 1936), p. 90-93.

Before microfilm could be used for archival purposes many tests and experiments were made by the National Bureau of Standards, at the request of the National Archives, on various aspects of microfilm stability and storage. By June 1936 the Bureau's preliminary report, stating that correctly processed microfilms were "as permanent as the best grade of letterpress printing on the best rag-stock book paper," enabled the National Archives to explore more fully the potential of microphotography.

The National Archives had been using its small but growing photographic laboratory not only to meet research needs by supplying photostat and microfilm copies of documents but also to facilitate its own work. Card files at the Library of Congress were microfilmed to expedite the preparation of subject-heading cross-references for the National Archives Library; some 2,600,000 index cards at the Veterans Administration were copied to assist in the servicing of pension records; and the 260,000 cards comprising the Mereness Calendar of Materials in Federal Archives in Washington Relating to the Upper Mississippi Valley, the only complete copy of which was at the University of Illinois, were microfilmed to aid the staff and the researcher as well.

Microfilm was not only used by the National Archives for reference, facilitative, and acquisition purposes, but serious consideration was given to its use for preserving deteriorating documents and for conserving space.

The next application of microphotography in the National Archives, however, was not primarily for preservation or for space-saving but for publication.

Vernon D. Tate's and Dallas D. Irvine's initiatives, 1935-1939.

It is difficult to attribute to one man the credit for initiating this new use, but such was the climate of opinion in the late 1930's that the idea emerged not once but several times before it was adopted. One man who was certainly a major protagonist of microfilm publication was Dr. Vernon D. Tate. Tate had been appointed Chief of the Division of Photography, Reproduction, and Research on May 1, 1935, and under his direction the Archives photographic laboratory was equipped and put into operation. In 1938 Tate also became editor of the pioneering *Journal of Documentary Reproduction*. A good publicist, Tate both wrote and spoke widely on microphotography and its applications for research.

The first reference to the proposed use of microfilming for publication purposes that can be found among the records of the National Archives is in an undated, unsigned memorandum, entitled *Retention of Original Microfilm Negatives and a Possible Sub-Publication Plan*, in all probability prepared by Tate between 1938 and 1939. The author of the memorandum stated that many requests for microfilm copies of complete volumes and related papers were being made and filled by supplying negative microfilm. Steps, he said, should be taken to eliminate the possibility of damage to fragile records by photography. "It has been proposed..." he continued, "that we retain all microfilm negatives of complete volumes... as the negatives may (1) be used to service subsequent orders, (2) assist in the preservation of the originals, (3) be useful for research, reference, and for other purposes in the National Archives, (4) serve as an insurance policy on the records themselves."

The author of the memorandum stated that if it were possible to retain negatives a subsequent request for the same material could be filled simply by printing a positive, thus reducing to a minimum "trouble and expense to the National Archives." Eventually the negative would have added to it an introduction that would not only explain the provenance of the records but would also mention related materials in the National Archives. Thus, "a kind of publication will have been created."

Tate had the foresight to see the difficulties such a program would encounter, and he tried to forestall them. The proceeds from the sale of positives would, he said, under existing legislation, have to be turned over to the Treasury. It would seem logical, Tate continued, to amend the National Archives Act to provide for a revolving fund independent of appro-

priations. No evidence, however, can be found that any action was taken on his proposal.

Some time after the Tate proposal, the microfilm publication idea emerged again. On June 12, 1939, Dr. Dallas D. Irvine, then Chief of the Division of War Department Archives and also Provost of the American Military Institute, wrote, in his capacity as Provost, to Dr. Tate, Editor of the *Journal of Documentary Reproduction*, stating, "the establishment of the National Archives has created an unusual opportunity for the 'publication' of complete archival series or collections in microfilm form." Irvine recognized "the tremendous advantages to scholarship of any extensive distribution of complete microfilm copies of important archival collections throughout the country" and proposed "the filming of certain records of the Secretary of War prior to 1860." Irvine suggested, further, that an individual or organization might purchase "a complete microfilm reproduction of a highly important archival collection," and "sell prints from it for more than their material cost, and, by fixing the price at the proper point, thus regain part or all of its original expenditures or even obtain a profit." Some foundation, he continued, might even be induced to establish a revolving fund to finance the undertaking. Irvine sent copies of his letter to Dr. Connor, the Archivist of the United States, Dr. Solon J. Buck, the American Historical Association's representative to the American Documentation Institute, Dr. Philip C. Brooks, Secretary of the Society of American Archivists, and Dr. Waldo G. Leland, President of the American Council of Learned Societies. Drs. Buck and Brooks were both on the National Archives staff. Dr. Waldo Leland, along with J. Franklin Jameson, spearheaded the movement for the establishment of a National Archives.

In his reply to Irvine of June 20, 1939, Tate expressed his complete agreement on the opportunity for the dissemination of complete archival series on microfilm but offered the suggestion that the best way to achieve this goal was to approach Dr. Buck, Director of Publications of the National Archives, to determine whether records could be arranged and edited by his Division and a microfilm negative prepared. Tate sent copies of his letter to Connor, Buck, Brooks, and Leland.

The Archivist of the United States forwarded his copy of Irvine's letter to his Director of Publications on July 17, 1939, with the notation, "You might give some study to the suggestion"; but Buck, who undoubtedly was sympathetic to the proposal, already had. Sometime late in June, according to the report of the Division of Photographic Archives and Research for the quarter ending June 1939, an informal conference was held in Buck's office, with Tate and others in attendance. According to Tate, "some attention was given informally to the possibilities inherent in a sub-publication program." Although Buck scheduled further discussion on a sub-publication plan for the next meeting of the Committee on Publications, no further action was taken until just a year to the day from the date of Irvine's letter. On that day, June 12, 1940, Tate and Buck discussed with the Archivist the possibilities of a microfilm program. By this time the pressure exerted by repeated requests for the filming of several series of records made it obvious not only that the life span of the records involved was being systematically shortened by repeated handling and filming but also that the energies of the National Archives were being dissipated. Action was now needed.

The Committee on File Microcopies, 1940.

After a series of memos from Tate, Buck, and others to the Archivist, a special committee was appointed that recommended proposals for microcopying (microfilm publication). The Archivist approved the committee's proposals on September 17, 1940. In his memorandum of September 20, 1940, Dr. Connor announced the appointment of a Committee on File Microcopies, to be chaired by Dr. Buck. The committee was directed "to compile, and revise from time to time... a priority list of materials of which negative file microcopies should be made by the National Archives." Records could, in effect, be proposed for inclusion on the list either on the basis of microreproduction orders for a "considerable body or important unit of archival materials" or as the result of suggestions made by the Chiefs of the custodial

divisions. Records so listed, when approved by the Archivist, would be filmed, the negative being retained and a positive supplied to fill an order. Introductions, annotations, calendars, and indexes were to be added to the negative when needed to facilitate the use of the material. Dr. Connor's memorandum also gave the Director of Publications authority to publicize the microcopies so produced.

The Archivist's main concern in launching what was at the time a unique program and a new adventure in publication was the preservation of the Government's most valuable records; the historian not only desired copies of these records but he reminded the Archivist of a fact that he well knew: scholarly needs demanded more extensive publication of archives. At that time, however, the outlook for any systematic or comprehensive program of publication by conventional means was dark indeed. The records were too vast, costs were too high, and funds were not forthcoming.

The Archivist of the United States, in his report to Congress (*Seventh Annual Report*) following the launching of this new program stated: "Although the file microcopy program had its origin in the provision of service on records in the National Archives, it serves at least two other purposes—the wider distribution of the documents photographed, which is in effect publication of them, and, by virtue of this wide distribution, the assurance of the preservation of the contents regardless of the fate of the documents themselves. It is obvious that the... microcopies... possess many of the characteristics of publications of documentary materials. Such microcopies can be produced at a lower cost and with greater accuracy than printed publications... they have another advantage in that the exact number of copies required can be provided when and as they are needed and consequently the "publication" is never out of print. It may be that edited microcopies will largely supersede comprehensive printed publications of historical documents in the years to come."

The microcopy program, the Archivist continued, also afforded a means for preserving records against the hazards of a war that was drawing closer and closer to the United States, and he recalled Thomas Jefferson's letter to Ebenzer Hazard after the American Revolution: "I learn with great satisfaction that you are about committing to the press the valuable historical and state-papers you have been so long collecting. Time and accident are committing daily havoc on the originals deposited in our public offices. The late war has done the work of centuries in this business. The lost cannot be recovered; but let us save what remains: not by vaults and locks which fence them from the public eye and use in consigning them to the waste of time, but by such a multiplication of copies as shall place them beyond the reach of accident."

During the first few years the microfilm publication program made progress, but it did not achieve a balance. Most projects were the result of reference service requests; few resulted from careful planning.

The war-time security program.

Although the entrance of the United States into World War II brought about the cessation of many peacetime activities, the bombing threat channeled the program's energies into, and even provided some additional funds for, filming for security purposes. President Roosevelt recognized the value of filming the Nation's most valuable records and termed microfilming "the only form of insurance that will stand the test of time." (*Eighth Annual Report* of the Archivist.) Wartime personnel shortages did, however, seriously curtail the preparation of descriptive materials to accompany the filmed records.

By 1944, with the threat of air attacks ended, security filming ceased. The war had also brought about a decline in reference requests for the filming of large blocks of records and the File Microcopy Committee was able, for the first time, to plan for the eventual microfilm publication of large blocks of records of outstanding research value. By this time, also, American archivists were beginning to learn that good microfilm planning meant the inclusion of entire series and even several related series of records on the program.

One of the major obstacles to the program before 1948 was that the entire program was primarily financed from appropriations. Proceeds from sales went into the General Fund of the United States Treasury. In theory, at least, Congress would increase our appropriations commensurately with the increased cost of furnishing reproductions. In practice, this remained just a theory. The increase in the volume of reproduction services after the war, and the failure of Congress to increase appropriations, resulted in a serious financial drain on the National Archives. In 1947 a number of orders for microfilm publications could not be filled because the money was not available to purchase the microfilm raw-stock ! The first comprehensive *List of National Archives Microfilm Publications*, printed in that year, could not be circulated widely for fear that financial embarrassment would result.

The new start in 1948. Criteria of selection.

The year 1948 marked the coming of age of the microfilm publication program. First, the National Archives Act was amended to provide that moneys received by the National Archives for the sale of reproductions would be paid into, administered, and spent as part of the National Archives Trust Fund. This amendment allowed the National Archives to establish a revolving fund. Any accumulation of funds from sales of reproductions, including microfilm publications, over the bare laboratory costs of reproduction, could now be used to expand the filming of research materials.

The second major achievement was a grant of \$20,000 from the Rockefeller Foundation, obtained through the support of scholars and archivists throughout the United States. One-half of the grant was to be used for increasing the production of microfilm publications and the other half to enable the National Archives to handle orders from established American institutions on an accounts receivable basis—a good business practice.

The wider horizons opened by the establishment of a revolving fund and the Rockefeller grant resulted in more careful attention to the selection of materials for filming since the revolving fund would revolve and not stagnate only if those records with a research value high enough to ensure a reasonably large demand by research institutions were selected for filming.

The selection of archival series or groups of records for publication on microfilm is not easy. The National Archives has in its custody about 900,000 cubic feet of records. These include practically all the major bodies of permanently valuable records of the Federal Government from 1774 to 1946 that have survived and are still in the Government's custody. Only a very small part of this great mass of archives is available as microfilm publications. The 40,500 rolls filmed by the National Archives¹ represent only 22,000 cubic feet, or less than 2 1/2 %, of the total volume.

How, then, are records selected for inclusion in the program ? In general, records must have a high degree of research value for a variety of studies, and the ratio of research value to the total volume of the records must be high. The records must reproduce satisfactorily ; they must be in, or close to, a perfect state of arrangement ; and they must be so organized that a scholar can obtain information from the film copy easily.

In the selection process, each series of records is competing with all other series in the National Archives. The values of filming a particular series do have to be compared with values of filming other series. Records that deal with a particular geographic area or subject and that do not cover too long a time span are likely candidates. On the other hand, series of records, although they may have extraordinary research values, may from a publication point of view be poor candidates. This is especially true if they deal with too many subjects, if they cover too large a geographic area, and if they are too extensive.

One important fact must be kept in mind. With rare exceptions, we are filming each

series of records in its entirety. We have generally refrained from microcopying select materials from a series.

There are justifications for our policy. First, the filming of select materials will often destroy the integrity of a records series ; second, it is easier to film entire series than to select particular items that often involve value judgments ; third, it is cheaper ; and, finally, any canon of selection will find dissenters.

As the microfilm publication program has developed, increased emphasis has been given to filming related series of records. We believe that all main series of records relating to the same broad subject or field of interest should be filmed so that the scholar can obtain reasonably complete coverage. Thus we have filmed about half a dozen series of records that relate to the suppression of the African slave trade and Negro colonization. Similarly, some 40 microfilm publications, more than 850 rolls of microfilm, document the relations between the United States and the Far Eastern countries of China, Japan, and Korea from 1790 through 1929. Other groups of related microfilm publications cover relations between the United States and other areas of the world.

In some cases it has been possible to film entire record groups or major parts of them. Thus the Papers of the Continental Congress, the records of the Russian-American Company, and the diplomatic and consular correspondence of the Department of State through 1906 have all been filmed.

It must be emphasized, however, that it has not been possible to microfilm all or, in most cases, even the larger part of the records in the National Archives on a particular subject or area, or on the activities of any single Federal agency or office. In some cases the scholar may obtain more complete coverage by ordering microfilm, photostat, or xerox copies of supplemental materials. In other cases there may be no substitute for a visit to the National Archives. For many types of research the records in the National Archives, of course, may only supplement the archival and manuscript sources in other repositories both here and abroad.

Rules for the preparation of records for microfilming.

The National Archives issued in 1951, as a guide for the preparation of records for microfilm publication, its *Staff Information Paper* no. 19, *The Preparation of Records for Publication on Microfilm*. The effective preparation of records for microcopying, accomplished before the actual filming is begun, serves to make the microfilm intelligible to the user and to facilitate his use of it. The first step in this process is to perfect the arrangement of the records. Then plans are made to include accompanying indexes or registers. In some cases it has been found advantageous to create a register to a series. Diplomatic or consular despatches, particularly, lend themselves to this treatment. For example, with despatches from United States Ministers to China, we simply filmed selected pages from the register volumes that referred to that country. Other microfilm publications contain name indexes to all letters included in a series or lists of documents. By expedients such as these we have created microfilm publications that are sometimes as easy to use as the originals themselves, or even easier.

These special aids are included in the introduction to the microcopy, which follows the title page. The introduction also contains information on the arrangement of the records filmed, their provenance, date span, and subject content and includes references to related records on microfilm and to materials that have not been filmed. Target sheets are used when needed to separate one volume or file from another or to indicate any missing documents.

This is but a brief summary of the editorial work that goes into the preparation of a microfilm publication before filming is begun. Those who are interested in more detail should obtain a copy of *Staff Information Paper* no. 19. Also available from the National Archives are the processed pamphlets accompanying each microfilm publication. These contain the introduction to a microcopy, a table of contents, and any special lists or indexes that have been prepared to facilitate use of the microcopy. About 350 of these pamphlets are now available.

1. See below Appendix C, Column 2, p. 149.

Microfilm as a preservation factor for damaged records.

Although the preservation factor was an important consideration in the development of the microfilm publication program, the primary emphasis of the program has been to meet the research needs of scholars and research libraries. The program itself was not more than a partial answer to the problem of the preservation of damaged textual records.

For many years the National Archives repaired the most seriously damaged records by the lamination process, a process, however, that was far too costly to apply on a large scale.

A survey made in 1956 revealed that 8,000 volumes and nearly 13 million sheets of paper in the National Archives were in such an advanced stage of physical deterioration that they must be either laminated or microfilmed to preserve them. The survey also revealed that another 5 million sheets would deteriorate within the next 10 years unless steps were taken to preserve them.

As a result of the 1956 survey the National Archives outlined a program for the rehabilitation of the damaged records. It was decided to preserve records by microfilming them whenever feasible and to reserve the more costly laminating and rebinding processes for those records that are too fragile for microfilming, that have special values requiring their preservation in their original form, that do not reproduce satisfactorily, or that cannot easily be used in microfilm form.

In the decade since this decision was made the National Archives has microfilmed nearly 13 million sheets of damaged but historically valuable paper records. The preservation microfilming program has also achieved other desirable results. First, since records must be properly arranged before filming, the program has accelerated the arrangement of records; second, it has made possible the preservation of security copies of the records filmed; and, finally, it has enabled research libraries to obtain microfilm copies of the records preserved at nominal cost. This last result has been achieved because each preservation project was treated, whenever possible, as a microfilm publication.

The programs, therefore, have become closely interrelated operations. Although publication projects are undertaken primarily to meet research needs, they also serve to preserve the records filmed. Conversely, while preservation projects are undertaken primarily to preserve the records, the records filmed are also valuable for research purposes.

The microfilming of the German archives after World War II.

The National Archives has been involved, of course, in other filming programs. It is not, however, my intention to supply a long list or catalogue of them. But I do want to mention one of the most significant that developed as a result of the capture of German archives at the end of World War II. Practically all of these have now been restituted to the German Government at Bonn, but first the more important ones were microfilmed and copies of them were deposited in the National Archives. There are now more than 17,000 rolls of this film in our custody covering the period from 1867 to 1945. All of it has been brought under microfilm publication controls. The filming was started in Whaddon Hall, Bucks, England, as a tripartite project of the Governments of Great Britain, France, and the United States; other filming at Whaddon Hall was accomplished by various American universities, St. Antony's College, and the American Historical Association. Filming at the Berlin Document Center was done by the American Historical Association, the Hoover Institution, and the University of Nebraska. The oldest records of all, from the Heerisarchiv Potsdam, some of which date as early as the 17th century, were filmed at the National Archives. The filming of the bulk of the materials was started in 1956 at Alexandria, Va. The Alexandria project, begun at first by the American Historical Association supported by grants from several American foundations, and with the joint co-operation of the Departments of State and Defense and the National Archives, became a National Archives project about 5 years ago. A few records still remain to be filmed. Guides to the greater part of these records have been published, including some 51 guides—with more still to be issued—to the Alexandria records alone.

Programs for the future.

The filming programs of the National Archives provide a great reservoir of archival materials for the scholar and the research library. They provide the researcher with basic source materials; they enable the large university or research library to expand its special collections and develop new ones; they supplement the holdings of local archives and regional collections; and they provide the new university, crippled by a shortage of research materials, with the unparalleled opportunity of assembling a well-rounded collection of sources at very low cost.

The programs do even more than this since they reveal, in the words of Ernst Posner, that "the National Archives has abandoned monopoly of some of its most important holdings and has thrown them open to the use of scholars and searchers, regardless of personal merits and qualifications. This is basically a final break with the archivist's proprietary attitude toward his records, a democratization of the archival reference service."¹

At the present time the National Archives is expanding its microfilming programs. Just last year a 10-year program was approved by the Archivist for the filming of approximately 30,000 cubic feet of records.

We are also seeking ways in which we can finance a program to distribute prints of all of our microfilm publications to the 12 regional centers ("Federal Records Centers") of the National Archives and Records Service that are situated throughout the Nation. These centers, our only national research facilities outside the National Archives, hold permanently valuable Federal records, and they are being used increasingly by scholars from nearby universities and research institutions. We would like to see our microfilm holdings made more accessible to these institutions since few of them can afford to purchase our entire film collection. If this can be achieved, a long step forward to our goal of promoting equal opportunities for scholarship will have been taken.

IV. — OTHER MICROFILM PUBLICATION PROGRAMS IN THE UNITED STATES

Although the National Archives was the pioneer in microfilm publications of archival material, we desire no monopoly and welcome the spread of this concept throughout the United States and the world.

One excellent application took place in the United States in 1948 when the Wisconsin State Historical Society decided to publish on microfilm one of its most valuable collections of papers, the Draper Manuscripts. The Society did this because it found that the drain on the Society's resources in servicing the collection had not only become onerous but that the manuscripts themselves were showing unmistakable signs of deterioration. The records were retired from use, and the cost of filming was borne by the purchasers and the Society.²

In 1952 the trustees of the Adams Manuscript Trust decided to publish on microfilm the two-and-a-half-century span of Adams family papers, probably the most valuable family archives in all of the United States, "for the immediate purpose of insuring their safety and the long-range purpose of making them available to scholars everywhere," as Lyman H. Butterfield wrote.³ Although a first-class and comprehensive letterpress edition of these papers has been underway since 1954, it will not be possible to put every document into print or to cover every subject with which the Adamses were concerned. The filmed materials, although

1. E. POSNER, *The National Archives and the Archival Theorist*, in *The American Archivist*, vol. 18, n° 3 (July 1955), p. 211.

2. See *The Draper Manuscripts, a Description of a Famous Collection now Available on Microfilm*, Madison, 1948 (Wisconsin State Historical Society).

3. L. H. BUTTERFIELD, *The Microfilm Edition of the Adams Papers*, in *The Library of Congress' Quarterly Journal of Current Acquisitions*, vol. 18, n° 2 (February 1961), p. 54. See also *supra*, p. 23-25.

protected by copyright, have been used extensively by scholars on both sides of the Atlantic.

The Massachusetts Historical Society, the oldest and one of the most distinguished historical societies in the United States and the custodian of the Adams family papers since 1956, also published the invaluable Henry Knox Papers on microfilm in 1962.

The above are just a few examples of microfilm publications produced by historical societies.

The most significant new development in the microfilm publication field in the United States has been the inauguration of a grant program by the National Historical Publications Commission. The program, recommended by the Commission in its 1963 *Report* to President Kennedy, provides for modest grants to public and private institutions for the publication (including microfilm publication) of documentary sources significant to the history of the United States. A 5-year program was authorized by an act of Congress approved on July 28, 1964, and appropriations of \$350,000 have been made each year for the past 2 years. Undoubtedly the success of the microfilm publication programs of the National Archives, the Library of Congress, and other institutions spurred the Commission to state, in its 1963 *Report*, that it would "give increased encouragement to the use of microfilm and other methods of reproduction as a means of making available large collections of documents for which printing is inappropriate."

During the first full year of this program's operations 16 microfilm publication projects in 13 States were approved; work was begun on most of them; and a few were completed. (A list of repositories participating in this microfilm publication program is Appendix E to this report.) The Commission has developed technical and professional standards, and the grant conditions provide for accompanying pamphlets for each project. The film and pamphlets, when completed, will be available for interlibrary loan or purchase at cost.

This program will, if the funds are available for its continuation, make available for scholarly research a great mass of documentary materials of national significance.

One of the major and most ambitious microfilm publication projects in the United States is the Presidential Papers Program of the Library of Congress. In August 1957 Congress authorized and directed the Librarian of Congress "to arrange, index and microfilm the papers of the Presidents of the United States in the collections of the Library of Congress in order to preserve their contents against destruction by war or other calamity and for the purpose of making them more readily available for study and research."¹

One year later the Library began the work that, when completed, will make available through purchase or by interlibrary loan the papers of 23 Presidents of the United States. The papers, which are on deposit in the Manuscript Division of the Library, cover a span in time from George Washington through Calvin Coolidge and include about 2 million manuscripts. Before a collection is filmed it is first studied and organized into series; then the arrangement is perfected and a name index is prepared. The index for each collection is printed and given to purchasers of the microfilm without charge; others may buy it for a nominal sum. The Library has now completed the filming of more than two-thirds of the collections.

V. — COPYING PROGRAMS OUTSIDE THE UNITED STATES

The Presidential Papers program was not the first microfilming program that the Library of Congress has undertaken in its history. The Library was not only the first Federal agency to use microfilm, but it was the pioneer in the photoduplication of materials in foreign archives. Its Project A, financed by a \$490,000 grant from John D. Rockefeller, Jr., was "unimagina-

tively named but imaginatively conceived and executed," as Lester Born has stated.¹ Through Project A's operations, extending from 1927 to 1932, the Library obtained microfilm copies of between 2 and 3 million manuscript pages from scores of repositories in 12 countries in Europe as well as in Canada and Mexico. This project, basically an acquisitions rather than a publication one, was continued almost without a pause by the Library through funds available from the Wilbur Fund. It and other foreign copying programs of the Library have brought to our shores a wealth of materials from the Old World. Even medieval manuscripts from St. Catherine's Monastery at Mount Sinai, from Mount Athos, and from Jerusalem have been copied.

There have been, of course, many foreign copying programs organized by other institutions, such as the vast genealogical copying program of the Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints, the Knights of Columbus Foundation's Vatican Manuscript project, the Bancroft Library's Spanish and Latin American projects, the American Council of Learned Societies' British Manuscript project (1941-1945), and numerous other smaller programs. Almost without exception these projects, however, have been ones of acquisition rather than publication.

We in this country have been aware of the need for the planning, co-ordinating, and controlling of the filming of archival materials; this has been reemphasized fairly recently in Dr. Born's study for the Council of Learned Societies, referred to above. The author states that the most difficult problems of all concern the reproduction of archival and manuscript materials abroad. Microfilming activities outside the United States by American organizations have proliferated during the past 30 years, and now we are witnessing an upsurge in photocopying abroad, with foreign archives, libraries, universities, commercial firms, and UNESCO active in filming materials in Great Britain, Belgium, France, Spain, Italy, Hungary, the Middle East, Africa, Latin America, and many other countries and areas.

Assisted by a grant from the Council on Library Resources, Inc., the Library of Congress has established a center for the co-ordination of foreign manuscript copying. Quoting from the 9th *Annual Report for the Year Ending June 30, 1965* of the Council:

"The Center is expected to operate on an experimental basis for three-and-a-half years. It will record the progress, from start to completion, of projects for photocopying foreign archival and manuscript records, and will seek to eliminate duplication of effort by publicizing projects in progress and upon completion. It will seek to develop standards and techniques for the execution and recording of results of projects so as to promote efficiency, assure bibliographical control and achieve maximum benefit to the scholarly community as a whole. It will inform individuals and groups about copying possibilities and procedures, give technical advice when needed, and assist in the development of co-operative projects. It will also seek to promote mutually advantageous arrangements between domestic and foreign repositories.

"The Center will serve, too, as the secretariat for a national committee on the photocopying of foreign manuscript and archival material needed by American investigators. The Committee, which is expected to provide leadership in the field, will be composed of representatives of the various learned societies."

This is a most praiseworthy project that must succeed since it will be of inestimable service to scholarship. One fact must be emphasized—the center, now in embryo stage, is to be a national one only, and will not maintain a record of materials filmed or held by foreign archives, institutions, or organizations.

Countries other than the United States where microfilm is being accumulated and increasingly used for research will no doubt recognize the desirability of establishing similar control centers before their microfilm holdings become too extensive and unwieldy. In the not too distant future this need will arise also in those countries that are just beginning to

1. 71 *Stat.* 368.

1. *Planning for Scholarly Photocopying, A Report prepared for the American Council of Learned Societies, in Publications of the Modern Languages Association*, vol. 74, pt. 2 (September 1964), p. 1.

develop their research facilities. Once national centers are established we may then envisage the formation of area or continental centers. To any or all of these the National Archives is willing to furnish a detailed record of their country's holdings of National Archives Microfilm Publications.

VI. — THE UNITED STATES POSITION

Nature of and rationale for current national microcopying policies with respect to selected individual documents and complete "fonds" or complete series within "fonds."

The United States is committed to the principle that "public archives are public property." The archivist in a democracy is merely the custodian and not the owner of the records placed in his charge. It is his duty not only to preserve records but to do all in his power to encourage their use by scholars throughout the world. This is in complete accord with the Constitution of the ICA, which defines as one of our purposes the facilitating of the use of archives and their more effective and impartial study by making their contents more widely known, making reproductions more readily available, and encouraging greater freedom of access. The ICA Constitution, furthermore, calls on all nations to co-operate in the use of the documentation of human experience for the benefit of mankind—with this we are in full agreement.

While the United States will microfilm, on request, individual or selected documents from series, we prefer to microfilm complete series of documents, groups of related documents, and entire *fonds*. We then supply the requesting agency with a positive microfilm copy and retain the negative for future use. The reasons for this preference are: (1) The filming of selected items from a series will often destroy the integrity of a series. (2) The selection of specific items often involves value judgments—the filmed selections, therefore, tend to be subjective rather than objective, thus giving the user an imperfect or distorted picture of events. (3) It has been our experience that selective filming is generally unsatisfactory. Scholars are perturbed by it and some even believe we are acting as censors. It often leads to requests for, and the refilming of, a series in its entirety. (4) It is cheaper and easier to film an entire series than to select items for filming.

Character of obstacles to increased microfilming of whole series or "fonds" on behalf of scholars.

The major obstacles in the United States are the need for more money, equipment, and personnel. There are few legal, administrative, or professional difficulties.

Some nations may feel that they lose control over records by publishing them on film. But do they not also lose control through letterpress publication? We feel that we are publishing and that, therefore, there is no need to control.

The objection is also raised that microfilm publication means that the archivist can no longer guide researchers. This guidance, however, is given to the researcher through the introductory materials to the film or in a printed guide or accompanying pamphlet. These supply (1) the administrative history of the agency creating the records, (2) information on the provenance of the records, (3) detailed data on the arrangement, and (4) references to other related records. There is no reason why a researcher cannot write to the archivist if he has a question about the records.

The argument has also been advanced that microfilm publication will reduce visits to a repository. In the United States, despite our microfilming programs, reference service is increasing rather than decreasing. Researchers using our film often visit us to examine related materials that we probably will never be able to microfilm.

The expansion of microfilming will enable repositories to strengthen their own holdings with materials from other institutions. This will increase reference service.

Possible ways and means of surmounting these obstacles including international agreement among archival authorities or specified minimum conditions for reproduction of whole series or "fonds."

Please see "Proposals for Action..." at the end of this report.¹

Consideration of special values of the publication of whole series or "fonds" and comparison of the respective optimum roles of microfilm and letterpress techniques in documentary publication.

The special values of the microfilm publication of whole series or "fonds" have been developed in the report. Both letterpress and microfilm publication have their place in a well-balanced publication program. Letterpress generally is more suited for the publication of materials of the highest value that merit the widest possible circulation. All too often consideration is given to only one or the other of these methods. Actually, many combinations of both are possible. Just one possibility might be mentioned—a printed selection of documents accompanied by a microfilm supplement containing all of the records from which the selection was made. The letterpress publication in this case makes direct references to materials reproduced on the microfilm supplement by roll and frame number. For example, an editor may print only a few documents relating to a specific incident and refer in his footnotes to the documents that he has not printed for the use of scholars who may be especially interested in that incident. At the same time the scholar may also view, if he so desires, an exact facsimile of the documents that the editor has chosen to print.

In the particular example we have cited, the microfilm supplement is prepared first. The editor makes his selections from the film, has enlargements made of them, and then prepares his printer's copy by transcribing from the original. The supplement has become a tool to lighten his burden. A project similar to the one I have described is now in progress at the National Archives for the Wisconsin volumes of the *Territorial Papers of the United States*—the oldest continuing documentary letterpress publication undertaken by the United States Government with the exception of *Foreign Relations of the United States*.

VII. — PROPOSALS FOR ACTION BY THE EXTRAORDINARY CONGRESS

1. Nations may preserve the documentation of their own heritage, encourage scholarly access, and bring about a better understanding of their own history through the microfilm publication of complete series or "fonds." Whenever possible, nations with technical and professional knowledge should assist other nations lacking these skills to develop such programs.

2. The more highly developed nations are urged to give the highest priority in their filming programs to those records relating to the history of nations that lack adequate documentation of their past.

3. In the interests of all humanity, nations should be encouraged to exchange either directly or through other nations microfilm copies of entire series of records or "fonds" on a mutually acceptable basis.

4. A nation believing that such an exchange will weaken its control over its own archives may require the nation receiving microfilm copies of its records to report annually the names of all users of the microfilm and the purpose for which the film is to be used. Also, any archival authority, if it so desires, may prohibit the re-reproduction of the film it has supplied or its export to another country.

5. The ICA should do everything possible to obtain the necessary technical and financial assistance from UNESCO to implement these proposals.

1. *Infra*.

APPENDIX A

QUESTIONNAIRE ON THE MICROFILMING OF ARCHIVES AND HISTORICAL MANUSCRIPTS

Name of Institution :

Address :

1. Do you have your own microfilming equipment ?
2. If not, are microfilming facilities available ?
3. If your answer is yes, where are the facilities located ?
4. What proportion of your filming is 16-mm ? 35-mm ?
5. For what objectives do you microfilm ?
 - *Reference* (supplying researchers with negative film copies) ;
 - *Space-saving or disposal* (film is made and used in place of records that are disposed of) ;
 - *Security* (film is made as insurance against loss or destruction of the originals) ;
 - *Preservation* (filming to save wear and tear on records or to preserve their informational content. The original records are usually withdrawn from use and film copies are used by researchers in their place) ;
 - *Publication* (a master negative is made and retained ; positive copies may be purchased by scholars or institutions) ;
 - *Acquisition* (the filming by you of materials in other depositories to strengthen your own holdings) ;
 - *Other*. Please explain.
6. If you film for reference or publication purposes, will you film an entire series of records or even several closely related series providing there are no legal restrictions ?
7. If you film for reference, do you reserve the right to supply a positive (or diazo or Kalvar) copy rather than the negative ?
8. If you film for security, do you store a film copy in a different city ?
9. If you film for space-saving, do the records have short-term values (1-10 years) medium-term values (10-50 years), or permanent values ?
10. If you film for publication purposes, what finding aids or lists are prepared to facilitate use of the film ?
11. If you film for space-saving, security, or preservation, how many film copies do you make ?
12. What kinds of materials have you microfilmed ?
 - Papers of private individuals and organizations
 - Foreign archives or manuscripts
 - Demographic records (vital statistics)
 - Church records
 - County or municipal records
 - State archives (excluding County records)
 - Other. Please list.
13. What are the sources of funds for your filming operations ?
14. What specific obstacles would have to be overcome before you could either develop or expand a filming program that would make your resources more easily available to scholars ?
15. Would you approve, both here and abroad, of an expanded program for the microfilm publication of complete series and groups of related series of archival and manuscript materials ?

APPENDIX B

LIST OF INSTITUTIONS REPLYING TO THE QUESTIONNAIRE

Academy of Natural Sciences of Philadelphia.
 Alabama Department of Archives and History.
 Alaska Department of Administration.
 American Antiquarian Society.
 American Jewish Archives.
 Archives of American Art.
 Arkansas History Commission.
 Arizona Department of Library and Archives.
 Baker Library, Harvard Business School.
 Bancroft Library.
 Boston Public Library.
 Brown University.
 Buffalo and Erie County Historical Society.
 California Archives and Central Record Depository.
 Catholic University of America Department of Archives and Manuscripts.
 Chicago Historical Society.
 Clements Library.
 Colonial Williamsburg.
 Colorado State Archives.
 Colorado State Historical Society.
 Columbia University, Butler Library.
 Connecticut Historical Society.
 Connecticut State Library.
 Cornell University Collection of Regional History and University Archives.
 Delaware State Archives.
 Detroit Public Library, Burton Historical Collection.
 Duke University Library.
 Florida State Library.
 Folger Shakespeare Library.
 Friends Historical Library of Swarthmore College.
 Genealogical Society, the Church of Jesus Christ of Latter-day Saints.
 Georgia Historical Society.
 Georgia Department of Archives and History.
 Harvard University Archives.
 Hawaii State Archives.
 Huntington Library.
 Idaho State Historical Society.
 Illinois State Archives.
 Illinois State Historical Library.
 Indiana State Library, Archives Division.
 Indiana State Library, Indiana Division.
 Indiana University, Lilly Library.
 Iowa State Department of Archives and History.
 Jewish Theological Seminary Library.
 John Carter Brown Library.
 Joint University Libraries.
 Kansas State Historical Society.
 Kentucky State Archives and Records Service.
 Louisiana State Archives and Records Commission.
 Louisiana State University Department of Archives and Manuscripts.
 Maine Historical Society.
 Maine, Secretary of State.
 Maryland Hall of Records.
 Maryland Historical Society.
 Massachusetts Historical Society.
 Minnesota Historical Society.
 Minnesota State Archives and Records Service.
 Mississippi Department of Archives and History.
 Missouri Records Management and Archives Service.
 Missouri State Historical Society.
 Nebraska State Historical Society.
 Nevada State Historical Society.
 New Hampshire, Division of Records Management and Archives.
 New Hampshire Historical Society.
 New Jersey Historical Society.
 New Jersey State Library, Department of History and Archives.
 New Mexico Historical Society.
 New Mexico Records Center and Archives.
 New York Historical Society.
 New York, Municipal Archives and Records Center.
 New York Public Library, Manuscript Division.
 North Carolina, State Department of Archives and History.
 North Dakota State Historical Society.
 Ohio Historical Society, Archives.
 Ohio Historical Society, Library.
 Oklahoma State Library, Archives and Records Division.
 Oregon Historical Society.

Oregon State Library.
 Pennsylvania Historical and Museum Commission.
 Pennsylvania Historical Society.
 Philadelphia, City of, Department of Records.
 Princeton University Library.
 Puerto Rican Institute of Culture.
 Rhode Island Historical Society.
 Rhode Island, State of, Department of Administration.
 Rutgers University Archives.
 Rutgers University Library, Special Collections Department for Manuscripts.
 Smith College Library.
 South Carolina Archives Department.
 South Carolina Historical Society.
 South Dakota, State of, Department of History.
 Tennessee State Library and Archives.
 Texas State Library.
 Texas Technological College, Southwest Collection.
 Tulane University Library.
 United Church Board for World Ministries Library.
 University of California at Los Angeles, The Library.
 University of Chicago Library.
 University of Florida, P. K. Yonge Library of Florida History.
 University of Kentucky Library.
 University of Michigan Library.
 University of Michigan, Michigan Historical Collections.

University of New Mexico, Zimmerman Library.
 University of North Carolina, North Carolina Collection.
 University of North Carolina Library, Southern Historical Collection.
 University of North Dakota Library.
 University of Notre Dame Archives.
 University of Oklahoma, Western History Collections.
 University of Pennsylvania Library.
 University of Rochester Library.
 University of South Carolina, South Carolina Library.
 University of Virginia Library.
 University of Washington Library.
 University of Wyoming, Western History Research Center.
 Utah State Archives.
 Vermont Historical Society.
 Vermont, State of, Public Records Division.
 Virginia State Library, Archives Division.
 Washington State Archives and Records Center.
 Wayne State University, Labor History and University Archives.
 West Virginia Department of Archives and History.
 West Virginia University Library Regional History Collection.
 Western Reserve Historical Society.
 Wisconsin State Historical Society.
 Wyoming State Archives and History Department.
 Yale University Library.

APPENDIX C

NATIONAL ARCHIVES MICROFILM PUBLICATION STATISTICS FISCAL YEARS, 1941-1966¹

Fiscal Year	Production of Master Negative by National Archives ²	Other Film Made Available as Microfilm Publications ³	Number of Rolls (Cumulative) Available for Sale	Number of Rolls Sold
1941	49		49	10
1942	226		275	176
1943	643		918	500
1944	131		1,049	278
1945	164		1,213	823
1946	316		1,529	535
1947	530		2,059	352
1948	118	265	2,442	1,823
1949	308	142	2,892	2,700
1950	624	86	3,602	2,800
1951	510		4,112	2,982
1952	372	150	4,634	3,849
1953	415	150	5,199	3,780
1954	230		5,429	4,700
1955	920	3,043	9,392	4,372
1956	744 ⁴		10,136	5,662
1957	1,668 ⁵	832	12,636	5,767
1958	2,074 ⁶	606	15,316	7,311
1959	2,359 ⁷	2,278	19,953	10,237
1960	1,975 ⁸	3,907	25,835	14,565
1961	2,247 ⁹	3,820	31,902	18,779
1962	2,482 ¹⁰	3,492	37,876	27,900
1963	5,196 ¹¹	6,731	49,803	33,360
1964	6,468	7,356	63,627	38,495
1965	6,795	3,252	73,674	48,715
1966 ¹	2,935	327	76,936	29,571
TOTALS	40,499	36,437		270,042

- Includes first half of fiscal year 1966.
- Includes film produced by the National Archives at Alexandria, Va., from 1964 on.
- Includes :
 - Master negative of Navy microfilm to which title pages and introductory notes were added from 1948-1953.
 - Disposal filming, 1950-1953.
 - Captured German records filmed at Alexandria, Va., through 1963, and at Whaddon Hall, England, and the Berlin Document Center.
 - Accessioned microfilm of permanently valuable records brought under microfilm publication control.
- Includes 144 rolls of preservation filming (Approx. 1,000 pages to a roll).
- Includes 1,054 rolls of preservation filming.
- Includes 1,154 rolls of preservation filming.
- Includes 1,630 rolls of preservation filming.
- Includes 1,626 rolls of preservation filming.
- Includes 1,815 rolls of preservation filming.
- Includes 2,167 rolls of preservation filming.
- From 1963 on statistics were not kept separately for preservation and publication filming.

APPENDIX D

NATIONAL ARCHIVES
MICROFILM PUBLICATIONS DISTRIBUTED TO COUNTRIES OUTSIDE THE UNITED STATES
(IN DOCUMENTARY PAGES)

December 31, 1965			
Argentina	20,000	Jamaica, WI	52,000
Australia	592,000	Japan	4,841,000
Austria	261,000	Korea	305,000
Belgium	31,000	Liechtenstein	2,000
Bolivia	3,000	Luxembourg	2,000
Brazil	87,000	Malaysia	84,000
Canada	1,526,000	Mexico	354,000
Canal Zone	33,000	Netherlands	4,000
Chile	6,000	New Zealand	51,000
China	928,000	Nigeria	14,000
Colombia	7,000	Norway	3,000
Costa Rica	5,000	Peru	12,000
Czechoslovakia	176,000	Philippines	8,000
Denmark	228,000	Poland	1,096,000
England	2,359,000	Puerto Rico	91,000
Egypt	8,000	Scotland	266,000
Fiji Islands	27,000	Spain	6,000
Finland	339,000	Sweden	102,000
France	107,000	Switzerland	513,000
Germany	1,972,000	Tanganyika	15,000
Greece	1,000	Turkey	35,000
Haiti	5,000	Uruguay	87,000
Honduras	2,000	USSR	278,000
Hong Kong	9,000	Venezuela	60,000
Israel	72,000	Viet Nam	1,000
Italy	18,000	Yugoslavia	279,000
India	8,000	Zanzibar	10,000
Ireland	199,000		
GRAND TOTAL		17,600,000	

APPENDIX E

LIST OF REPOSITORIES PARTICIPATING
IN THE MICROFILM PUBLICATION PROGRAM OF THE
NATIONAL HISTORICAL PUBLICATIONS COMMISSION

Academy of Natural Sciences of Philadelphia.	Nebraska State Historical Society.
Buffalo and Erie County Historical Society.	New York University.
Cornell University.	Pennsylvania Historical and Museum Commission.
Dartmouth College.	University of North Carolina.
Kansas State Historical Society.	University of Notre Dame.
Massachusetts Historical Society.	University of Texas.
Minnesota Historical Society.	University of Virginia.
Morristown National Historical Park.	University of Washington.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

Sir David Evans ouvre la séance. Il explique qu'il en a accepté la présidence avec quelque réticence : il a pris sa retraite depuis plus de cinq ans, durant lesquels la technique a évolué très rapidement :

"I was happy to be able to state in my *Report* for 1960 that our microfilm service in London had grown in ten years from zero to about one million frames or copies a year. By 1965 it had doubled, and, in addition, negative microfilms of about 4,000 reels had been prepared, from which positive copies could be supplied of records ranging from Gaol Delivery Rolls of the 13th century to Cabinet papers of the 20th century.

"It may be that the Organizing Committee of this Congress, in its collective wisdom, thought that it would be a good thing that the chairman of this working session—unlike his collaborators, the rapporteurs and panelists—should be one who had spent the early and more impressionable years of his life as an archivist during a period when there was no such thing as microfilming. There must surely be many in this representative audience who have with me witnessed the birth and astonishing expansion of microfilming.

"I remember in 1919 and 1920, as a research student at Oxford, coming up in vacation to London, to the Public Record Office, to copy out as many medieval documents relating to Wales as I could ; and the transcriptions, alas, were none the better for being done in a hurry. It would have been possible to have some photographed, or possibly photostatted, but that would not occur to the indigent searcher. And then, about 1930, I remember two or three searchers—they would be American professors, accompanied by their wives—coming to the Public Record Office and being given facilities to photograph records with their small Leica or Contax cameras. Improvised stands would be set up ; the wife would be allowed to assist and obey exact instructions by the professor, or carry on single-handed when he went to the search room to order more records. The developed film would probably include photographs taken en route to the Public Record Office, of Trafalgar Square, of Lincoln's Inn or, appropriately enough, of the River Thames, for did not John Burns call it "liquid history" ? I do not know whether some of the results of these pioneer efforts at microfilming records have survived or not. I hope they have. Now it is a far cry from these brave beginnings to the splendid machines of today, to these fine cameras which produce—with, as it were, the speed of light—series of authentic copies, hundreds of copies in a working day.

"We are witnesses today of a "break-through" comparable to the invention of printing as an aid to research and scholarship. Doubtless there were fastidious scholars in the 16th century who expressed their preference for manuscripts in a fair italic hand to the not very good specimens of early printing ; just as some of us have been known today to assert that we much prefer to turn over the leaves of a book or manuscript to turning the knob of a microfilm-reader. But with the recent developments and the possibilities of a rapid printing or reproduction of facsimiles from microfilms, we have I think completed the circle.

"I must confess that with the rapid growth of the microfilm service, I thought that the numbers of readers in our search rooms would diminish. I was quite wrong. The number of students coming daily to the search rooms of the Public Record Office averages over 200 and shows no sign of diminishing."

Puis il donne la parole à MM. Szedö et Leisinger pour la présentation de leurs rapports. MM. Biljan, Jørgensen, Lieberich, Rodriguez Morales et Matilla Tascón présentent ensuite leurs exposés. Les débats sont alors ouverts. La séance s'achève par les réponses des rapporteurs.

EXPOSÉS

M. Franjo BILJAN¹ (Yougoslavie) : *Le microfilmage d'archives conservées à l'étranger.*

Grâce au microfilm, de nombreux pays ont pu avoir accès à des sources précieuses pour leur histoire et combler ainsi des lacunes advenues au cours des siècles pour différentes raisons historiques.

Les Archives ont ouvert leurs dépôts et rendu leurs documents accessibles, non seulement sur le plan intérieur, mais également à l'extérieur de leurs frontières, avec plus ou moins de restrictions selon les pays. On pourrait imaginer que la détermination de ces restrictions ne pose pas de problèmes, et pourtant nous constatons que lorsqu'il s'agit de microfilmer totalement ou partiellement des fonds se rapportant à l'histoire d'un autre pays, chacun applique diverses restrictions, en se basant sur des critères différents. Si l'on prend en considération les conséquences qu'une telle situation entraîne sur le microfilmage à des fins de recherche scientifique, il me semble que les experts devraient détailler et approfondir la question. Laissons de côté la pratique de certains pays ; il faut plutôt se demander ce qui est le plus opportun, du point de vue professionnel, en ce qui concerne la recherche scientifique : microfilmer le fonds tout entier ou seulement certaines parties se rapportant à un sujet déterminé.

En faveur du microfilmage de fonds entiers, on peut invoquer de sérieux arguments : le chercheur jouit ainsi d'un aperçu complet de la structure et du contenu du fonds, ce qui facilite une utilisation plus objective et plus approfondie des documents, et par là même une connaissance plus parfaite des sources pour un sujet déterminé ; il peut se servir pleinement des instruments de recherche qui existaient avant que le fonds ait été microfilmé. Cependant, on ne peut négliger certains obstacles de principe relatifs au microfilmage de fonds entiers, à savoir la présence dans ces fonds de certains documents dont l'accessibilité est considérée, pour diverses raisons — et à juste titre parfois —, comme inopportune. D'un autre côté, si on prive le chercheur desdits documents, on ne lui présente qu'un matériel incomplet, et cela peut se répercuter sur l'interprétation même.

Je ne me fais aucune illusion : je sais que cette alternative est difficile à résoudre, mais je suis convaincu qu'il faut étudier les arguments susceptibles d'aboutir à une solution. Bien que je reconnaisse que les raisons exposées en faveur de certaines restrictions vis-à-vis du microfilmage de fonds entiers ne soient pas négligeables, je pense qu'en soulevant ce problème, il faut tout d'abord tenir compte de l'intérêt de l'objectivité de la recherche scientifique, et celle-ci exige, sans aucun doute, l'élimination de toutes les entraves à la totale accessibilité.

Dr. Harald JØRGENSEN² (Denmark) : *Security, reference and supplementary-microfilming in Denmark.*

The subject which we are going to discuss this morning is very comprehensive and it is quite impossible to go into details. However, I shall take the opportunity of presenting some Danish views on some of the problems.

First of all, I wish to express my sincere gratitude to our two reporters for the magnificent work they have done in presenting this vast problem to us. The report of Mr. Leisinger gives us a most striking impression of the work which can be done when a considerable amount of money is placed at the disposal of an active working archival organisation as the National Archives of the United States. And I think it ought to be said at this occasion, that the work done here in Washington has been to the benefit not only of American historians but to the historical science all over the world. If you take a look at the list published in Mr. Leisinger's

1. Directeur général des Archives de Yougoslavie.
2. Director, Landsarkivet, Copenhagen.

report,¹ you will see how many countries could supplement their national collections with microfilms of archival material kept in American collections.

In Denmark we started our microfilm service at the beginning of the last world war. We worked on two lines. We had the impression that this new technique would help us to save some of our collections against loss in case of war. Our starting point was a pure security-filming. During the war, we were able to obtain considerable financial support from the state to microfilm important series of Danish archival material. When the war ended in 1945, the financial support to security-filming was cut off and it took more than 20 years before the Direction of the National Archives in Denmark succeeded in getting new financial support for the new project of security-filming which is now going on.

In the years after the war, we, in Denmark, concentrated upon the reference-filming. Both Danish and foreign scholars became aware that the use of microfilms meant valuable and time-sparing help in their scientific work, and the demand for microfilms was growing so fast that we were able to organize a modern equipped microfilm service in the National Archives. In the very last years we have also been able to begin a microfilm service at the provincial archives.

Up till now, security-filming and reference-filming has been the main objects of our micro-filming-program. During the latest years, however, the supplementary-filming is occupying our thoughts more and more.

In our opinion it is the duty of the archival direction of every country as far as possible and to the benefit of national historians to try to get microfilms of archival material kept in foreign collections. Some years ago the Danish parliament voted the necessary funds so that we could start a large-scaled project of supplementary-microfilming in foreign collections. Since then, Danish archivists have been sent to archives in several European countries. They have had the opportunity of examining collections of interest for Danish historians and they have been given the possibility of ordering microfilms of these collections. The reception of Danish archivists in these different countries has been very positive, and this is, in my opinion, due to the close connection which has been built up during these last years between the archivists from many countries especially inside the International Council on Archives.

I wish to use the opportunity of speaking to so many distinguished members of the large family of archivists to say that we, in Denmark, will welcome you most heartily if you should wish to come to us in order to study our collections of archives for supplementary-filming. We are anxious to place at your disposal all the collections which are at the disposal of Danish historians. In Denmark, ordinarily, the official records are open for scholars when 50 years old. You can order microfilms of this material and you can use the microfilms as you like. You can place them at the disposal of your national historians for studies or for publication. You can order single pieces or entire series or *fonds* and there will be no restrictions at all. I do not agree with my friend Szedö when he says that foreign archivists should only have the opportunity of studying collections concerning their own country. Why should Hungarian archivists wishing to study, for instance, the problems concerning trade in the Baltic Sea, not have the opportunity of obtaining Danish archival material on that question if they so wish ? We archivists are also historians, and to my opinion it is our duty to give the international historical science free admittance to the complete documentation kept in our collections.

Furthermore, when giving foreign archival authorities the possibility of getting microfilms of Danish archival material we are, at the same time, furthering the Danish wishes for security-filming. I take the opportunity of saying here that it has been a great help for us in our efforts to secure Danish archival material on microfilms, that the Mormon church in Utah has ordered millions of microfilms from Danish collections and that Danish archivists have a feeling of satisfaction when thinking of the fact that besides the original documents in Copenhagen and in the different provincial archives in Denmark, we have the same material kept on microfilms thousands of miles away in the vaults of Salt Lake City. Whenever foreign archives are ordering

1. See p. 150 (Appendix D).

microfilms of Danish archival material and are bringing them home, you help us in our national project of security-filming.

In order not to be understood, I wish to stress the point that, of course, we keep the negative films of collections photographed on the demand of foreign archival authorities in Denmark and that it is our strict policy only to deliver a positive copy. The negative film will be kept away from the original documents and it will only be used for making other positive copies. This will enable us to deliver positive copies of the collections which have already been filmed by ourselves or on the demand of foreign countries to other countries at a very moderate price. We are fully aware that we cannot expect that many countries will ask for copies of material kept in Danish collections, but allow me to draw your attention to the fact that the Danish National Archives keep in their custody the long series of the original Sound Toll Registers from 1480-1856, one of the most important sources for the study of the international commerce between Western Europe and the Baltic Sea.

In conclusion I should like to express the wish that all archivists present here should return to their home countries with the sincere wish to open their collections to as high an extent as possible to foreign archivists asking for supplementary-microfilming.

Dr. Heinz LIEBERICH¹ (Bundesrepublik Deutschland) : *Die Verfilmung in Deutschland : technische und archivpolitische Fragen.*

Als Mitberichterstatter war an dieser Stelle Herr Bruchmann, Direktor des Bundesarchivs der Bundesrepublik Deutschland, vorgesehen. Zu meinem großen Bedauern hat ihn Erkrankung in letzter Stunde verhindert nach Washington zu kommen und mich damit in die Lage versetzt, an seiner Stelle vor Ihnen zu sprechen. Diese Aufgabe traf mich ganz plötzlich und unvorbereitet. Es ist mir daher auch nicht möglich mehr als einige Randbemerkungen zum Thema zu bieten. Ich muß demgemäß um Ihre Nachsicht bitten dafür, daß meine Ausführungen nur einen formlosen und improvisierten Charakter tragen.

Aus den Erfahrungen der Bundesrepublik Deutschland ist zunächst zum Thema Sicherungsverfilmung zu sagen, daß von einer solchen eigentlich nur gesprochen werden sollte, wenn sie ein erhebliches Potential besitzt, d. h. in verhältnismäßig kurzer Zeit beträchtliche Archivalienmengen aufgenommen werden können. Daran hat es in Deutschland vor und auch noch während des Krieges vollständig gefehlt. Die da und dort bereits vor dem Krieg entstandenen Lichtbildstellen besaßen durchwegs eine geringe Kapazität und haben in der Regel nur den laufenden Bedarf der Forschung zu decken gesucht. Sie entbehrten darum auch jeder auf Auswahl und Systematik abgestellten Arbeitsweise.

Seit 1961 läuft nun in allen Bundesländern eine vom Bund finanzierte und nach einem von den Archivaren entwickelten Auswahlprinzip durch die Länderarchivverwaltungen betriebene Sicherungsverfilmung, die noch auf Jahrzehnte hinaus fortgesetzt werden muß, soll allein das Archivgut der obersten Wertstufe einigermaßen erfaßt werden.

Es liegen heute bereits Erfahrungen vor, die zeigen, daß es bei der Sicherungsverfilmung über die damit verbundenen finanziellen, technischen und personellen Probleme hinaus noch spezifische Schwierigkeiten gibt, die von uns gemeistert werden wollen. Daß eine noch so ausgedehnte Sicherungsverfilmung, die vor ihrem Anlaufen bereits eingetretenen Kriegsverluste — angesichts der Einmaligkeit von Archivgut — nicht mehr zu ersetzen vermag, versteht sich. Aber, so fragen wir uns, kann die Sicherungsverfilmung nicht auch ihrerseits zu einer Substanzgefährdung führen? Sie ist keineswegs von der Hand zu weisen angesichts des Ehrgeizes der Fotografen, die ja in der Regel keine Archivare sind, möglichst gute Aufnahmen zu erzielen. Der Archivar wird hier darauf achten müssen, daß ein substanzschädigendes Pressen empfindlicher Stücke oder Auseinanderreißen von Bänden zur Erzielung besserer Aufnahmen vermieden wird.

1. Generaldirektor der staatlichen Archive Bayerns, München.

Als entscheidendster Engpaß hat sich bei der Sicherungsverfilmung bislang die Aufbereitung der Archivalien für die Aufnahme, d. h. die Herstellung der Filmreife erwiesen, da die Überprüfung der Reihenfolge der Schriftstücke und die Erstellung des Vorspannes langsam vonstatten geht und viele Fachkräfte erfordert. Man wird deshalb nicht umhin können, gelegentlich auch weniger wertvolle, aber in der Aufbereitung nicht so aufwendige Archivalienreihen wie Rechnungen und Protokolle vorwegzunehmen, um die technische Kapazität auszulasten. Da in den deutschen Archiven während des 19. Jahrhunderts zwar viel, aber nach heute völlig veralteten Gesichtspunkten geordnet wurde, stehen wir vor dem Problem, daß sehr viele, darunter auch sehr große Archive erst eine Provenienzbereinigung vornehmen müssen, bevor an eine Sicherungsverfilmung sinnvoll zu denken ist. Dieser Sachverhalt macht uns große Sorgen und ist auch das Haupthindernis für die Herausgabe von Inventaren. Sinnvoll erscheint uns auch nur die Sicherungsverfilmung ganzer Bestände. Dies bedeutet, daß der laufende Auftragsdienst nur ausnahmsweise mit der Sicherungsverfilmung gekoppelt werden kann.

Daß trotz solcher Hindernisse die Sicherungsverfilmung mit größtem Nachdruck fortgeführt werden muß, versteht sich. Sie ist nicht nur als reine Sicherungsmaßnahme zu verstehen. Sie stellt gleichzeitig die Grundlage für die Bewältigung der in unseren Tagen immer noch anschwellenden Massenbenützung dar, der die Originale nicht Stand zu halten vermögen. Auch eröffnet sie den Zugang zu den Beständen entlegener und nicht eigentlich verwalteter Archive, vor allem in privater Hand.

Dagegen sind die deutschen Archivare skeptisch geworden gegenüber einer von der Wirtschaft immer wieder propagierten Verfilmung zwecks Vernichtung der Originalakten. Die dadurch zu erzielende Raumersparnis tritt für die staatlichen Archive an Bedeutung gänzlich zurück gegenüber der damit verbundenen Erschwerung der Benützung und der Fragwürdigkeit des Beweiswertes von Filmmaterial, das nicht mehr am Original kontrollierbar ist.

Wertvoll ist dagegen der Sicherungsfilm als Ausgangspunkt für Positivfilme, die im Rahmen der Archivbenützung dazu dienen können, kostbare und empfindliche Originale weitgehend aus dem Verkehr zu ziehen und sie vor allem auch vor einer Versendung zu schützen.

Wieweit solches Filmmaterial nun nicht nur leihweise, sondern zu Eigentum an den Benützer überlassen werden kann, ist keine technische, sondern archivpolitische Frage, für die in Deutschland bislang noch keine letztgültige Antwort gefunden wurde. Die hiefür in Bayern entwickelte und auch von anderen deutschen Ländern geübte Praxis ist von einer gewissen Großzügigkeit, soweit es sich um eng begrenzte, an konkrete Forschungsanliegen geknüpfte Einzelwünsche handelt. Auch besteht eine gewisse Großzügigkeit hinsichtlich größerer Komplexe, soweit solche Verfilmungswünsche dem Eigenbedarf eines Archives und dessen Wunsch entspringen, die eigenen Bestände organisch zu ergänzen. Dagegen verschließen wir uns bislang einer von Privaten und Instituten mitunter betriebenen Massenverfilmung, die auf Archivalienhortung und die Bildung von Sekundärarchiven außerhalb der eigentlichen Archive abzielt. Es ist nicht allein die Gefahr der Kommerzialisierung unseres Archivgutes durch Dritte, die uns dabei schreckt. Wir halten es für wichtig, daß die individuelle Beziehung zwischen Forscher und Archiv erhalten bleibt. In Deutschland ist Archivbenützung immer Vertrauenssache gewesen und wir möchten auch heute noch daran festhalten, daß dieses auf den Wunsch nach wissenschaftlicher Sauberkeit abgestellte Band den besten Schutz nicht nur gegen kommerzielle, sondern auch gegen eine das wissenschaftliche Ethos verletzende Ausbeutung von Archivgut darstellt.

D. Luis RODRIGUEZ MORALES¹ (Puerto Rico) : *Algunos problemas de la microfilmación.*

Deseo endosar todo lo que se ha dicho esta mañana sobre el uso de la micropelícula como un medio adicional para obtener una mayor accesibilidad a los archivos. Comparto totalmente

1. Director del Archivo General, San Juan.

el criterio de que los archivos, antes de ser cementerios de documentos, deben ser agencias de servicio, agencias de información, y a esos fines la micropelícula va a ser necesariamente un valiosísimo instrumento. Todos los interesantes aspectos de este medio de reproducción han sido cuidadosamente descritos, tanto en los trabajos sometidos como en las aportaciones personales que hemos oído esta mañana, y por lo tanto quisiera limitar mis manifestaciones a una breve enumeración de ciertas advertencias que en mi opinión deben mantenerse presente, particularmente por parte de aquellas instituciones que aún no han comenzado un programa formal y activo de microreproducción y que deben tenerse presente al comenzar tal programa.

El problema del costo. — La primera consideración que debemos tener en mente es el aspecto de los costos. No sólo el costo inicial, es decir, el costo de la adquisición de equipo, sino también el costo de mantenimiento. Entiendo que debemos prestar atención particular en estas primeras consideraciones a la necesidad de un personal técnico debidamente entrenado. En mi opinión no podemos depender de la idea que algunos vendedores quisieran generalizar de que se pueden manejar estos equipos por cualquier secretaria simplemente oprimiendo uno o dos botones. Entiendo que se necesita tener personal técnicamente adiestrado de modo que un programa abarcador de microfilmación pueda realizarse cabalmente. Si sólo vamos a producir una o dos docenas de rollos de micropelículas al año, la situación podrá variar pero creo que es realmente vital para los archivos el tener una política de entrenamiento no sólo de su propio personal sino también un programa de entrenamiento de los usuarios de la micropelícula.

El problema de la conservación de las micropelículas. — No olvidemos, además, que la micropelícula misma es algo frágil y que debe manejarse con cuidado. Todos nosotros hemos visto una y otra vez, y con la natural complacencia, la llegada de profesores universitarios que vienen a nuestros archivos, personas venerables y a quienes respetamos grandemente pero de manos algo temblorosas y nos preocupa un poco la forma en que van a manejar los documentos, particularmente los documentos más antiguos. De igual manera estas personas van a encontrar algunos problemas cuando llegue el momento de manejar el equipo, cuando han de insertar la película en el lector, cuando tienen que manejar los controles y las manillas. Así que es muy importante mantener un programa continuo de entrenamiento aún para los usuarios, lo que pudiera ser aún más difícil que adiestrar al personal del propio archivo.

Para muchos de nosotros pudiera haber un problema en el carácter de nuestro clima. Por ejemplo, yo siempre pienso en una ciudad como La Paz con gran envidia porque tiene un clima seco y una temperatura relativamente estable y por esa razón el papel, al igual que la micropelícula, se pueden conservar con un mínimo de dificultad. Por el otro lado en mi propio país, Puerto Rico, donde tenemos un clima caliente y húmedo, tengo que considerar cuidadosamente cuales son los mejores medios de conservar estas micropelículas cuando ya se han realizado todas las labores de producción y tenemos en nuestras manos los rollos de micropelícula. Debemos preocuparnos por el tiempo que vamos a poder conservar debidamente estas micropelículas, porque si no tomamos las preocupaciones necesarias, al término de un período de cuatro años encontraremos que la micropelícula se blanquea y claramente se deteriora. Desde luego que existe una solución para cada problema y el problema del clima puede encontrar su solución en el clima artificial. Pero el clima artificial o aire acondicionado es una solución costosa y en esto también debemos considerar el elemento de costos en algo que nos permitirá proteger la micropelícula de los efectos adversos del clima y la humedad.

Debemos igualmente dar pensamiento a algo que es sumamente importante cuando consideramos un programa de microfilmación. Me refiero a la inspección periódica de las películas a intervalos regulares. En países que cuentan con tan grandes recursos como hemos visto en el Archivo Nacional de los Estados Unidos, entendemos que existe tal programa de inspección periódica del estado físico de los rollos de micropelículas de modo que cualquier caso que dé muestras de deterioro sería inmediatamente reemplazado. Creo que esta es una política muy sabia e importante.

El problema del equipo. — Quisiera además añadir algo sobre el equipo mismo. Quisiera sugerir, particularmente desde el punto de vista de instituciones del tamaño de la mía, que no es aún muy grande, quisiera subrayar cuan importante es el que se genga un equipo uniforme. No podemos caer en la tentación de comprar equipo que tendrá como resultado el que tengamos que comprar otro equipo. Lo que se adquiera debe ser compatible con lo que se tiene. La compra de equipo en estos casos debe hacerse a base de un tamaño estandarizado de película, que para los fines archivísticos podría ser del tamaño de 35 mm. Esto reduce la variedad de equipo a la vez que hace más fácil la reproducción de la imagen cuando el investigador necesita una copia en papel para su uso o cuando debe hacerse una certificación de un documento en particular.

El problema del microfilm de sustitución. — También me preocupa, viéndole desde nuestro propio punto de vista, por nuestra legislación vigente que permite la filmación de documentos que han perdido su utilidad administrativa pero que no han de trasladarse aún al Archivo General, me preocupa, como dije, la proliferación de sistemas de microfilmación en las diferentes agencias gubernamentales. Me preocupa pensar que Secretarías como la de Obras Públicas u otras que manejan gran cantidad de documentos en sus archivos departamentales, puedan considerar la micropelícula como una panacea para la solución del problema de espacio de almacenaje y puedan por lo tanto caer en la tentación de que una vez que esos fondos documentales se han microfilmado, puedan ellos disponer de los originales según mejor crean. Esto es algo que debe preocupar a los archiveros que dependen para sus accesiones documentales de los documentos que se originan en otras agencias. Por ello debe preocuparnos esta tendencia de disponer de los originales una vez que los documentos han sido microfilmados y debemos aspirar a que se tomen las medidas que controlen esta situación.

Creo que también debemos tener presente el hecho de que un programa de microfilmación presupone una clasificación y ordenación previa del material. Esto, desde luego, lo podemos dar por descontado, pero al mismo tiempo creo que es necesario señalar que no vamos a microfilmear cualquier colección documental sin criterios de prioridades. Porque antes de microfilmarse toda serie documental debe ponerse en orden o corremos el riesgo de que la película resulte de escaso valor. Para que la micropelícula sea de utilidad, será necesario, además, añadir una introducción y una descripción del material, su origen, y si posible, deben elaborarse índices adecuados que simplifiquen el uso de la micropelícula.

En conclusión, a la vez que señalo mi concurrencia con lo expresado por los distinguidos panelistas que han participado esta mañana y que consideran la micropelícula como una llave más que puede abrir las puertas de los archivos a los investigadores, quisiera levantar un pequeño reparo a una de las propuestas que se presentaron por el señor Leisinger, por entender que esto podría implicar ciertos complicados problemas de procedimiento. El señor Leisinger sugiere en sus recomendaciones¹ que a los países de origen de los documentos que hayan enviado micropelículas a otros países, que se les garantice por los archivos que reciben esos rollos de película que anualmente se les envíe un informe sobre quienes usaron esos documentos y para qué fines. Me parece a mí que esto podría complicar aún más la ya complicada vida de los archiveros y en mi opinión personal tengo que esto no es realmente necesario.

D. Antonio MATILLA TASCÓN² (España) : *La micropelícula al servicio de los archivos y de las investigaciones científicas en España.*

Microfilmación. — Desde el año de 1952 existe el Servicio Nacional de Microfilm, dependiente de la Dirección General de Archivos y Bibliotecas y radicado en el Archivo

1. Véase *supra*, p. 145, recomendación número cuatro.

2. Inspector General de Archivos de España, Madrid.

Histórico Nacional¹, encargado de realizar un programa de microfilmación de seguridad. Desde el momento de su creación ha enfocado sus trabajos con un doble sentido : microfilm de seguridad y microfilm complementario.

En cuanto al primer aspecto se refiere, ha dedicado especial atención a los archivos más ricos en fondos antiguos y que por toda una serie de circunstancias, carecen de instalaciones plenamente satisfactorias. En tal caso se encuentran los archivos de una buena parte de las catedrales españolas, muy ricos en documentación de la alta Edad Media y a ellos se ha dedicado atención preferente. Hoy día se hallan microfilmados los archivos catedralicios de Santiago de Compostela, Lugo, León, Palencia, Zamora, Salamanca, Avila, Segovia, Valladolid, Burgos, Tudela, Sigüenza, Huesca, Murcia y Vich, entre otros.

En circunstancias parecidas se encuentran muchos archivos municipales y con ellos se ha seguido la misma orientación.

Al mismo tiempo, se ha trabajado también con la misma idea en los grandes archivos del Estado, seleccionando las series de mayor interés : en el Archivo Histórico Nacional se ha microfilmado completa la serie de pergaminos y la Sección de Códices de la Edad Media ; en el General de Simancas se está haciendo lo mismo con la Sección de Patronato Real ; en el de Indias con la serie de documentos de Filipinas escritos en papel de arroz ; y en el de la Corona de Aragón con las series de Códices de la alta Edad Media.

Con lo realizado en estos distintos tipos de archivo, todo ello sobre documentación de alto interés histórico, se ha conseguido reunir un Archivo de Seguridad en microfilm que se acerca a los dos millones de fotogramas.

En cuanto al microfilm de sustitución, sólo se ha hecho a título excepcional de aquellos documentos cuyo manejo supondría un mayor riesgo para su conservación. Se ha seguido este criterio con los mencionados documentos escritos en papel de arroz procedentes de Filipinas y con algunos códices miniados, y con el Archivo de Cristóbal Colón, adquirido en 1928 de sus descendientes, los Duques de Veragua. El resultado es satisfactorio, pero no goza de las simpatías de los investigadores.

No se hace microfilm en sustitución de los originales que se destruyen. Únicamente se destruyen los que carecen de todo valor.

Se utiliza microfilm con fines de investigación científica en dos modalidades : a) facilitando a los investigadores que lo solicitan el microfilm de los documentos que necesitan para sus estudios ; dichas micropelículas se entregan a los investigadores, previa la declaración de dónde habrán de conservarse y el compromiso de no traspasarlas ni proporcionar copias de ellas a terceros ; no hay discriminación alguna, a todos estos efectos, entre españoles y extranjeros ; b) el Servicio Nacional de Microfilm recoge documentos de archivos no estatales, especialmente eclesiásticos ; este microfilm sirve de complemento a los fondos del mismo tipo que conservan otros Archivos Históricos y que está a la libre consulta de los historiadores. Por otra parte, el citado Servicio facilita a los Archivos Provinciales microfilm de los fondos depositados en otros Archivos, que interesan a sus provincias respectivas ; de esta forma se han constituido hasta la fecha archivos complementarios en las provincias de Avila, Toledo, Santa Cruz de Tenerife, Cuenca, Valencia y otras, además del que funciona en el Archivo Histórico Nacional.

En cuanto al microfilmaje de seguridad, sea cualquiera su motivo, se considera que el criterio preferible es el de fondos.

Por el contrario para el microfilmaje complementario, es preferible el de temas concretos. No está excluido absolutamente en principio (aunque si condicionado a convenio bilateral especial) el referente a la historia general de un país, y siempre en el supuesto de que lo pidan del propio país y para su permanencia en él, sin traspasarlo ni proporcionar copias a terceros.

1. Serrano, 115, Madrid (6).

Si está excluido también el de secciones o series de unidad archivística, salvo que tengan unidad, evidente e importante como material para una investigación histórica en marcha.

Fondos únicos : no hay dificultad alguna y la inmensa mayoría de los documentos de archivo tienen ese carácter.

Conjuntos de artículos (piezas o unidades documentales) sobre un tema determinado : tampoco hay dificultad, si tienen esa circunstancia y el tal tema es de índole histórica, no de índole archivística.

Fondos enteros : sólo bajo las siguientes condiciones : a) unidad de asunto desde algún punto de vista histórico, aunque sea amplio ; b) que lo solicite alguna persona del país de que se trate, preferentemente alguna institución y bajo las condiciones ya indicadas ; c) si se tratase de fondos en gran cantidad, habría de hacerse un convenio especial bilateral.

Utilización de las micropelículas. — No está previsto tal derecho exclusivo ni parece aconsejable concederlo ; si acaso, por motivos especialísimos y tomando serias garantías de los motivos de tal pretensión.

El investigador utiliza los catálogos, inventarios y guías publicados o inéditos de los archivos para conocer la documentación existente sobre el tema en que trabaja y sobre ellos pide el microfilm de lo que pueda interesarle. Si ya está obtenido el microfilm se localiza en el acto mediante índices especiales que llegan a individualizar libros, legajos, asuntos o documentos concretos según lo haya permitido la índole de la documentación. Además, el Servicio Nacional de Microfilm publica anualmente un *Boletín* dando a conocer los fondos microfilmados durante el año. La unidad archivística más pequeña que se detalla en estos inventarios es el libro manuscrito o códices cuando se trata de documentos sueltos.

Los investigadores son partidarios decididos del microfilm cuando residen en localidades distintas a aquellas en las que se guardan los documentos originales. Sin embargo, se oponen a él cuando se les quiere servir el microfilm en sustitución de los originales. Es evidente que todo investigador de archivos preferirá siempre documentos originales y no lo es menos que sentirá cierta adversión al uso de micropelículas. Los motivos de tal adversión son varios, especialmente tres : a) la fatiga visual de cualquier tipo de fotografías de escritura blanca sobre fondo negro : ningún investigador resistirá, sin gravísimo daño, un trabajo prolongado de esa clase ; b) los actuales aparatos lectores para microfilm no resuelven por completo la comodidad del lector y así lo han hecho notar, en revistas profesionales, algunos expertos ; c) aún en las mejores copias en papel en negro sobre blanco y de tamaño adecuado (inasequibles muchas veces económicamente en grandes cantidades), escapan matices del original, de gran importancia para un investigador cuidadoso.

En cambio las fotografías con lámpara de cuarzo son indispensables, en algunos casos, para una completa crítica externa.

A tenor de la legislación española, sólo se consideran auténticas las copias escritas certificadas por el Jefe del archivo donde se conserve el original, con las formalidades establecidas para el caso.

En cuanto a las fotocopias de cualquier clase, no hacen fe ante los organismos judiciales ni administrativos españoles. Los historiadores les dan un crédito prácticamente igual al de sus originales, salvo sospecha en contrario. Naturalmente, dicho crédito no prevalece si la fotografía lleva alguna diligencia del archivo que la integra. En los Archivos españoles se suele poner al dorso de toda fotografía en papel, mediante un cajetín que se rellena, una diligencia, firmada por el Secretario y con el visto bueno del Director, que acredita que la foto ha sido tomada de un documento existente en el archivo que indica la signatura del mismo.

En los intercambios de microfilm entre archivos de distintos países debe sobreentenderse siempre que el microfilm facilitado a uno de ellos lo es para su consulta directa en el que lo recibe. Las copias nuevas que se precisen deben pedirse siempre al archivo de origen. El mismo criterio debe aplicarse a cualquier otra institución de tipo cultural : Universidades, Academias, Institutos de investigación, etc.

INTERVENTIONS

M. Etienne SABBE¹ (Belgique) : *Importance du microfilmage pour les chercheurs en Belgique.*

Le temps n'est plus — et je le regrette — où l'on pouvait s'absenter des semaines à l'étranger pour poursuivre ses recherches : je pense en particulier aux nombreuses missions que Gachard, le fondateur et l'organisateur des Archives belges, entreprit en Espagne entre 1840 et 1860 pour y rechercher la correspondance relative à l'administration des Pays-Bas sous Philippe II. La vie trépidante contemporaine exige des moyens efficaces de consultation des archives, et le microfilm est l'un de ces moyens.

C'est pourquoi les Archives belges déploient une grande activité dans le domaine du microfilmage à l'intention des chercheurs, surtout étrangers. C'est ainsi que nous avons livré à un professeur de l'Université d'Amsterdam des kilomètres de microfilms concernant les dossiers des Pays-Bas du Nord, intéressant les dossiers du Grand Conseil de Malines. Nous avons également fourni à un professeur américain toute la correspondance échangée entre mon maître Henri Pirenne et l'ancien directeur de l'Ecole des Chartes, l'historien français Maurice Prou. Et actuellement, nous dressons des kilomètres de microfilms pour un professeur d'Université de la République démocratique allemande, qui s'intéresse à la correspondance de Pirenne avec l'historien allemand Lamprecht. Nous ne voyons aucun inconvénient à ces microfilmages intensifs : nous ne considérons pas que le microfilmage soit une atteinte au droit de propriété sur les archives ; et s'il entraîne une diminution du nombre des lecteurs dans nos dépôts, ce sera tout bénéfice : le travail et l'administration des Archives en seront simplifiés.

Cela ne signifie pas que nous n'ayons aucune difficulté. Nous travaillons gratuitement, parce qu'en général les intellectuels sont pauvres ; or, j'ai transformé tout l'équipement d'un de mes services de microfilmage et, en cinq ans, j'y ai peut-être dépensé 2 millions de francs belges. D'autre part, le service des chercheurs ne nous permet pas de nous consacrer aux microfilmages de sécurité et de substitution. Mais, sur ce point, d'autres hommes de bonne volonté sont venus à notre rencontre, notamment la Genealogical Society of Salt Lake City : nous lui avons ouvert généreusement nos archives, et elle nous établira des microfilms de sécurité de presque toutes celles antérieures à la Révolution française. C'est là une entreprise éminemment utile, représentant une double sécurité : les microfilms sont, bien entendu, conservés à des milliers de kilomètres de distance des dépôts d'origine ; en second lieu, notre contrat avec la Genealogical Society prévoit qu'en cas de destruction des archives belges ou de perte des microfilms positifs dont elle nous fait cadeau, nous aurons le droit, moyennant paiement, de demander la fourniture d'autres microfilms. Je profite de ce que deux représentants de la Genealogical Society sont ici présents pour leur exprimer toute ma gratitude.

Pour terminer, je voudrais voir précisés deux points des excellents rapports de ce matin : on n'a pas assez précisé la durée de conservation du microfilm ; d'autre part, tandis qu'en Europe les archivistes délivrent encore des copies authentiques manuscrites — ce qui leur prend un temps considérable —, je sais qu'aux National Archives de Washington et en plusieurs dépôts des Etats-Unis, on a innové un système d'authentification du microfilm et je voudrais bien qu'on nous en fasse part.

Mr. Ian MACLEAN² (Australia) : *Criteria for a comprehensive microfilm programme in Australia.*

One question has occurred to me while listening to accounts of major microfilming publication programmes by various archives institutions. What evidence have we about who uses, for what purposes, the microfilm copies deposited in other institutions ? Such information seems necessary for those contemplating similar programmes. A report on these lines would be very useful ; and, following the same line of reasoning, I favour making it a

1. Archiviste général du Royaume de Belgique.

2. Chief Archivist, Commonwealth Archives Office, Canberra.

condition of providing microfilm copies of archives that the recipient institutions should report back on the instances in which the copies are used.

It may be of interest to report on two uses of microfilm for publication purposes not so far mentioned in the proceedings. In the first instance, the historian of the Australian Department of External Affairs, as he examines the archives, uses a microfilm camera to copy selected documents to be considered for inclusion in a proposed series of documents on Australian foreign policy. He plans to have them printed out by xerox copyflo process to provide him with a draft text which he can edit for final publication. In the second instance, the Archivist of Fiji and the Western Pacific High Commission has been able to finance his microphotographic plant by means of advance orders for series of his archives and related documents.

Australia is a young country archivally speaking and has no binding commitments to one or other form of archival publication. Bearing in mind that, particularly in the Commonwealth Government, most of the more important archives are in subject files (or dossiers) on which are placed, more or less in sequence of administrative action, both important and unimportant documents, the only practicable means of publishing whole series would appear to be by microfilm. Furthermore, because the majority of series cover a wide range of subjects, which may or may not be grouped in subject 'sub-series' and which may or may not be 'open' for general access at the time of the filming, the most promising form of microfilm appears to be microfiche or a similar kind of format so that selected items can be made available in answer to specific subject requests.

Preliminary thinking in the Commonwealth Archives Office is that a comprehensive microfilm programme should be launched as soon as possible with the following major objectives :

(a) to be able to make available, in the State Branches of the Commonwealth Archives Office, both copies of departmental registers and indexes and, on demand, copies of files in central archives series so that they can be used, under appropriate access conditions, by members of the public located hundreds of miles away from Canberra ;

(b) to provide security copies of more important series of archives ;

(c) to reduce wear and tear on frequently used materials, particularly those in fragile condition ;

(d) to save space by microfilming appropriate series (e. g. case files) so as to conserve repository space.

We hope, in conjunction with this programme, to collaborate with departments in co-ordinating their own microfilming programmes and, where records or microcopies are to be kept in the departmental offices, to obtain security copies to be housed in our repositories.

Mr. Stephen S. WILSON¹ (United Kingdom) : *Microfilm production in the Public Record Office.*

I have some hesitation in appearing before this assembly as a commercial traveller but it might be appropriate to let those present know that in the Public Record Office we have produced a catalogue of six thousand reels that we hold of complete series of records which we are willing and glad to make available to anybody at a price of five pounds a reel. I should be very glad to send a copy of this catalogue to anybody who would care to give his name after the meeting and perhaps care to study it. Several medieval series are included, and we are in the process of making indexes of persons, places and subjects to these reels. There is a considerable amount of the State Papers for the 16., 17. and 18th centuries. As to more recent films, we have got the Foreign Office correspondence with several countries in its entirety ; we have also produced a list of the Colonial Office confidential prints which we are filming —they run to three quarters of a million pages—and we are also now engaged in making a list of the Foreign Office confidential print which runs to well over a million pages and which we hope to put on film shortly. We also have available at the moment film of the cabinet

1. Keeper of Public Records, Public Record Office, London.

records from 1880 to 1922. We supply microfilm copies to anybody who is willing to fit into our programme, and we are willing to consider the filming of any other series, if several customers are interested.

Mr. Brendan MAC GIOLLA CHOILLE¹ (Ireland) : *Microfilming in Ireland.*

I want to begin first of all by thanking Mr. Antal Szedő and Mr. Albert Leisinger for the fine reports they have put before us—we all know that many hard nights' work went into what they presented to us.

Microfilming in Ireland, though national in its object, is happily, I might say, international in its manner of achievement. This can be seen from a quick rundown of the three categories into which microfilming in our country falls.

First of all, we have been making security copies, dating back from World War II. And, like Denmark, Belgium and other countries, all that received a mighty push forward from the church authorities in Salt Lake City—and I am sure they will receive this as a word of thanks that I refer to them as the Church of Latter Day "Saintly" Archivists!

We also make copies of documents relating to Ireland which are scattered in and among European countries and in the United States. And, incidentally I am glad to see in Mr. Leisinger's list,² that Ireland figures among the 55 countries, and is nicely inside the top twenty. We are grateful to countries who have helped us in this project and if countries—say like the United States and Great Britain—continue giving us facilities, we can assure them that we never get tired of saying thanks to them.

The third type of microfilming we do is concerned with making copies for research students both at home and abroad. Now the "foreign students" are of some interest here today—and I should like to make it very clear that we welcome with all our hearts and arms any order we get from outside the country. Because we have, comparatively speaking, few cameras, and the more business we get the more it helps us to look for equipment because those who control the money are influenced more by overseas orders than by home ones—so please come along and order more!

Prof. Leopoldo SANDRI³ (Italie) : *Le microfilmage en Italie.*

Le microfilmage a pris un grand essor en Italie. La loi de 1963 a créé une Commission centrale du microfilmage, dont les attributions portent non seulement sur les archives historiques, mais aussi sur celles des grandes administrations : avant de se préoccuper des archives en formation, il faut sauver les archives qui ont trait à l'histoire moderne. Vous savez tous que les administrations sont enthousiastes pour le microfilm, à cause du gain de place que la destruction des originaux leur permettrait de réaliser. Aussi avons-nous commencé de contrôler tout ce qui se fait en la matière. En ce qui concerne les archives de l'Etat proprement dites, nous avons un Centre national de microfilmage et, auprès de chacune des quarante Archives d'Etat, une section de photo-reproduction. Tous les autres instituts archivistiques et les surintendances régionales chargées de surveiller les archives privées et celles des institutions publiques sont dotés des appareils et de l'outillage nécessaires. Un cadre d'opérateurs photographes, qui doit être augmenté prochainement, assure le fonctionnement des laboratoires. Nous comptons déjà plusieurs millions de microfilms à notre actif. Nous conservons les bobines originales dans un dépôt, les copies dans un autre.

La cession de microfilms de séries entières aux chercheurs ne soulève pour nous aucune difficulté. Nous leur donnons des tirages positifs, cela va sans dire. D'autre part, nous ne cédon

1. Keeper of State Papers, State Paper Office, Dublin.
2. See p. 150 (Appendix D).
3. Surintendant des Archives centrales de l'Etat, Rome.

qu'en échange d'une contrepartie égale de microfilms de documents conservés dans le pays demandeur et concernant l'histoire de la péninsule italienne.

Pour terminer, je voudrais interroger M. Leisinger sur un passage de son rapport qui a suscité en moi une vive curiosité¹. Il explique que l'utilisation des microfilms de séries entières est facilitée lorsque sont réunis dans une brochure tous les renseignements nécessaires à une meilleure compréhension : provenance des documents, histoire administrative de l'institution qui les a secrétés, détail du classement, indication des autres documents apparentés. Je voudrais savoir quel est le plan de travail, quelles sont les règles suivies en ce qui concerne l'élaboration de ces avant-propos. Sans plan de travail ni règles précises, il semble en effet qu'on risquerait d'aboutir à un « fourre-tout » archivistique, et je pense qu'il nous serait très utile à tous que M. Leisinger, orfèvre en la matière, nous éclaire sur ce point.

Dr. Robert H. BAHMER² (United States) : *Microfilm is a necessity for the students in the universities.*

I should like to take just one moment to associate myself with the remarks of my esteemed colleague from Denmark—Mr. Jørgensen—to compliment him on his excellent summary of the case for a liberal policy for the publication of archives on microfilm. True scholarship, it seems to me, knows no national boundaries, and it seems to me further that it is required of us archivists that we live in this world of international co-operation. On only one minor point—and here I speak facetiously—do I plead with Mr. Jørgensen to revise his remarks. This is to erase any implication that the National Archives of the United States is wealthy, with inexhaustible funds at its disposal. I feel this keenly, because next Monday I must appear before our United States Senate to justify the funds that we are requesting for next year's operation ; and if word should get abroad in the city of Washington that the National Archives (to use an American expression) is rolling in money, an always onerous task is simply going to be made more difficult.

Perhaps we have a unique situation in the United States ; first of all a rather vast geographical area that makes travel to the numerous archival repositories a matter of considerable expense ; and secondly, during the past dozen years, the great increase in enrollment in our universities, and particularly in our graduate schools, with the resultant need for greater and greater access by more students to the original sources. Students in our universities in general do not have the funds to travel extensively, and if we do not make our archival sources and manuscript collections available to them through publication in print and in microfilm, we are going to deprive them of the experience, the training and the discipline that come only through the use of original sources.

Now, while we all agree with my good friend Sir James Fergusson of Scotland that travel is broadening and is certainly rewarding when it leads to such a delightful experience as bourbon-on-the-rocks, we should remind Sir James that many of us Americans who have never had an opportunity to go to Scotland are very familiar with Scotch whiskey because they can export it just as we can export microfilm.

Mgr Martino GIUSTI³ (Vatican) : *Le problème du microfilmage de fonds entiers aux Archives vaticanes.*

Permettez-moi de faire quelques observations sur un point de l'excellent rapport de M. Szedő : il dit que les Archives du Vatican se trouveraient dans une grande anxiété, si on leur demandait de microfilmer des fonds entiers.⁴ Pour dissiper toute équivoque, je tiens à

1. Cf. *supra*, p. 139.
2. Archivist of the United States, Washington.
3. Préfet de l'Archivio segreto vaticano.
4. Cf. *supra*, p. 123.

donner quelques explications en ce qui concerne ce que j'appellerais plutôt de la perplexité.

Nous sommes, nous aussi, bien convaincus que les Archives ne doivent pas fermer leurs portes à l'adoption des moyens techniques les plus modernes. Depuis que Léon XIII a ouvert les Archives du Saint-Siège, jusqu'alors totalement secrètes, nous nous sommes toujours efforcés d'aider les chercheurs de notre mieux. Le Saint-Siège fait preuve, en ce domaine, d'un libéralisme que l'on ne rencontre pas toujours dans d'autres grandes Archives. Cela est reconnu par un grand nombre de chercheurs, qui viennent du monde entier et fréquentent les Archives vaticanes sans aucune distinction de pays, de race ou de religion. Dans la même optique, nous souhaitons aussi la collaboration la plus étendue entre archivistes, même en ce qui concerne l'usage des microfilms, et nous contribuerons autant que possible à la réaliser.

Les Archives vaticanes, comme, du reste, les autres Archives ecclésiastiques, ne peuvent être assimilées aux Archives des Etats, dont elles se différencient tant par leur activité que par la nature des institutions dont elles émanent. Il est donc évident qu'on ne peut leur imposer des normes qui ne tiennent pas compte de leur nature particulière. Néanmoins, et bien que les Archives du Saint-Siège ne soient pas de caractère public comme celles des Etats, nous avons toujours favorisé la reproduction de nos documents, sous toutes les formes, y compris le microfilm. Nous avons été d'un libéralisme notable, même envers les institutions qui désiraient un microfilmage de grande envergure, même quand des chercheurs le demandaient par lettre; et tout cela alors que les réticences à l'égard de ce moyen de reproduction étaient plus répandues qu'aujourd'hui.

Nos difficultés tiennent moins au type particulier de l'institution qu'à la question générale de savoir si le microfilmage de fonds entiers offre vraiment à la recherche historique des avantages susceptibles de réduire ou de neutraliser ses inconvénients. On objecte, en effet, que le microfilmage de fonds entiers en faveur d'autres Archives ou institutions constitue en quelque sorte — du moins en ce qui touche son contenu — un transfert de matériel d'archives en dehors de son siège naturel, ce qui touche à des problèmes de nature juridique. De tels transferts auraient, en outre, pour résultat que beaucoup de recherches se feraient uniquement sur la base de ces microfilms. Or, il est notoire que les reproductions photographiques en général, et les microfilms en particulier, ne peuvent remplacer complètement les originaux, avec tout ce que cela peut comporter de préjudiciable à la valeur scientifique d'ouvrages entrepris exclusivement de cette manière.

Le problème n'est peut-être pas encore assez mûr pour une solution. D'autre part, il serait très souhaitable que l'on suive une règle plus uniforme en la matière. J'exprime donc le vœu que les travaux et les discussions de cet important congrès nous apportent d'utiles indications en ce sens.

Dr. Theodore R. SCHELLENBERG¹ (United States) : *In favour of microfilm publications.*

There are several reasons why the production of microfilm publications should be considered to be a regular function of an archival establishment.

1. Such publications can encompass entire series or *fonds*. They thus make available archives in the manner in which they should be made available, i. e. not on a piecemeal basis, but as a complete record of a given action or activity. They thus preserve the integrity of the evidence in archives.

2. In preparing such publications, moreover, archives must first be arranged and described in finding aids. These are functions that should ordinarily be performed with respect to archives. And the finding aids that are produced will usually provide all the information that is needed to explain the nature and the arrangement of film copies.

3. Unlike nearprint publications, which often involve selection and editing and which usually involve an arrangement other than the original one imposed on archives, microfilm publications do not require extensive editing; they do not require footnoting; and, while

1. Assistant Archivist of the United States (Retired).

costly, they require far less expenditure of personnel and financial resources than do letterpress publications. They, also, in no way involve the element of personal bias in their production. They, ordinarily, contain the complete record, not a selected record, on a given matter of business. They facilitate objective research.

The production of microfilm publications should thus be regarded as a regular archival function, though obviously the functions of arrangement, description, and reference service should be given priority. But the function of filming is an extension of all the basic archival functions. And such a function may be carried out on an international co-operative basis.

M. Christian GUT¹ (France) : *La politique des Archives de France en matière d'usage international du microfilm.*

Les autorités françaises ont toujours donné aux pays qui, autrefois administrés par la France, ont accédé à l'indépendance, la possibilité de faire exécuter dans nos Archives la reproduction de documents relatifs à leur propre histoire et dont la communication était possible. Cette tradition est fort ancienne : dès la fin du XIX^e siècle, les Archives du Canada reçurent une telle autorisation ; il s'agissait à l'époque, naturellement, de transcription et non de microfilm, mais cela ne change rien à l'affaire.

La même politique est appliquée, dans les mêmes conditions, aux pays qui n'ont jamais été placés sous administration française : la Bibliothèque du Congrès de Washington vient d'obtenir sans difficulté la permission de faire procéder au microfilmage de tous les documents conservés aux Archives nationales et relatifs à l'histoire des USA.

Les opérations dont je viens de parler peuvent porter sur des documents isolés ou des séries entières. Elles ont été conclues sans obligation de réciprocité, ce qui ne veut pas dire que nous ne soyons pas intéressés par le microfilmage de documents concernant la France et conservés à l'étranger. Nous n'estimons pas que la communication de ces microfilms doive, en principe, être soumise à notre autorisation. Nous pensons seulement que les cotes citées doivent être celles des documents originaux, non celles que les microfilms peuvent avoir reçues dans les collections où ils se trouvent. Nous pensons aussi, et surtout, que ces microfilms ne doivent pas être reproduits ou cédés à des tiers sans notre autorisation expresse et préalable.

En ce qui concerne les documents conservés en France et relatifs à notre histoire nationale ou à celle de pays tiers, nous admettons tout savant étranger ou tout groupe de savants à faire microfilmer en vue d'une recherche précise tous les documents relatifs à cette recherche, que ceux-ci se réduisent à quelques pièces ou qu'ils s'étendent à des fonds entiers. Mais il convient ici de faire quelques observations.

Le traitement de pièces isolées ne pose en général pas de problème technique, mais quand il s'agit de masses importantes, il faut insister sur le fait suivant, auquel M. Szedö a déjà fait allusion dans son remarquable rapport : le microfilmage d'un fonds a pour résultat de le figer dans l'état de classement dans lequel il se trouve au moment de la prise de vue ; il faut donc, dans la plupart des cas, ou se résoudre à mettre sous les yeux du lecteur un fonds au classement défectueux et inamovible, donc peu et mal utilisable, ou procéder auparavant à un classement vue par vue, c'est-à-dire analytique. C'est à ce dernier parti que l'on s'est arrêté en France, mais ce travail long et délicat exige du personnel très qualifié, dont nous ne disposons pas en abondance, ce qui donne comme résultat un rythme de production relativement lent. La remarque de M. Lieberich vaut aussi pour la France.

D'autre part, si grande que soit l'importance que nous attachons aux microfilms effectués en faveur des pays étrangers, il n'en reste pas moins que nous ne saurions négliger notre programme de microfilmage de sécurité, basé sur des priorités intérieures. Le dosage entre ces deux branches d'activité est du ressort de la Direction générale des Archives de France, qui se prononce dans chaque cas en fonction des circonstances.

1. Chef du Service du microfilm des Archives nationales, Paris.

Sur le plan des principes, enfin, si nous faisons preuve d'un grand libéralisme à l'égard des historiens qui peuvent trouver dans nos dépôts les sources principales ou complémentaires des travaux relatifs à leur histoire nationale ou à celle de pays tiers, c'est parce que, conscients du droit de propriété exclusif que nous exerçons sur nos archives, nous commettrions une sorte d'abus de droit en ne leur en facilitant pas l'accès. Mais une telle conception ne saurait s'appliquer quand il s'agit de documents relatifs à l'histoire de France et conservés en France. En abandonnant ce que j'appellerai le principe de la finalité du microfilmage, c'est-à-dire en répandant sans discernement dans le monde entier des séries de documents reproduits *a priori*, sans doute assurerions-nous à quelques institutions publiques ou privées des collections qui augmenteraient leur prestige et qui contribueraient à leur publicité. Mais nous manquerions aux devoirs que nous impose notre condition de propriétaire : nous sommes toujours heureux de voir des visiteurs dans notre jardin, mais c'est à nous qu'il revient de les accueillir et de les guider, ne serait-ce que parce que nous avons tout de même le plus de chances de le mieux connaître. De plus, et ceci est grave, l'énorme travail matériel que représenterait une autre conception risquerait de compromettre le développement harmonieux de notre programme de collaboration internationale, notamment avec les pays neufs.

J'ai le plaisir de constater, en conclusion, que la Direction générale des Archives de France est à la pointe de l'internationalisme, puisque l'on retrouve dans sa politique actuelle l'essentiel des recommandations formulées dans l'excellent rapport de M. Leisinger. Mais je pense, comme mon collègue Bautier, devoir recommander la prudence. Je crois qu'il est inutile de modifier — de codifier — des pratiques qui, fondées sur l'expérience et sur le désir d'aider efficacement les historiens de tous les pays et de toutes les disciplines, ont, dans leur ensemble, donné satisfaction.

Mr. K. D. BHARGAVA¹ (India) : *Microfilm preservation in India.*

During recent years, the National Archives of India have embarked on a large scale programme of obtaining microfilm copies of documents from several countries such as the United Kingdom, the Netherlands, USA, etc. The microfilms received from Holland throw a good deal of fresh light on India's commercial relations with the Dutch East India Company. The number of microfilm reels acquired so far exceeds 2,000 reels. This large collection has posed the problem of its proper housing and preservation. All necessary precautions such as keeping them in steel almirahs and air-conditioned rooms have been taken. But due to a variety of reasons it is felt that an expert survey should be made as to how best these microfilms could be preserved in countries with tropical climate.

Another point I would like to emphasize relates to financial and technical assistance to developing countries in the matter of procurement of raw materials like acetate foil, tissue paper, raw films, etc. Some of the developing countries are obviously handicapped because of lack of foreign exchange. I would therefore suggest that the International Council on Archives recommend the creation of a special fund for helping developing countries in this field.

M. Jean-François MAUREL² (Sénégal) : *L'aide aux pays sous-développés en matière d'archives ne doit pas porter d'abord sur le microfilmage.*

Je voudrais apporter un léger complément, quelque peu discordant, à un passage du rapport de M. Szedő ainsi qu'à la recommandation n° 2 du rapport de M. Leisinger³.

Les deux conférenciers proposent d'insister auprès des nations développées pour les décider à fournir des microfilms à leurs anciennes colonies. C'est une très bonne et généreuse

1. Director, National Archives of India, New Delhi.
2. Directeur des Archives du Sénégal, Dakar.
3. Cf. *supra* p. 126 et 145.

idée. Mais je crois qu'il y a un préalable dont il faut tenir compte avec sagesse : le microfilm est un excellent instrument, mais trop fragile et de maniement trop délicat pour le confier à un dépôt non organisé, à un pays qui n'a encore fait, ou pu faire, aucun effort sérieux pour classer ses archives. Non pas que j'envisage le microfilm comme la récompense à donner à qui aurait classé ses archives. Mais je crois que tout pays qui n'a pas eu les moyens de classer ses archives, n'aura pas les moyens de bien gérer, de bien utiliser le microfilm.

Donc si les nations développées ou les organisations internationales veulent apporter une aide aux pays sous-développés en matière d'archives, qu'elles y envoient des hommes courageux qui se mettent à l'austère travail de classement ; qu'elles donnent une assistance éclairée et bien adaptée pour la formation d'un personnel compétent, choisi parmi les nationaux. Mais envoyer du matériel de microfilmage dans ces dépôts est encore prématuré.

Peut-être dira-t-on que priver ces pays de microfilms pour le moment, c'est entraver la recherche historique qui pourrait y être faite. Je ne le crois pas : d'abord parce que nous sommes à l'ère des grands voyages ; si un étudiant ou un jeune professeur d'histoire africain veut entreprendre une thèse sur l'époque coloniale à partir d'archives conservées en Europe, il serait bien étonnant qu'il n'obtienne pas une bourse pour se rendre dans ces pays. De plus, si nous avons des étudiants soucieux de réaliser une œuvre historique, ils ont le champ large pour des travaux préliminaires qui, pour être plus proches de l'inventaire que de l'œuvre synthétique, n'en seront pas moins une contribution utile à leurs travaux futurs en même temps qu'à ceux des autres historiens ; semblables travaux ont déjà été réalisés plusieurs fois aux Archives du Sénégal en liaison avec l'Université de Dakar.

Une aide aux pays sous-développés en matière d'archives est donc très nécessaire, urgente même, mais portant sur le microfilm, elle risque d'être prématurée.

Dr. Zdeněk ŠAMBERGER¹ (Tchécoslovaquie) : *L'authentification des microfilms.*

L'emploi du microfilm pour la recherche, ou en vue de la publication, présente un aspect juridique, dont l'essentiel consiste dans la vérification de son authenticité.

L'authentification d'un microfilm et l'adoption de critères servant à établir son authenticité relèvent de la diplomatie. Ce sont les méthodes modernes des sciences auxiliaires de l'histoire, et plus particulièrement les techniques de la diplomatie spéciale appliquée à ce cas particulier, qui pourront déterminer la méthode à suivre pour différencier un document véritable d'un faux.

Ces deux aspects, juridique et diplomatique, de l'authentification, sont très importants lorsque les documents d'archives microfilmés doivent être utilisés pour la recherche scientifique et l'élaboration de l'histoire.

En me fondant sur mon expérience, je pense que l'on peut considérer comme copies authentiques les microfilms qui proviennent du fonds original ou d'Archives publiques : le conservateur étant nommé en fonction du droit public, il suffit qu'il procède lui-même à la vérification et appose le cachet « authentique » sur le microfilm. Il est évident que les microfilms d'originaux auront la même valeur que l'original, au contraire des copies de documents.

RÉPONSES DES RAPPORTEURS

M. Antal SZEDŐ.

On vient de nous apporter beaucoup d'informations et quelques propositions. En revanche, les discussions n'ont pas été très vives. Grâce à Dieu, M. Jørgensen n'est pas d'accord avec moi. Pascal, le grand philosophe français, a dit : « Qui bien distingue, bien pense » ; aussi vais-je préciser ma position en matière de communication de microfilms : je suis pour la liberté

1. Directeur scientifique de l'Administration des Archives, ministère de l'Intérieur, Prague.

des recherches scientifiques ; tous les chercheurs sérieux ont le droit de disposer des microfilms nécessaires à leurs travaux scientifiques ; c'est naturel. Surtout, je veux que les pays aient droit d'accès à leur patrimoine archivistique, aux sources de l'histoire de leur pays. Mais si, par exemple, un amateur fortuné venait à Budapest, et demandait le microfilm de toutes les chartes antérieures à 1526 (bataille de Mohács), parce qu'il s'agirait pour lui d'un violon d'Ingres, je refuserais : ce ne serait pas un travail scientifique ; il s'agirait d'un collectionneur et je ne pense pas qu'il faille donner aux collectionneurs la possibilité d'entrer en possession d'archives secondaires.

Mr. Albert H. LEISINGER.

First, I should like to discuss the remarks of my good friend from Puerto Rico, Luis Rodriguez Morales. He and I are really in complete agreement in desiring a free exchange of research material in microfilm form. The proposal for action by the Extraordinary Congress as made in my report was made simply to facilitate the exchange of materials among archival institutions by meeting the objection of those countries that feel they must keep control over copies of their records. I think it should be clear that our own position is that it is not necessary nor desirable to control microfilm publications after they leave our hands.

Professor Sandri has raised a question concerning the criteria we use for preparing the introductory materials for our microfilm publications. In my report there is a statement concerning this. For me to develop these criteria in my summation would take more time than I have been allotted. I should like, however, to mention that in 1951, following ten full years of experience with microfilm publications, the National Archives issued a staff information paper which spelled out the guidelines we follow in selecting records for microfilm publication and for preparing introductory or editorial materials for them. In brief, we do not film records unless they are arranged in order ; accompanying indexes or registers are usually filmed with the records they govern ; a brief history of the agency that created the records is given and its functions are stated ; and data on related records is supplied. Other pertinent information, such as lists of the records filmed, is supplied to assist the user of the records. We have, however, developed guidelines rather than hard and fast rules for we realize that each and every microfilm publication requires special attention. You cannot be mechanical in the application of any guidelines ; rigid standards are not possible.

Many of our colleagues have assumed that the National Archives of the United States has unlimited money for microfilming. We do not. One of the major reasons for the progress we have made is that we were able, through special legislation approved in 1948, to establish a revolving fund. This fund enables us to take a small part of the income we receive from the sale of microfilm and use it to microfilm other records. Our sales this year will amount to at least 75,000 rolls. With this high volume we can continue our program even if we do not receive an appropriation. The revolving fund idea could be used by many of the undeveloped countries and even the more advanced countries to good advantage.

Microfilm publication programs cannot only make archival materials more accessible, but as Dr. Schellenberg pointed out, they help an archives by solving many other fundamental problems such as those of arrangement and of description which should be done before records are microfilmed.

In conclusion, I should like to re-echo the words of our principal reporter Mr. Szedő—that when the Resolutions Committee begins its work that it take into consideration the consensus of this meeting. If the Committee does, and I believe it will, it will recognize that practically all of us at this Congress do desire to see freer access to materials through microfilm publications.

Sir David Evans clôt la séance.

QUATRIÈME SÉANCE DE TRAVAIL

La coopération internationale pour la libéralisation de l'accès aux archives

La séance est ouverte le vendredi 13 mai, à 9 h 30.

Président	Dr. Jorge Ignacio RUBIO-MAÑE, directeur des Archives générales de la nation du Mexique.
Rapporteurs.....	Prof. Aurelio TANODI, directeur de l'Ecole des archivistes et bibliothécaires à l'Université nationale de Córdoba, Argentine.
	M. Charles KECSKEMÉTI, secrétaire du Conseil international des Archives (France).

LA COOPERACION INTERNACIONAL EN FACILITAR ACCESO A LOS ARCHIVOS

Informe por el Prof. Aurelio TANODI, relator principal¹

INTRODUCCIÓN

Para la elaboración del presente informe, nos han servido en primer término, las contestaciones al cuestionario que nos hicieron conocer diversas realizaciones, opiniones y sugerencias².

Como segunda fuente de información hemos tomado el auxiliar bibliográfico, limitado a la revista *Archivum*, a las *Actas* de las Conferencias de la Mesa Redonda Internacional de Archivos, a los folletos del CIA y de la UNESCO.

Algunas cuestiones del tema sobre colaboración internacional en facilitar el acceso a los Archivos fueron objeto de varios congresos del Consejo Internacional de Archivos y de las Conferencias Internacionales de sus Mesas Redondas. Se han tratado, con mayor o menor amplitud y profundidad, diversos aspectos, directamente o como partes componentes de otros temas afines. Es lógico que durante tres lustros de fructíferas actividades del CIA se hayan abordado estos temas, debido a la misma naturaleza del Consejo : su función de promover, fomentar y coordinar la comprensión y colaboración internacional en el campo archivístico.

Dentro de las actividades anteriores del CIA, mayor relación con nuestros temas tuvo la VI Conferencia de la Mesa Redonda Internacional de Archivos (Varsovia, 1961). Entre los tres temas principales de la Conferencia, el más afín fue el punto 2º sobre *Colaboración internacional en la materia de archivos*, expuesto ampliamente y bien documentado en el informe general del Prof. Robert-Henri Bautier³.

Si la cooperación internacional es parte esencial de las funciones del CIA, dentro de ésta ocupa eminente lugar el último y supremo fin de los archivos, su razón de ser : la consulta de los acervos documentales, cuyos principales repositorios son los archivos públicos y privados. El paso previo a la consulta consiste en la libertad de acceso a los documentos que sirven como fuentes de información para los fines prácticos y cognoscitivos, de investigación científica, sobre todo histórica. Junto con la libertad personal de acceso a los documentos originales se plantea el otro aspecto de la labor heurística que deben realizar los investigadores como primer paso dentro del método histórico, que es la preparación sistemática de los auxiliares descriptivos o heurísticos : guías, inventarios generales y descriptivos, catálogos, índices, hasta llegar a la publicación de textos enteros o sea corpus documentales ; en todas estas tareas los archiveros tienen una función predominante que es de su propia incumbencia,

1. Texto del informe distribuido a los congresistas antes del congreso.

2. Véase Appendice, p. 196.

3. Véase *Actes de la VI^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, Paris, 1963 (Direction des Archives de France).

* salvo en los corpus documentales, que a menudo comparten o prefieren dejar a las instituciones de investigaciones históricas.

Las técnicas modernas facilitan la consulta en una manera mucho más amplia que el trabajo personal en los repositorios, por el contacto directo con el documento o por su resumen o la transcripción publicada; se trata de la reproducción, sea en fotocopia, en microfilm o microficha. El papel que desempeña, especialmente, el microfilm en la labor archivística moderna fue bien destacado en varios congresos, conferencias de Mesa Redonda y artículos publicados en *Archivum*, limitándonos solamente al CIA.

I. — EL PROBLEMA DEL CANJE EN EL CAMPO INTERNACIONAL

1. Aspectos que puede tener el canje internacional.

La cuestión de la elaboración de auxiliares heurísticos y corpus documentales fue el tema principal de la V Conferencia Internacional de la Mesa Redonda (Lisboa, 1959)¹.

No hay controversia en la posición de que los archivos sean los primeros y principales encargados de la elaboración y publicación de *auxiliares heurísticos* (guías de archivos, inventarios, catálogos, índices). Efectivamente, los archivos se ocuparon y ocupan en su confección y difusión, sea de una manera amplia, nacional, planificada y sistemática, sea local y aislada. La difusión se basa en los principios de canje, donación o venta y comprende más que todo, el ámbito nacional.

Otra es la cuestión de la elaboración de auxiliares heurísticos, su publicación y difusión con el fin de una colaboración internacional de tipo bilateral o multilateral, regional o internacional. La descripción de fondos, series o unidades documentales, que pueden interesar a los archiveros e investigadores de otros países relacionados con sus investigaciones históricas, forma parte de la totalidad de la labor descriptiva, sin intención específica de dar una información descriptiva preferencial; en pocos casos se ha concentrado la atención a esta finalidad.

Ahora, para que se pueda establecer un sistema de canje sistemático entre los archivos de diversas naciones, se presentan dos cuestiones: a) si hay que extender el canje a todos los auxiliares heurísticos de un país con los de otro u otros, o limitarse a aquellos que pueden directamente interesar a determinados países, y b) de acuerdo con el criterio adoptado, si habrá que incluir en los programas generales de preparación de auxiliares heurísticos los de interés extranjero, o preparar los específicos, concentrados en el material respectivo.

Más delicada, desde el punto de vista archivístico, es la preparación de *corpus documentales*, de textos completos de fuentes históricas. El Sr. Bautier trató el tema en su informe general para la V Conferencia de la Mesa Redonda² y su problemática fue bien sistematizada. Son grandes las divergencias teóricas y prácticas entre los distintos países, sobre la materia; oscilan entre el criterio de que los archivos nacionales y locales tienen el deber de preparar, publicar y difundirlos, y el opuesto, de que es de la incumbencia de las instituciones de investigaciones científicas, históricas. De acuerdo a la posición tomada, depende también la colaboración internacional en el canje.

En cuanto a la preparación y edición de textos documentales que se relacionan con otras naciones, opinamos que existen dos posibilidades básicas: a) por parte de los países poseedores de los acervos documentales, o b) por parte de los países interesados en los documentos conservados en los repositorios extranjeros. Sin embargo, nuestro tema no se relaciona

directamente con el problema, sino indirectamente, en lo tocante al canje de tales instrumentos de investigación, y en este sentido se ha formulado el cuestionario.

El tercer grupo de auxiliares de la investigación documental lo constituye la *reproducción, sea en fotocopias, sea en microfilm*. Nos parece, que la fotocopia tiene relativamente poca aplicación práctica para la reproducción de series enteras o fondos, los que entran en la consideración de nuestro tema más que las unidades documentales y, por consiguiente, no requiere mayor atención. Mucho más importante es la microfilmación, dejando de lado la microficha.

El microfilm es práctico tanto para la reproducción de los auxiliares heurísticos preparados en los archivos y no publicados, como para los textos de unidades, series y aún fondos enteros de archivos. Debido a su importancia, dentro del seno del CIA se ha tratado frecuentemente el aspecto técnico de microfilmación, su uso en los archivos con fines de seguridad o protección, complemento y sustitución, y en las investigaciones científicas, su faz legal y la comunicación de microfilm entre las naciones. Este último aspecto fue tratado en la VI Conferencia Internacional de la Mesa Redonda de Archivos¹. Mientras que en las publicaciones impresas o multigráficas, no existen restricciones en la difusión, con la posibilidad de un canje libre de prescripciones legales o convencionales represivas, la microfilmación involucra serios problemas especialmente en la difusión de series o fondos enteros, más que de documentos individuales microfilmados con fines de investigación inmediata. Hay toda una gama de opiniones y posiciones concretas entre la libertad completa de permitir la microfilmación ilimitada de todos los acervos documentales conservados en un archivo o en los repositorios de toda una nación, y las estrictas restricciones que tienden a proteger la difusión documental como el patrimonio cultural nacional, asegurando la preferencia de investigación a los consultores directos de los archivos, con la obligatoriedad de investigar los documentos no publicados en el mismo repositorio. Naturalmente, que el canje internacional de microfilm depende esencialmente del criterio que se tome.

2. La práctica actual del canje internacional.

a) *Convenios bilaterales de canje*. — En general no existen convenios bilaterales o internacionales entre los archivos de diversos países, ni reglamentos específicos para el canje de auxiliares heurísticos, corpus documentales, fotoreproducciones y microfilmación de documentos; lo comprueban directamente las respuestas de Bélgica, España, Luxemburgo, Austria, Canadá, México, Bolivia, Haití, Madagascar, Nigeria, Ghana, Malasia e indirectamente Holanda, Israel, Nueva Zelanda.

Sin embargo, algunos países han establecido convenios bilaterales con un restringido número de países, en el plano regional o internacional. *Checoslovaquia* tiene convenios bilaterales con Alemania Oriental, Hungría y Polonia, que establecen el canje de micropelículas y fotocopias; ocasionalmente, se hacen convenios con otros países (Alemania Occidental, Austria); la Administración de Archivos concentra el canje de publicaciones, microfilm y fotocopias de todos los archivos de Checoslovaquia con el extranjero.

URSS, Polonia y Hungría conciertan, en primer término, los acuerdos bilaterales de canje, con los países socialistas, asimismo con otros países europeos; v. gr. la Dirección General de Archivos de la URSS lo hace con Polonia, Hungría, Yugoslavia, Rumania, Checoslovaquia, Bulgaria, Italia y otros, relacionando estos acuerdos con los Planes de cooperación cultural y científica entre la URSS y otros países; aparte de estos programas, se efectúa el canje de publicaciones archivísticas y copias de acervos documentales en base a la reciprocidad; así mismo, en Polonia el sistema de canje se amplía, según las necesidades concretas, a los

1. Véase *Actes de la V^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, Paris, 1961 (Direction des Archives de France), especialmente, p. 47-53, 56-57, en el informe general del Sr. Robert-Henri BAUTIER.

2. *Ibid.*, p. 56-57.

1. Véase el informe general del Sr. BAUTIER en *Actes de la misma, loc. cit.*, p. 60, 64-65, 75; actividades de la UNESCO al respecto, *ibid.*, p. 112-113; resúmenes de las sesiones, p. 124-128; etc.

países con los cuales no tienen acuerdos bilaterales, especialmente por medio de microfilm en base a la reciprocidad. Los acuerdos de canje que concierne la Sección de Archivos del Ministerio de Cultura de Hungría, no incluyen los instrumentos de referencia, colecciones de documentos no publicados y fotoreproducciones.

En *Rumania*, el canje de publicaciones, de copias fotográficas y de microfilm se realiza por intermedio de convenios culturales establecidos con varios países; aparte de éstos, hay casos en que el canje se efectúa en base a un convenio bilateral estipulado con los Archivos Nacionales. Hasta el presente, el canje se concentró en colecciones de documentos e instrumentos impresos de información científica (catálogos, guías, inventarios e índices), pero no de fichas, o catálogos en forma de fichas.

Una extensa red de canje efectúan los *Estados Unidos*. Allí, National Archives and Records Service facilita convenios directos o indirectos de canje de auxiliares heurísticos y corpus documentales con todos los países que tienen relaciones diplomáticas normales con los Estados Unidos; el canje es directo o indirecto—por intermedio de Library of Congress y de Smithsonian Institution. Aparte de los arreglos directos, National Archives facilita los mismos elementos, sin exigencias de canje, a los archiveros e instituciones de investigación extranjeros, en base a pedidos particulares que deben actualizarse periódicamente. Los programas de canje no incluyen las fotocopias y microfilms; éstos pueden adquirirse con aranceles establecidos y, efectivamente, las universidades, bibliotecas e investigadores de muchos países compran las fotocopias y microfilms. Sin embargo, National Archives ha colaborado con Department of State y US Information Agency al suministrar reproducciones de documentos, fotocopias y mapas a los países extranjeros para las exposiciones.

b) *Canje en base a la reciprocidad*. — El principio de reciprocidad está acentuado en *Austria* con los archivos extranjeros sobre el fundamento « do ut des »; *Luxemburgo* hace el canje en base a las demandas y la reciprocidad; *Holanda* reconoce la reciprocidad, al igual que *Bolivia*. Amplia base de reciprocidad se practica en *Bélgica* con las instituciones afines.

Los Public Archives de *Canadá* participan en los acuerdos no formales de canje; las instituciones de los Estados Unidos y de Gran Bretaña que manifiestan interés, reciben las publicaciones.

En *Archivschule Marburg* no existe un reglamento fijo de canje de publicaciones archivísticas; sin embargo, la Escuela practica hace años un canje regular con muchos archivos europeos y de otros continentes; las fotoreproducciones y el microfilm se facilitan a los archivos extranjeros en base al encargo y la venta.

España, sin optar por convenios bilaterales, ya tiene una tradición en difundir las publicaciones de colecciones documentales o de catálogos a través de intercambio o suscripción, en las condiciones que en cada caso parecen oportunas. Para el microfilm, se han concertado acuerdos particulares con Universidades y otras Instituciones (v. gr. con la Universidad de Loyola y la Casa Internacional de Nueva Orleans).

El Archivo Nacional de *Noruega* tiene un canje no oficial con el de Dinamarca, de todas las publicaciones y reproducciones, inclusive inventarios y catálogos de microfilm que son de interés mutuo; ocasionalmente se efectúa el canje con el Archivo Nacional de Suecia; no hay un canje regular con otros países.

Inglaterra practica el canje de publicaciones con algunos países en base a arreglos informales de reciprocidad; de modo similar, *Finlandia* se puso de acuerdo con los países Escandinavos, Alemania y la Unión Soviética sobre el canje de publicaciones, microfilm y catálogos de documentos.

Los índices, inventarios, etc. que publica el Archivo Nacional de *Dinamarca*, se envían a los archivos centrales de los países europeos y algunos otros, incluyendo los Estados Unidos, también a algunas bibliotecas e institutos universitarios.

Los auxiliares heurísticos publicados por la Direction des Archives de *Francia* se distribuyen a cierto número de instituciones extranjeras, incluidas en la lista que se prepara perió-

dicamente por un decreto del Ministerio de Asuntos Culturales. El canje de microfilm se efectuó, en el pasado, entre Francia y varios países (*Bélgica*, *Hungría*, *Italia*, *Luxemburgo*, *Vaticano*, etc.).

El Service des Archives de *Madagascar* distribuye sus inventarios impresos a varias instituciones de Francia, Inglaterra y Estados Unidos, y un ejemplar a algunas Direcciones Generales de Archivos.

National Archives de *Nigeria* ha distribuido sus inventarios a las bibliotecas y archivos de Europa y Estados Unidos; se estudia la conveniencia de extender esta distribución a otros países.

Israel recomienda y se adhiere a todas las formas de canje, aunque en la práctica está obstaculizado por dificultades financieras y falta de equipos; la utilización de auxiliares heurísticos sufre restricciones, porque las publicaciones se hacen en hebreo; algunos archivos, especialmente Jewish Historical General Archives, en colaboración con otras instituciones, empezaron a reunir informes comprensivos sobre el material que se conserva en los archivos extranjeros y que revisten interés para ellos.

Bundesarchiv de *Alemania Occidental* no efectúa un canje sistemático, solamente un canje limitado y ocasional de auxiliares heurísticos y de documentos.

Los archivos de *Australia*, mayormente, no confeccionan los auxiliares heurísticos de una manera sistemática que pudiera garantizar el canje regular; la causa principal es la escasez de archiveros profesionales que, por su poco número, no disponen del tiempo necesario para su preparación. El material de Commonwealth Archives Office tiene el carácter de un « archivo moderno administrativo » que no puede inventariarse por fondos. National Library edita una guía de colecciones de manuscritos conservados en los archivos no-gubernamentales, relacionados con Australia, y está dispuesta a tratar el canje con otros continentes.

En *Trinidad y Tobago* existe un muy limitado programa de canje regional de publicaciones oficiales con algunos países del Caribe; el año pasado se hizo un intercambio de inventarios con ocasión de la Reunión de los archiveros del Caribe.

Perú no puede todavía entrar en los programas de canje; para éste dispone únicamente de la Revista del Archivo Nacional de Perú.

Una opinión categórica sobre el problema de canje internacional ha dado *Inglaterra*, con la advertencia previa a la contestación al cuestionario: « Es la firme opinión de Public Record Office que su esencial deber consiste en facilitar el acceso a la consulta pública de sus propios acervos documentales y dar copias al costo cuando éstas sean requeridas; no es de su responsabilidad ocuparse directamente de los documentos de otros países. Es función de una Universidad o Biblioteca reunir la información sobre los documentos de otros Archivos cuando les parece conveniente; es de incumbencia del erudito efectuar las investigaciones que necesita y reunir el material que requiere su estudio. En 1950 se hicieron propuestas a los archivos de ciertos países extranjeros sobre el canje de microfilm de documentos relacionados con los asuntos diplomáticos medievales. El sistema para efectuar el canje nunca fue satisfactorio y las propuestas no resultaron efectivas. La dificultad del canje consiste en que las partes respectivas deben adquirir gran cantidad de documentos que tienen poco interés inmediato para ellas. Si se necesita, genuinamente, algún material, éste debe ser identificado y encargado específicamente con gastos reconocidos, y Public Record Office gustosamente incluirá estos pedidos dentro de sus programas de microfilms. »

c) *Otros ejemplos de canje internacional*. — Al margen de convenios y reciprocidad, los archivos de algunos países ofrecieron a otros, varios elementos para la investigación.

Haití destaca el gesto de National Archives de Washington, que ha facilitado a Archives nacionales de Haití los microfilms de los informes de los primeros representantes de los Estados Unidos en ese país; Cuba ofreció el volumen de *Documentos para la historia de Haití*, mientras que los archivos de Polonia y National Record Office de Londres las copias de los inventarios.

El Archivo General de la Nación de México, como obsequio del Gobierno Mexicano ha facilitado a Filipinas las fotocopias de todos los documentos que interesaron al Gobierno Nacional de Filipinas; el mismo con plena libertad autoriza las fotocopias de todos los documentos que custodia; igualmente los Archivos Nacionales de Costa Rica, que no ponen ningún obstáculo para las fotoreproducciones solicitadas dentro del país o fuera de él.

Los archivos de Suiza facilitan siempre copias fotográficas para los trabajos científicos requeridos por los países extranjeros; las revistas científicas practican un muy amplio canje con el exterior, el cual se extiende, parcialmente, por más de cien años.

3. El futuro : proyectos y obstáculos.

a) Estado presente de los proyectos.

La mayoría de los países no tienen en el presente proyectos concretos de extender y regularizar los programas bilaterales o multilaterales del canje de auxiliares heurísticos, corpus documentales, fotocopias y microfilm. Así contestaron explícitamente Inglaterra, Holanda, Canadá, Nueva Zelandia, Malasia, Francia, Noruega, y también Dinamarca, Alemania, Australia, Perú, Trinidad y Tobago.

Sin embargo, muchos países están dispuestos a considerar estos programas y participar en ellos : en Inglaterra, Public Record Office con agrado consideraría las propuestas respectivas de otros países; en Finlandia existe la disposición de extender el canje si esto pareciera necesario; igualmente Checoslovaquia, Luxemburgo y Austria, se adhieren a la extensión de programas; España considera muy conveniente continuar la política de acuerdos bilaterales; Holanda acoge favorablemente a todos los que deseen la reciprocidad; Francia no se opondría a un estudio de propuestas hechas en tal sentido; Canadá está dispuesto a cooperar con instituciones archivísticas de otros países en casos especiales que prometen ser de beneficio mutuo; Rumania preconiza la extensión del canje, tanto por vía de acuerdos culturales como por convenios bilaterales entre los Archivos Nacionales.

Polonia, Hungría y URSS están dispuestas a ampliar los programas de canje con otros países todavía no incluidos. Polonia proyecta intensificar los existentes acuerdos y estipular nuevos con los países que conservan material documental relacionado con la historia de Polonia o de polacos célebres; el canje de microfilm se extenderá a Inglaterra, Francia, Italia, Suecia y los Estados Unidos.

Bolivia lo considera muy conveniente con tal que el articulado de los convenios se inspire en el propósito de facilitar el canje al máximo posible; México procura el canje con toda libertad; Haití está dispuesto de normalizar el sistema de canje apenas la organización más racional de los archivos del país ofrezca la posibilidad de practicar la reciprocidad.

Israel, para facilitar el canje de publicaciones escritas en hebreo, se propone traducir los inventarios a otros idiomas.

Los Estados Unidos continúan su política de acuerdos; se estimula constantemente y participa en los esfuerzos que tienen por fin extender los programas de canje de auxiliares heurísticos y corpus documentales.

El material de canje se especifica en algunos casos : los Estados Unidos lo concentran en las publicaciones impresas, parecido en Finlandia, e Israel; en Checoslovaquia se piensa en el microfilm.

El sistema de canje, según varias opiniones, debe basarse sobre el principio de reciprocidad : Holanda, Inglaterra; Austria se remite en este punto al principio « do ut des »; España recomienda el canje de fotograma por fotograma, tanto de los documentos como de impresos raros : publicaciones documentales, colecciones de revistas, etc.

Madagascar y Malasia se proponen estudiar la cuestión.

En Suiza no hay la necesidad del canje internacional de publicaciones, por cuanto ya existe, y más bien grande que escaso.

Archivschule Marburg tiene interés en extender y perfeccionar su programa de canje con el fin de adquirir la más completa bibliografía de inventarios y repertorios de archivos alemanes y extranjeros.

Trinidad y Tobago estima de utilidad contemplar la posibilidad de acuerdos de canje en el futuro y espera efectuarlos, igualmente Perú, especialmente cuando disponga de un servicio de microfilm; Perú agradecería se le faciliten fotocopias o microfilms de documentos importantes para la historia peruana de otros países.

En Australia tienen en programa intensificar primero la formación profesional de archiveros y para su instrucción desean obtener una colección de auxiliares heurísticos, manuales de procedimientos, etc., en base a acuerdos de canje, para el cual, por su parte, pueden ofrecer sólo las futuras publicaciones.

b) ¿ Debe el CIA elaborar una regularización de esos proyectos ?

Diversas opiniones. — Algunos países se muestran partidarios de que el Consejo Internacional de Archivos elabore una reglamentación de los programas de canje. Así se considera en Australia, Austria, Bolivia, Checoslovaquia, Costa Rica, Dinamarca, España, Estados Unidos, Finlandia, Hungría, Luxemburgo, Madagascar (eventualmente), Malasia, México, Noruega, Perú, Polonia, Trinidad y Tobago.

Ghana recomienda que el CIA elabore algunos principios generales sobre la materia en calidad de guía general.

Una opinión bien fundada expresa el Sr. Peter Walne : el CIA podría considerar la cuestión de los programas de canje de publicaciones archivísticas con el fin de establecer, si estos programas son factibles y deseables y hasta qué extensión, tomando de base para estos estudios los acuerdos internacionales ya existentes. Habrá que aclarar, si los programas de canje tendrán que hacerse entre los servicios de archivos de diversos países, o con alguna obra base, v. gr., en colaboración con el Consejo Internacional de Ciencias Históricas. Es difícil tratar la extensión de los mismos. Depende mucho de la situación económica de los archivos nacionales, si les conviene o no el canje de masas documentales de escaso valor para su país. La preparación de auxiliares heurísticos de todos sus acervos documentales, dice el Sr. Walne, es el primer deber descriptivo de los archivos, sin dar preferencia a los de interés internacional; no obstante, pueden colaborar en la *Gula de fuentes históricas de las naciones*¹, sin encargarse específicamente para las tareas de esta naturaleza. El CIA podría estudiar la cuestión de una general y restringida iniciación de programas internacionales de canje de publicaciones archivísticas por intermedio de un Comité especial, que podrá elaborar algunas recomendaciones; el Comité europeo del CIA ha tratado la cuestión de un canje limitado de auxiliares heurísticos y su experiencia podrá servir para los esquemas de un canje más amplio.

Otros países ponen sus reparos :

Para Nueva Zelandia, la reglamentación de los programas de canje podrían impedir la libertad del canje. En Suiza no se siente la necesidad de la reglamentación. Alemania considera el programa elaborado por el CIA innecesario; sería mejor que se deje el canje a acuerdos directos entre los archivos en base a la utilidad mutua y reciprocidad. Estima, que al proyecto de programas respectivos se oponen todas las consideraciones científicas; es técnicamente imposible canjear por completo todo lo relacionado con las existencias documentales entre dos archivos, porque les interesan solamente unas pocas; en el caso de tal canje, se puede llegar a insuficientes resultados científicos, porque si se efectúan las investigaciones sobre la historia de otros países en el propio país del investigador, forzosamente se limitan a las fuentes históricas que ya fueron canjeadas por casualidad o sólo a los fondos que fueron canjeados en general. Por el contrario, si se realizan las investigaciones históricas de los países extranjeros en los archivos de los mismos, se dispone de la totalidad de documentos conservados.

Inglaterra opina, que el canje organizado implica las equivalencias monetarias por un

1. Véase *infra*, p. 202-203.

período razonable y esto sería difícil conseguir para las grandes publicaciones ; parece conveniente una propuesta más modesta para el canje anual o periódico de informes de los archivos nacionales.

Una seria objeción viene por parte de *Bélgica*, en cuanto le parece difícil establecer los reglamentos válidos para todos los países y para todos los casos ; parecen preferibles los acuerdos limitados.

Para *Rumania*, el proyecto de programas elaborado por el CIA podría ser útil para la solución de ciertos problemas de orden general. Pero, dadas las particularidades y la situación específica de las relaciones entre diferentes países en su desarrollo histórico, en la solución de estos problemas se debería tener en cuenta el principio de beneficios recíprocos. Bajo este aspecto, los convenios bilaterales o multilaterales serían de mayor interés para la valorización de las fuentes de investigación científica.

En *Alemania*, Archivschule Marburg considera deseable un arreglo para el libre canje de microfilm y fotocopias ; en cuanto se refiere al canje internacional de publicaciones archivísticas, es mejor que éste se rijan, también en el futuro, por intermedio de convenios bilaterales estipulados entre las partes interesadas.

Para el Sr. Kecskeméti, el CIA podría desempeñar el papel de recomendar a sus miembros la estipulación de acuerdos bilaterales para el canje de microfilm ; le parece preferible que el CIA no intervenga de una manera directa en este campo que es de incumbencia de los Gobiernos.

Noruega recomienda los arreglos que aseguren, que todas las publicaciones entren en la *Bibliografía Internacional de Ciencias Históricas* publicada por el Comité internacional de ciencias históricas.

Israel recomienda, en primer término, que el *Boletín de la UNESCO para las bibliotecas, Archivum*, o algún otro periódico correspondiente, se encargue de la impresión regular de una bibliografía de auxiliares heurísticos, inclusive los catálogos de las películas matrices publicados en varios países.

URSS considera que el canje sistemático de auxiliares heurísticos y copias de documentos pase del CIA a la UNESCO, con tal que los investigadores puedan buscar los documentos en archivos extranjeros relacionados con sus respectivos países y conseguir sus copias sin recurrir a las divisas, y satisfacer los pedidos en base a las guías y catálogos existentes.

Un proyecto especial presenta *Haití*. Aunque reconoce, que el CIA está en mejor situación que cualquier otro organismo para elaborar el proyecto respectivo, surge otro problema : nadie da lo que no tiene. Muchos archivos de los países subdesarrollados ni siquiera disponen de catálogos, inventarios, índices de sus fondos. Por esto, habría que sugerir a la UNESCO la creación de un Comité de expertos encargado de : *a)* recoger las informaciones de las necesidades inmediatas de los archivos de los países subdesarrollados miembros de la ONU ; *b)* recomendar a los gobiernos de estos países de que consideren los archivos como el problema n° 1 ; *c)* abrir una nueva partida en el presupuesto de Asistencia de la ONU titulada « Ordenación y asistencia técnica a los Archivos Nacionales » consistente de donaciones, en material y en asistencia pecuniaria, de acuerdo con los gobiernos interesados ; *d)* sugerir a estos gobiernos (la conveniencia) de ordenar e inventariar inmediatamente sus Archivos Nacionales con el fin de facilitar acceso a la casi totalidad de sus fondos. Una vez cumplidos estos requisitos, no significaría ningún problema la elaboración de un programa de canje auspiciado por el CIA.

Esta propuesta se vincula con las opiniones del Sr. Director del Archivo Nacional de Bolivia y del Dr. Ernst Posner, anotadas en otras ocasiones de este informe.

Proposiciones concretas. — Pocos países proponen algunos artículos que debería comprender un proyecto de regularizar el canje.

Austria recomienda, que se hiciera un cuestionario con artículos respectivos para enviarlo a diversos países, y después que el CIA elabore el proyecto definitivo.

Para *Malasia*, un comité de expertos debería discutir los puntos del proyecto, tales como el tamaño de las publicaciones, términos y abreviaturas utilizadas, y la reducción en el caso de microfilm.

Ghana recalca el principio de reciprocidad, pero hace excepción para las instituciones archivísticas en desarrollo con escasos recursos ; se trata de una recompensa adecuada y se decidirá si la misma deberá basarse en el número de páginas o volúmenes, o quizás en la calidad de las publicaciones.

Bolivia aboga porque el articulado debería inspirarse en el propósito de facilitar el canje al máximo posible.

Rumania propone que los canjes de microfilm de documentos de un país a otro se hiciera por intermedio de los Archivos Centrales Nacionales facilitando la confección de un inventario central, con el fin de proveer una información rápida y evitar el paralelismo en la adquisición de microfilm.

Australia aconseja, que se establezcan, en las publicaciones sobre el microfilm las normas técnicas de forma, tamaño y calidad.

España recomienda incluir los artículos relativos al uso de microfilm y obtención de terceras copias, y al campo de publicaciones de catálogos, inventarios, índices, colecciones documentales, etc. Los acuerdos generales deberán tener carácter de recomendación y no de obligatoriedad.

Polonia propone, que los programas traten los problemas : *a)* de extender y difundir el microfilm de complemento de acervos documentales conservados en los archivos de otros países, para reemplazar los originales y *b)* de aumentar el canje de inventarios y guías con el fin de obtener una sólida información en los principales centros culturales de cada país.

Costa Rica propone que el proyecto del CIA contenga, entre otros, los puntos siguientes : *a)* libre canje de documentos históricos ; *b)* facilidades para obtener copias autenticadas de documentos ; *c)* intercambio de índices de fondos documentales ; *d)* cooperación con los archivos de escasos recursos económicos ; *e)* publicación de una nómina de los Archivos que estén en condiciones de establecer libre canje de documentos con indicación de los requisitos que para ello establecen las respectivas legislaciones ; *f)* recomendar a los Gobiernos, la adquisición de aparatos de microfilmación (para los Archivos Nacionales).

Otra cuestión discutible surge de la sugerencia de tratar separadamente las publicaciones impresas y las reproducciones. Así lo insinúa *Francia* al decir, que el proyecto debería tratar el canje de publicaciones e instrumentos de trabajo, porque el canje sistemático de microfilm de series o fondos enteros es mucho más delicado.

El Sr. Walne sugiere, que se incluya el canje : *a)* de guías generales de los acervos documentales y *b)* de informes anuales de los servicios de archivos, lo que aseguraría el canje de información básica.

Dinamarca destaca la conveniencia de que el servicio de canje se extienda a las publicaciones que no sólo tienen el interés local. Para *Trinidad y Tobago*, el canje de auxiliares heurísticos, copias de documentos y publicaciones oficiales habría que efectuarlo con los países de relaciones históricas mutuas, mientras que los informes anuales y otros conviene canjear con todos los países.

Canadá se muestra interesada en un ejemplar del tipo de texto del programa de canje y se pregunta, si no debería relacionarse éste con el contenido específico de los documentos para que la información fuera útil a un determinado repositorio ; v. gr. el Archivo Público del Canadá se relaciona con las fuentes históricas canadienses y la totalidad de los auxiliares heurísticos de ningún otro país no es de utilidad para sus funciones ; quizás sería factible hacer la circulación de listas de auxiliares heurísticos de las cuales se podrían seleccionar los temas relevantes.

National Archives and Records Service de los *Estados Unidos*, que están dispuestos a favorecer los esfuerzos del CIA en la extensión de los programas de canje, consideran que

estos esfuerzos deberían exigir las listas de los temas disponibles para el canje, establecimiento de las condiciones bajo las cuales se haría el canje y designación de los depositarios de los temas del canje.

II. — PREPARACIÓN DE AUXILIARES HEURÍSTICOS EN EL CAMPO INTERNACIONAL

1. Opiniones y realizaciones actuales.

Mayormente, no se hicieron arreglos entre los archivos de diversos países, para la preparación sistemática de auxiliares heurísticos en el campo internacional; tampoco hay planes actuales en tal sentido. Así lo contestaron directamente Australia, Austria, Canadá, Finlandia, Ghana, Luxemburgo, Madagascar, México, Nueva Zelandia y Perú; indirectamente Malasia, Noruega, Suiza y Dinamarca (que, sin embargo traduce al inglés los inventarios e índices del Archivo del Departamento de Relaciones Exteriores, de 1670 a 1770; existe también el propósito de publicar una traducción en inglés de la guía de todos los archivos de Israel, preparada por la Asociación de Archiveros de Israel).

Sin embargo, diversos países han hecho mucho para establecer auxiliares heurísticos de documentos de interés internacional, y tales realizaciones pueden considerarse como ejemplos de lo que podría ser una verdadera cooperación internacional en este campo.

Checoslovaquia hizo, en 1962, un acuerdo con Polonia sobre canje de listas de documentos de interés para la historia polaca conservados en los archivos checoslovacos y viceversa; en 1963, se hicieron listas de fondos que contienen documentos relacionados con la historia polaca, y desde 1964 se hacen anualmente listas de documentos respectivos y envían a la Dirección General de Archivos de Polonia. Los archivos checoslovacos han efectuado, también, listas de documentos que se refieren a la historia de la Unión Soviética, Bulgaria y Yugoslavia, actualmente se preparan listas de América Latina y África.

Los archivos de *Polonia* han logrado considerables resultados en la preparación de ficheros temáticos y catálogos en el plano internacional, v. gr. los relacionados con la historia de América Latina. En cumplimiento de acuerdos bilaterales, se han preparado catálogos de la documentación relacionada con la historia de Bulgaria, Checoslovaquia y Alemania Oriental y existen proyectos semejantes para otros países a realizarse en un futuro inmediato.

En *URSS* los archivos estatales editan sistemáticamente guías y catálogos que utilizan ampliamente los investigadores extranjeros.

En *Hungría* se han elaborado los principios teóricos y las prácticas de preparación de los instrumentos de referencia y actualmente se procura generalizar la aplicación de estos métodos.

Los archivos de *Rumania* han facilitado a las instituciones o investigadores extranjeros, en base a los pedidos, las informaciones relacionadas con ciertos temas; el sistema de canje internacional sobre los temas específicos lo efectúan el Centro de Documentación Científica y la Biblioteca de la Academia de la República Socialista de Rumania, la Biblioteca Central Nacional, etc.

Durante los últimos años, gran actividad ha efectuado National Archives and Records Service de los *Estados Unidos*. Se han publicado numerosos auxiliares heurísticos de documentos conservados en esta institución, que se refieren a la historia de los países de todo el mundo¹; se editan « reference information papers » de material relacionado con diversos países extranjeros, listas especiales de material de agentes especiales del Departamento de Estado y de puestos de servicio exterior y guías de documentos alemanes capturados en la Segunda guerra mundial. Durante los últimos cincuenta años, Library of Congress ha obtenido copias de muchos documentos conservados en los repositorios europeos, que tratan asuntos importantes para

1. Véase *Publications of the National Archives and Records Service*, 1965, p. 3-16.

la historia americana y ha publicado algunas guías respectivas; publicaciones parecidas han efectuado Carnegie Institution de Washington y algunos investigadores americanos.

Una labor importante, aunque parcial, se efectúa en *Francia* por intermedio del Stage international des Archives; a sus alumnos encargan los trabajos prácticos consistentes en inventariar pequeños fondos de archivos que interesan a sus propios países. Algunos depósitos de archivos, dentro de su plan de trabajo, inventarían los fondos que pueden suministrar informaciones sobre la historia de otros países o sus relaciones con Francia; el Archivo del Ministerio francés de Asuntos Exteriores (Quai d'Orsay) publica regularmente inventarios de fondos archivísticos de sumo interés internacional.

De un modo parecido, en *Bélgica* se imprimen o publican en off-set los inventarios sistemáticos de sus fondos desde la fundación del Estado Belga y desde 1955 con un ritmo acelerado; estos inventarios se envían gratuitamente a los archivos extranjeros que pueden tener interés en los mismos (especialmente Francia, Alemania, Holanda, Gran Bretaña, España, y otros).

España ha establecido en el plano internacional, con algunas Universidades y organismos de investigación, acuerdos particulares para la preparación de fuentes de investigación; en estos acuerdos internacionales, está previsto el intercambio de información sobre fuentes de historia, a base de una reciprocidad en el valor e interés de lo que se canjea. Actualmente, se sigue la misma trayectoria.

En *Alemania*, el Director de Archivschule Marburg ha preparado para Johann-Gottfried-Forschungsrat amplios mapas documentales sobre los documentos y mapas, e impresos ocasionales sobre las relaciones entre Alemania y Europa Oriental y Sureste.

Public Record Office de *Inglaterra* ha editado un manual del ordenamiento de documentos del Colonial Office y una lista del Colonial Office Confidential Print, 1800-1914; se prepara un manual y lista parecidos para los documentos de Foreign Office.

En *Haití*, hasta el presente se pudieron preparar sólo los inventarios de Registros de Estado Civil; un sumario de sus Actas se facilitó a la República Dominicana referentes a los 22 años de la ocupación haitiana, y una lista de un centenar de Registros a la Section Outre-Mer des Archives nationales de París. En el presente, se proyecta, en colaboración con la Facultad de Etnología y la Facultad de Ciencias, elaborar un inventario analítico de fondos procedentes de las Embajadas de Haití en Londres, París y Washington, y enviar duplicados de fichas a los países respectivos. También se prepara la edición de inventarios de fuentes históricas de Haití, que facilitaron los archivos y las bibliotecas de Francia.

El archivo de *Trinidad y Tobago* realizó una investigación sobre los documentos de su país conservados en los archivos europeos y del Reino Unido con el fin de inventariar el material y sugiere la conveniencia de obtener cierta colaboración por parte de los archiveros de los repositorios extranjeros.

2. Las guías internacionales de fuentes históricas del CIA.

Algunos países mencionan su colaboración con las guías de fuentes históricas internacionales que prepara el CIA con la UNESCO: Archivschule Marburg, Checoslovaquia, Francia, Holanda, Inglaterra. Para los Estados Unidos, es de mencionar, como contribución a estas guías, *Guide to Materials on Latin America in the National Archives*, cuyo primer tomo se publicó en 1961 y en el presente se prepara el segundo; en relación también con estas guías, National Archives colabora con Institute of Latin American Studies de la Universidad de Texas en la complementación de la guía de fuentes de América Latina conservadas en otros archivos y colecciones documentales de los Estados Unidos, y con African Studies Association para la guía relacionada con África¹.

1. *Guide to Materials on Latin America in the National Archives*, t. I, Washington, Government Printing Office, 1961, in-8°; t. II, en préparation (1969).
Le volume concernant les autres dépôts des Etats-Unis est en préparation, de même que le guide africain (1969).

A pesar de ser ampliamente conocido el programa más ambicioso que se ha emprendido, en el campo internacional, para la preparación sistemática de las guías de archivos, consideramos conveniente resaltar muy sumariamente su realización. Se trata de la *Guía de fuentes históricas de las naciones*, emprendida por el CIA con los auspicios de la UNESCO. Es una obra netamente archivística, que tiene por objeto publicar una serie de guías de fondos, series y colecciones documentales, conservadas, sobre todo, en los archivos europeos, pero también norteamericanos, relacionados con los continentes en desarrollo : América Latina, África y Asia.

Después de unos cinco años de trabajo, se terminaron y entregaron a la imprenta varios fascículos que contienen la guía de fuentes históricas latinoamericanas ; una obra que sabrá apreciarse plenamente cuando se disponga de la información completa publicada. Desde la primera reunión preparatoria en diciembre de 1959, hasta la prevista terminación de manuscritos en 1964, se han revisado las documentaciones de varios países europeos que echan luz a la historia latinoamericana ; aparte de España y Portugal, ofrecieron su colaboración Gran Bretaña, Francia, Alemania, Italia, Vaticano, Bélgica, Holanda, Suiza, Noruega, Dinamarca y otros países ; paralelamente, se está cumpliendo una amplia labor en los Estados Unidos, destacada anteriormente. La UNESCO ha incluido en dos presupuestos bienales, las partidas de ayuda financiera a la Guía respectiva, para continuar con sus aportes a las que siguen¹.

Desde el año 1965, entra en el programa la *Guía de fuentes históricas de África al sur del Sahara*, o sea África Negra, calculándose su terminación para 1968 y proseguir con el Extremo Oriente, Medio Oriente y los países Árabes².

Al tratar la actividad del CIA, es de recordar la publicación de la bibliografía archivística internacional en la revista *Archivum*. Es sin duda, deseo general que se continúe la obra ; igualmente, la actualización periódica del *Anuario Internacional de Archivos* ; la sugerencia nos vino del Sr. Charles Kecskeméti.

Para el conocimiento muy sumario de los repositorios de todos los continentes sirve el *Anuario Internacional de Archivos*, publicado en el Vol. V de *Archivum* con un suplemento en el Vol. IX³. Un informe más detallado y relacionado específicamente con nuestro tema, se propone dar en el Vol. XV, dedicado a los grandes depósitos de archivos en vista a la investigación histórica internacional⁴. Se pretende ofrecer datos sumarios sobre los fondos y series de archivos importantes para otros países y sobre las facilidades de acceso y consulta. Hay un proyecto de dedicar un futuro volumen a los archivos de los países recientemente independizados de Asia y África.

III. — PROGRAMAS INTERNACIONALES DE MICROFILMACIÓN

1. Opiniones y realizaciones actuales.

Pocos son los países que no estiman necesario o posible el establecimiento de programas internacionales de microfilmación, y que prefieren limitarse a acuerdos bilaterales : Alemania, Austria, Bélgica, Dinamarca, Luxemburgo, Suiza.

Otros países, mientras admiten la necesidad de tales programas, opinan que los acuerdos internacionales en este campo deben limitarse a temas muy concretos y bien diferenciados, de tal modo que la microfilmación sea reservada a documentos de verdadera importancia

1. Véase *infra*, p. 202-203.

2. Véase *infra*, p. 203.

3. *Annuaire international des Archives*, Paris, Presses Universitaires de France, 1956, in-8°, VIII-253 p. (*Archivum*, vol. V, 1955) ; *Supplément n° 1*, publié en annexe au vol. IX, 1959, d'*Archivum*, Paris, 1961, in-8°, 20 p.

4. *Les grands dépôts d'archives du monde. Notices sur les archives les plus importantes pour la recherche historique internationale*, Paris, Presses Universitaires de France, in-8°, VIII-374 p. (*Archivum*, vol. XV, 1965).

para los países interesados : esa es la opinión de Inglaterra, España, Finlandia. El Sr. Walne opina que los programas respectivos atañen más a las personas especializadas en distintos campos de investigación que a los archiveros ; a éstos les es difícil indicar cuáles son los temas especiales y qué pasos deben tomarse para cumplir con los programas. Al tratar las funciones de los archiveros en el acceso internacional de archivos, el Sr. Walne considera que sería difícil a éstos discutir los temas amplios de la cooperación internacional respectiva. Algunos tópicos que se tratan en nuestro informe atañen más a las personas u organismos interesados en el acceso y a los cuales los archiveros pueden prestar la colaboración ; no es la tarea de éstos sugerir a otras personas lo que ellas pudieran pedir o no de los archivos con el fin de facilitar las investigaciones particulares.

Al contrario, existe en muchos países la opinión favorable sobre la necesidad y posibilidad de dichos programas internacionales de microfilmación, sea con la colaboración del CIA, o sin ella. Así se pronunciaron, directamente o indirectamente, Australia, Bolivia, Canadá, Checoslovaquia, Estados Unidos, Francia, Ghana, Haití, Holanda, Hungría, Israel, Malasia, México, Noruega, Nueva Zelandia, Perú, Polonia, Trinidad, URSS.

En varios países tales programas ya han sido realizados o al menos comenzados.

Haití destaca la función del grupo móvil de microfilm (que ha microfilmado muchos fondos americanos) y expresa el deseo de que los países europeos hicieran microfilmación de fondos de sus antiguas colonias americanas, africanas y asiáticas ; en el campo regional, en lo que toca a América, recomienda la microfilmación de documentos del período de emancipación.

Public Archives of *Canadá* efectúan, hace noventa años, un programa sistemático de copiar documentos relacionados con Canadá, conservados principalmente en Gran Bretaña y Francia. La experiencia ha mostrado, que para los pedidos de investigación es mejor microfilm las series enteras con sus auxiliares heurísticos, que temas especiales, tales como defensa, inmigración, comercio, tratados, etc. Mientras que los archivos copian documentos de historia de Canadá, las universidades pueden ser interesadas en microfilms de documentos de la historia de otros países.

La *URSS* subraya la meritoria labor del CIA en la preparación de la *Guía de fuentes históricas de las naciones* y aconseja que continúe especialmente en Asia. En base a estas guías, se podría trazar un programa de microfilmación en colaboración con los archivos de los países interesados, el CIA y la UNESCO.

Australia destaca la utilidad de la microfilmación de fuentes de origen inglés relacionadas con la historia de Australia que ejecutan y ejecutarán varias instituciones australianas, inclusive el Commonwealth Government ; se recomienda, en el aspecto financiero, fundar una bolsa de compensación ("clearing house approach") ; se debería informar al CIA sobre todos los programas de microfilmación, sea de series, fondos o de temas especiales con fines de investigación, el cual, con el aporte financiero de sus miembros institucionales, preparara la edición frecuente y regular de los boletines respectivos.

A *Israel*, le interesan los fondos relacionados con la historia de los judíos en Europa, África septentrional y Asia, y con el territorio de Israel, pero no disponen de suficientes fondos financieros y otros para cumplir solos esta tarea.

Malasia prefiere un programa regional, para el Asia Sud-oriental en cooperación con la UNESCO para todo el material anterior a la Segunda guerra mundial y documentos posteriores de importancia especial, asimismo, un programa internacional con los países occidentales sobre el material relacionado con los ex-territorios coloniales.

A *Nueva Zelandia* le interesa un programa regional de la región del Pacífico, pero no lo considera de urgente necesidad.

Francia ya ha concluido y está dispuesta a concertar otros acuerdos bilaterales o multilaterales, con la reciprocidad, para el canje de microfilm de fondos de archivos, cuya substancia histórica interesa a ambas partes, y que se relacionan con el estado político anterior de estos

países. También, está dispuesta a estudiar la posibilidad, en base a la reciprocidad, de facilitar a los investigadores extranjeros los microfilms útiles para sus trabajos con el fin de evitar costosos viajes.

2. Elección de temas especiales de microfilmación.

Pocas respuestas han indicado los títulos de temas especiales de mayor importancia.

Australia, en base a su experiencia, considera que los posibles temas son tan diversos y numerosos que dificultan su especificación y los programas centralizados. España considera que es muy difícil decirlo porque esto depende de la coyuntura mundial, continental o regional, y, según los casos, puede primar lo cultural, lo económico, lo social, lo religioso, etc., o bien un tema concreto de actual resonancia.

Canadá, de paso, menciona la defensa, la inmigración, el comercio y los contratos; Bolivia subraya las cuestiones sociales, económicas y culturales, en gran coincidencia con España. Perú menciona la etnología, economía, educación, geografía, producción agrícola y bibliográfica; Haití, indirectamente, menciona temas económicos, culturales y científicos, de materias: agricultura, recursos minerales, finanzas, etc.

Los Estados Unidos mencionan asuntos políticos, sociales y económicos. Ponen de manifiesto el amplio interés de actuales investigaciones en numerosos temas a los cuales puede servir el microfilm; este vasto interés se desprende de varios pedidos de investigadores, que buscan las copias de documentos conservados en el extranjero, mencionados en los recientes informes anuales de Committee on Documentary Reproduction de American Historical Association. La selección del material para la microfilmación a pedido de investigadores podría ser mejorada, si se estableciera mayor consulta con los archiveros sobre la importancia general de determinado material archivístico para la investigación. National Archives de Washington realiza un vasto programa de microfilmación de series documentales vinculadas con los temas que se suponen de mayor interés para la investigación, incluidas las series relacionadas con otros países. Con el fin de que se conozca lo microfilmado, el Archivo publica sistemáticamente los informes en las series de folletos titulados *National Archives Microfilm Publications, Pamphlet Accompanying Microcopy*; se anota aparte de la serie microfilmada, la descripción de su contenido y de la oficina de origen, con el número de rollos y el precio de los mismos. En calidad de una nota marginal, cúmplesen informar que el XXXVII Congreso Internacional de Americanistas, a realizarse en Argentina en setiembre del corriente año, incluye en su programa un Simposio sobre la función de los archivos en las investigaciones indigenistas, antropológicas, económicas y sociales.

Trinidad recomienda microfilmar los documentos de las colonias o ex-colonias británicas, v. gr., de la Secretary of State Despatches. Ghana propone dos temas: a) las relaciones históricas entre los antiguos Imperios Africanos y los modernos Estados Africanos a la luz de los esfuerzos actuales hacia la Unidad Africana; b) el fundamento histórico del prejuicio de color. Bélgica se refiere a los archivos de misiones diplomáticas y económicas. Noruega opina que habría que estudiar la posibilidad de programas de microfilmación de documentos relacionados, v. gr., con la historia diplomática e historia de relaciones internacionales. Polonia recomienda la microfilmación de los documentos, que se refieren a cuestiones económicas y diversos problemas específicos, v. gr., la segunda guerra mundial; las relaciones políticas y culturales, etc. Hungría propone la microfilmación de los archivos de Ministerios de Relaciones Exteriores. Checoslovaquia prefiere tratar las relaciones diplomáticas, económicas y culturales entre los Estados, la lucha por la independencia de los Estados y el movimiento internacional de trabajadores.

Archivschule Marburg: grandes programas internacionales de microfilmación tienen sentido sólo en casos excepcionales. No obstante, habría que considerar la conveniencia de reunir en determinados institutos internacionales de investigación, las colecciones de repertorios de archivos e informes útiles sobre determinados temas (historia agraria, industrial, etc.);

la microfilmación de todos los documentos de tales temas es prácticamente imposible de realizar.

3. Un caso particular: la microfilmación al uso de los países recientemente independizados.

Varios países están, más o menos, de acuerdo en dar preferencia a la microfilmación de las series y fondos relacionados con los países recientemente independizados: Alemania Occidental, Bolivia, Checoslovaquia, Dinamarca, España, Estados Unidos, Ghana, Haití, Hungría, Israel, Madagascar, Malasia, México, Nigeria, Noruega, Nueva Zelandia, Polonia, Rumanía, Trinidad, URSS.

Notablemente, la URSS considera indispensable concentrar en los archivos de los países en vía de desarrollo, toda la documentación relacionada con su historia. Si dicha documentación fué llevada por la anterior administración colonial a la metrópoli, entonces la solución ideal sería su devolución a los respectivos países, y si esto no es posible, sería razonable microfilmarse toda esta documentación y entregarles posteriormente a los respectivos países, las copias de microfilm¹.

Los países recientemente independizados generalmente estiman que los países ex-colonialistas deben, con la microfilmación, favorecer su desarrollo económico, cultural y científico: así lo piensan Haití, Bolivia, Ghana, Nigeria y otros.

Al contrario, unos países expresan sus dudas sobre la utilidad de tales programas preferenciales. En el caso de que la microfilmación debiera proveer las copias de documentos necesarios para la continuación administrativa de los nuevos Estados, su realización debe ser más de la incumbencia de las negociaciones directas entre las autoridades de las ex-potencias coloniales y de los países independizados, que de acuerdos archivísticos internacionales (opinión de Australia, de Bélgica, de Francia, de Inglaterra).

Por su parte, Austria y Suiza reconocen que carecen de experiencia en la cuestión.

El Dr. Posner no cree que la microfilmación de masas documentales para los países en « desarrollo » podrá dar resultado hasta que se garantice la colocación adecuada de micro-películas y su custodia por parte de personas competentes. Opina, que lo más importante es la educación profesional de archiveros de los países en desarrollo; UNESCO debería proveer las becas de viaje para este propósito; se deberían hacer los programas coordinados de educación en diferentes países. El CIA debería favorecer la preparación de un manual básico de técnicas archivísticas para los archiveros de los países en desarrollo; éste, entre otras cosas, deberá incluir un mínimo de requerimientos para los edificios de archivos, equipos, protección de documentos, etc.

El Sr. Kecskeméti destaca que, actualmente, el CIA preside los trabajos de la *Guta de fuentes históricas de las naciones*. Parece inoportuno emprender, en el presente, una campaña internacional de microfilmación por las siguientes razones: a) las guías, una vez publicadas, ofrecerán una orientación precisa para la preparación de programas de microfilmación; b) muchísimos países en desarrollo no están todavía en condiciones de aprovechar estos programas: falta de un servicio de archivos donde se podrían enviar las micropelículas, falta de aparatos de lectura, de locales adecuados para la conservación, de fotolaboratorios; c) estos países cuentan con muy pocos historiadores que puedan justificar el envío de grandes cantidades de microfilm. Sin embargo, el Sr. Kecskeméti opina, que el CIA podría recomendar a las

1. En el cuestionario no hemos puesto una sugerencia expresada en « Agenda » del Congreso Extraordinario para la Cuarta Sesión punto C), sobre las series y fondos relacionados con los países recientemente independizados de Asia y Africa, transferidos de una soberanía a otra, sea requerida o no esta transferencia por un tratado. La cuestión se relaciona estrechamente con la posición de los archivos en el Derecho Internacional, tema que fué ampliamente tratado en la VI Conferencia de la Mesa Redonda. Todavía no se ha sancionado una legislación internacional en materia archivística; creemos conveniente esperar la promulgación de textos legales, en cuya elaboración podría intervenir el CIA en forma de asesoramiento a las autoridades legislativas.

Direcciones de archivos de las ex-potencias coloniales que examinen con la mayor comprensión los pedidos de reproducciones que formulen las autoridades de los países emancipados, tanto para los documentos originados en ellos y enviados a la metrópoli, como para los documentos producidos por los ministerios y otras autoridades metropolitanas encargados de la administración colonial.

Dado la importancia de la microfilmación de archivos a intención de los países recientemente independizados, dos métodos pueden preferirse para la elaboración de programas :

a) *Programas de microfilmación repositorio por repositorio.* — Ese primer método prevalece en las respuestas de Canadá, Checoslovaquia, Estados Unidos, Haití, Inglaterra, Madagascar, Nigeria, Nueva Zelandia, Archivschule Marburg.

La contestación más extensa la ha dado *Madagascar*. Considera que se debe dar prioridad absoluta a la microfilmación de los fondos conservados en los archivos de las ex-potencias coloniales, o mejor dicho, a los fondos de los archivos de Ministerios de Relaciones Exteriores europeos y americanos. Pero, pocas son las potencias que han procedido a la clasificación de estos fondos. Existen dos categorías de ellos : unos que se relacionan con un solo Estado independizado (v. gr., fondos de Madagascar del Ministerio de Relaciones Exteriores de París y de la Section Outre-Mer des Archives nationales de París, etc.) ; otros relacionados con varios países (v. gr., de los Archivos de la Marina de Francia, de Public Record Office, los fondos de la correspondencia enviada). Tratándose de fondos de un solo Estado independizado, éste podría encargarse sólo o con ayuda exterior de ordenar y, eventualmente, inventariar los fondos que le interesan, porque sin duda este mismo Estado será el primero en utilizarlos ; o los organismos internacionales deberían efectuar estos trabajos. En el caso de fondos relacionados con varios Estados, no es posible esperar de los jóvenes países apenas independizados que realicen la selección de papeles que les interesan, perdidos en las masas documentales importantes para otros países ; este trabajo incumbe a los Estados que conservan los fondos respectivos, o a los organismos internacionales. Estas consideraciones no se refieren a las piezas documentales esparcidas en las bibliotecas, de las cuales dará informes la *Gula de fuentes históricas de Africa Negra*. Como ejemplo de un intento por parte de un archivero de un país independizado, el Director del Archivo Nacional de Madagascar reseña la confección de inventarios analíticos que efectuó en los fondos del British Museum y de archivos de la Isla Maurice ; sin embargo, esta labor fue excepcional por sus características : por el pequeño número de volúmenes o legajos en los fondos respectivos, el interés excepcional del material revisado, trabajo personal intensivo, cuya realización requería un profundo conocimiento de ambos fondos. Si se toman en consideración los pocos medios materiales con los cuales cuentan los jóvenes países y la larga duración de los trabajos, es difícil esperar que se repitan tales empresas.

b) *Programas de microfilmación país por país independizado, dondequiera que se conserven los documentos respectivos.* — Este segundo método aconsejan España, Finlandia, Ghana, Holanda, Israel, Malasia, Perú.

España expresa la creencia de que los países recientemente independizados prefieren este método, y cada uno reclame prioridad dentro de él, por lo que no habría otro criterio objetivo que el de su antigüedad en el Status colonial. Hace diferencia entre los países que han estado sometidos sucesivamente a diversas potencias coloniales y los a una sola ; para los primeros, viene a ser escasa la diferencia entre el primer y el segundo método.

Finlandia recomienda la elección de un tema específico relacionado con la historia de un país independizado, pero resalta la preferencia de microfilmar las series o fondos completos, con lo cual la investigación histórica obtiene mayores elementos de comparación.

Si las micropelículas deben ser distribuidas a los países independizados, Holanda recomienda microfilmar todas las series de un determinado país dondequiera que los documentos sean conservados, con tal de empezar con el país que primero lo pida.

Malasia desea que los repositorios de las ex-potencias coloniales deben dar preferencia a los documentos de los cuales se carece en los países independizados.

Ghana aboga por la microfilmación de las series y fondos que no se conservan ni en el país metropolitano ni en los archivos de los países recientemente independizados, porque éstos están más accesibles, sino que habrá que dar preferencia a los documentos conservados en otros países, que son, prácticamente, inaccesibles. Si se trata de un tema especial, habrá que microfilmarse todo el material importante y ordenarlo país por país.

Israel, que se incluye en las naciones recientemente independizadas, opina, que los programas respectivos no pueden decidirse de una manera rígida, sino que las decisiones deben tomarse en cada caso particular en base a la importancia de los fondos en cuestión.

Perú opina que, previamente, debería consultarse al país a quien pertenece el archivo o sea el material que deba microfilmarse, respetando los sistemas y métodos establecidos para su custodia.

4. Otro caso particular : la microfilmación de documentos conservados en países en desarrollo.

La microfilmación de documentos conservados en países en desarrollo (o, con el término de la respuesta boliviana, « económicamente débiles »), parece necesaria para asegurar la protección de tales archivos ; pero las opiniones están diversas sobre ese punto particular.

Canadá expresa la dificultad de generalizar en esta cuestión, que involucra dos necesidades, una archivística y otra histórica. Los nuevos Estados deberían, en cuanto todavía no lo han hecho, conservar sus documentos en los repositorios adecuados e incluir en sus programas archivísticos el microfilm de protección, mientras que los documentos conservados en los países « madres » están, generalmente, bien conservados y accesibles para la investigación.

La opinión contraria proviene de Bolivia, en cuanto se refiere a la discriminación de los países recientemente independizados, porque las preferencias deben basarse en los programas internacionales de microfilmación, sobre tres factores : la importancia de los fondos históricos de cualquier país, el mayor o menor peligro de destrucción de ellos y las posibilidades económicas de dicho país ; con tal, que antes de establecer programas, habrá que disponer de buenos instrumentos descriptivos de los fondos. El Director del Archivo Nacional de Bolivia se refiere a los países económicamente débiles que carecen de recursos necesarios. Estos países deben primeramente adquirir sus propios equipos (de microfilmación y lectura de microfilm, de fotocopia, imprenta, etc.), fomentar la profesionalización de sus propios elementos técnicos y después coordinar sus propios programas con los internacionales. Está en desacuerdo con los programas internacionales de microfilmación de masas documentales conservadas en los repositorios de los países económicamente débiles, porque estos programas plantean problemas legales de utilización de las micropelículas, que pueden representar un sistema de despojo de los derechos de un país a sus propios fondos archivísticos y aun imposibilitar la utilización por falta de equipos de fotoreproducción o lectura de micropelículas, y obstaculizar la microfilmación posterior de otros fondos importantes por la dificultad de recibir nuevas ayudas suplementarias.

Malasia recomienda que se dé preferencia a la documentación conservada en los países tropicales, debido al rigor del clima.

Nos parece conveniente, después de que hemos expuesto diversas opiniones, recordar una obra que se ha cumplido parcialmente y está en tren de nuevas realizaciones en el campo internacional de microfilmación de los fondos y series conservadas en los países en desarrollo.

No es nueva la idea de ayudar con asesoramiento y asistencia a los países que se consideran, en el campo archivístico, en posición desfavorable, comparados con los países de viejas tradiciones nacionales y culturales, sea por falta de una larga experiencia archivística, sea por falta de recursos materiales. Aunque esta ayuda, en lo referente a la microfilmación, es bien conocida, estimamos conveniente recalcar, en breve síntesis, la obra emprendida por la UNESCO. Los primeros países beneficiados fueron los de América Latina ; una vez

empezada la obra, no fué difícil extenderla a otras regiones, con preferencia de los países recientemente independizados, por lo cual encuadra en el presente informe.

La más vasta colaboración internacional en el campo de microfilm de fondos archivísticos fué organizada por la UNESCO al establecerse dos Unidades Móviles de Microfilm, la primera por disposición de la VIII sesión de la Conferencia General de la UNESCO y la segunda en la XII sesión, en los años 1954 y 1962 respectivamente. La UNESCO facilita la Unidad Móvil (aparatos, instalaciones, etc.) y los servicios de un archivero experto en la microfilmación; los países interesados y beneficiados ponen a disposición el local de trabajo, el personal auxiliar, la película virgen y otras facilidades necesarias para el buen cumplimiento de la misión.

Los trabajos de la primera Unidad Móvil se concentraron en América Latina; entre los años 1957 y 1961 cerca de 1.500.000 páginas de documentos comprendidos entre los siglos XVI y XIX, conservados, principalmente, en los Archivos Nacionales, pero también en otros repositorios, y del material bibliográfico valioso, de las Bibliotecas Nacionales, fueron microfilmadas en Paraguay, Panamá, Salvador, Honduras, República Dominicana, Barbados, Perú y Chile. Para cada país se confeccionaron listas de documentos microfilmados; un informe completo ha publicado en 1963, la Comisión de Historia del Instituto Panamericano de Geografía e Historia (IPGH). Por un acuerdo entre la UNESCO y la citada Comisión de Historia del IPGH, la UNESCO ha puesto a disposición de la Comisión, que tiene su sede en México, una copia de todo el material microfilmado; por otro acuerdo, celebrado entre la UNESCO y el Centro de Documentación Científica y Técnica de México, las instituciones y los investigadores pueden obtener, a precios reducidos, nuevas copias de estos microfilms.

Desde el año 1962, la Unidad Móvil ejecuta trabajos parecidos en los países árabes: Marruecos, Libia, República Árabe Unida, Siria. Por un convenio estipulado con la Liga de los Estados Árabes, una copia de todas las micropelículas se deposita en el Instituto de Manuscritos Árabes en El Cairo; este Instituto y el Centro de documentación científica del Consejo Superior de Investigación en El Cairo facilitan, a precios reducidos, nuevas copias a las instituciones e investigadores interesados.

La segunda Unidad Móvil tiene en programa efectuar la microfilmación en los países: India, Camboya, Malasia.

Aparte del programa de la microfilmación, la UNESCO asesora y ayuda a los países que no han llegado todavía, a una organización avanzada de sus archivos; mencionemos la asistencia al CIA para el cumplimiento de la *Guta de fuentes históricas de las naciones*, el envío de expertos con el fin de asesorar a los gobiernos que lo piden en la organización técnica de sus archivos y en la formación profesional de sus archiveros, las becas de estudio en los archivos europeos, la elaboración de manuales de disciplinas archivísticas, etc.¹

En vista a la promoción a los archivos en desarrollo, repetimos que se proyecta dedicar un futuro volumen de *Archivum* a los archivos de los países recientemente independizados.

5. La microfilmación de documentos de organismos internacionales.

Otra cuestión en la microfilmación de documentos de interés internacional se relaciona con las agencias u organismos binacionales o internacionales².

A pesar de ser la mayoría de estas organizaciones de reciente creación, por su carácter internacional pueden entrar sus archivos en consideración en los programas de microfilmación. Sin embargo, las opiniones al respecto son diversas y hasta contrarias.

1. Véase *Activités de l'UNESCO dans le domaine des Archives, dans Actes de la VI^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, Paris, 1963, p. 112-116.

2. Sobre la organización de los archivos de organizaciones internacionales e intergubernamentales se ha tratado en la VI Conferencia de la Mesa Redonda Internacional de Archivos (véase sus *Actes*, p. 77-82, 143-145, con los anexos, p. 83-121).

Para Canadá, España, Israel y Rumania es cuestión importante; para Checoslovaquia, muy necesaria y útil; Francia no se opone con tal que se efectúe, previamente, un estudio de financiación internacional; Alemania Occidental, Australia, Dinamarca, los Estados Unidos, Ghana, Hungría, Malasia y Perú son de opinión favorable. Australia observa que las autoridades respectivas podrán excluir los documentos administrativos y las series confidenciales.

En contrario, unos países estiman que la cuestión no es indispensable: Haití, Inglaterra, Luxemburgo, Nueva Zelandia. Bolivia expresa, que las organizaciones internacionales como ONU, UNESCO, OEA, etc., publican y distribuyen suficientemente sus propios documentos, y resalta la necesidad de conservar con microfilmación fondos documentales de países económicamente débiles. Polonia prefiere más los programas bilaterales que los internacionales (mundiales). Por su parte, Holanda, Nigeria y Madagascar se abstuvieron de responder.

Otra cuestión es de enumerar los organismos internacionales cuyos archivos son de incluir en los programas de microfilmación. Tenemos que recordar, que en las *Actas de la VI Conferencia de la Mesa Redonda* se mencionan varias agencias de esta índole (p. 79-82). Entre las contestaciones al cuestionario, se mencionan la Organización de Naciones Unidas con sus organismos afiliados, Liga de Naciones y sus organismos afiliados, UNESCO, OEA, UNRRA, IRSO, BID, Mercado Común, Euratom, Corte Internacional de La Haya, Instituto Internacional de Cooperación Intelectual (1926-1946), Anglo-German Tribunal (1921-1931), Allied Forces Headquarters in the Mediterranean Theater, Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces in the European Theater, International Military Tribunal de Nuremberg, Commission interalliée des Réparations, Agence interalliée des Réparations, Association internationale pour le progrès social, Association of Southeast Asian Countries, los organismos europeos de Bruselas, Luxemburgo y Strasburgo, y la South Pacific Commission.

IV. — ¿ DEBEN LOS ARCHIVOS ADMINISTRATIVOS MODERNOS INCLUIRSE EN LOS PROGRAMAS INTERNACIONALES ?

Los problemas de los archivos administrativos, que guardan la documentación moderna, fueron ampliamente tratados y discutidos por el CIA que les ha dado toda la importancia que merecen¹. A los problemas ya tratados, se suma ahora la cuestión de la conveniencia de incluirlos o no en los programas internacionales de la preparación de auxiliares heurísticos, corpus documentales, fotoreproducciones y microfilmación.

1. Los conceptos « histórico » y « moderno ».

Surgen algunas cuestiones que se deben tomar en cuenta, antes de tratar las respuestas al cuestionario. Una, qué es lo « antiguo », « histórico », y qué es lo « moderno », netamente « administrativo »; en el caso de quererlo separar claramente, qué criterio debe tomarse: cronológico, que parece el más práctico, o algún otro, relacionado con la naturaleza de la documentación, organización administrativa, etc.

En cuanto a la limitación cronológica, existen en varios países decisiones legales o reglamentarias, cuando un documento pasa a la competencia de los archivos históricos; en otros, no existe esta limitación y los archivos nacionales pueden recibir los documentos administrativos no activos muy recientes.

Es nuestra opinión, que la mayoría de los archivos de los organismos binacionales, intergubernamentales e internacionales, están comprendidos dentro de los modernos. Salvo algunas excepciones, estos organismos no tienen ni diez lustros de vida y si tomamos, v. gr.,

1. Nos parece conveniente, al tratar los archivos administrativos modernos, mencionar la *Convención sobre el canje de publicaciones oficiales y documentos gubernamentales entre Estados*, aprobada por la Conferencia General de la UNESCO en su décima reunión, en París, el 3 de diciembre de 1958.

el criterio francés, por el cual no se permite la utilización libre de documentos de menos de cinco décadas, estos archivos deberían ser, *ipso facto*, eliminados de la consideración. Sin embargo, hay dos motivos fundamentales que permiten tenerlo en cuenta : 1) la libertad de consulta no limitada a una determinada fecha cronológica que existe en varios países ; y 2) la ambigüedad de la limitación cronológica en el concepto de investigación histórica. Con el punto segundo, se relacionan dos cuestiones : a) si es necesario que algún hecho, para que pueda considerarse de interés histórico, deba tener cierta profundidad cronológica, o lo histórico se extienda sin un límite fijo hasta nuestros días y b) si el estudio histórico debe extenderse hasta los acontecimientos de nuestros días, con el fin de explicar las causas de los acontecimientos de los cuales somos coetáneos, participantes o promotores.

Paralelamente con los conceptos históricos corren los de los archivos históricos y modernos.

2. Diversas opiniones de los archiveros.

Estas cuestiones discutibles y discutidas se reflejan en las posiciones y opiniones que se han recibido. Se notan las divergencias archivísticas que se reflejan en la legislación o práctica de diversos países, con respecto a la transferencia a los archivos nacionales de documentos que todavía tienen valor o interés para la administración o separación estricta entre la documentación « histórica » y « administrativa ».

a) *Opiniones favorables.* — La posición favorable para la inclusión de los archivos administrativos modernos en los programas internacionales, la toman los Estados Unidos, Bélgica, Malasia, Nueva Zelandia, Ghana, Nigeria, de una manera explícita. En los Estados Unidos, el material que se considera, generalmente, de incumbencia de los « modernos archivos administrativos » constituye una parte integral de los « archivos nacionales ». Nueva Zelandia, al dar la respuesta positiva, considera que los archivos modernos deben ser limitados, en primera instancia, a los gubernamentales. Bélgica recomienda la inclusión debido al valor documental inmediato y al valor histórico en su sentido amplio, con tal de efectuar previamente un expurgo serio en tales archivos. Para Malasia, la cuestión depende de la disponibilidad para la investigación histórica. En Ghana, la documentación de archivos modernos beneficia varias instituciones (v. gr., Institute of Public Administration, School of Administration) ; entre los documentos administrativos, hay que dar preferencia a aquellos que se relacionan con temas políticos y de estructura funcional.

Hungría, Polonia y Perú no se oponen a la inclusión de los archivos administrativos modernos en los programas archivísticos internacionales. Polonia la admite únicamente en los casos, de que estos archivos preparasen los catálogos de sus expedientes ; el Archivo Nacional tiene el propósito de obligar a los archivos modernos a preparar los catálogos de aquellos documentos que tienen un estable y gran valor histórico ; en los programas habrá que incluir, también, el Archivo Central de Film y la Agencia Central Fotográfica que actúa en la Agencia de Prensa Polaca. En Hungría, la Sección de Archivos del Ministerio de Cultura podrá intervenir en la participación de los programas internacionales.

En Luxemburgo los archivos administrativos se conservan en los archivos nacionales ; en Suiza no existe la diferencia entre archivos históricos y administrativos.

Algunos países recomiendan incluir estos archivos por el hecho de que contienen, en sus acervos documentales, series o fondos de cierta antigüedad. En España algunos archivos administrativos todavía no han enviado a los históricos la documentación de cierta antigüedad, pero hay también documentación moderna que puede tener interés. Por estas razones, conviene incluir los archivos de Ministerios y sus Delegaciones, los de los Organismos Autónomos y Paraestatales, los de la Administración Local (Diputaciones Provinciales y grandes Municipios) e incluso los de grandes empresas particulares. Israel opina parecido a España, al recomendar la inclusión de los archivos administrativos en los países en los cuales estos archivos conservan documentos de varias décadas de antigüedad, pero no en los países donde disponen sólo de

material muy reciente, lo que ocurre en el mismo Israel. Holanda, a su vez, destaca los archivos de los Ministerios, que en el pasado tuvieron relación con las colonias.

Dinamarca, Australia y el Sr. Walne observan la imprecisión del término « archivos modernos ». Según la opinión de Australia, estos archivos pueden incluirse excepcionalmente y si bajo este término se entienden aquellos producidos en el siglo xx por los Departamentos Gubernamentales, no se pueden publicar los auxiliares heurísticos detallados, ni microfilmarse la mayoría de los fondos y series de los archivos del Commonwealth, que son del siglo xx, salvo algunas series rutinarias y éstas de una manera condicional, es decir, que antes del acceso y publicación se efectúe el expurgo. En Dinamarca, la documentación de menos de 50 años de antigüedad no está accesible a la consulta pública. Si los archivos modernos, según la opinión del Sr. Walne, están abiertos para la consulta pública, pueden incluirse a los programas de microfilmación de la misma manera que los archivos antiguos.

b) *Opiniones negativas.* — Posición negativa emitieron Finlandia, Noruega, Rumania, Haití, y México : recomendando solucionar primero los problemas de los repositorios antiguos de carácter histórico, que son numerosos, y dejar al lado, por el momento, los administrativos modernos. Noruega también se opone a la inclusión de tales archivos antes de ser transferidos al Archivo Nacional.

Canadá destaca la ambigüedad del término « administrativo » y concluye, que la microfilmación no es factible hasta que se complete la selección archivística para la retención permanente.

Para Madagascar, esta cuestión es delicada, debido a la divergencia que existe en las legislaciones sobre los archivos modernos en diversos países.

Bolivia se opone a la discriminación cronológica y temática, y repite su criterio de protección de fondos amenazados de destrucción o pérdida, y si el país respectivo no tiene capacidad económica suficiente para costear programas propios.

Alemania Occidental considera que no sería conveniente incluirlos en los programas respectivos, porque aparte del Bundesarchiv y el Archivo Político del Departamento de Relaciones Exteriores no existen otros archivos dependientes del Servicio Central de Archivos (Zentrale Archivverwaltung).

La URSS considera que su inclusión no sería de utilidad, porque las direcciones de los archivos administrativos conservan únicamente los documentos que son imprescindibles para sus corrientes actividades prácticas.

Trinidad recomienda que la información sobre los archivos administrativos se deje a las publicaciones gubernamentales que abarcan muchos asuntos.

En Checoslovaquia no hay archivos administrativos modernos en pleno sentido de la palabra.

Esta cuestión no tiene aplicación práctica en Francia, debido a la legislación nacional que prohíbe el acceso público a los documentos que tienen menos de cincuenta años de antigüedad.

Rumania no considera útil incluir el material reciente de las oficinas administrativas que se consulta todavía, con fines prácticos.

V. — SUGERENCIAS

Varios aspectos de la colaboración internacional en facilitar acceso a los archivos se han tratado en las actividades anteriores del CIA, tal como hemos expresado en las palabras introductorias y nos hemos referido a ellas en varias oportunidades. En algunos puntos se ha llegado hasta sugerencias y recomendaciones concretas ; otros aspectos contenidos en el presente informe, no fueron todavía objeto de las deliberaciones sistemáticas en los Congresos

o Mesas Redondas del CIA, o no se han tocado con amplitud y precisión. Nos parece procedente, que el Congreso extraordinario recoja las sugerencias y recomendaciones anteriores, las revise y analice lo que se ha puesto en práctica, y les dé nuevo vigor en los casos necesarios, para tratar, paralelamente, los nuevos problemas indicados en « Agenda » del Congreso y reflejados, con mayor o menor profundidad y acierto, en este informe. Hemos procurado sintetizar muy brevemente las realizaciones y recomendaciones anteriores, y analizar y comparar las opiniones y sugerencias esbozadas en las respuestas, que son a veces diversas y hasta opuestas, tanto en sus fundamentos teóricos como en las cuestiones de índole práctica, con el fin de ordenarlas de tal manera que puedan servir a la cuarta sesión.

1. Sintetización de las recomendaciones anteriores del CIA.

Sería conveniente, entre las recomendaciones anteriores resaltar las siguientes :

- a) sobre la preparación de inventarios y fuentes documentales fundamentales por parte de los archiveros¹;
- b) sobre el cargo de un bibliotecario especializado en los grandes archivos², con el agregado de que este bibliotecario tome en consideración especial el material bibliográfico relacionado con las documentaciones de archivos extranjeros que conservan el material de interés para su archivo ;
- c) sobre la asistencia técnica a los Estados recientemente independizados y aquellos que no han llegado a un nivel necesario en su experiencia archivística³ ;
- d) sobre la microfilmación de fondos enteros de archivos⁴ ;
- e) sobre el canje de inventarios y otras publicaciones archivísticas⁵.

El Dr. Ernst Posner nos ha advertido, también, sobre la conveniencia de reconsiderar estas recomendaciones anteriores.

2. Sugerencias esbozadas en las respuestas al cuestionario.

Algunas sugerencias y recomendaciones concretas se han expuesto en la parte de este informe, que trata las respuestas al cuestionario y no es necesario repetirlas.

El Sr. Charles Kecskeméti nos ha sugerido la recomendación de una tarjeta internacional de lector en las siguientes términos : « Con el fin de simplificar las investigaciones en el extranjero, podría crearse una tarjeta internacional de lector. Esta tarjeta podrían emitirla, las Direcciones centrales de archivos o las instituciones parecidas (Archivos nacionales, Inspecciones generales, etc.), las instituciones miembros del CIA que tienen la autonomía administrativa (Archivos de Estado en los países federales, Archivos ministeriales, etc.) ; la tarjeta podría aceptarse como recomendación suficiente para el acceso a la sala de lectura de los archivos extranjeros, sin modificar las reglas específicas de los mismos. Para realizar la propuesta, se debería proceder de manera siguiente : a) el Congreso Internacional Extraordinario de Washington adopta la recomendación de crear una tarjeta internacional de lector ; b) los miembros nacionales del CIA y las instituciones con autonomía administrativa que se adhieren a esta iniciativa, notifican a la secretaría del CIA que aceptan como recomendación suficiente las tarjetas de otros países y que ellas mismas desean emitir tales tarjetas a los investigadores que van al extranjero ; c) la Secretaría del CIA divulgará periódicamente la lista de instituciones

adheridas a la recomendación en publicaciones apropiadas (*Archivum*, *Boletín de la UNESCO para las Bibliotecas*, revistas archivísticas e históricas) ; d) el modelo de la tarjeta internacional podrá ser adoptado por la Comisión ejecutiva del CIA y enviado a las instituciones adheridas ; e) los miembros nacionales o institucionales del CIA quedarían libres de adherirse a la recomendación o mantener sus reglas tradicionales. »

3. Algunas sugerencias personales.

Nos permitimos exponer algunas sugerencias personales, que nos han surgido al tratar la composición del informe, contenidas implícitamente en las respuestas o no, susceptibles a discusión, modificación, ampliación o simple rechazo. Son las siguientes :

a) recomendar a los países miembros del CIA de incluir, dentro de sus programas nacionales de publicaciones archivísticas, la descripción cuanto más detallada de documentos de interés para el extranjero ;

b) recomendar a los Ministerios de Relaciones Exteriores de los países en los cuales los documentos históricos o inactivos no se trasladan a los Archivos centrales, nacionales o históricos, la clasificación de sus acervos documentales y la elaboración de guías, inventarios, catálogos e índices internos y su publicación ; recomendarles, también, la mayor libertad de acceso para la consulta personal o por intermedio de reproducciones (microfilm) con fines científicos, a todos los documentos de interés histórico que no revistan carácter de secretos o reservados ;

c) recomendar la creación de un Centro Internacional de Documentación archivística, con la finalidad de : a) reunir la información bibliográfica de los auxiliares heurísticos de todos los países y de organismos internacionales, publicados en el pasado y los actuales ; b) reunir la información de los auxiliares heurísticos no publicados, pero puestos a disposición de los investigadores en los repositorios ; c) reunir los informes sobre los corpus documentales ; d) reunir los informes sobre los microfilms puestos a disposición de los investigadores. Habría que determinar la sede del Centro (en la UNESCO, o Archivos nacionales en París, o National Archives en Washington, u otro lugar) ;

d) con el fin de beneficiarse cuanto más con la *Guía de fuentes históricas de las naciones del CIA*, recomendar la sistemática colaboración regional archivística. En la región latinoamericana, que cuenta con la pronta edición de la *Guía de fuentes históricas latinoamericanas*, recomendar el complemento de la información que facilita la guía sobre los documentos conservados en los archivos europeos y norteamericanos, con las documentaciones existentes en los repositorios de los países latinoamericanos de interés para otros países y encomendar la coordinación de este trabajo a la Comisión interamericana técnica para Archivos o al Comité de Archivos del IPGH.

1. Véase *Résultats de la III^e Conférence de la Table ronde des Archives*, 2^o, dans *Une Table ronde utile à l'histoire*, Paris, 1958, p. 114.

2. Véase *Vœu de la session*, 1^o, dans *Actes de la V^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, Paris, 1961, p. 94.

3. Véase *Vœux et recommandations*, II, dans *Actes de la VI^e Conférence internationale de la Table ronde des Archives*, Paris, 1963, p. 146-147.

4. *Ibid.*, IV n^o 3, p. 148.

5. *Ibid.*, IV n^o 4, p. 148.

APÉNDICE I

LISTA DE INSTITUCIONES NACIONALES DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL

Varios países dan en sus respuestas un informe general de las instituciones de cooperación internacional, que en todos los casos incluyen los archivos nacionales ; algunos enumeran una serie de archivos y otros institutos :

Alemania Occidental : Bundesarchiv, Archivo Político del Departamento de Relaciones Exteriores, Archivschule Marburg.

Australia : Commonwealth Archives Office, National Library, Australian War Memorial, los archivos y las bibliotecas públicas de New South Wales, Victoria, Queensland, South Australia, Western Australia y Tasmania, las Universidades : Australian National, Sidney, Melbourne y New England University ; conviene considerar la inclusión de otras instituciones de investigación.

Austria incluye todos los archivos del país, especialmente Österreichisches Staatsarchiv y los nueve archivos provinciales (Landesarchive : Wien, Burgenland, Kärnten, Niederösterreich, Oberösterreich, Salzburg, Steiermark, Tirol y Vorarlberg).

En *Bélgica* las condiciones de la preparación de catálogos y de reproducciones debería ser concentrada en Archives nationales, cuya misión principal consiste en la conservación y difusión de archivos ; ésto teniendo en consideración todas las instituciones archivísticas e institutos de investigaciones históricas.

Bolivia : el Archivo Nacional y la Biblioteca Nacional ; archivos regionales ; universidades, sociedades e institutos históricos y los particulares, que poseen importantes colecciones documentales.

Canadá no especifica los archivos para su discusión inicial ; sólo expresa que, probablemente, las universidades mayores del país estarían interesadas en la adquisición de información sobre los documentos de otros países y de seleccionarlos para la microfilmación, suponiendo un sistema de canje.

Checoslovaquia : todos los archivos nacionales, el Archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores, de la Academia de Ciencias, de Historia Militar y, eventualmente, otros archivos.

En *Dinamarca*, donde el sistema archivístico está muy centralizado, es suficiente contar con el Archivo Nacional, agregando la Biblioteca del Reino en Copenhague.

España : grandes Archivos Históricos ; Biblioteca Nacional y bibliotecas universitarias ; Reales Academias ; Consejo Superior de Investigaciones Científicas ; centros de investigaciones universitarias ; podría preverse un servicio de coordinación de los fondos existentes en archivos y bibliotecas provinciales.

Estados Unidos : National Archives, Library of Congress y las bibliotecas de algunas mayores universidades, que tienen interés en la adquisición de fuentes documentales de países extranjeros.

Finlandia : Archivo Nacional.

Francia : los asuntos archivísticos están centralizados en la Direction des Archives de France, aún en la materia de la cooperación internacional, salvo algunas excepciones ; de manera parecida, las cuestiones bibliotecarias son de incumbencia de la Direction des Bibliothèques de France.

Ghana : National Archives, Balme Library, George Padmore Library, Institute of Public Administration, School of Public Administration, Ghana Academy of Sciences.

Haití : Archives nationales, colecciones de Pères du Petit Séminaire Saint-Martial, de Frères de Saint-Louis-de-Gonzague, de Museo Nacional y de la biblioteca de Grand Quartier général des Forces armées.

Holanda : a) archivos : Archivo General del Estado, en La Haya ; el Archivo del Estado de la provincia de Zeeland ; Archivos Municipales de Amsterdam y de Rotterdam ; Archivo de la Misión Protestante de Holanda ; Archivo de las Cámaras de Comercio y de Industria

de Amsterdam y Rotterdam ; b) Bibliotecas, institutos, museos : Instituto Real para los Trópicos y el Museo de Historia Náutica en Amsterdam, Biblioteca Real, Instituto Real para Lingüística, Geografía y Etnología, Sociedad « Los Archivos Holandeses para la Historia Económica », en La Haya ; Museo Marítimo « Prins Hendrik », Rotterdam, y las bibliotecas universitarias de Amsterdam, Groningen, Leiden, Nijmegen y Utrecht ; en cada repositorio o institución, se especifican los fondos, series y colecciones de interés para la colaboración internacional.

Hungría : la Sección de Archivos del Ministerio de Cultura.

En *Inglaterra*, todas las relaciones archivísticas e históricas internacionales, especialmente los programas internacionales o regionales de auxiliares heurísticos, reproducciones, microfilmación, etc., son más o menos concentradas en la competencia del Institute of Historical Research (Senate House, Malet Street, London, W.C.1), que obra en estrecha cooperación con el Public Record Office y otros archivos del Reino Unido.

Israel : el Archivo Nacional de Israel, el Archivo Central Sionista, el Archivo Judío General Histórico, el Archivo de Yad Vashem, todos en Jerusalem, y el Archivo y Museo de Movimiento Laboral Judío en Tel-Aviv.

Luxemburgo : Archives de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Madagascar : el Service des archives de la République Malgache es el único organismo encargado de los archivos del país.

Malasia : National Archives of Malaysia, University of Malaya, National Museum, Sarawak Museum and Library y la futura National Library.

México : el Archivo General de la Nación, los archivos del Departamento Central, de las Secretarías de la Defensa Nacional, de Relaciones Exteriores, de Salubridad y Asistencia, el Archivo de Notarías, de la Universidad Nacional Autónoma de México y numerosos archivos eclesiásticos.

Nigeria : National Archives of Nigeria, Nigerian Institute for International Affairs, universidades (Lagos, Ife, Nigeria, Ahmadu Bello, Ibadan).

Noruega : Riksarkivet (Archivo Nacional) ; Biblioteca de la Universidad de Oslo, Norsk Historisk Kjeldekrift-Institutt (Instituto de fuentes históricas escritas de Noruega), Oslo.

Nueva Zelandia : National Library y National Archives.

Perú : Archivo Nacional, Biblioteca Nacional, Archivos de las Universidades Nacionales (Mayor de San Marcos, del Cuzco y de San Agustín de Arequipa), Biblioteca Nacional, Instituto Histórico Militar.

Polonia : Archivo Nacional, Archivo de la Academia Polaca de Ciencias, con el Archivo Militar y el Centro Científico de Información y de Investigación de la misma Academia, Biblioteca Nacional (Departamento de Manuscritos) y otros bibliotecas científicas.

Rumania : aparte de la Dirección General de Archivos del Estado, se podrían invitar a la colaboración en los programas internacionales o regionales para la preparación de ficheros y catálogos, a la Biblioteca de la Academia de la República Socialista de Rumania y la Biblioteca Central del Estado.

Suiza : Archives d'Etat de Ginebra ; Bundesarchiv, Bern ; Vereinigung Schweizerischer Archivare, Frauenfeld.

Trinidad : el Archivo Nacional.

La URSS recomienda, aparte de la Dirección General de Archivos, adscripta al Consejo de Ministros, la inclusión de los archivos estatales centrales (citados en *Archivum*, vol. XI, 1961, p. 244) y de los departamentos de manuscritos de la Biblioteca Estatal de V. I. Lenin en Moscú y de la de Saltykov — Shchedrin en Leningrado (con previo acuerdo de éstas).

APÉNDICE II

LISTA DE PAÍSES QUE CONTESTARON AL CUESTIONARIO SOBRE
« LA COOPERACIÓN INTERNACIONAL EN FACILITAR ACCESO A LOS ARCHIVOS »

ALEMANIA (REP. FEDERAL)	Bundesarchiv ; Archivschule Marburg.
AUSTRALIA	Commonwealth Archives Office.
AUSTRIA	Österreichisches Staatsarchiv.
BÉLGICA	Archives générales du Royaume.
BOLIVIA	Archivo Nacional.
CANADÁ	Public Archives.
CHECOSLOVAQUIA	Archivní Správa.
COSTA RICA	Archivos Nacionales.
DINAMARCA	Rigsarkivet.
ESPAÑA	Dirección General de Archivos y Bibliotecas.
ESTADOS UNIDOS	National Archives and Records Services.
FINLANDIA	Valtionarkisto.
FRANCIA	Direction générale des Archives.
GHANA	National Archives.
HAÏTÍ	Archives nationales.
HOLANDA	Algemeen Rijksarchief.
HUNGRÍA	Országos Központja Levéltárak.
INGLATERRA	Public Record Office.
ISRAEL	General Direction of the Archives of the State.
LUXEMBURGO	Archives de l'Etat.
MADAGASCAR	Service des archives et de la documentation.
MALASIA	National Archives.
MEXICO	Archivo General de la Nación.
NIGERIA	National Archives.
NORUEGA	Riksarkivet.
NUEVA ZELANDIA	National Archives.
PERÚ	Archivo Nacional.
POLONIA	Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych.
RUMANIA	Directia Arhivelor Statului.
SUIZA	Association des archivistes suisses.
TRINIDAD Y TOBAGO	National Archives.
USSR	Glavnoe Archivnoe Upravlenie.

Aparte de estas contestaciones, el Sr. J. F. Fino, especialista de la División de Bibliotecas, Archivos y Documentación de la UNESCO nos ha remitido el material informativo relacionado con la UNESCO ; el Dr. Ernst Posner y el Sr. Charles Kecskeméti nos transmitieron algunas sugerencias y recomendaciones. También nos llegó la contestación del Sr. Peter Walne, archivero del County Hertfordshire (Inglaterra).

LES ACTIVITÉS ET LES PROBLÈMES
DU CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

Rapport par M. Charles KECSKEMÉTI, rapporteur associé¹

M. Etienne Sabbe, archiviste général du Royaume de Belgique, président du Conseil international des Archives, m'a chargé de rédiger, au début du mois d'avril 1966, un rapport sur les activités du CIA. Le travail ayant dû être effectué d'urgence, je n'ai pu établir qu'un bilan sommaire de ces activités et esquisser les problèmes actuels les plus préoccupants. Ma tâche a été considérablement facilitée par l'obligeance de M. Robert-Henri Bautier, professeur à l'Ecole des Chartes, secrétaire de la revue *Archivum*, et de M. Yves Pérotin, directeur des Archives de la Seine et de la Ville de Paris, secrétaire de la Conférence internationale de la Table ronde des Archives. En effet, M. Bautier m'a autorisé à puiser aussi largement que je le jugerais nécessaire dans son article *Vingt ans de collaboration internationale dans le domaine des archives*, publié dans le *Bulletin de l'UNESCO à l'intention des bibliothèques* (vol. XIX, n° 6, novembre-décembre 1965). De son côté, M. Yves Pérotin a bien voulu rédiger une notice sur l'historique et les activités de la Table ronde, qui est publiée en complément au présent rapport. Je présente à tous deux mes remerciements les plus sincères.

1. Historique du Conseil international des Archives.

« Il y a vingt ans², en novembre 1945, s'ouvrait à Londres la conférence internationale qui allait donner le jour à l'UNESCO. Très vite, celle-ci comprit qu'elle ne pouvait faire face à la multiplicité et à l'énormité de ses tâches dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture en en assumant seule et directement la responsabilité : il lui fallait faire appel à la collaboration d'organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées, dont les unes existaient déjà et dont la plupart devaient être suscitées sur son initiative. Il en fut ainsi dans les secteurs culturels qui présentaient les caractères les plus techniques et exigeaient une formation professionnelle spécifique de la part des personnes intéressées. Ce fut, entre autres, le cas des Archives.

« Entre les deux guerres mondiales déjà, l'Institut international de coopération intellectuelle — préfiguration de l'UNESCO — avait constitué un groupe d'experts archivistes, lequel avait mis sur pied un *Guide international des archives* (t. I, *Europe*), paru en 1934, et avait commencé à préparer un *Vocabulaire international des termes d'archives*. Mais l'Allemagne ayant quitté la SDN, ce groupe était tombé en sommeil.

1. Texte du rapport distribué aux congressistes avant le congrès.
2. Les passages entre guillemets sont repris de l'excellent article de M. Bautier, mentionné ci-dessus.

« Dépassant le cadre de comité restreint que certains (tels sir Hilary Jenkinson) songeaient à reconstituer après la guerre, l'un des pionniers des archives des Etats-Unis, le Dr. Solon J. Buck, semble avoir conçu, dès 1945, un organisme international, formé de délégués des Archives des Etats membres des Nations Unies et qui, tout en assurant une étroite coopération technique dans le domaine des doctrines et des méthodes archivistiques, aurait conseillé les organisations internationales dans la conservation et la gestion de leurs papiers et aurait même eu la charge de gérer des dépôts internationaux d'archives et de recevoir les papiers des organismes internationaux disparus. Trop ambitieux, le projet n'aboutit pas : les archives, même historiques, des organisations internationales devaient demeurer indépendantes du Conseil international des Archives qui allait naître des efforts de nos collègues américains.

« Porte-parole de ceux-ci, le Dr. Solon J. Buck et le Dr. Herbert O. Brayer surent intéresser à leurs idées le directeur général de l'UNESCO de l'époque, M. Torrès-Bodet ; ils vinrent à Paris, où, en mai 1948, se tint, avec eux, une petite réunion d'experts : MM. Samaran et Martin-Chabot (France), sir Hilary Jenkinson (Grande-Bretagne), MM. Re (Italie), Jiménez Rueda (Mexique), Steinnes (Norvège), Graswinckel (Pays-Bas), Vaclav Husa (Tchécoslovaquie). La création d'un Conseil international des Archives et la convocation à Paris en 1950 d'un premier grand Congrès international y furent décidées. En attendant, l'UNESCO confiait au président du CIA, M. Samaran, et à moi-même, la préparation d'une bibliographie des guides d'archives publiés depuis 1934 pour l'Europe, depuis 1900 pour les autres continents : ce fut là le premier travail de coopération internationale dans notre domaine.

« Le premier Congrès international des Archives eut donc lieu à Paris en 1950, quarante ans après l'unique congrès qui, à Bruxelles, en 1910, avait réuni les archivistes des divers pays ; plus de 350 archivistes, venus d'une trentaine d'Etats, y prirent part, tandis que des archivistes allemands et espagnols y étaient invités à titre personnel. Cependant, le CIA et ses deux premiers congrès ne reçurent l'adhésion d'aucun représentant des pays socialistes. D'autre part, seuls des pays d'Afrique et d'Asie, l'Egypte, l'Inde et Israël étaient représentés à Paris. Les associations nationales ou institutions centrales des Archives de 14 Etats seulement avaient donné leur adhésion au CIA. Ce furent la tâche et l'honneur du premier président du CIA définitivement constitué, M. Charles Braibant, du trésorier, M. Guy Duboscq (toujours en fonctions) et de moi-même (en tant que secrétaire de la revue créée par le CIA), d'œuvrer sans trêve pour élargir l'audience du Conseil, désarmer les préventions qui avaient pu à l'origine se manifester à son égard et en faire un instrument efficace de collaboration internationale.

« Se voulant au service de l'histoire, se plaçant sur un terrain strictement scientifique et technique en dehors de toutes préoccupations politiques et de tout juridisme étroit, le CIA s'est considéré comme un champ ouvert où les expériences archivistiques peuvent être échangées et discutées en toute liberté pour le plus grand profit de chacun de ses membres. Et cela est, je pense, d'autant plus remarquable que, dans certains pays, les Archives sont considérées non pas seulement comme des dépôts strictement historiques, mais aussi comme des collections plus ou moins confidentielles au service de l'Etat, de son économie et de sa politique.

« Le réseau des membres du CIA s'étendit donc de 14 Etats en 1950 à 33 en 1953, à 46 en 1959, pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 70 (Europe, 30 ; Amérique, 15 ; Afrique, 13 ; Asie, 10 ; Océanie, 2), ce qui en fait l'une des ONG les plus représentatives à l'échelle mondiale. »

2. Activités du Conseil international des Archives.

« Ses activités se déroulent sur plusieurs plans : organisation de congrès internationaux, réunions de commissions spécialisées, sessions d'une Table ronde internationale des Archives, publication d'une revue internationale, d'une série de *Guide des sources de l'histoire des nations*, d'un manuel d'archivistique, etc. »

a) Congrès internationaux des Archives.

Tous les trois ou quatre ans a lieu un grand congrès international qui fournit l'occasion de faire le point sur les développements des doctrines et des méthodes. De tels congrès ont été tenus à Paris (1950), à La Haye (1953), à Florence (1956), à Stockholm (1960), à Bruxelles (1964). A ce dernier assistaient près de 650 archivistes venus de 45 Etats (Europe, 23 ; Amérique, 10 ; Afrique, 5 ; Asie, 5 ; Océanie, 2).

« Au cours de ces congrès, tous les grands problèmes de l'archivistique ont été abordés : organisation générale des archives d'Etat, archives d'entreprises économiques, archives de familles, archives ecclésiastiques ; problèmes du classement des archives anciennes et modernes, des triages et des éliminations, des inventaires ; techniques de reproduction documentaire et de restauration ; bâtiments et matériel d'archives ; prêt international de documents, etc. Des rapports généraux sont confiés à des spécialistes qui procèdent au préalable à une très vaste enquête sur les expériences des différents Etats en la matière ; ces rapports, établis en plusieurs langues, sont discutés en assemblée générale ou en commissions et imprimés, avec les actes du congrès, dans la revue *Archivum*. »

b) La nécessité de créer des branches régionales.

Jusqu'à présent, tous les congrès internationaux ordinaires ont eu lieu en Europe, et malgré la présence d'assez nombreuses délégations venant d'autres continents, ils ont toujours gardé un caractère éminemment européen. Le CIA étant devenu une organisation mondiale, les congrès traditionnels ne reflètent plus complètement la réalité de la coopération archivistique internationale. Les archivistes européens, cependant, tiennent à se retrouver, tous les trois ou quatre ans, en ces grands rassemblements qui ne sont pas réservés aux responsables nationaux des Archives, mais ouverts à toute la corporation. Et, pour des raisons financières évidentes, on ne peut envisager de convoquer les congrès de caractère traditionnel ailleurs qu'en Europe.

Le présent congrès diffère sur plusieurs points des congrès précédents. Bien que le nombre des congressistes y soit restreint (environ 120 délégués, les observateurs non compris), le nombre des pays représentés, presque 60, est le plus élevé depuis la naissance du CIA. Pour atteindre ce résultat impressionnant, nos collègues américains ont dû faire un effort financier exceptionnel, que l'on ne peut comparer aux budgets des congrès précédents. Il faudra attendre, sans doute, bien des années, avant de pouvoir réunir à nouveau un congrès de ce type.

A l'heure actuelle, une seule solution paraît pouvoir être envisagée pour supprimer l'inégalité entre les Archives européennes et celles des autres continents en ce qui concerne l'assistance aux congrès : cela consisterait à tenir périodiquement des réunions régionales. Plusieurs réunions de ce type ont eu lieu ces derniers temps (à Washington, à la Jamaïque, à Dakar, etc.), mais aucune d'entre elles n'a été convoquée sur l'initiative du CIA.

Depuis plusieurs années, nous reconnaissons la nécessité impérieuse de doter notre Conseil de branches régionales auxquelles il incomberait, entre autres tâches, d'organiser des colloques et des congrès pour les archivistes des pays faisant partie de la région. Une seule branche existe actuellement, le Conseil technique interaméricain des Archives, et la création de deux autres branches (l'une pour l'Asie du Sud-Est, l'autre pour l'Afrique) est à l'étude. En général, les pays intéressés accueilleraient cette initiative favorablement, mais nous nous heurtons à un obstacle quasi insurmontable : le manque de ressources.

En substance, s'il est évident que les congrès internationaux traditionnels doivent être maintenus, il n'est pas moins évident que le CIA devrait intensifier considérablement son action dans les continents autres que l'Europe. Les statuts modifiés fixent d'ailleurs les conditions de la création des branches régionales (art. 9 et 10).

Les méthodes de travail des congrès traditionnels constituent, elles aussi, un sujet d'étude actuel. Les quatre premiers congrès ne comprenaient que des séances plénières. Au Congrès

de Bruxelles, on a introduit les séances de sections parallèles, et l'expérience semble avoir recueilli l'approbation des congressistes. Il serait donc souhaitable de garder cette méthode pour les congrès à venir.

c) *Commissions de travail.*

Jusqu'à présent, le CIA n'a créé que deux commissions de travail spécialisées : le Comité de terminologie et le Comité de sigillographie.

Le Comité de terminologie, ayant accompli sa première mission avec la publication du vocabulaire international (*Lexicon of Archive Terminology*, Amsterdam, 1964), ne se réunit plus. Il reste pourtant du travail à faire encore dans ce domaine. D'une part, il conviendrait d'établir les équivalences terminologiques pour les langues autres que celles qui figurent dans le *Lexicon* (celles-ci étant l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien et le néerlandais) ; d'autre part, les 175 termes que comprend le vocabulaire n'épuisent sans doute pas le sujet. Espérons que le Comité pourra reprendre son activité dans un proche avenir.

Le Comité de sigillographie, créé au Congrès de Stockholm, en 1960, est, à l'heure actuelle, le seul organisme international dans sa discipline. Aussi peut-on penser raisonnablement qu'il a devant lui un long avenir. Il lui appartient d'élaborer la normalisation des méthodes de description des sceaux, de favoriser les échanges de reproductions, de diffuser les innovations techniques en matière de moulage, de préservation et de restauration des sceaux et de présider à des actions communes, par exemple l'organisation d'une exposition sigillographique itinérante. Les résultats obtenus par le Comité au cours des cinq années de son existence sont encourageants.

En sa session de 1965, à Valence (Espagne), le Comité exécutif a approuvé le principe de créer une *Commission permanente des techniciens de la restauration*. Il est à espérer que cette commission pourra se former avant le Congrès de Madrid ; la question est, encore une fois, financière. Cependant, on pourrait, même sans grever le budget du CIA, organiser un colloque des spécialistes de la restauration à l'occasion de chaque congrès international et proposer aux ateliers et laboratoires d'échanger systématiquement les publications relatives à leurs activités. Quelle que soit la solution que l'on retiendra, le CIA pourrait, dès maintenant, émettre le vœu que les Directions d'Archives envoient plus fréquemment leurs techniciens à l'étranger pour faciliter les échanges d'expériences.

d) *La revue « Archivum ».*

« L'une des premières mesures adoptées par le CIA a été la publication d'une revue internationale, destinée à servir de trait d'union entre les archivistes. Depuis 1951, *Archivum* diffuse, outre les actes des congrès, des articles rédigés dans l'une des cinq langues de travail du Conseil (français, anglais, allemand, italien, espagnol), dans le cadre de larges enquêtes menées sur le plan international.

« Citons notamment les enquêtes sur les bâtiments d'archives, sur les archives religieuses, sur l'ancien état civil, sur l'histoire et l'organisation des archives municipales anciennes, sur les archives notariales. A deux reprises ont été publiés des bilans de l'activité des Archives dans les différents pays. Un prochain volume comportera des notices sur les grands dépôts d'archives les plus utilisés par les historiens. Le numéro V de la revue, publié en 1955, consistait en un *Annuaire international des Archives*, dont une refonte sera effectuée prochainement.

« *Archivum* a fait un très gros effort pour établir annuellement une bibliographie internationale des publications relatives aux archives et à l'archivistique : de 1952 à 1961, la plus grande partie des guides et inventaires, des notices sur les activités des Archives, des volumes et articles se rapportant depuis 1948 à l'histoire des archives et aux méthodes de l'archivistique, ainsi qu'aux techniques annexes et aux sciences complémentaires, ont été recensés. Depuis lors, l'accroissement constant de la masse des publications, l'insuffisance des crédits dont dispose le CIA pour recruter des spécialistes qui puissent se consacrer à ce travail bibliographique et surtout pour imprimer ce vaste répertoire bibliographique, font qu'on peut se demander s'il sera

encore possible de poursuivre cette œuvre, en dépit de l'intérêt que présente un tel instrument de travail pour diffuser les connaissances indispensables aux archivistes et aux historiens »¹.

e) *Problèmes de structure.*

Au cours des dix premières années de son existence, le CIA est devenu une organisation solide et représentative ; grâce à son action, la collaboration internationale est entrée dans les mœurs archivistiques. A partir de 1958-1960 environ, l'activité du Conseil s'est sensiblement diversifiée : à côté des activités fondamentales (organisation de congrès internationaux, réunions des commissions de travail, sessions de la Table ronde, publication de la revue *Archivum*), la coopération des Archives des pays membres a permis d'entreprendre la réalisation de plusieurs projets dont le plus ambitieux est celui du *Guide des sources de l'histoire des nations*. Un autre changement s'est accompli, imperceptiblement, dans la structure même du Conseil au cours de la première phase de son existence. Créé sur le modèle des ONG classiques, le CIA est parvenu, par la force des choses, à réaliser la coopération des Directions d'Archives émanant de leurs gouvernements respectifs. Juridiquement, il reste organisation non gouvernementale ; en fait, il est à la fois association professionnelle internationale et organisation groupant des administrations d'Etat. Si le Comité exécutif est composé, depuis le début, de hauts fonctionnaires (directeurs généraux d'Archives, directeurs d'Archives nationales et inspecteurs généraux, dans presque tous les cas), les statuts d'origine n'ont pas reflété clairement ce double caractère. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale de Bruxelles, en procédant à l'*aggiornamento* constitutionnel, a réformé radicalement la structure de l'Assemblée générale et a codifié le système du scrutin (le nouveau texte — art. 15 — réserve le droit de vote aux représentations nationales, dont chacune dispose de deux voix, l'une étant dévolue à la Direction centrale d'Archives ou institution assimilée, l'autre à l'Association nationale professionnelle ; s'il n'existe pas d'Association nationale, les deux voix reviennent à la Direction centrale ; s'il n'existe pas de Direction centrale ou d'institution assimilée, c'est l'Association qui assure intégralement la représentation nationale). Cela revient à dire que le droit de vote à l'Assemblée générale du CIA obéit au principe qui est en vigueur au sein des organisations intergouvernementales (ONU, UNESCO, etc.) avec, toutefois, une différence notable : le partage des voix entre Directions et Associations. Ce partage résout en même temps le problème de la représentation des pays fédéraux ; il n'aurait pas été équitable de considérer sur le même pied Etats souverains et Etats membres d'un pays fédéral, mais une des deux voix nationales peut être détenue par l'Association groupant les Archives de ces Etats membres.

Actuellement, cette question n'a qu'une importance mineure, du fait que l'Assemblée générale siège deux, trois ou quatre heures tous les quatre ans et ne fait que ratifier les décisions et approuver les propositions du Comité exécutif. Il serait cependant souhaitable d'opérer une réforme en la matière et d'accroître le rôle de l'Assemblée générale au sein du CIA. Cette réforme permettrait d'associer plus intimement au travail du Conseil les pays non représentés au Comité exécutif. On pourrait tenter l'expérience au prochain Congrès de Madrid ; l'Assemblée générale pourrait tenir deux séances à cette occasion, avec un ordre du jour plus fourni qu'à l'habitude, dans une salle convenablement aménagée. Il appartient au Comité exécutif d'adopter (ou de rejeter) cette proposition ; quant aux modalités techniques, elles pourraient être étudiées par le bureau du CIA et le Comité d'organisation espagnol du congrès.

Est-ce à dire que le CIA devrait se transformer, à plus ou moins longue échéance, en organisation intergouvernementale ? Il ne le semble pas. Nous sommes parvenus à une formule souple et heureuse. Les gouvernements sont bien disposés à notre égard ; la coopération des Directions d'Archives nous est acquise ; mais, en même temps, nous jouissons de la liberté d'action des organisations non gouvernementales : nous conservons notre caractère d'association

1. R.-H. BAUTIER, *op. cit.*

professionnelle, nous pouvons recruter des membres institutionnels et individuels, etc., choses impossibles pour les organisations intergouvernementales. D'ailleurs, même si d'aventure, on voulait céder à la tentation de la « gouvernementalisation », on ne le pourrait pas, ne serait-ce que faute de ressources financières.

f) *Problèmes de finances et d'organisation.*

Les recettes comptabilisées du CIA se répartissent en trois chapitres principaux : subvention ordinaire accordée par l'UNESCO ; crédits alloués par l'UNESCO pour financer des projets précis (contrats) ; ressources propres (cotisations, vente d'*Archivum*, etc.).

A cela s'ajoutent les ressources extra-budgétaires, c'est-à-dire l'assistance qu'accordent au CIA les différents gouvernements, à des titres divers, et qui permet à notre Conseil de réaliser un travail beaucoup plus considérable que ne le laisseraient supposer les chiffres inscrits dans son budget.

C'est ainsi que le secrétariat d'*Archivum* et du CIA fonctionne grâce à la Direction des Archives de France, qui publie également les *Actes des Tables rondes* ; que les congrès sont partiellement ou intégralement financés par les pays hôtes ; que lors des sessions des Comités de travail, les frais de séjour sont couverts par les pays hôtes ; que la plupart des pays collaborent aux guides sans recevoir de subvention et que tous éditent à leurs frais les fascicules nationaux, etc.

En un sens, nous ne pouvons que nous féliciter de cet état de choses. Cela prouve, mieux que toute déclaration de principe, que la coopération internationale des Archives est une réalité vivante. En outre, cela évite toute une série d'opérations financières désagréables et onéreuses : relèvement permanent des cotisations, multiplication des transferts de devises, travaux comptables à n'en plus finir, etc., qui, en fin de compte, aboutiraient à remplacer la cordialité et la bonne entente qui règnent au sein du Conseil par un esprit bureaucratique et capitaliste.

Cela dit, il faut quand même souligner quelques anomalies, en particulier la très nette insuffisance de la subvention ordinaire consentie par l'UNESCO. Avec la somme qui nous est allouée, nous ne pouvons pas envisager la création d'un secrétariat permanent véritable, les voyages doivent être limités au-dessous du strict minimum, la publication de la bibliographie internationale a dû être suspendue, nous devons renoncer à constituer des commissions spécialisées en nombre suffisant¹, etc. Il conviendrait d'agir auprès des gouvernements de tous les pays membres pour qu'ils interviennent à l'UNESCO en faveur du CIA.

g) *Aide aux pays en voie de développement.*

L'assistance aux pays en voie de développement est devenue une des préoccupations essentielles de notre Conseil. Cette assistance prend des formes variées, depuis la rédaction de la série des guides jusqu'au lancement d'un projet pilote dans un pays africain.

Le « *Guide des sources de l'histoire des nations* ». — Cette entreprise du CIA est maintenant bien connue. L'idée, conçue à l'origine par M. Bautier, prit corps en 1959, lorsqu'une première réunion préparatoire fut convoquée par l'UNESCO et que celle-ci décida de mettre à la disposition du CIA, par contrat, un crédit substantiel permettant la mise en chantier du *Guide*.

Le *Guide* est destiné à faciliter l'accès aux sources relatives à l'histoire des pays latino-américains, africains et asiatiques conservées en dehors de ces régions, principalement en Europe et aux Etats-Unis.

Conformément au calendrier prévu, le manuscrit du *Guide des sources de l'histoire d'Amérique latine* (premier élément de la série) a été achevé à la fin de 1964. Cinq pays ont bénéficié des crédits alloués par l'UNESCO (Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, Italie, Vatican), neuf autres (République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Belgique, Danemark, Etats-Unis, France, Pays-Bas, Suède, Suisse) ont financé l'enquête de leur propre

1. Restauration, moyens mécanographiques, archives audio-visuelles, par exemple.

effort, et chaque pays a pris à sa charge l'édition des fascicules nationaux dont les premiers paraîtront dans le courant de l'année¹.

Le deuxième élément, le *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique-sousaharienne*, est actuellement en chantier. Il devra être terminé à la fin de 1968². La majeure partie de la subvention internationale est répartie entre quatre pays, le Portugal, la France, l'Italie et le Vatican, et un crédit substantiel est réservé à l'Inde, et éventuellement au Brésil, s'ils entendent coopérer à cette œuvre. L'Allemagne, l'Espagne, les Etats-Unis, la Belgique, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la Suisse et, vraisemblablement, l'Autriche et la Turquie, réaliseront leurs fascicules nationaux sans aide financière internationale. Quant à la Grande-Bretagne, un guide similaire y est en voie de publication³ ; le rôle du CIA s'est borné, dans ce cas, à verser une modeste contribution. Nous espérons trouver un éditeur pour l'ensemble des volumes de ce *Guide*, solution préférable à tous égards à la publication par autant de pays qu'il y a de fascicules.

Les préparatifs du guide suivant (Asie, Afrique du Nord et Océanie) commenceront l'année prochaine⁴.

Pour élaborer les normes méthodiques et coordonner les travaux, le CIA a créé un Comité technique international pour chaque guide. Le Comité du Guide africain est présidé par M. Sabbe, qui avait dirigé de 1959 à 1964 le Comité du Guide latino-américain.

Travaux exécutés sous contrat avec l'UNESCO. — Les guides sont destinés, au premier chef, à aider la science historique des pays extra-européens. Ils n'épuisent pas toutes les possibilités de l'assistance que les Archives des pays neufs sont en droit d'attendre de l'UNESCO et du CIA. Le champ d'action pour une aide archivistique directe est vaste ; d'ores et déjà, notre Conseil peut se prévaloir de plusieurs réalisations utiles qu'il a menées à bien avec le concours financier de l'UNESCO.

Le manuel d'archivistique conçu pour les pays tropicaux doit paraître incessamment⁵. Ce manuel, rédigé par une équipe de spécialistes, « permettra d'organiser plus aisément le système archivistique de ces pays, d'y lutter plus efficacement contre les causes de destruction des documents et d'y diffuser les connaissances indispensables en matière de conservation, de classement, d'élimination et d'inventaires »⁶.

Un manuel d'archivistique pour l'Amérique latine a été publié par le Prof. Tanodi, en 1961⁷.

1. *Guide des sources de l'histoire des nations. A) Amérique latine :*

III/1. *Sources conservées en Belgique : Guide des sources de l'histoire d'Amérique latine conservées en Belgique*, par L. LIAGRE et J. BAERTEN, Bruxelles, 1967, in-8°, 132 p. (Archives générales du Royaume).

III/2. *Sources preserved in the Netherlands : Guide to the sources in the Netherlands for the history of Latin America*, by M. P. H. ROSSINGH, The Hague, 1968, in-8°, 232 p. (General State Archives).

IV/1. *Fuentes conservadas en España. Fasc. 1 : Guía de fuentes para la historia de Ibero-América conservadas en España*, 1, Madrid, 1966, in-8°, xxiv-609 p. (Dirección General de Archivos y Bibliotecas).

XI. *Fuentes para la historia de Ibero-América conservadas en Suecia. Guía compilado por M. MÖRNER...*, Estocolmo, 1968, in-8°, 105 p. (Archivo Nacional de Suecia).

Les fascicules de la France, de l'Italie et du Vatican sont en préparation (1969).

2. En voie de publication (1969).

3. *Guides to Materials for West African History in European Archives :*

1. *Materials for West African History in the Archives of Belgium and Holland*, by P. CARSON, University of London, 1962, in-8°, viii-86 p.

2. *Materials for West African History in Portuguese Archives*, by A. F. C. RYDER, University of London, 1965, in-8°, vi-92 p.

3. *Materials for West African History in Italian Archives*, by R. GRAY and D. CHAMBERS, University of London, 1965, in-8°, viii-164 p.

4. *Materials for West African History in French Archives*, by P. CARSON, University of London, 1968, in-8°, viii-170 p.

4. En préparation (1969).

5. *Manuel d'archivistique tropicale*, publié sous la direction de Y. PÉROTIN..., Paris-La Haye, Mouton, 1966, in-8°, 153 p. (Ecole pratique des Hautes Etudes, 6^e section, 4^e série, VI).

6. R.-H. BAUTIER, *op. cit.*

7. A. TANODI, *Manual de archivología Hispano-Americana, teorías y principios*, Córdoba, 1961, in-8°, x-286 p. (*Collectanea archivística*).

Trois autres projets sont en cours de réalisation : un manuel sur la construction et l'équipement des bâtiments d'archives¹, une étude préliminaire sur la législation archivistique² et une liste des écoles et des cours de formation professionnelle d'archivistes³.

Le prochain programme biennal de l'UNESCO prévoit la mise à l'étude d'un projet pilote archivistique. Il s'agirait de créer un service d'archives modèle dans un pays africain, comprenant la construction et l'équipement d'un bâtiment, la formation du personnel, l'élaboration d'une législation et d'une réglementation interne et, bien entendu, le traitement des documents (triage, classement, cotation, inventaire). L'étude de ce projet commencera, sans doute, dans le courant de l'année prochaine⁴.

Autres initiatives et possibilités. — Il a été question, plus haut, de la nécessité de créer des branches régionales en Asie et en Afrique. Nous pensons, en effet, que sans une implantation institutionnelle de ce genre, le CIA n'est pas à même de remplir pleinement sa mission d'assistance aux pays du Tiers Monde.

Autre obstacle à un programme d'aide efficace, le CIA ne connaît pas d'une manière suffisamment précise la situation des Archives dans bon nombre de pays en voie de développement. Une enquête a été menée par le Dr. Verhoeven en Asie du Sud-Est (Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaysia, Philippines, Thaïlande et Sud-Viet-Nam) et une autre enquête se poursuit actuellement auprès des pays du continent africain. L'enquête asiatique n'avait qu'un but limité, à savoir préparer l'organisation d'une branche régionale. L'enquête africaine est plus ambitieuse ; elle devrait permettre au CIA d'élaborer un programme d'action général, qu'il pourrait ensuite présenter à l'UNESCO.

D'autre part, l'intervention du CIA dans le choix des experts archivistiques, envoyés en mission par l'UNESCO, a été jusqu'à présent sporadique. Il faudrait enfin établir une liste des candidats à ces missions que le CIA pourrait transmettre à l'UNESCO. L'établissement d'une telle liste ne présente aucune difficulté. Qu'il nous soit permis d'émettre la proposition suivante : les membres nationaux du CIA (Directions centrales ou institutions assimilées et Associations nationales professionnelles) pourraient faire parvenir au secrétariat du CIA, dans un délai de six mois, la liste des candidats dont ils garantissent l'aptitude à remplir des missions d'expert. Il conviendrait d'indiquer, outre le nom et l'adresse, les références universitaires et professionnelles, la connaissance de langues, la durée possible de la mission (par exemple, 1 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, illimitée) et la région où le candidat désirerait accomplir une mission. Le secrétariat, à son tour, établirait la liste internationale qui serait transmise au service compétent de l'UNESCO. On pourrait, par la suite, compléter cette liste, au fur et à mesure des nouvelles candidatures.

Enfin, nous espérons qu'un groupe de travail permanent, composé des représentants du Comité exécutif du CIA et des représentants du service intéressé du Secrétariat de l'UNESCO pourra être créé pour suivre l'ensemble des travaux consacrés à l'assistance archivistique aux pays en voie de développement.

h) *La collaboration archivistique directe entre Etats.*

M. Bautier évoque, dans son article, les formes multiples de la coopération directe des Archives des différents Etats. Il insiste, tout particulièrement, sur les progrès de cette coopération dans deux domaines : la formation professionnelle (stage international, accueil d'étudiants étrangers dans les centres de formation de Grande-Bretagne, d'Espagne,

1. M. DUCHÉIN, *Les bâtiments et équipements d'archives*, Paris, 1966, in-8°, 312 p. (Conseil international des Archives).

2. Un manuel sera publié prochainement par MM. S. CARBONE et R. GUÈZE. Le n° XVII d'*Archivum* illustrera cette étude en donnant les textes des principales lois archivistiques du monde (1969).

3. Ch. KECSKEMÉTI, *La formation professionnelle des archivistes. Liste des écoles et des cours de formation professionnelle d'archivistes*, Bruxelles, 1966, in-8°, 111-95 p. offset (Conseil international des Archives).

4. La 15^e session de la Conférence générale de l'UNESCO a approuvé le lancement de ce projet pilote et voté les crédits afférents. La réalisation du projet commencera cette année (1969).

d'URSS, du Vatican, etc.) et l'aide à la recherche historique (accès aux documents facilité pour les chercheurs étrangers, recensement et microfilmage des documents relatifs à l'histoire nationale et conservés à l'étranger, accords d'échange de microfilms, expositions archivistiques communes, etc.).

Sans l'existence du CIA, une telle coopération serait beaucoup moins aisée et, probablement, moins développée. C'est, en effet, le Conseil qui incarne, en quelque sorte, l'esprit de coopération et dont les réunions servent de points de rencontre aux représentants des Archives des différents pays. Il n'appartient pas, cependant, au CIA d'intervenir directement dans les rapports bilatéraux entre Etats. Tout au plus peut-il émettre des vœux et étudier les possibilités nouvelles pour renforcer cette coopération. Le rapport du Prof. Tanodi expose d'ailleurs en détail les différents aspects de ce problème et le rôle que le CIA peut jouer pour resserrer les liens confraternels entre les Archives du monde entier.

Récapitulation des propositions concrètes contenues dans le rapport :

- 1) accroissement du rôle de l'Assemblée générale au sein du CIA ;
- 2) action concertée auprès de l'UNESCO pour obtenir le relèvement de la subvention et permettre la reprise de la publication de la bibliographie, la création d'un secrétariat permanent et des commissions de travail nécessaires ;
- 3) établissement d'une liste des candidats-experts ;
- 4) poursuite des projets sous contrat avec l'UNESCO ;
- 5) élaboration d'un programme d'assistance pour l'Afrique ;
- 6) création de branches régionales en Afrique et en Asie.

Annexe : la Table ronde des Archives de 1954 à 1965¹

La Conférence internationale de la Table ronde des Archives a été fondée en 1953 par M. Charles Braibant, alors directeur général des Archives de France et président du CIA, sur une suggestion de D. Miguel Bordonau, pour que, « entre les grands congrès et en liaison avec eux, une assemblée plus restreinte, qui siègerait chaque année, maintienne le contact entre certains membres, choisis à un échelon élevé, des services d'archives des principaux pays du monde ».

Inaugurée en 1954, elle a fonctionné sans aucun statut pendant la première décennie de son existence. Depuis le Congrès international de Bruxelles, cependant, elle se trouve rattachée au CIA et régie par l'article 28 des statuts de celui-ci, article ultérieurement entériné par un vote de la Table ronde elle-même, à Londres en 1965, et complété lors de la même réunion par un règlement organique.

Les sessions ont eu lieu tous les ans (sauf lorsque s'est tenu un congrès international) et, chaque fois, dans un pays différent. La réunion initiale se fit à Paris en 1954, puis ceux que l'on a bientôt appelés familièrement les « chevaliers de la Table ronde » (directeurs et inspecteurs généraux, directeurs, spécialistes, présidents de sociétés professionnelles) se sont retrouvés à Namur (1955), à Zagreb (1957), à Wiesbaden (1958), à Lisbonne (1959), à Varsovie (1961), à Madrid (1962), à Budapest (1963), enfin à Londres, en 1965.

Les huit premières Tables rondes ont été conduites à partir d'un questionnaire établi par le secrétaire sur un ou plusieurs thèmes arrêtés à la session précédente. Les réponses fournies au questionnaire (trente à trente-cinq en moyenne) étaient dépouillées puis synthétisées dans un rapport général servant lui-même de canevas aux débats. Ceux-ci se sont généralement répartis sur trois séances de travail. Cette procédure a été poursuivie à Londres,

1. Par Yves PÉROTIN, secrétaire de la Conférence internationale de la Table ronde des Archives.

sauf quant à la préparation pour laquelle des méthodes nouvelles ont été essayées. Les actes des différentes conférences ont été publiés par la Direction des Archives de France et forment six fascicules totalisant 790 pages.

Les sujets traités par les Tables rondes successives ont été choisis, documentés et discutés dans un esprit particulier, conforme au titre même de l'institution : celui de l'échange libre et direct de vues et d'informations sans qu'il soit nécessaire, comme dans les réunions importantes, de limiter les interventions ou de se conformer à un protocole, de désigner des rapporteurs particuliers et des commissions. Ce mode de fonctionnement souple a paru, bien qu'imparfait, efficace soit pour traiter des thèmes qui ne pouvaient être mis au programme des congrès internationaux et des enquêtes du CIA, soit pour préparer par des approches ou compléter par une exploitation plus précise les questions abordées par le Conseil. Si certaines questions ont provoqué de véritables recensions de sources plutôt que des discussions méthodologiques, ces questions heuristiques elles-mêmes ont pu ouvrir le chemin des Archives à des « clients » importants et non classiques : économistes, juristes, agronomes, etc. ; elles ont aussi gardé la qualité archivistique de l'institution.

Les thèmes traités furent les suivants :

Paris, *Les archives et l'enseignement*.

Namur, *Les archives en formation*.

Zagreb, *La place des archives et des archivistes dans l'Etat*.

Wiesbaden, I. *Les archives de l'histoire littéraire* ; II. *Les archives et les études géographiques* ;

III. *Les services rendus par les archives à l'économie nationale*.

Lisbonne, *Les archives au service de la recherche historique*.

Varsovie, *Les archives dans la vie internationale*.

Madrid, *Le concept d'archives et les frontières de l'archivistique*.

Budapest, I. *Les archives et l'histoire agraire* ; II. *Progrès récents en matière de construction d'archives*.

Londres, I. *Les bâtiments d'archives* (suite) ; II. *Les archives et les traitements mécanographique et automatique des données* ; III. *Le fonctionnement de la Table ronde*.

Pour ce qui concerne les participations, il peut être plus simple de donner des chiffres moyens et des indications de tendance que des statistiques détaillées. On notera : 1) que la moyenne des apports aux documents préparatoires, bien que fondée sur des chiffres inégaux suivant les années, s'établit entre 30 et 35 ; 2) que les États ou organismes internationaux représentés aux sessions ont été en moyenne 20 à 25 et que, depuis 1959, ce dernier chiffre tend à se stabiliser ; 3) que les individus membres effectifs de chaque conférence (dans le cadre des représentations précitées) ont été en moyenne 30 à 35, mais que la tendance, dénotant une croissance régulière, a conduit pour les dernières années à atteindre et dépasser le chiffre de 40.

En somme, depuis sa création, la Table ronde a joué, humainement et scientifiquement, le rôle — très différent de celui d'un exécutif, d'un bureau ou de comités spéciaux — de commission intermédiaire du Conseil international des Archives, maintenant les contacts et les échanges intellectuels et techniques, dans une atmosphère familière et cordiale.

C'est bien ce rôle international qui lui a été reconnu par le CIA, et qui a été bien rempli. On n'oserait, par contre, dire que ce rôle a été vraiment mondial : toutes les sessions se sont tenues en Europe ; sur 146 représentations nationales recensées pour 8 conférences, on note seulement 12 délégations extra-européennes. Certes, les participations écrites à la préparation des conférences ont été de provenances plus variées, mais l'équivoque demeure à cet égard et devrait être examinée franchement.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

M. Rubio-Mañe ouvre la séance. MM. Tanodi et Kecskeméti commentent ensuite leurs rapports publiés ci-dessus. Puis MM. Bein, Rieger, Valette, Walne et Zemskov lisent les exposés qu'ils avaient été invités à préparer et dont le texte est reproduit ci-après. Les débats sont alors ouverts. Après que les rapporteurs aient répondu aux uns et aux autres, la séance est levée.

EXPOSÉS

Dr. Alexander BEIN¹ (Israel) : *Israel's contribution and suggestions for the betterment of access to archives*.

If—after four days of listening carefully and of exchanging views in private talks with many of my esteemed colleagues here—I take the floor, I regard it, first of all, as my pleasant duty to express my thanks : above all to our hosts, who did a splendid work in enabling many of us to come here and in planning and organizing this Extraordinary Congress. Owing to their careful preparations the work proceeded here very smoothly and without any friction. Our thanks are also due to the reporters for their devoted work, to the participants in this discussion, who tried to shed light on our problems from different points of view. I am also grateful to the planners of the Congress, that they invited me to present my views in this session. May I also voice my satisfaction that the circle of participants has been this time considerably enlarged. On previous occasions, in Stockholm and in Brussels, I called attention to the fact that our community of Archives is too narrow and conservative : I am glad to note that this Congress is attended by representatives from many countries, which have not hitherto participated in our deliberations.

This last working session has, in my opinion, the task to sum up, to synthesize, to supplement and to draw the conclusions of our discussions as to international co-operation from the standpoint of the panelist personally and in his capacity as representative of a country, a region or of special interests, common to other countries as well.

To begin with, I have to state that I am the representative of a very young state and of a people with very old historical traditions, with a continuity of life of thousands of years, but not with an equally unbroken continuity of historical consciousness and of centrally preserved archival documentation.

As the Archivist responsible for the Archives of this state and people, I shall try to consider the problems of international co-operation in facilitating access to Archives under two principal headings : (1) what can we (and similar nations) contribute to the community of archives and scholars ; (2) what would we like to receive from this community of archives and archivists and their representatives, the International Council on Archives and UNESCO. I have partly dealt with these problems in my remarks at previous Congresses and Conventions of "Table ronde", in Florence, Stockholm, Budapest and Brussels, and apologize if I repeat some of the suggestions made on these occasions—we all know, one has to repeat words and proposals, if one is convinced of their truth and necessity.

1. State Archivist of Israel and Director of the Central Zionist Archives, Jerusalem.

The contribution of Israel to the community of archives and scholars.

The Archives in Israel—State Archives as well as other public archives, which are under our Archives Law of 1955 supervised by the State Archivist—are open to *access for all*, foreigners and citizens alike. In allowing access to our archives we make no difference between Israelis and research workers from other countries. We do not reserve to any researcher special rights, but inform him if we know of research projects similar to his own.

The time limit is in general about 30 years, with a very liberal attitude regarding more recent material, in so far as it is not classified for security reasons, or in order to protect justified interests of the public or of individuals. In the deliberations of our Higher Archives Council we have just decided upon regulations (which have still to be sanctioned by the Government), in which we try to differentiate between different categories of material. We propose to give access to : (1) administrative or professional material of a Government Ministry and material of a local authority after 20 years ; (2) material of a Government Ministry relating to foreign and security affairs after 30 years ; (3) material of the Ministry of Defence, the Israel Defence Forces or any other branch of the Defence Establishment, relating to foreign and security affairs after 50 years ; (4) personal files and personal documents after 50 years ; (5) private individual archives as stipulated by the donor.

If the access to the original is free, *microfilms* are being given without restrictions. I shall be glad, if you order in 100.000's of shots—you will help us in this way to enlarge our "microfilms for security-program", without incurring costs. In preparing freely microfilms for research in our country and abroad, we do not, of course, give away the copyright. The microfilms are open for research only ; and for publication *in extenso* our consent has to be asked in every case. We hope to be able to publish in the near future lists of material which we have micro-filmed for security reasons and from which we are ready to prepare microfilm-copies.

We have also begun the publication in Hebrew—and partly in English translation—of various *lists and inventories*. A guide to all the archives, with a full list of record-groups, was just published by the Israel Archives Association, as a present to me (instead of a "Festschrift"). We shall translate in the near future this guide into English. We are ready to send all published guides, as far as they are still available, to every archives who wishes to receive them (on a reciprocal basis, if there exist similar publications, if not—unconditionally).

We are prepared to advise any other state, that has similar problems as we have, in every practical way. We ourselves are trying to learn from the experience of other nations, and here I may mention that we have just published a Hebrew version of Dr. Schellenberg's book on *Modern Archives, Principles and Techniques*.

Suggestions about three particular problems raised in this Congress.

a) *Liberal access to archives.* — I already advocated the liberalization of existing regulations in my remarks during the debate in Stockholm and Brussels. Of course, one has to weigh the problem very carefully, and we have to protect at the same time the legitimate public and private interests. It was also rightly remarked that by liberalizing too radically the access to modern records there arises the danger, that all real information by officials will be given in the future only through the telephone.—As I already said, we try to limit the time differently according to the different kinds of files, and I may perhaps suggest that also other archives find this way appropriate.

I would like to say a word about the regulation, in many countries, that foreigners have to apply to the archives through diplomatic channels. Is this really necessary, practical and reasonable for scientific aims ? If we decide, as it was suggested by Mr. Hardenberg, that using archival material is a legal right and not a favour, then I fail to understand why political channels should be necessary. By the way, Foreign Office archives, with their reluctance to give access, present a special problem. In our country we did not allow to create special historical archives for the Foreign Office files.

b) *Microfilming.* — This problem specially interests the new States, and Israel as one of them, which have in their archives only a small part of the existing documentation of their history. In another meeting, connected with this Congress, I was told : "You are a new, but not an underdeveloped State." That may be a just remark as regards organization and knowledge, but not as to means and facilities, which do not match our duties and aims. In most of the young States, there exists this inverse relation between the size (that is in our case the smallness) of the country and the available means on one hand, and the vastness of the work to be done—on the other. Our history is reflected in the archives of almost all countries—how can we compile a guide to all existing sources, how can we microfilm at least the important source materials ? We did some work of listing and microfilming in Spain, France, Germany, England, the United States, Holland, Belgium and other countries, but it comprises only a very small part of what we should have done. I therefore apply to you, to the International Council on Archives and to UNESCO : help us in these projects which will further not only the study of Jewish history, but of the history of many States and nations with which our history is closely connected and interwoven.

I suggest emphatically to allow the microfilming of whole collections. It was said here that the existence of small archive institutions depends on their being the only owner and distributor of certain source material. If the existence of these institutions really depends on that, then—in my opinion—they are not worth existing and should be incorporated in larger ones with a broader outlook.

If we accept the principle that the access to archive material is a right, then we cannot demand to keep in our hands the control of its use. Of course, we have to state clearly that giving the right of inspection and occasional quotation is not tantamount to the right of publication *in extenso*. In this connection I would propose that the question of copyright of archival material in general, and of reproduction in microfilm or other forms of duplication, and the question of copyright of photos, maps, sound-tapes, etc., particularly, should be investigated by a special committee of experts and be dealt with in one of our coming conventions.

In general, I think that Lord Acton was really right with his words quoted here by Mr. Kaye Lamb : "To keep one's archives barred against historians is tantamount to leaving one's history to one's enemies."

One remark about the question of reciprocity. We have, of course, to reciprocate whenever we can ; but reciprocation should not be a *conditio sine qua non*. This principle is very good between equals, but what does reciprocity mean between a rich country and a poor one ? There may exist cases that the archives of one State are in deep need of material kept in the archives of another State, but have no documents to offer which interest the State in question : with best intentions they cannot therefore reciprocate. Should they be punished and barred from the access to files, which may be of primary importance to them ? The very liberal words of "reciprocation" and "exchange" may here be only a polite form of saying "no", and this may be very often the case with States like mine, or those in a similar position.

c) *Publication of records in microfilm.* — I have to praise in this respect especially the National Archives in Washington for their effort to enable the use of whole series of records in a very liberal manner. I am very grateful to many States who microfilmed for us records concerning our history, and I hope this Congress will be a step forward in regard to many other countries, which were in the past more hesitant to give free access to their records and have now, through their representatives, stated their will to aid international co-operation. In general, I agree to Mr. Leisinger's recommendations.¹

To sum up my remarks as to international co-operation and to make some suggestions, I would propose :

(1) information on finding aids, lists of microfilm-masterfilms, etc., should be published from time to time in *Archivum* or in the *UNESCO Bulletin for Libraries* (which should be

1. Cf. *supra*, p. 145.

systematically enlarged, so as to comprise also archives). These lists of publications should also include manuals, as that of which Prof. Bautier spoke, or the "Richtlinien", which were mentioned by Prof. Lieberich;

(2) guides to source material on new or underdeveloped States should be prepared or aided in their preparation by the ICA and UNESCO, and Israel should be included as one of the new States;

(3) I subscribe Mr. Kecskeméti's proposals regarding free access to archives;

(4) I would wish that ICA takes upon itself a more active role in enabling access to source material in cases where direct communications between archives may be difficult, owing to the lack of diplomatic relations between their respective countries;

(5) I would like to see that ICA plays a still more active role in planning and furthering aid projects for younger States, which do not have the knowledge or means to finance the execution of larger projects of listing or microfilming;

(6) I would propose that the question of oral documents be discussed at one of the meetings of "Table ronde" or our Congresses. Maybe a part of the evidence which is not being recorded through the use of the telephone may be created anew by oral history documentation, if we do it in the right way.

Mr. Morris RIEGER¹ (United States) : *Proposals of Resolutions.*

We, in the United States, favor major expansion of international co-operative efforts to facilitate access to archives. Of the very many useful and valuable things that could be done in this area, we believe that emphasis should be placed on certain proposals which we have embodied in resolution form for the consideration of the Resolutions Committee.

First, we recommend resumption of ICA's early bibliographic work with respect to archival finding aids. Special issues of *Archivum* could be used as a vehicle for the publication, at first retrospectively and then regularly thereafter, of full bibliographic information on the published finding aids of all nations. Perhaps the proposed *Archivum* bibliographies may lead eventually to the establishment of the International Archival Documentation Center proposed by Dr. Tanodi. Preferably attached to ICA headquarters in Paris, the Center would function as a worldwide clearing-house of bibliographic information on finding aids, published and unpublished, and on documentary publications of both the letterpress and microfilm types. Equipped with modern facilities for automated data storage and retrieval, and disseminating the information in its files by means of regular and special publications of various kinds and by correspondence, the Center should prove of enormous value to scholars everywhere.

(2) Projects for co-operative international finding aids should be continued and expanded. M. Bautier's imaginative conception of the international *Guides to the Sources of National History* promises to be a great success. After completion of the Latin American and African guides currently in progress, the series should be pursued to its logical conclusion, as planned, with guides to materials on Far Eastern, South Asian, and Middle Eastern history. But this need not be the end. Now that the techniques for the preparation of finding aids on an international co-operative basis have been developed, they can and should be applied in other areas. For example, they can be used to prepare guides to internationally-held records on subjects of major scholarly interest, such as (to mention only one) the Versailles Conference and the post-World War I peace settlements.

(3) A continuing co-operative international program should be established under ICA auspices for the microfilm publication of series in various national custodies of outstanding research interest and value transcending national boundaries. In launching such a program priority might justifiably be given to the co-ordinated microfilm publication of major series among the holdings of former colonial powers that constitute part of the essential primary

1. Director, National Historical Publications Commission, National Archives and Records Service, Washington.

documentation for the history of newly independent nations in Africa and Asia. Typically the series selected for publication would be those documenting the central aspects of imperial policy and administration, and thus would have value not only for the new nations concerned but also for historians throughout the world specializing in these subjects.

(4) In order to make liberalized access feasible in the developing countries of Asia, Africa, and Latin America, we favor a major expansion of the present limited UNESCO-ICA technical assistance program for the training of archival personnel. The plan reported by Mr. Kecskeméti for archival pilot projects in Africa is of course an excellent one, as is his proposal for the establishment of an ICA roster of archival experts willing to serve in the developing countries. Also required, however, is an increase in training opportunities in Europe and North America for apprentice archivists from the developing countries, and the systemization and regularization of these training programs. ICA perhaps could be of particular help in developing suggested guidelines for training designed to meet the special needs of these "trainees." ICA might also play a useful role in co-ordinating the flow of "trainees" to advanced countries so as to maximize the efficient use of their training resources.

Obviously these projects are all costly and UNESCO's support, perhaps supplemented from other sources, is essential. We urge ICA to seek for adequate support from the UNESCO General Assembly at its 1966 Fall meeting, and that all national delegations at this Congress join the United States delegation in soliciting the strong backing of their respective UNESCO National Commissions for the ICA budget.

M. Jean VALETTE¹ (Madagascar) : *Responsabilités réciproques du propriétaire du fonds d'archives et du propriétaire du microfilm.*

Représentant à ce congrès un jeune Etat qui vient de recouvrer récemment son indépendance, soyez assurés que j'ai été souvent amené à me pencher sur le problème évoqué aujourd'hui, qui est capital pour mon pays. Pour écrire l'histoire de Madagascar, compte tenu de nos propres ressources documentaires, il est nécessaire que nous fassions appel aux sources conservées à l'extérieur, en Europe principalement, et à Maurice; et le service d'Archives que je dirige a déjà fait procéder au microfilmage de séries importantes, de fonds et de collections.

Je ne m'étendrai pas sur la façon dont nous avons opéré, ni sur les modalités que j'estime les meilleures, M. le Prof. Tanodi m'ayant fait l'honneur d'inclure dans son rapport², et de faire siennes, les solutions que j'ai préconisées. Aussi voudrais-je ici insister sur un problème juridique que je sou mets à l'attention du congrès et des instances archivistiques internationales, car ce problème, qui s'est déjà posé pour Madagascar, devra nécessairement être tranché : quelles sont les responsabilités réciproques du propriétaire du fonds d'archives et du propriétaire du microfilm ou des photocopies ?

Prenons le cas concret d'un fonds capital pour l'histoire d'un pays, mais qui ne présente qu'un intérêt secondaire pour le pays possesseur. Si le pays propriétaire ne veut pas — ou ne peut, pour des raisons matérielles — assurer le classement de ce fonds et la rédaction d'un inventaire, appartient-il au pays principal utilisateur de prendre en charge ces deux opérations ? Quels devront être les rapports de l'archiviste possesseur du fonds et de l'archiviste rédacteur de l'inventaire ? Je me contente ici de poser cette question, mais j'insiste sur le fait qu'un tel problème devra être étudié et des solutions mises au point. En effet, il n'échappera à personne qu'il concerne au plus haut point les jeunes Etats et que la façon dont il sera résolu conditionne en grande partie l'historiographie de ces jeunes Etats.

Pour terminer, je me permettrai de souligner qu'il est en effet important de ne pas perdre de vue que microfilmer des fonds ne suffit pas pour les rendre accessibles à la recherche. Faire

1. Chef du service des archives et de la documentation de la République malgache, Tananarive.

2. Cf. ci-dessus, p. 186.

exécuter des microfilms n'est en somme que la première phase de l'opération ; la seconde, et la plus importante, réside dans leur utilisation, et je crois qu'il serait stupide, sous prétexte que tout est possible grâce aux moyens modernes de reproduction, de vouloir à tout prix constituer de véritables cimetières de microfilms inutilisés. C'est pour cela que je me permets d'appuyer vigoureusement les suggestions formulées par mon ami M. Saint-Juste, d'Haïti, telles qu'elles sont reproduites dans le rapport de M. le Prof. Tanodi¹.

Mr. Peter WALNE² (United Kingdom) : *Trends of the evolution of ICA work for the near future.*

I have, during the last few days, wondered if I have been sitting in a congress of archivists or in a congress of historians. Whose job is it, in point of fact, to arrange and organise these programmes ? Who is to say what they, the users of findings aids and microfilms, want and where they want it ? I can appreciate there must be many cases where quite obviously the National Archives must take the initiative but surely there must be many other countries where it will be more properly and more appropriately handled by the National Institute for Historical Research as representing perhaps the principal category of users of the archives in our care, but this is very much a point of view from one side, and perhaps I may simply throw it into the discussion.

I must congratulate Prof. Tanodi on his report. I heard it with the greatest of pleasure and no little profit, and it will do much to clarify and crystallize our thinking on this matter during the rest of this morning. I hope it will lead to some workable and usable resolutions after this afternoon's debate. There is, however, on this matter of the exchange of publication in whatever form they may be, printed, microfilm or other form, a salutary experience of some ten years ago in Europe, on a small scale, to which no one has yet referred. Perhaps when I have mentioned it, why it has not been referred to will become clearer. When Dr. Hayes, the National Librarian of Ireland, through the auspices of the Council of Europe and its Committee of cultural experts, attempted to initiate a programme of microreproduction and exchange of unpublished finding aids among European archives, this programme regrettably, though no doubt for many good reasons, made no real progress. I would hope that this is not an omen for the future success, or otherwise, of the subject under discussion this morning.

May I now turn to congratulate my colleague and good friend, M. Kecskeméti, on his admirable report—admirable in so many ways, not the least because he wrote it in such double-quick time and obviously under the greatest pressure. There is the very greatest amount of interest in the activities of the International Council on Archives and of the Round Table on Archives. I found it particularly heartening and interesting to know what are the plans for the future. I am sure all of us must have been pleasurably surprised by the many things which the Council has done, is now doing and intends to do in the future. As far as the training of archivists from Africa and from other areas is concerned, perhaps we in the United Kingdom may have some useful knowledge and some useful experience to contribute.

Many archivists, certainly from Africa, and from other countries, come to the United Kingdom and are given a course of training, practical and theoretical, in various archives in our country. We have been doing this for many years, and, in fact, during the course of this present year, I think at least six or eight archivists from various parts of the world will be passing through the Public Record Office and through various other repositories in the United Kingdom, including my own. I am sure, too, we would welcome the suggestion of the setting up of a committee of restoration experts. They are, after all, our strong right hand in the physical preservation of documents. They lack, at the moment, any forum wherein they may discuss their common problems, and I am quite certain that if the means can be found to

get this committee formed and operative, then we shall all gain the very greatest of benefits from this particular suggestion.

I am also very happy to see that the International Council itself is reforming its organisation and its constitution and that the family at last is beginning to set its house in order. As one of the original Knights of the Round Table (and there must be few of us still left, so perhaps we may now call ourselves "Knights Grand Cross" of the Round Table) I am very much interested to hear of the future of the Round Table and I hope that it will continue to carry out the intentions of its founders and to do the good work which it has always done. Perhaps one suggestion which might be made for its consideration, is that the Round Table, at its annual meetings in the intervening periods between Congresses, should discuss in more detail some of the more practical, and may I stress the word *practical*, aspects of the very vast and very important subjects we tend to discuss rather more formally at Congresses, be they ordinary or extraordinary.

May I close my remarks by saying how "extraordinarily" well our friends from the United States have arranged matters for us, and how very happy we are to have had this opportunity to visit them and to see them, and how grateful we are for all that has been done by them on our behalf.

Mr. Igor ZEMSKOV¹ (USSR) : *International co-operative work of the Foreign Affairs Archives of the USSR.*

To-day we are discussing a very important question, international co-operation in facilitating the access to archives.

First of all, we must bear in mind that our first aim is to make documents available to the widest possible circle of scholars and historians.

I should like to tell you my own experience as the Chief of the Archives of the Ministry of Foreign Affairs of the USSR. These archives are divided in two parts, one for documents before 1917, the other for the period of the Soviet regime. Both are under the authority of my administration, and of course we work in close co-operation with the other Soviet archives, especially the main Archives of the Council of the USSR (the Director of which is our colleague Mr. Belov), and with National Archives agencies in other countries.

Such co-operation takes the form of personal visits, exchanges of publications and microfilms, restitution of archives stolen by the Nazi and collected by the Soviet Army after the defeat of Nazi Germany.

Publication of documents is one of the most important forms of international archival co-operation. I shall not repeat here the noteworthy statements of Mr. Belov on this subject, but it seems to me that joint publications of diplomatic documents are a guarantee of better objectivity.

Finally, I would like to mention another form of international co-operation, i. e. the organization of exhibitions, not only of historical documents, but also of documents illustrating the lives of artists at the occasion of art exhibitions, which attract much attention from the public. We, in the USSR, have had such experiences with Poland, France, Austria, Sweden, Denmark, Norway and other countries.

Let me say, in conclusion, how much I appreciate the excellent organization of this Extraordinary Congress, which will serve to develop co-operation and understanding among archivists and to enrich our mutual experience.

1. Cf. ci-dessus, p. 178.
2. County Archivist of Hertfordshire, Hertford.

1. Director, Archives of the Ministry of Foreign Affairs, Moscow.

INTERVENTIONS

Dr. Ernst POSNER¹ (United States) : *Preserving archives is more urgent in developing countries than microfilming them.*

It has just occurred to me that Prof. Tanodi, M. Kecskeméti, Dr. Bein, and I constitute a little group of our own in this assembly, catapulted as we were from our tribal launching pads in the lands of our origin to a splashdown in some other part of the world. We may consider ourselves guinea pigs in the matter of international archival co-operation ! This procedure—the procedure to which we were subjected—is not to be recommended universally, for the same ends can be achieved in a less drastic fashion.

I have not been in Africa, and hence I can speak with authority on the needs of the African countries ! It seems to me, however, that personal professional service to the developing nations should take precedence over the mass microfilming of records, and I am extremely happy to find out that an expert much better qualified than I, namely M. Maurel from Senegal, shares my ideas. Though historians in older countries that have more or less recently discovered their feeling for Africa would like to have the necessary resources on microfilm, this very legitimate desire may very well wait until the tangible archival needs of the new countries have been met. And these are : adequate provision for the care, housing, and service of the archives now on hand and now accumulating ; professional aid, particularly in the creating of such facilities ; and advising archival staffs. For this purpose young, energetic archivists should become more and more available : men and women who not only know the tricks of the trade but are also intimately familiar with the history and habits of the country they are to serve, and who also possess that famous “empathy” that enables them to do a constructive job.

There are many areas in which we want to obtain tangible help from UNESCO. However, even the forceful eloquence of our President cannot obtain all of the terms we would like to have, for as Hubert Hall so aptly said some 50 years ago, “Archivists are feeble folks.” And so I think that the establishment of an “Archival Peace Corps”, and its deployment, should be an item of the highest importance on our agenda.

M. Robert-Henri BAUTIER² (France) : *Appel en faveur d'« Archivum ».*

Nous avons entendu deux rapports excellents qui ont fait le tour de la question. Tous ces jours-ci déjà et tout à l'heure encore, des congressistes sont intervenus tour à tour pour nous proposer des tâches diverses et multiples. Je m'excuse maintenant de revenir un peu au terre à terre. Mr. Wilson, Keeper des Archives de Grande-Bretagne, a dit avant-hier qu'il intervenait un peu ici en marchand ou en « businessman » ; je ferai pour ma part une très courte intervention, cette fois en mendiant.

En réalité, on nous impose des tâches supplémentaires pour notre revue *Archivum* ; encore faut-il que nous ayons les moyens de les assumer. Or, quelles sont nos ressources ? D'une part, une subvention de l'UNESCO, qui a été fixée et qu'il n'est pas possible d'accroître ; d'autre part, des abonnements, qui sont d'un prix relativement modeste pour permettre aux différents pays d'y souscrire, mais hélas il n'y a qu'un nombre bien limité de dépôts d'archives qui sont effectivement abonnés. Le résultat, c'est celui du malthusianisme, c'est-à-dire que nos fascicules deviennent plus minces au moment où l'on désirerait qu'ils deviennent plus gros ; il y a difficulté à mener des enquêtes sur un plan général comme on le souhaiterait ; la bibliographie ne peut plus être publiée ; la refonte de l'*Annuaire international des Archives* a dû être différée, etc.

1. Former Dean, School of Social Sciences and Public Affairs, American University, Washington.
2. Secrétaire de rédaction d'*Archivum*, professeur à l'Ecole des Chartes, Paris.

Je vous demande donc d'entamer à ce point de vue une véritable campagne de recrutement de membres du CIA, d'obtenir des abonnements individuels de bibliothèques. Peut-être faudrait-il envisager des abonnements de soutien et des achats de collections anciennes de notre revue ; il y a en effet 13 volumes publiés actuellement, dont le prix se monte environ à 40 \$: ce n'est pas énorme, mais pour nous c'est vital. Le numéro de 1966 comprendra les actes de ce congrès ; est-ce que cela ne serait pas l'occasion d'obtenir une meilleure distribution aux Etats-Unis et en Amérique latine ?

Rien n'est possible sans argent et sans personnel. Donc, faites adhérer au CIA, faites abonner vos collègues ; intervenez pour faire obtenir les subventions.

Ces jours-ci, le Comité de rédaction d'*Archivum* s'est réuni pour essayer de trouver les moyens matériels de faire à nouveau paraître notre bibliographie, qui est interrompue depuis maintenant cinq ou six ans. Si nous ne pouvons plus y arriver, c'est que cette tâche est retombée pendant plusieurs années sur une ou deux personnes — M. Kecskeméti et moi-même — et que dans ces conditions elle ne peut pas être poursuivie. Les frais d'édition étant d'autre part accrus, nous ne pouvons plus faire face aux dépenses de publication. Voilà la situation actuellement.

Tout à l'heure M. Tanodi, dans son excellent rapport, et M. Peter Walne ont parlé de l'utilité d'un Centre international de documentation archivistique. Or ce centre existe déjà : nous recevons à *Archivum* la plupart des revues archivistiques ; j'ai préparé un gros fichier des inventaires de tous les pays, comportant plusieurs milliers de fiches ; mais là encore, tout repose sur une seule personne — moi-même, puis M. Kecskeméti —, sur un fonctionnaire français, sans aucune aide internationale. Depuis plusieurs années, la France fournit environ 4 000 \$ pour ce traitement, en plus des frais de poste, et les frais de publication de la Table ronde sont assurés par la France et par elle seule ; il est exclu que l'on aille au-delà.

En conséquence, c'est un appel extrêmement pressant que j'adresse : il faut que l'UNESCO assure les moyens de maintenir un secrétariat permanent de notre Conseil international des Archives. C'est là quelque chose de fondamental pour la coopération archivistique internationale. Faute de cela, nous ferons de très beaux discours, mais rien ne sortira dans la pratique. Il y va de l'avenir d'*Archivum* et de la vocation de notre Conseil, qui est la collaboration internationale entre les archivistes en vue des progrès de notre discipline et de l'intérêt des études historiques.

Dr. Wayne C. GROVER¹ (United States) : *Only boldness can achieve success.*

Mr. Chairman, I realize that we Americans are not noted, overseas, for being quiet. I think we have been unusually quiet in our interventions from the floor here, and for the reason that we have been very much impressed by what our colleagues have had to say to us. We have many American archivists here who would seldom have the opportunity to hear such distinguished speakers.

I would like to make one or two observations, however, on the overall theme of this meeting. We heard the word prudence ; it is a word that is a favorite of our own President Johnson. He couples it with frugality. But when we hear statements that we are asking archivists to “publish everything”, of course that is ridiculous. Archivists will never be able to publish everything—all their holdings—either on microfilm or in print. When we hear that finding aids should “come first”, of course finding aids should come first. But we will always be living with the problem of creating finding aids ; and if we neglect everything else until they are completed, we will neglect some very important functions of an archivist. We have been told that we may be spreading ourselves too thin ; we are placing a great burden on archives. I say, yes, we are always spreading ourselves too thin ! It is perhaps the fate of archivists, but we must nevertheless pursue our mission. And if there is a question of financing for

1. Archivist of the United States, 1948-1965.

archives and archival programs, as there always is, not only in your countries but in ours, we will succeed only when, as archivists, we can convince our financial sponsors that our ideas are sufficiently bold to have a beneficial effect in this terribly complicated new world that is being created before our eyes.

Dr. Herman HARDENBERG¹ (Pays-Bas) : *En faveur de la reprise des travaux du Comité de terminologie.*

M. Kecskeméti a exprimé le vœu que le Comité international de terminologie, dont quatre membres participent au présent congrès, reprenne ses activités dans un proche avenir. Je crois que tous les membres du comité y seraient favorables. Pour ma part, pendant nos visites aux dépôts des Archives nationales et de la Bibliothèque du Congrès, j'ai entendu prononcer des termes tels que « container », dont je ne savais pas du tout qu'ils avaient été incorporés à notre langue professionnelle. Je partage donc l'opinion de M. Kecskeméti : notre lexique de terminologie archivistique² n'a pas épuisé le sujet et il serait souhaitable d'élargir le nombre des termes retenus. D'autre part, avec lui, je suis convaincu de l'utilité de renforcer les rangs du comité en y ajoutant des représentants d'autres langues que les six qui y figurent déjà.

L'expérience nous a enseigné qu'il est impossible d'arriver à des résultats sans se réunir de temps en temps, comme le Comité actuel l'a fait depuis 1956 grâce à des subventions que le Comité exécutif du CIA et son trésorier M. Duboscq ont bien voulu mettre à sa disposition. Comme toutes les activités des archivistes du monde entier ne peuvent se réaliser sans le soutien des fonds nécessaires, je n'éprouve aucune gêne à vous dire que le Comité de terminologie est prêt à se réunir de nouveau, et même le plus tôt possible, si l'état financier du CIA le lui permet.

Quant au renforcement de ses rangs, j'aimerais faire une suggestion d'ordre pratique au président du CIA, M. Sabbe : désigner pour cela des personnes dont les frais de transport ne seraient pas trop élevés pour les crédits mis à la disposition du Conseil. C'est ainsi que je pense, en premier lieu, à un représentant des langues scandinaves et à un représentant des langues slaves. Semblables désignations correspondraient tout à fait au but pour lequel nous nous sommes réunis à Washington ; je crois en effet que la terminologie peut contribuer, elle aussi, à faciliter l'accessibilité des archives.

Mr. Loh KENG AUN³ (Malaysia) : *Advocating for a South-East Asia regional branch of the ICA.*

I want to be an echo of our distinguished colleagues M. Kecskeméti and Dr. Rieger. Access to archives, as already stated, is the third stage ; arrangement and description come first. In South East Asia, international co-operation must be in terms of organization of archival establishments and the training of archivists. As Mr. Kecskeméti pointed out in his report, our part of the world is little known although it makes headlines in the world papers. Nevertheless, throughout the world, scholars discuss about us and naturally want to study our history and our politics. We feel that such an august body as ICA can help us through its influence. We, in Malaysia, fully understand ICA not to be a fairy-godmother ; that is why we strongly back up Mr. Rieger in his appeal that, at the time of UNESCO's General Assembly, each and every delegation support the recommendations stated by Mr. Kecskeméti. A little more grant from UNESCO to ICA would allow the establishment of a South-East Asia regional branch, either in our country or a larger region, so that we could call on expert-archivists to

1. Archiviste général du Royaume des Pays-Bas.

2. *Elsevier's Lexicon of Archive Terminology (french-english-german-spanish-italian-dutch)* compiled and arranged on a systematic basis by a Committee of the International Council on Archives, Amsterdam, London, New York, Elsevier publishing Company, 1964, in-16, iv-83 p.

3. Archivist, National Archives of Malaysia, Petaling Jaya.

help us with the establishment of archives. We would welcome with opened arms the arrival in our area of an archival "peace-corp".

M. Robert MARQUANT¹ (France) : *La formation des archivistes pour les pays ayant accédé récemment à l'indépendance.*

La question a été soulevée tout à l'heure de savoir s'il ne conviendrait pas de créer, pour les pays ayant accédé récemment à l'indépendance, des centres d'enseignement et de recherche où l'on formerait les futurs archivistes de ces pays.

Ce serait, sans aucun doute, une initiative heureuse. Toutefois, pour que ces centres donnent les résultats les plus complets et les plus durables, il faut, semble-t-il, avoir présents à l'esprit la complexité de toutes les questions relatives aux archives et le lien très étroit qui existe entre celles-ci et l'administration du pays où elles se trouvent.

Les problèmes relatifs à la formation des bibliothécaires et ceux qui concernent la formation des archivistes sont absolument différents. Dans le premier cas la formation peut être donnée, oserait-on dire, dans n'importe quel pays et de manière tout abstraite, car les règles de catalogage, de classement des revues, des livres et des brochures sont les mêmes sous tous les horizons, et si les rapports avec les lecteurs peuvent être nuancés suivant le public, il n'en reste pas moins que l'on peut former — question de langue mise à part — en Asie des bibliothécaires qui exerceront leur profession en Afrique, ou réciproquement.

Le problème est tout autre pour les archives. Celles-ci, surtout s'il s'agit des archives contemporaines qui, sauf exception, sont ici seules en cause, sont fonction des institutions qui les ont produites ou qui vont les produire. L'organisation même du service d'archives dépendra de la structure politique du pays. Ce service ne sera pas conçu de la même façon dans un pays fédéral comme les États-Unis et dans un pays très centralisé comme la France. De même, les règles de versement des archives d'entreprises ne seront pas les mêmes dans un pays d'économie capitaliste et dans un pays d'économie socialiste. On pourrait multiplier aisément les exemples. Par ailleurs, le métier d'archiviste repose avant tout sur une sorte d'empirisme, de doigté, de sens de l'histoire, notamment en ce qui concerne le problème des éliminations.

Le bibliothécaire, au contraire, qui a appris un certain nombre de règles établies une fois pour toutes et valables dans tous les cas, pourra après un enseignement approprié exercer son métier convenablement. Certes, le métier d'archiviste comprend lui aussi un certain nombre de principes universels qu'il convient d'appliquer — comme celui du respect de l'origine des fonds par exemple —, mais ces principes sont au fond peu nombreux et c'est par la pratique, par une bonne culture générale, par une bonne connaissance de l'administration et de la vie politique de son pays que le futur archiviste apprendra le mieux son métier. La conséquence pratique est que les centres prévus, pour être efficaces, doivent être nombreux et régionalisés. Créer un centre unique, comme, je crois, cela a été le cas — et à juste titre — pour l'école de formation des bibliothécaires, serait ici une erreur. Il vaudrait mieux des organismes, moins importants peut-être, mais assez nombreux à la surface du globe, qu'une école très bien équipée et aux ressources puissantes mais unique en son genre.

Toutefois, la réalisation de ces projets n'étant pas prévue dans l'immédiat, je voudrais signaler l'initiative française dans ce domaine, — initiative qui, dans une certaine mesure, n'est pas en harmonie avec ce que j'ai dit tout à l'heure mais qui, semble-t-il, a rendu quand même quelques services. Les Archives nationales à Paris organisent, depuis 1951, un Stage technique international d'archives qui groupe à la fois de jeunes élèves de l'École des chartes, tenus d'effectuer ce stage avant d'entrer dans la carrière des archives, et des archivistes étrangers venus se documenter sur les méthodes françaises dans ce domaine. Vingt à trente archivistes étrangers et une dizaine de chartistes sont rassemblés ainsi chaque année au cours

1. Conservateur en chef aux Archives nationales, chef du Stage technique international d'archives, Paris.

du premier trimestre, soit pour écouter des conférences sur la méthode ou sur l'histoire et l'organisation des archives françaises et étrangères, soit pour visiter des installations d'archives ou effectuer des travaux pratiques. En outre, la fréquentation quotidienne pendant près de trois mois d'archivistes des pays les plus divers et qui peuvent échanger leurs idées et les résultats de leurs expériences est évidemment pleine d'enseignement. Or, depuis quelques années, un certain nombre d'archivistes ou de futurs archivistes des pays neufs ont bien voulu participer à ce stage, une cinquantaine environ. Si, naturellement, ceux qui appartiennent aux pays francophones sont les plus nombreux parmi eux, ceux venus des pays anglophones sont également substantiellement représentés.

Le vœu que je formule, en toute amitié, c'est que les archivistes ainsi formés, lorsqu'ils retournent dans leur pays, acceptent de demeurer dans ces fonctions et ne cèdent pas, comme c'est malheureusement parfois le cas, à l'attrait d'autres professions dans l'administration, la magistrature ou la diplomatie.

Dr. Galo MARTÍNEZ ACOSTA¹ (Ecuador) : *Two recommendations for an International Archives Legislation.*

From all the brilliant presentations which we have heard in this room, and from the spirit which inspires each of these delegates, I deduce that the main preoccupation of everybody present is international co-operation in the field of archives. However, how can we achieve this co-operation ?

I have drafted two recommendations in order to make everything that has been expressed in this hall possible :

(1) the creation of a Juridical Committee which will codify the laws and regulations relating to National Archives in different countries ;

(2) the Juridical Committee will prepare an International Archives Law which will be submitted for consideration by the appropriate organizations for approval in conformity with the provisions of Public International Law and other legislation in this field.

Perhaps, in this modest contribution which I am proposing, we might find a way to give greater life to this international co-operation in order to understand each other better and to establish universal peace upon firmer foundations.

Mrs. Dolores C. RENZE² (United States) : *Every archivist, at any level of responsibility, has a contribution to the object of this Congress.*

On behalf of the members of the Society of American Archivists, its Council and its Officers, I would like to speak for some of the distinguished people who are here. I can only say that we at other than National levels, are all ambassadors without portfolio, and we should be, both here today and at all times. There are some points I would like to suggest to which we could give a thought beyond considerations of the National Archives of various countries.

I think access to resources and primary documentation might well extend, in each of our countries, to those who serve with us in the fifty states, many of whom are here today. In our United States delegation, there are included as members the Society's Academy of Fellows, some from ecclesiastical archives, business archives, college and University Archives, our State Archives and a few of our great municipal archives.

We should think beyond just microfilm and interaction at international levels. I feel archivists everywhere should take a more active interest and part in promoting physical and intellectual access, and by this I mean co-operation in the use of archives. If it must be

microfilm, why do we not as archivists say what we need as to kinds of equipment ? Why must we continue to make it so hard ? Must we always have our heads in a box ? Must we incur sore arms and stiff necks using readers engineered for purposes other than search and research ? Also, very difficult or inadequate materials pose problems of access on microfilm unless some standards of introduction or guide to the contents are followed. This, I think, we could universally think about and work toward as well as the broader objectives of access.

I had been hopeful someone would speak to the interests of cultural, intellectual and special type archives. We must also think in terms of some of our great photographic collections and at least for some of those who have a more sophisticated view of the microfilm world, we might think in terms of the potential of color microfilm. I was hopeful, after the great Vatican project, that some of our great National Galleries and others, where there are also fine archives, would begin to think in terms of color. Our photographic archivists must certainly think in terms of colored microfilms.

At national levels one must cope with treaties, international jurisdictions, security, diplomatic and administrative restraints, perhaps it is also important that consideration be given to the fact that it sometimes is easier to work quietly at another level. Every archive and every archivist should have a willingness and feeling of responsibility to serve as a clearing house or agent for visiting scholars, historians, or any one who needs some guidance and help in the area of primary documentary sources. I live a long way off—some fifteen or sixteen hundred miles from Washington—but in fact I get here faster by air than some who live in states nearby that area where they get tied up in the traffic in their cars, although they have to cover less than 100 miles. You may have found this out during your trip to our country without ever giving a thought to it before. Even at such distance, I regularly have coming to my Archives, researchers and scholars from all over the world. We daily have lawyers, statisticians, engineers, innumerable economists and, yes, many politicians. As State Archivists, normally by law and even before serving historians and many others, we are obligated to first serve the needs of the government itself, whether the need is local, regional, national or international ; and after that we are then committed to serve others. These are simply matters that we hope we all can keep in mind.

We have a saying in our country : "That there are sometimes too many Chiefs and not enough Indians." Now, all of the Chiefs are here in this assemblage. And I am sure that each one recognizes that in order to be good chiefs that success depends in large part on those loyal and industrious "Indians" who make that success possible. Therefore, I would like to leave with you the consideration that some of us who are in the ranks can help achieve the objective of a greater access to resource materials in more ways than can now be stated.

It is a great pleasure and honor for me to welcome each of you here, as President of the Society of American Archivists and its members who are serving as silent co-hosts on this unique occasion. I hope it has been a fruitful, rewarding experience for you to meet and talk with some of us even though we have no official voice in this Congress. We are very grateful to our friends at the National Archives who have taken the leadership role and made it possible for all of us to come and meet with you.

Dr. Laureore SAINT-JUSTE¹ (Haïti) : *Plaidoyer en faveur des archives des pays sous-développés.*

Depuis l'institution du Conseil international des Archives, l'Europe a eu le privilège d'être le centre des grandes assises où les collègues des différentes parties de l'univers eurent l'occasion d'échanger leurs points de vue. Paris, Stockholm, Florence, Bruxelles ont été tour à tour ces hauts lieux où, en la personne des délégués d'archives, a soufflé l'esprit des nations du monde. Aujourd'hui, c'est en Amérique, dans la capitale des Etats-Unis, que se tient le

1. Director, Archivo Nacional de Historia, Quito.
2. President of the Society of American Archivists.

1. Directeur des Archives nationales d'Haïti, Port-au-Prince.

Congrès extraordinaire dont l'une des sessions, celle d'aujourd'hui, est consacrée à la coopération internationale en matière de libre accès aux documents.

L'accessibilité des archives est tributaire du développement du pays qui les possède. — A la vérité, le problème n'est pas nouveau. Et, dans les pays du vieux continent, il a été depuis longtemps résolu, ou presque, tout comme ont été résolues les questions de conservation et de classement, conditions préalables à cette facilité d'accès.

En effet, après la grande période du Moyen Âge qui fit de l'institution des Archives la gardienne des intérêts particuliers, en attendant qu'elle devînt au ^{xvi}^e siècle un arsenal de documentation au service de l'État, la Révolution française proclama par la loi du 7 messidor an II, que désormais tout citoyen pourrait demander dans les dépôts, aux jours et heures fixés, tout document qu'il voudrait, à condition qu'il le consultât sur place sous une certaine surveillance. Tout comme les autres idées de la Révolution française, ce principe de publicité fut bientôt adopté par les autres nations du monde. L'Espagne alla jusqu'à prévoir dans son budget des subventions aux archives ecclésiastiques ou privées, à condition que ces fonds d'archives privées fussent librement ouverts aux érudits. L'effort déployé aux États-Unis et ailleurs pour mettre à la portée du public les trésors que représentent les documents d'archives est trop connu pour que l'on s'y arrête. Quant à la Russie soviétique, dès 1935, une fois ses archives réorganisées après la tourmente de 1917, elle prit des mesures révolutionnaires pour inventorier 96 millions d'articles sur un ensemble de 120 millions, mettant ainsi à la disposition des chercheurs, des historiens, de l'administration et du public, la quasi-totalité des fonds importants.

De tels objectifs sont loin d'être atteints par les pays insuffisamment développés. Résumant la situation de ceux de l'Amérique latine, feu Roscoe R. Hill concluait : « Local inadéquat, budget insuffisant, absence de cadres techniques, tel est le tableau des archives latino-américaines »¹. Allant un peu plus loin, le Dr. Mendoza attire l'attention sur les « relations de cause à effet existant entre la situation économique des républiques latino-américaines et l'état déplorable de leurs archives »².

Citant le témoignage d'un Jorge Garces de l'Equateur, d'un Mario Briceño Perozo, se basant sur des observations faites sur place dans plus de six dépôts d'archives, le Dr. Mendoza affirme que les conditions économiques et financières des États latino-américains sont en grande partie responsables de leur impossibilité de construire des locaux adéquats, d'offrir des salaires décents à un personnel entraîné, expliquent enfin le fait que des historiens et des chercheurs ne puissent prendre connaissance de documents vieux de plus de quatre siècles, parce que non inventoriés.

Rôle de l'UNESCO. — Situation dramatique en vérité et qui exige, selon moi, l'intervention des Nations Unies, et particulièrement de la branche qui s'occupe de la science et de la culture, j'ai nommé l'UNESCO, avec son programme d'assistance technique.

Encore cette organisation me semble-t-elle avoir manifesté, depuis son origine, plus d'intérêt aux bibliothèques. En effet, outre ce qu'elle dépense pour l'éducation de base, pour les expositions scientifiques, les théâtres, la musique, les arts visuels, les musées et les monuments historiques, l'UNESCO reconnaît que « les bibliothèques doivent jouer un rôle important dans son programme de base pour les pays insuffisamment développés ». Et, joignant l'action à la parole, ce sont des stages qu'elle organise à Manchester, à Malmoe (Suède), en Afrique centrale ; ce sont des bibliothèques pilotes qu'elle crée à New Delhi et en Colombie, des bibliothèques universitaires qu'elle installe en Syrie et en Iran.

Dans le domaine des archives, il est vrai qu'un Conseil international a été créé ; que, depuis 1948, la rencontre des archivistes des différents points du globe a donné naissance à d'importants instruments de recherche, depuis *Archivum*, son *Annuaire international des*

Archives et sa Bibliographie analytique des archives jusqu'aux Guides des sources de l'histoire des nations, publication dans laquelle, nous voulons l'espérer, on a sans doute mis l'accent particulièrement sur les documents ayant trait à l'organisation technique, au commerce, à l'agriculture, aux travaux publics, à l'économie, aux finances, aux mines, aux nappes d'eau souterraines, au cadastre des anciennes colonies européennes qui sont devenues les républiques latino-américaines, les nouvelles républiques asiatiques et africaines.

Il serait injuste de ne pas souligner l'effort de l'UNESCO en vue de la protection des biens culturels des nations en cas de conflit armé ; c'est dans ce but que fut créé le « Groupe mobile du microfilm ». Mais lorsqu'on pense que cette dernière opération exige au préalable un cadre répondant aux données de la technique moderne, un classement impeccable grâce à un matériel approprié, n'est-on pas obligé de revenir au point de départ, c'est-à-dire de solliciter le concours des Nations Unies ? Hier encore, en plein festival de Dakar, le président Léopold Sédar Senghor se faisait l'écho des cris angoissés des peuples africains, asiatiques et latino-américains en proie à l'éternel drame de la misère et de la faim : « Il faut que les nations riches volent au secours des nations pauvres, de peur que celles-ci ne soient condamnées au désespoir. »

Pour la diffusion de la culture dans les régions pauvres, l'UNESCO, sous la rubrique « Relèvement », avait pris à charge de « recueillir des renseignements sur les besoins des bibliothèques » ; elle alla jusqu'à ouvrir une campagne internationale pour faire face à ces besoins, au point d'obtenir en espèces, services et matériel, des fonds lui permettant d'alimenter la caisse de l'Assistance technique, dont le budget en 1951 était de 20 millions de dollars. Que n'agit-on de même à l'endroit des Archives des pays sous-développés ? Il est bon, certes, de prendre en main les problèmes d'instruction générale et technique, de formation des maîtres, et d'organiser la recherche scientifique, mais il est tout aussi utile, je dirai même indispensable, que, pour mener à bien leur tâche dans les contrées en voie de développement, les experts de l'ONU prennent contact avec les Archives, qui sont, selon M. Braibant, « la mémoire des nations », et selon le Dr. Schellenberg, « la charpente de tout édifice gouvernemental, la source principale d'information pour les dirigeants, le réservoir où ils peuvent puiser pour déterminer certaines politiques, adopter certaines mesures sociales et économiques, entreprendre des réformes de structure ».

Dans ce sens, un précédent a déjà été établi par l'ONU. Marcia Wright nous informe que, durant deux années, l'Assistance technique, travaillant pour le compte de l'UNESCO, eut à patronner le programme d'archives du jeune État du Tanganyika.

Suggestions pratiques. — En ce Congrès extraordinaire où nous avons le privilège de voir assemblés des collègues de tous les continents, notre vœu le plus sincère est que l'expérience du Tanganyika s'étende à ceux des États de l'Amérique latine, aux États d'Asie et d'Afrique en voie de développement. Et pour ce faire, la République d'Haïti, par ma voix, a l'honneur de proposer les points suivants :

- 1) qu'à l'Assistance technique soit ouvert un chapitre nouveau, celui de l'aménagement et de la construction d'Archives nationales ;
- 2) que soit formé un Comité d'experts archivistes, chargé :
 - a) de recueillir des informations sur les besoins immédiats des Archives des pays sous-développés, membres de l'UNESCO ;
 - b) d'adopter (compte tenu des possibilités de chaque pays) un modèle type de bâtiment, en déterminant ce que l'UNESCO prend à son compte et ce qui reviendrait à la charge des gouvernements intéressés ;
 - c) de veiller à ce qu'un ou plusieurs experts archivistes précèdent les missions de l'ONU dans les pays en voie de développement, dans le but : de recommander aux gouvernements de considérer les archives parmi les problèmes de base ; d'entraîner le personnel des institutions archivistiques et de l'initier aux méthodes modernes de classement et d'inventaire ; d'exiger des gouvernements le classement et l'inventaire immédiats de leurs archives aux fins de rendre accessible la quasi-totalité de leurs fonds.

1. Roscoe R. HILL, in *American Historical Review*.

2. Gunnar MENDOZA, *Archival Underdevelopment in Latin America*, in *The American Archivist*, vol. 28, no. 4 (Oct. 1965), p. 503-510.

Dr. Zdeněk ŠAMBERGER¹ (Tchécoslovaquie) : *La collaboration entre les Archives des pays d'Europe centrale et orientale.*

Pour citer un exemple de coopération internationale en vue de faciliter la consultation des archives, je voudrais mentionner la collaboration scientifique et amicale qui existe entre les Archives des différents pays d'Europe centrale et orientale.

L'histoire de ces pays les prédisposait à une telle collaboration, comme l'a remarqué mon collègue M. Szedő dans son rapport, puisqu'il s'agit de pays ayant vécu longtemps sous une même domination étrangère ou ayant été membres d'une confédération dissoute : les pays issus de l'Europe des Habsbourg, ou ceux qui détiennent des territoires ayant appartenu à cette monarchie, sont souvent à la recherche des données complémentaires de leur histoire.

Dans la pratique, les fonds d'archives et les séries de documents étaient très mélangés, et les archivistes ont dû chercher des solutions à ces cas particuliers. A la suite de la première guerre mondiale, et quelques années à la suite de la seconde, la solution retenue fut le transfert des archives, généralement fondé sur le principe de provenance. Mais ce moyen n'était pas commode ni adapté à tous les cas. Après la deuxième guerre mondiale, le microfilm permit de régler ce problème plus positivement sur la base du principe d'appartenance. On peut souligner que, dans ce cas, le microfilm permet généralement de résoudre, dans la pratique, le conflit théorique entre les principes de provenance et d'appartenance.

On a constaté, dans le rapport de M. Tanodi, que la Tchécoslovaquie a conclu des accords bilatéraux avec un certain nombre de pays pour établir des échanges de microfilms et de photocopies. Les Archives tchécoslovaques ont préparé des listes de documents relatifs à l'histoire de la Pologne et de l'Italie. Nous échangeons des listes de documents et des microfilms avec la Hongrie et il existe une collaboration étroite entre la Tchécoslovaquie et l'URSS, comme entre la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande : les Archives centrales de la République démocratique allemande ont mis à notre disposition des listes de documents et des microfilms concernant les citoyens tchécoslovaques exécutés par les nazis sur le territoire allemand pendant la seconde guerre mondiale. Les Archives tchécoslovaques ont préparé pour les Archives de Yougoslavie plusieurs milliers de clichés de microfilms concernant l'histoire la plus récente de la Yougoslavie. Cette collaboration entre voisins est effectuée dans le cadre d'un programme systématique, et ce vaste plan de collaboration internationale en matière d'archives se reflète dans les introductions très développées qui accompagnent guides et inventaires, et qui sont utiles non seulement aux chercheurs tchécoslovaques, mais aussi aux étrangers.

Un autre aspect, extrêmement intéressant de cette collaboration, réside dans la possibilité de communiquer des documents originaux d'un pays d'Europe centrale à l'autre. Cette communication internationale s'effectue surtout entre les Archives tchécoslovaques et polonaises, mais également — et cela est à souligner — avec les Archives autrichiennes. Toutes ces expériences, que nous venons de citer, en matière de communication d'archives entre pays étrangers, ont une valeur d'exemple pour tous. Mais, à mon avis, la plus intéressante concerne la communication et les emprunts, sans restrictions, de documents d'archives entre Prague et Vienne, car il s'agit là d'une collaboration scientifique entre deux pays de système politique et gouvernemental différent. Un tel exemple peut avoir une portée mondiale.

RÉPONSE DE M. Charles KECSKEMÉTI Rapporteur

Je voudrais m'adresser d'abord à Messieurs les « panelists » qui ont bien voulu commenter mon rapport.

Nous savons que M. Bein est un des partisans les plus fervents de la collaboration internationale et nous lui sommes redevables de plusieurs propositions constructives et

1. Directeur scientifique de l'Administration des Archives, ministère de l'Intérieur, Prague.

bonnes. Je ne voudrais pas les répéter ; mais je crains que l'idée de servir de « clearing house » international pour contourner des difficultés politiques ne puisse être retenue, car nos membres nationaux émanent de leurs gouvernements respectifs et nous pourrions aboutir à des difficultés politiques menaçant le bon fonctionnement de notre Conseil.

J'adresse mes remerciements très sincères à M. Rieger pour la précieuse aide que les Archives des Etats-Unis apportent au Conseil international des Archives, non seulement pour l'obtention des moyens de faire aboutir nos projets, mais aussi pour clarifier nos idées.

M. Valette nous a demandé d'étudier les moyens d'exécuter les projets de M. Saint-Juste. J'y viendrai tout à l'heure.

Je voudrais également remercier M. Walne pour ses paroles aimables concernant la « formation des archivistes » ; je crois que, chaque fois que cela se fera sentir, nous ne manquerons pas de faire appel à l'assistance des Archives du Royaume-Uni.

Enfin, le CIA ne peut que se féliciter de l'aide inappréciable que lui apporte l'Union soviétique pour la cause de la coopération internationale des archives.

En ce qui concerne les interventions entendues au cours de la deuxième partie de la séance, je suis tout à fait d'accord sur le fond et les termes de l'intervention faite par M. Bautier, cela va sans dire.

Nous avons entendu toute une série de propositions dont la réalisation requiert des fonds accrus : ainsi, ressusciter le Comité de terminologie, créer une Commission de restauration, créer un Comité juridique (proposition de M. Martinez Acosta, analogue à celle qui a été présentée, il y a quelques années, par la Table ronde de Varsovie et qui n'a jamais été suivie d'effet, pour des raisons trop évidentes). M. Loh Keng Aun, de Malaysia, nous a demandé d'assister les pays du Sud-Est asiatique. M. Saint-Juste, de Haïti, nous presse d'apporter une assistance aux archives des pays d'Amérique latine ; et je suis sûr que nos collègues africains qui sont ici demandent également une assistance accrue pour les archives de leur continent. Tout cela dépend des moyens, d'une part de ceux mis à la disposition du Conseil international des Archives, d'autre part de ceux consentis par les instances internationales ou par des pays développés, en vue de faire progresser les archives dans les continents où le besoin s'en fait sentir.

J'en viens maintenant à la proposition de M. Saint-Juste. Je trouve exaltante son idée d'ouvrir un chapitre dans les budgets d'assistance technique internationale en faveur des archives. En ce qui concerne le Comité qu'il a proposé, je crois que, pour ne pas surcharger le budget hélas trop mal nanti du CIA, le groupe de travail dont j'ai parlé dans mon rapport¹ pourra en assumer les responsabilités, en attendant qu'une commission puisse être créée. En ce qui concerne les bâtiments, cette année même, le Conseil international des Archives publiera un manuel pour la construction des bâtiments d'archives².

J'ai été très heureux d'entendre Mrs. Dolores Renze parler des archives de caractère provincial ou local. Je crois effectivement que notre Conseil devrait accorder une attention accrue au problème de ces archives. Jusqu'à présent nous n'avons fait qu'un effort pratique, c'est de publier dans *Archivum* une enquête sur les archives municipales³ (je sais que ce n'est pas exactement le sens de l'intervention de Mrs. Renze). Je crois que son idée devra être retenue dans l'avenir pour l'action du Conseil international des Archives.

M. Posner a proposé de créer un corps de la Paix pour les archives. C'est ce que nous souhaitons tous.

En terminant cette intervention, je tiens à exprimer ma reconnaissance la plus profonde à nos collègues américains, et tout d'abord au Dr. Bahmer, à M. Rieger, à M. Munden, à M. Leisinger, ainsi qu'à Mrs. Renze et à tous les autres, dont le travail d'organisation, travail harassant et dur s'il en est, a valu à notre Conseil un congrès aussi important, aussi fructueux et aussi agréable.

1. Cf. ci-dessus, p. 204.

2. M. DUCHEIN, *Les bâtiments et équipements d'archives*, Paris, 1966, in-8°, 312 p. (Conseil international des Archives).

3. *Enquête internationale sur l'histoire des archives municipales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965, in-8°, VIII-144 p. (*Archivum*, vol. XIII, 1963).

SÉANCE DE CLOTURE

M. Sabbe ouvre la séance. M. Bahmer donne lecture d'une lettre adressée par le président Johnson à M. Sabbe, en tant que président du CIA ; il passe ensuite la parole à M. Joseph E. Moody, Deputy Administrator, General Services Administration, qui est le « patron » du National Archives and Record Service des Etats-Unis. Puis M. Kecskeméti, secrétaire du CIA, donne lecture des vœux qui ont été approuvés par le Comité des Résolutions¹.

M. Duboscq, trésorier du CIA, fait un exposé sur l'UNESCO, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa fondation ; M. Gagliotti, représentant de l'UNESCO aux Nations Unies, le remercie.

M. Sabbe souligne alors les résultats essentiels du congrès ; il met l'accent sur l'accord qui s'est fait autour de la libéralisation de l'accès aux archives — libéralisation déjà souvent pratiquée, témoins les échanges archivistiques hollando-belges de 1852, qui ont contribué à resserrer les liens entre les deux pays, et les prêts de documents consentis cette année même par l'URSS à la Belgique, sans la moindre formalité, pour l'exposition consacrée à Léopold I^{er}, qui fut général dans l'armée russe de 1804 à 1815 ; après avoir remercié ses collaborateurs au bureau du CIA, MM. Duboscq et Kecskeméti, il exprime sa vive reconnaissance aux organisateurs du congrès.

M. Bahmer présente enfin aux congressistes M. Waldo G. Leland qu'il qualifie de « père de la profession archivistique aux Etats-Unis » : issu de l'Université de Harvard, il publia avec le Prof. Vantyne le premier guide des archives du gouvernement des Etats-Unis et consacra sa vie au service de la coopération intellectuelle dans le domaine international. Après un discours du Dr. Leland, M. Sabbe déclare clos le Congrès international extraordinaire des Archives.

Letter of Lyndon B. JOHNSON

President of the United States

to Mr. Etienne Sabbe

President of the International Council on Archives

The White House
Washington
May 11, 1966.

Dear Dr. Sabbe :

A great philosopher once said that mathematics make us subtle and poets make us witty, but histories make us wise. Without the dedicated work of those in your profession, there could be no histories written.

Yours is a profound responsibility. For you are nothing less than the collective memory

1. Cf. ci-dessous, p. 232-237.

of mankind. It is from the record of the past that every generation learns to cope with the present and plan for the future. This is only made possible for us because dedicated men and women throughout the world devote their lives to bringing together and preserving invaluable historical records.

I am pleased and honored by this chance to greet you and to wish you well. You have earned the applause and the gratitude of every man and woman who enjoys the fruits of civilization.

Sincerely,

Lyndon B. JOHNSON.

Speech by Mr. Joseph E. MOODY

Deputy Administrator, General Services Administration

For several months the honorable Lawson B. Knott, Jr., Administrator of General Services, has looked forward to this important gathering and to an opportunity to meet with you. Unfortunately, Mr. Knott is ill, and I know he is distressed in being unable to be with you today. He has asked me to extend to you his greetings and his best wishes. It is a privilege for me to come before you in his stead to congratulate you on the very worthwhile accomplishments of this Congress. You have presented varying points of view. You have argued vigorously for what you believe to be right. You have listened to and weighed carefully the ideas presented, and I hope you will reach a substantial measure of agreement on the basic issues. You have come to Washington from every quarter of the globe, you represent different social, economic, and political systems, but you are bound together by a common concern, a common sense of mission : that concern, that mission, is the preservation of the documentary sources that describe the development of man and his institutions, and I believe that during the past few days you have recognized to a greater degree than ever before that this common concern has another dimension : the responsibility to encourage exploitation of the documentary heritage of the world more insistently, more fully, more imaginatively than ever before. You have recognized the great potential of international co-operation in this vital endeavor and it is a vital endeavor, for one of the prerequisites to international peace and friendship is a sympathetic international understanding grounded on scholarship that has access to basic documentary sources. But an agreement on a desirable objective is not enough. If the Extraordinary Congress of the International Council on Archives is to be worth the effort it has cost to all of us, if it is to go down in history as a turning point in the age-old struggle for freedom of inquiry and scholarship, our agreement on objectives must be only the prelude to action and to positive, creative, and far-reaching accomplishment. I am not unaware of the obstacle that lie before you in your quest for implementation of your objectives. My association with the National Archives of the United States and a background of 31 years of service in the Federal Government have given me an appreciation of the difficulties and frustrations you may face : the problems of funding new or expanded programs and even cautious attitudes on the part of some of your professional colleagues will conspire to make your task difficult. I challenge you to persevere in overcoming these obstacles. Nearly 300 years ago John Dryden wrote, "We find but few historians and other scholars", but, unfortunately, Dryden's remarks still have a degree of validity today. It is your task to help render them completely invalid. You can be instrumental in forever banishing the diminishing reliance of historians on time-honored opinion and myth ; you can play the leading role in an international movement to encourage scholarship founded on free and objective examination of basic source materials. I can think of no objective more worthwhile. If you succeed, you will have contributed immeasurably to the

spirit of free inquiry, to the increase of knowledge on this planet, and to the peace and understanding among all members of the family of mankind. The opportunity is within your grasp, seize it and unborn generations will be in your debt.

I understand that some of you plan to remain in Washington after the close of this Congress for further study of our National Archives system and our archival methods and procedures. We welcome this added opportunity to share with you the knowledge we have gained to date upon which our present system is founded, and we stand ready and able to be as helpful to you as you may wish us to be.

Exposé de M. Guy DUBOSCQ

Trésorier du CIA

L'UNESCO

Vous parler de l'UNESCO me paraît une tâche difficile tant le domaine est vaste, puisqu'en fait il englobe sur le plan de l'univers tous les problèmes d'éducation, de science et de culture. Entre deux voies qui s'offrent à moi, la longue et la courte, je choisirai cette dernière.

Histoire et constitution de l'UNESCO.

Un mot d'histoire d'abord. L'UNESCO, organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, est une institution spécialisée des Nations Unies, au même titre que l'Organisation mondiale de la Santé ou le Bureau international du Travail. Les bases de son acte constitutif ont été jetées à Londres en 1945. Son établissement officiel à Paris remonte au 4 novembre 1946.

Certes, entre les deux conflits mondiaux, l'Institut international de coopération intellectuelle, créé à Paris en 1924 sous l'égide de la Société des Nations, s'était déjà préoccupé des problèmes d'éducation, de science et de culture, avec le concours de personnalités éminentes dans ces domaines et avec l'aide d'universités et d'académies. Mais les forces sur lesquelles cette action s'appuyait étaient celles de personnes privées et non celles de gouvernements. L'UNESCO, au contraire, est une assemblée d'Etats. Ses organes sont les suivants :

1^o *La Conférence générale*, composée de représentants des Etats membres, se réunit actuellement au siège à Paris, tous les deux ans, pour adopter le programme, voter le budget biennal et décider souverainement de la politique générale de l'organisation. Entre les sessions de la Conférence générale, un rôle très important est joué par les Commissions nationales des différents pays membres.

2^o *Le Conseil exécutif*, composé de trente membres, se réunit plusieurs fois par an, veille à l'exécution du budget et étudie le projet de programme et de budget pour les exercices à venir que lui soumet le directeur général de l'UNESCO.

3^o *Le Secrétariat de l'UNESCO* est l'organe d'exécution et d'information ; il a à sa tête un directeur général, élu pour quatre ans par la Conférence générale.

Il est important de noter que le rôle du directeur général et de ses collaborateurs, tant au siège que dans les différents pays où le secrétariat possède des antennes, ne consiste pas seulement à exécuter les décisions de la Conférence générale et le budget, mais à se tenir informé de tous les besoins qui se font jour dans le monde entier pour suggérer, en définitive, la politique à suivre. C'est assez dire l'immense charge qui repose sur les épaules du directeur général et les éminentes qualités que doit posséder cette haute personnalité. L'énumération de ces directeurs généraux s'inscrit tout naturellement dans mon exposé et doit constituer comme un hommage public à eux rendu : Julien Huxley, biologiste anglais, 1946-1948 ;

Jaime Torres-Bodet, ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, 1948-1952 ; après l'intérim de l'Américain John Taylor, le Dr. Luther Evans, bibliothécaire du Congrès à Washington, 1953-1958 ; Vittorino Veronese, philosophe italien, 1958-1961 ; René Maheu, Français, depuis 1962.

L'UNESCO, qui comptait 47 pays membres en 1945, en dénombre aujourd'hui 120. Elle est assistée par un certain nombre d'associations, en général à caractère privé, que l'on appelle *Organisations internationales non gouvernementales*. Il y en a actuellement 243 ; parmi celles-ci, une vingtaine apportent à l'UNESCO une collaboration étroite et bénéficient d'arrangements spéciaux avec elle. Le Conseil international des Archives figure dans ce groupe. Il a lui-même des représentants de 74 pays différents et notre vœu est qu'il compte autant de pays membres que l'UNESCO elle-même.

Budget et tâches de l'UNESCO.

Les ressources de l'UNESCO proviennent d'abord des cotisations payées par les Etats membres et qui constituent son budget ordinaire ; elle bénéficie ensuite de subsides mis à sa disposition par les Nations Unies et qui sont répartis en deux rubriques, *Assistance technique* et *Fonds spécial*.

En 1947, le budget total annuel de l'UNESCO était de 7 millions \$. En 1965-1966, pour deux ans, le budget total est de 156 000 000 \$ (56 000 000 \$ pour le budget ordinaire ; 100 000 000 \$ pour le budget extraordinaire). Cette masse de crédits, bien que respectable, est peu considérable, n'hésitons pas à dire insuffisante, si on la compare aux tâches qui incombent à l'UNESCO.

En effet, d'après son acte constitutif, l'UNESCO se propose « de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples ».

Il ne faut pas perdre de vue que la vocation de l'UNESCO n'est pas utilitaire, mais éthique. Pour elle, l'éducation, la science, la culture et l'information ne sont pas des fins en soi, mais les moyens ou les modes d'une entreprise spirituelle et d'un effort moral qui constituent sa véritable mission.

On ne parle pas de paix et de bonne entente à des hommes qui ont faim et soif ; on leur donne d'abord à manger et à boire. On apaise d'abord chez les hommes leur faim et leur soif de connaissance, de science et de culture pour leur permettre d'accéder aux plus hautes valeurs spirituelles et morales. Ainsi agit depuis vingt ans l'UNESCO.

Réalisations de l'UNESCO.

Il est impossible en peu de mots d'énumérer toutes ses réalisations, tout ce que l'humanité lui doit déjà. Il suffira d'indiquer les thèmes principaux de son action : réduire l'analphabétisme, éduquer les adultes, organiser la recherche pédagogique, construire des écoles et des universités ; coopérer au développement de l'infrastructure scientifique des Etats, développer la coopération internationale pour le progrès de la recherche et de la documentation, développer l'enseignement et l'information, appliquer les sciences sociales et humaines aux problèmes du monde contemporain, protéger le patrimoine culturel de l'humanité, diffuser la culture, développer l'étude et l'appréciation mutuelle des cultures, activer la libre circulation de l'information et le développement des techniques.

Pour arriver à ces buts, l'UNESCO multiplie les colloques et les conférences régionales, crée des centres de formation, organise des projets pilotes, envoie des experts de par le monde et distribue des bourses d'études. Elle publie de nombreux bulletins, des revues, des statistiques. Elle diffuse au maximum les informations.

Je ne parlerai pas ici de l'action que mène l'UNESCO en matière d'archives, ni de la collaboration fructueuse qui s'est instaurée depuis 1950 entre elle et le Conseil international des Archives. La question a été traitée dans notre quatrième séance de travail et le rapport de M. Kecskeméti en a fait longuement état. Qu'il me soit simplement permis de remercier l'UNESCO de la confiance qu'elle accorde au Conseil international des Archives, je dirai peut-être même une trop grande confiance, car elle se repose entièrement sur nous pour régler tous les problèmes concernant les archives, et ils sont nombreux, surtout dans les pays nouveaux et en voie d'expansion. Quoique l'esprit d'initiative ne nous manque pas, nous aimerions quelquefois nous reposer aussi un peu sur l'UNESCO.

Nous la remercions également des subsides qu'elle nous accorde, mais nous lui demandons avec insistance — on en vient toujours là — d'augmenter la subvention qu'elle nous octroie, pour reprendre la publication de la bibliographie internationale archivistique que nous avons dû abandonner et pour créer enfin un secrétariat permanent et les commissions de travail nécessaires.

Nous l'assurons, de notre côté, de notre entière disposition, persuadés qu'au-delà du domaine qui est le nôtre et que nous voulons le plus moderne possible, nous cherchons comme elle à établir des liens de compréhension et d'amitié fraternelle entre les archivistes du monde entier.

L'UNESCO réussit-elle dans l'œuvre cyclopéenne qu'elle a entreprise ? Il faut sans hésitation répondre : oui. Mais la tâche est immense. Elle a besoin des efforts de tous les Etats, de toutes les institutions spécialisées, pour que, lors de son centenaire, les enfants de nos petits-enfants puissent déposer sur sa tête la couronne de la reconnaissance qu'elle mérite déjà et qu'elle méritera plus encore pour avoir chevillé au cœur de tous les hommes le seul bien précieux qui donne un sens à la vie : la compréhension et l'amitié des hommes entre eux.

Thanks of Mr. GAGLIOTTI

Representative of the UNESCO in the United States

to Mr. DUBOSCQ

Let me say how delighted I am to be here and to bring the greetings and the wishes of our Director General to this Extraordinary Congress of the International Council on Archives. I should like to thank Mr. Duboscq for his clear presentation of UNESCO's history and for the very kind words I shall be very glad to convey to my Director General. I thank Mr. Duboscq for having underlined the fact that UNESCO being an organization for education, science and culture, has so broad a task that it is extremely hard to satisfy demands and requests. It is never for want nor will on the part of UNESCO or the General Director, that limits are opposed to the demands of groups like yours, it is only the limits of means.

In the list of resolutions read by Mr. Kecskeméti, you are urged to go back to your Governments and Institutions to exercise your influence at the national level to the end of having international institutions do for you more in the future. UNESCO, being an international organization, is subject to the control of its member-states, which means the General Conference. The most important thing for Archives is to become more closely connected with that conclave which will eventually determine UNESCO's policy towards Archives. I am impressed by the work done by the Council, in which UNESCO is proud to be associated. I shall not give a full list, but mention some publications such as the compilation of schools and courses for the professional training of archivists, construction of archives buildings,

list of relevant archival legislations throughout the world and the different guides to the sources of the history of the world. Your organization satisfies one of UNESCO's main roles, which is to assist to the satisfaction of the growing need for truth and accuracy in world affairs. It is apparent that what affects one of us affects all of us. In this new crowded, complicated, problem-ridden and dynamic world, the search for truth is more difficult and more imperative than ever in man's history. Often, our difficulties arise from statements which falsify and distort records and here is where the archivist's role in affairs of men becomes manifest. Never his work has been as important. UNESCO, with you, will never lose track of this fact.

Speech by Dr. Waldo G. LELAND

Former President of the International Committee of Historical Sciences

While we are having so much to say about the benefits that have been poured upon the cause of archives by UNESCO and by other sources, I want to express a particular and personal feeling of gratitude that I have to Brussels, because the Brussels Congress of 1910 was supposed to be the first of a series of international congresses relating to archives. We did not have another one until the formation of the International Council on Archives and the organization of the series of congresses that took place after that. But at just that moment, in 1909, we started, in the United States, a series of annual conferences on the problems of archives. We took, of course, into account our National Archives and our State and local archives. And when the Brussels Congress was held in 1910 we sent four delegates to it, of which I was one. The discussions at that Congress (I was looking them over the other day) were helpful to us and have influenced us a great deal. It was a short time after that, that we organized our own Society of Archivists which then carried on the work. The influence of the Brussels Congress was very considerable, and as I look back on it I realize how many of the problems we were considering were cleared up by what we got from the Brussels Congress. Of course, I had been in Paris for a long time. I followed some of the work of the Ecole des Chartes and I knew something about the problems of archives. But this Congress of Brussels in 1910 was a very precious and valuable incident to the progress and development of archives, considering the problems in the United States. So I am glad to express our own gratitude here to those who were responsible for it. One of them I knew very well indeed : that was the great Pirenne, who, of course, had a tremendous influence in the setting up of the International Committee of Historical Sciences. So I think most of us Americans feel very strongly indebted to Brussels, to Belgians and to the Belgian scholars for the help and inspiration they gave us in those efforts that we were making.

RÉSOLUTIONS, RECOMMANDATIONS
ET VŒUX

RÉSOLUTIONS, RECOMMANDATIONS ET VŒUX
DU CONGRÈS INTERNATIONAL EXTRAORDINAIRE
DES ARCHIVES

TENU A WASHINGTON DU 9 AU 13 MAI 1966

1. Le Congrès extraordinaire réaffirme que l'un des objectifs principaux du Conseil international des Archives est de « faciliter une utilisation plus fréquente des archives et l'étude efficace et impartiale des documents qu'elles conservent, en en faisant mieux connaître le contenu et en s'efforçant de rendre l'accès aux archives plus aisé », comme il est dit à l'article 2 des statuts du CIA.

2. Le Congrès émet le vœu que les chercheurs, sans distinction de nationalité, se voient partout accorder des facilités égales et aisées pour l'accès aux archives et que tous les moyens soient mis en œuvre pour rendre effectif ce principe. Il demande que le Comité exécutif du CIA étudie la possibilité de créer une carte internationale de lecteur, servant de recommandation auprès des Archives des pays étrangers et qu'il soumette, à cet effet, un rapport à la prochaine session de l'assemblée générale qui aura lieu en 1968.

3. Considérant les exigences des sciences historiques, économiques et sociales contemporaines, le Congrès émet le vœu que les autorités responsables des archives s'efforcent d'obtenir un assouplissement sensible des règles de la communicabilité en abaissant, si possible, les délais en vigueur, et, en outre, en ouvrant à la recherche certaines catégories de documents avant les délais réglementaires.

4. Le classement et la rédaction d'instruments de recherche étant une des missions essentielles des archivistes, le Congrès émet le vœu que ces travaux soient accélérés et que des guides généraux de sources documentaires soient publiés. Il souhaite tout particulièrement que les dépôts d'archives se voient accorder un personnel qualifié en nombre suffisant pour réaliser le plus rapidement possible les opérations permettant l'accès aux archives contemporaines, de plus en plus volumineuses.

5. Étant donné que les conceptions actuelles en matière de droit d'auteur peuvent avoir des effets sur la recherche dans les archives, le Congrès souhaite que la Conférence internationale de la Table ronde mette ce problème à l'ordre du jour de sa prochaine session.

6. Le Congrès souhaite que, pour favoriser dans chaque pays la publication des sources documentaires, le Comité exécutif du CIA crée une commission de travail qui aurait pour mission d'étudier l'adaptation aux publications de sources d'archives des procédés les plus économiques et les plus rapides ; il souhaite que cette commission se consacre notamment à l'étude de l'emploi du microfilm comme moyen de publication.

7. Le Congrès émet le vœu que le Comité des archives de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPGH) et le Conseil technique interaméricain des archives (CTIA) soient invités à faire une enquête par voie de questionnaires, sur les conditions dans lesquelles la publication des documents historiques est faite dans les pays d'Amérique latine, première étape vers la formulation de programmes nationaux de publication. Les questionnaires seraient soumis aux Archives nationales de chaque pays d'Amérique latine. Le Congrès émet en outre le vœu que le Conseil international des Archives, le Comité des archives de l'IPGH et le CTIA concertent leurs efforts pour obtenir l'assistance de l'UNESCO

RESOLUTIONS, RECOMMENDATIONS AND WISHES
OF THE EXTRAORDINARY INTERNATIONAL
ARCHIVES CONGRESS

HELD IN WASHINGTON, MAY 9-13, 1966

1. The Extraordinary Congress reaffirms that one of the principal objectives of the International Council on Archives is "to facilitate more frequent use of archives and the effective and impartial study of the documents they contain by making their content more widely known and by encouraging greater freedom of access", as stated in Article 2 of the ICA Constitution.

2. The Congress expresses the wish that researchers, irrespective of nationality, should everywhere be accorded equal and easy facilities for access to archives, and that every means should be employed to make this principle effective. It requests that the Executive Committee of the ICA investigate the possibility of creating an International Reader's Card to serve as a recommendation of the bearer to foreign archival institutions, and that it submit a report to this effect at the next session of the General Assembly that will take place in 1968.

3. In view of the needs of contemporary historical, economic and social science, the Congress expresses the wish that responsible archival authorities strive to obtain substantial liberalization of the rules of access by reducing, if possible, the restriction periods in effect, and, in addition, by opening certain categories of documents to research use before expiration of the prescribed term.

4. Arrangement and the preparation of finding aids being among the principal functions of archivists, the Congress expresses the wish that this work be accelerated and that comprehensive guides to documentary sources be published. It desires especially that archival depositories be provided with qualified personnel in sufficient numbers to carry out as rapidly as possible the work required to permit access to the increasingly voluminous archives of contemporary times.

5. Inasmuch as current concepts in the copyright field may have an influence on research in archives, the Congress desires that the International Round Table Conference put this problem on the agenda of its next meeting.

6. The Congress desires, in order to promote the publication of documentary sources in each country, that the ICA Executive Committee establish a working committee to investigate ways and means of adapting the most economical and rapid methods to the publication of archival sources ; it desires that this committee concern itself particularly with a study of the use of microfilm as a means of publication.

7. The Congress expresses the wish that the Archives Committee of the Pan American Institute of Geography and History (PIGH) and the Inter-American Technical Council on Archives (ITCA) be invited to make an inquiry, by means of questionnaires, into the conditions under which historical documents are published in the countries of Latin America, as a first step toward the formulation of national publication programs. The questionnaires would be submitted to the National Archives of each Latin American country. The Congress also expresses the wish that the International Council on Archives, the Archives Committee of

et des fondations intéressées au progrès de la recherche scientifique, en vue du développement de programmes nationaux de publications documentaires en Amérique latine, dont la priorité sera fondée sur les situations économiques de chaque pays, sur la valeur d'information des sources et sur le risque de destruction de celles-ci.

8. Le Congrès, considérant l'intérêt des sciences historiques, recommande une intensification des programmes de microfilmage en les étendant, si possible, à des séries ou à des fonds entiers. Il souhaite qu'une très large part soit faite aux documents se rapportant aux nations dont l'histoire est tributaire de sources d'archives conservées en d'autres pays. Le Congrès estime que les accords portant sur des échanges ou sur des envois de microfilms devraient comporter des clauses réglementant la reproduction ou la cession de ces microfilms.

9. Le Congrès recommande que le Comité exécutif du CIA prenne l'initiative de faire étudier les conditions de conservation des films dans les régions de climat tropical.

10. Le Congrès estime que les crédits de fonctionnement dont dispose le CIA sont nettement insuffisants. Le développement des activités du Conseil, l'exécution des projets souhaités par le Congrès et l'application des vœux et résolutions qu'il a adoptés, requièrent des moyens financiers accrus permettant, notamment, la création d'un secrétariat permanent. Le Congrès estime qu'il importerait d'obtenir, en premier lieu, une augmentation sensible de la subvention ordinaire accordée au Conseil par l'UNESCO. Il demande, en conséquence, à toutes les délégations présentes à Washington, d'intervenir auprès des Commissions nationales de l'UNESCO de leurs pays respectifs pour qu'elles entreprennent une action vigoureuse en faveur du CIA lors de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO.

11. Outre les projets mentionnés aux points 6, 9, 10, 13, 14, 17 et 18 du présent texte, un accroissement de ses ressources (tant sous forme de subvention que sous forme de contrats divers) devrait permettre au Conseil international des Archives :

- a) de reprendre la publication de la bibliographie archivistique internationale, suspendue depuis 1960 ;
- b) de mettre en état de fonctionnement le Centre de documentation internationale d'archives de Paris ;
- c) de rappeler à l'activité le Comité de terminologie pour compléter le vocabulaire publié en 1964, et pour établir les équivalences en d'autres langues que celles qui y figurent (portugais, langues slaves, langues scandinaves et terminologie américaine) ;
- d) de créer un Comité de liaison des techniciens de la restauration et de la préservation des documents, afin de faciliter la diffusion des procédés nouveaux et de rendre permanent l'échange des expériences ;
- e) de poursuivre l'étude des problèmes du droit international en matière d'archives, conformément au vœu de la Conférence internationale de la Table ronde (Varsovie, 1961) ;
- f) de créer des branches régionales du CIA pour le Sud-Est asiatique, pour les pays africains de langue anglaise et pour les pays africains de langue française.

12. Le Congrès émet le vœu qu'un chapitre spécial soit ouvert dans le budget de l'assistance technique de l'UNESCO pour aider les pays en voie de développement à organiser leurs archives.

13. Le Congrès approuve chaleureusement l'idée de l'UNESCO de lancer un projet archivistique pilote en Afrique et l'assure de la collaboration du CIA pour mener à bien ce projet. Il estime qu'afin de rendre ce programme d'assistance le plus efficace possible, deux projets subrégionaux devraient être prévus : l'un implanté en Afrique orientale de langue anglaise, l'autre en Afrique occidentale de langue française.

Il serait également utile de renforcer l'action des unités mobiles de microfilm de l'UNESCO et de la combiner, éventuellement, en Afrique, avec les projets subrégionaux.

En attendant la mise en chantier des projets subrégionaux, il conviendrait d'entreprendre une action immédiate pour former du personnel qualifié pour les Archives africaines, en utilisant les possibilités qui existent sur place.

PIGH, and the ITCA concert their efforts to obtain the assistance of UNESCO and of foundations interested in the progress of scientific research, for the purpose of developing national documentary publication programs in Latin America. The order of priority would be predicated upon the economic situation in each country, upon the informational value of the sources, and upon the risk of their destruction.

8. The Congress, in view of the needs of the historical sciences, recommends the strengthening of microfilming programs by extending them, if possible, to entire series or fonds. It desires that a very considerable share be allotted to documentation relating to nations whose history is dependent upon archival sources held in other countries. The Congress believes that agreements concerning the exchange or the provision of microfilms should contain clauses regulating their reproduction or their further transfer.

9. The Congress recommends that the ICA Executive Committee take the initiative in making a study of the conditions under which films may be preserved in tropical climates.

10. The Congress considers that the operating funds available to the ICA are clearly inadequate. The growth of the Council's activities, the execution of the projects desired by the Congress, and the implementation of the wishes and resolutions that it has adopted, require increased financial means that would make possible, especially, the establishment of a permanent secretariat. The Congress considers that it is important to obtain, in the first place, a substantial increase in the usual subvention granted to the Council by UNESCO. Consequently, it requests that all of the delegations present in Washington recommend to the National UNESCO Commissions of their respective countries that they take forceful action on behalf of ICA during the next General Conference of UNESCO.

11. In addition to the projects referred to under points 6, 9, 10, 13, 14, 17, and 18 of the present document, an increase in its funds (either in subvention form or by means of contracts of various kinds) would enable the International Council on Archives :

- (a) to resume publication of the International Archival Bibliography suspended since 1960 ;
- (b) to put into operation the Paris International Archival Documentation Center ;
- (c) to reactivate the Committee on Terminology in order to complete the vocabulary published in 1964 and to determine equivalent terms in languages other than those originally included (Portuguese, Slavic and Scandinavian languages, and American terminology) ;
- (d) to establish a Liaison Committee of document restoration and preservation technicians in order to facilitate the spread of new techniques and the continuous exchange of experience in this field ;
- (e) to undertake the study of the problems of international law in the archival field in accordance with the wishes of the 1961 Warsaw International Round Table Conference ;
- (f) to establish regional branches of ICA in Southeast Asia, in English-speaking African countries, and in French-speaking African countries.

12. The Congress expresses the wish that a special item be added to UNESCO's technical assistance budget for the purpose of helping developing countries to organize their archives.

13. The Congress warmly approves the UNESCO idea of starting an archival pilot project in Africa, and assures the collaboration of the ICA in carrying it out. In order that this program of assistance may be as effective as possible, it believes that two sub-regional projects should be provided for : one based in English-speaking East Africa, and the other in French-speaking West Africa.

It would also be useful to strengthen the operations of the UNESCO mobile microfilm units and, eventually, in Africa, to incorporate them into the sub-regional projects.

While awaiting the start of the sub-regional projects, it would be appropriate to take immediate action to train qualified personnel for African archival institutions by making use of opportunities existing locally.

14. Le Congrès a pris acte avec satisfaction de l'avancement des travaux de la série des *Guides des sources de l'histoire des nations*. Il exprime son espoir de voir paraître bientôt les fascicules nationaux composant le *Guide des sources de l'histoire d'Amérique latine* et émet le vœu que les pays détenteurs de sources qui, jusqu'à présent, sont restés à l'écart de cette entreprise, apportent leur concours au *Guide latino-américain*, ainsi qu'au *Guide des sources de l'histoire de l'Afrique*, actuellement en chantier.

D'autre part, le Congrès souhaite que soit entreprise, sous l'égide du Conseil international des Archives, la réalisation d'une autre série de guides, consacrés aux sources conservées en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

15. Le Congrès approuve l'initiative de l'UNESCO visant à associer le Conseil international des Archives au vaste projet de la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique*.

16. Le Congrès émet le vœu que les membres nationaux du Conseil international des Archives (Directions centrales d'Archives ou institutions assimilées et associations nationales professionnelles) fassent parvenir au secrétariat du CIA, dans un délai de six mois, la liste des candidats à des missions d'expert-archiviste de l'UNESCO dont ils garantissent l'aptitude à remplir de telles missions. La liste internationale devra être transmise au service compétent de l'UNESCO dès son établissement et complétée au fur et à mesure des nouvelles candidatures.

17. Le Congrès approuve le projet de créer un groupe de travail permanent, composé des représentants des services intéressés du secrétariat de l'UNESCO et des représentants du Comité exécutif du Conseil international des Archives, dont la mission principale serait d'étudier les moyens d'assistance aux Archives des pays en voie de développement, de suivre la réalisation des projets et de coordonner les activités dans ce domaine.

18. Le Congrès émet le vœu qu'un groupe de travail soit créé par le président du CIA, avec la mission de poursuivre l'œuvre amorcée à Washington. Il souhaite que la Conférence internationale de la Table ronde s'occupe spécialement de l'application en Europe des mesures recommandées par le Congrès, et que le Comité exécutif présente à l'Assemblée générale de 1968 un rapport, préparé par le groupe de travail, sur l'évolution enregistrée entre le Congrès de Washington et celui de Madrid.

19. Le Congrès constate avec satisfaction que sa réunion est venue à point et que les échanges de vues y auront été particulièrement utiles. Il exprime sa gratitude aux collègues américains et aux institutions des Etats-Unis qui ont pris l'initiative de cette réunion pour leur généreuse hospitalité. Il adresse, en particulier, ses remerciements au Département d'Etat des Etats-Unis qui a mis sa Salle des conférences à la disposition des congressistes, aux interprètes qui ont assuré brillamment la traduction simultanée des communications, et enfin aux Archives nationales des Etats-Unis qui ont organisé de façon parfaite les séances de travail et le séjour des congressistes.

20. Le Congrès demande au président du Conseil international des Archives de charger le secrétaire du Conseil de préparer des messages de gratitude aux personnalités et institutions suivantes :

- a) à Mme Lyndon B. Johnson, qui a bien voulu recevoir les congressistes à la Maison-Blanche ;
- b) à M. Verner Clapp, président du Council on Library Resources, pour la généreuse subvention qui a permis la convocation du Congrès et la présence à Washington de 55 délégations nationales ;
- c) à la Société des archivistes américains, aux archivistes des grandes administrations des Etats-Unis (Records Managers) et à la Bibliothèque du Congrès, qui ont été successivement les hôtes des congressistes lors de leur séjour à Washington ;
- d) à MM. Kenneth Munden et Morris Rieger, dont l'excellent travail de préparation et d'organisation a permis au Congrès d'avoir des débats fructueux.

14. The Congress has taken note with satisfaction of the progress of the work on the series of *Guides to the Sources of the History of Nations*. It hopes that the national volumes constituting the *Guide to the Sources of Latin American History* will soon appear, and expresses the wish that countries holding relevant sources, which until now have not participated in the project, would lend their support to the *Latin American Guide*, as well as to the *Guide to the Sources of African History* now in progress.

In addition, the Congress desires that there should be undertaken, under the sponsorship of the International Council on Archives, another series of guides devoted to sources preserved in Latin America, Africa, and Asia.

15. The Congress approves UNESCO's initiative looking toward the association of the International Council on Archives with the vast project of preparing a *General History of Africa*.

16. The Congress expresses the wish that the national members of the International Council on Archives (central archival authorities or comparable institutions, and national professional associations) submit to the ICA secretariat within six months a list of candidates—for whose competence they can vouch—to undertake UNESCO archival technical assistance missions. The international roster will be transmitted to the responsible UNESCO department as soon as it is drawn up, and supplemented by new candidates as they are nominated.

17. The Congress approves the plan to establish a permanent working group, composed of representatives of concerned departments of the UNESCO secretariat and of the International Council on Archives, whose principal function would be to investigate ways and means of assisting archival institutions in developing countries, to oversee the implementation of projects, and to co-ordinate activities in this field.

18. The Congress expresses the wish that a working group should be created by the President of the ICA with the mission of continuing the work started in Washington. It desires that the International Round Table Conference should take special interest in the application within Europe of the measures recommended by the Congress and that the Executive Committee submit to the 1968 General Assembly a report, prepared by the working group, on the progress achieved between the Washington and Madrid Congresses.

19. The Congress notes with satisfaction that its meeting took place at a most appropriate time and that the exchange of views there have been particularly useful. It expresses its gratitude for their generous hospitality to the American colleagues and institutions responsible for this meeting. It addresses its thanks particularly to the United States Department of State which put its Conference Room at the disposition of the delegates, to the interpreters who provided a brilliant simultaneous translation of the proceedings, and finally, to the National Archives of the United States which organized in a perfect manner the working sessions and the sojourn of the delegates in Washington.

20. The Congress requests the President of the International Council on Archives to instruct the Secretary of the Council to prepare messages of thanks to the following individuals and institutions :

- (a) to Mrs. Lyndon B. Johnson, who kindly received the members of the Congress at the White House ;
- (b) to Mr. Verner Clapp, President of the Council on Library Resources, for the generous subvention which made possible the convocation of the Congress and the presence in Washington of 55 national delegations ;
- (c) to the Society of American Archivists, to the records management officers of United States Government agencies, and to the Library of Congress which have successively been the hosts of the delegates during their stay in Washington ;
- (d) to Messrs. Kenneth Munden and Morris Rieger, whose excellent work of preparation and organization enabled the Congress to have productive discussions.

Washington, May 13, 1966.

Washington, le 13 mai 1966.

1969. — Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
ÉDIT. N° 30 742 IMPRIMÉ EN FRANCE IMP. N° 21 583

GUIDE DES SOURCES DE L'HISTOIRE D'AMÉRIQUE LATINE

publié sous les auspices de l'UNESCO
et du Conseil international des Archives

*

Fascicules déjà parus :

Fasc. III/1 : Léone LIAGRE et Jean BAERTEN, **Guide des sources de l'histoire d'Amérique latine conservées en Belgique**, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1967, in-8°, 132 p. 150 F. B.

*Les commandes sont à adresser aux Archives générales du Royaume
78, galerie Ravenstein, Bruxelles*

Fasc. IV/1 : **Güfa de fuentes para la historia de Ibero-América conservadas en España**, I, Madrid, Dirección General de Archivos y Bibliotecas, 1966, in-8°, xxiv-609 p. 250 Pes.

*Les commandes sont à adresser à la Direction générale des Archives
et Bibliothèques d'Espagne
31-33, Eduardo Dato, Madrid 6*

Fasc. III/2 : M. P. H. ROESSINGH, **Sources preserved in the Netherlands : Guide to the sources in the Netherlands for the history of Latin America**, The Hague, General State Archives, 1968, in-8°, 232 p. .. 14 Fl.

*Les commandes sont à adresser aux Archives générales du Royaume
Bleyenburg 7, La Haye*

Fasc. XI : M. MÖRNER, **Fuentes para la historia de Ibero-América conservadas en Suecia**, Estocolmo, Archivo Nacional de Suecia, 1968, in-8°, 105 p. 15 Krs.

*Les commandes sont à adresser aux Archives nationales de Suède
Arkivgatan 3, Stockholm 2*

PUBLICATIONS DU CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

*

Michel DUCHEIN, **Les bâtiments et équipements d'archives**, Paris, Conseil international des Archives, 1966, in-8°, 312 p. dont 49 planches (publié avec le concours de l'UNESCO) 20 F. F.

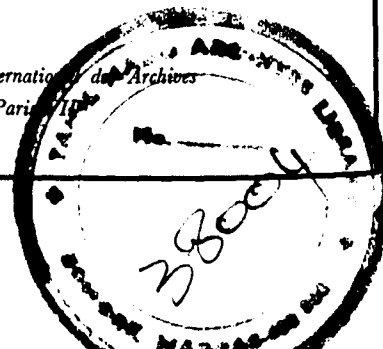
Charles KECSKEMÉTI, **La formation professionnelle des archivistes**. Liste des écoles et cours de formation professionnelle d'archivistes, Bruxelles, Conseil international des Archives, 1966, in-8°, 95 p. (publié avec le concours de l'UNESCO) 5 F. F.

Albert H. LEISINGER, **Microphotography for Archives**, Washington, 1968, in-8°, 34 p., 33 planches hors texte 5 F. F.

Charles KECSKEMÉTI, **La libéralisation en matière d'accès aux Archives et de politique de microfilmage**. Rapport présenté au VI^e Congrès international des Archives (Madrid, 3-6 septembre 1968), Paris, 1968, in-8°, 51 p. 5 F. F.

*

Les commandes sont à adresser au Conseil international des Archives
UNESCO, place Fontenoy, 75-Paris



To the